

**AIGLE BLANC,  
ÉTOILE ROUGE :  
La Guerre soviéto-polonaise  
1919-1920**

*Norman Davies*

**Chapitre Un :  
Une conflagration parmi tant d'autres**

Dans les derniers stades de la Première Guerre mondiale, l'Europe de l'Est s'est effondrée. Les anciens empires ont été atomisés par la guerre et la révolution. La Russie, en particulier, était dans un état de décomposition avancée, son cœur à Moscou et à Petrograd contrôlé par le « pouvoir

des Soviëts », ses régions éloignées entre les mains de divers partisans antisoviétiques. Parmi les anciennes provinces tsaristes, la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne avaient déclaré leur indépendance ; l'Ukraine était gouvernée par un « Directoire » parrainé par l'Allemagne ; les cosaques du Don et du Kouban avaient leurs propres assemblées ; La Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan étaient mencheviks ; La Sibirie et l'Archange avaient des gouvernements « blancs ». L'Empire austro-hongrois s'était désintégré de la même manière, son territoire étant repris par des États nouveaux ou reconstitués, les républiques d'Autriche et de Tchécoslovaquie, les royaumes de Hongrie, de Yougoslavie et de la Grande Roumanie. L'Empire allemand, bien que presque intact territorialement, s'était effondré politiquement. Le tsar avait été assassiné ; l'empereur-roi et le Kaiser avaient abdiqué et s'étaient enfuis.

Au centre de ce kaléidoscope, la République de Pologne renaissante a hérité de terres non seulement de la Russie, mais aussi des trois empires démembrés. Sa capitale, Varsovie, avait été la principale ville de l'ancien « Royaume du Congrès de Pologne » tsariste. Lwów et Cracovie avaient été les principales villes de la Galicie autrichienne ; Poznań, jusqu'à ce qu'elle se rebelle en décembre 1918, était allemande. Lorsque, le 11 novembre 1918, l'armée d'occupation allemande fut désarmée dans les rues de Varsovie, une nouvelle république souveraine vit le jour. Son chef, récemment libéré de l'internement allemand, était Józef Piłsudski, révolutionnaire russe, général autrichien et patriote polonais.

Le triomphe de Piłsudski est survenu à la fin d'une année au cours de laquelle l'indépendance polonaise avait souvent semblé aussi lointaine et inaccessible qu'à tout autre moment du siècle précédent. La Pologne était occupée par les armées apparemment invincibles des puissances centrales, victorieuses à l'Est et détenant jusqu'en juillet l'initiative à l'Ouest. Les manifestes et les déclarations d'intention concernant l'indépendance de la Pologne, publiés par le grand-duc tsariste Nicolas le 14 août 1914, par le président Wilson des États-Unis le 22 janvier 1917, par le gouvernement provisoire de la Russie le 30 mars 1917 et par les gouvernements alliés à l'unisson le 3 juin 1918, ne pouvaient pas changer le fait que la Pologne était gouvernée depuis Berlin. Le Comité national polonais à Paris n'avait aucun contact direct avec le pays qu'il prétendait représenter. La Commission de liquidation polonaise de Pétrograd fut transformée en bureau de communication entre les autorités soviétiques en Russie et les autorités allemandes à Varsovie. Les Allemands envisageaient un État monarchique polonais dépendant des puissances centrales et confiné aux territoires conquis sur la Russie. À cette fin, ils nommèrent un Conseil de Régence, dont la compétence ne s'étendait pas au-delà des domaines de l'Éducation et de la Justice. Le 22 juillet 1917, ils avaient arrêté Piłsudski, dont les légions polonaises avaient combattu à leurs côtés pendant les deux premières années de la guerre, mais qui avait depuis refusé de prêter le serment de fraternité requis avec les armées de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Le 3 mars 1918, ils signent le traité de Brest-Litovsk avec les dirigeants bolcheviks à qui ils attribuent de vastes zones du territoire polonais, y compris le district de Chełm à l'ouest du Boug. Peu de gens se rendaient compte que les 123 années de servitude de la Pologne touchaient à leur fin. Peu de gens, que ce soit en Allemagne, en Russie ou dans les pays alliés, croyaient sérieusement que la Pologne pourrait maintenir une existence indépendante, même si l'occasion se présentait. Personne n'avait prévu que Piłsudski pourrait mettre de côté le désespoir des années précédentes et vaincre les ambitions de ses rivaux les plus influents et les plus respectés. Mais l'improbable s'est produit. Le 11 novembre 1918, jour de l'armistice sur le front occidental, Piłsudski, fraîchement libéré du château de Magdebourg, arrive à Varsovie. Trois jours plus tard, il est invité par le Conseil de régence à prendre le pouvoir en tant que chef de l'État et commandant en chef de la République, le premier dirigeant indépendant de la Pologne depuis les partitions du XVIII<sup>e</sup> siècle.

L'armistice de l'Ouest a eu peu d'effet immédiat sur la situation militaire en Europe de l'Est. Le front de l'Est était calme depuis mars 1918, lorsque la Russie soviétique a fait la paix séparément avec l'Allemagne et l'Autriche par le traité de Brest-Litovsk. L'armée allemande de l'Est resta en position, patrouillant sa vaste zone d'occupation restante, l'Oberkommando-Ostfront, ou Ober-Ost, qui s'étendait sur 1 500 miles du golfe de Botnie à la mer d'Azov. Dans tous les quartiers, des guerres locales se déroulaient. La Russie soviétique luttait pour sa survie contre toutes

les autres provinces successeurs simultanément, sur quinze fronts. Des armées russes « blanches » surgissaient de tous côtés : Ioudenitch avant Pétrograd, Koltchak en Sibérie, Dénikine sur la Volga. Des armées d'intervention alliées furent envoyées pour défendre les intérêts de l'Entente, les Britanniques à Arkhangelsk, à Mourmansk et dans le Caucase, les Français à Odessa, les Américains et les Japonais à Vladivostok. Dans de nombreuses régions de Russie, dans les provinces baltes et en Ukraine, des guerres multipartites étaient en cours, entre les Rouges, les Blancs, les guérilleros locaux ou « Verts », les nationalistes et les Allemands. Puis les États successifs commencèrent à se battre entre eux : les Roumains contre les Hongrois en Transylvanie, les Yougoslaves contre les Italiens à Rijeka, les Tchèques avec les Polonais à Teschen, les Polonais avec les Ukrainiens en Galicie, les Polonais avec les Allemands à Poznanie. Les troubles sociaux d'après-guerre dans de nombreuses villes européennes ont produit des révolutions communistes sur le modèle soviétique, chacune impliquant encore plus de combats – à Munich en novembre 1918, à Berlin en décembre, à Budapest en mars 1919, à Košice en Slovaquie en juin. Alors que l'Europe occidentale se reposait et se préparait pour la conférence de paix de Versailles, l'Europe de l'Est a échappé à tout contrôle avec une vingtaine d'incendies. Comme Churchill l'a commenté à Lloyd George la nuit de l'Armistice, « la guerre des géants est terminée ; Les querelles des Pygmées ont commencé. »

Accorder une attention particulière à une seule de ces conflagrations peut sembler superflu. Pourtant, la guerre polono-soviétique était différente. Alors que tous les autres différends dans lesquels la Pologne était impliquée étaient de simples différends frontaliers, le conflit avec la Russie soviétique était quelque chose de plus ; alors que tous les autres fronts sur lesquels l'Armée rouge combattait faisaient partie intégrante de la guerre civile russe, le front polonais avait d'autres implications. Contrairement à toutes les autres querelles d'après-guerre auxquelles elle est souvent assimilée, la guerre polono-soviétique a soulevé des questions plus larges : le choc des idéologies, l'exportation de la révolution, l'avenir de l'Europe elle-même. Pour cette raison, il a suscité de plus grandes passions parmi les contemporains et mérite la curiosité plus profonde des historiens.

Les historiens qui croient que les grands événements sont lancés par de grands débuts trouveront cependant peu de satisfaction. C'était une guerre dont le point culminant en 1920 contraste fortement avec ses débuts obscurs. En effet, de nombreux historiens ont complètement ignoré la première année de la guerre. Dans les histoires officielles soviétiques, comme dans les ouvrages de E. H. Carr et A. J. P. Taylor, le « déclenchement » de la guerre polono-soviétique a lieu en avril 1920. Les premiers combats sont souvent négligés ou considérés comme de simples escarmouches frontalières.

L'erreur ne peut pas être ignorée à la légère. Il n'est pas possible d'expliquer pourquoi deux nations épuisées se soient engagées dans une action militaire massive en 1920, si l'on ne tient pas compte des hostilités qui avaient persisté tout au long de l'année précédente. L'action dramatique de 1920 fait partie d'une série ininterrompue d'événements qui ont commencé dans l'obscurité à Bereza Kartuska en Biélorussie le 14 février 1919.

Il peut sembler absurde de suggérer qu'une guerre puisse commencer sans deux armées pour la combattre. Mais les guerres peuvent être attribuées à une bagarre entre un homme et un garçon, qui appellent tous deux de l'aide dans leurs camps respectifs. Dans ce cas, on peut dire que les armées se forment après le début des hostilités. La guerre polono-soviétique était exactement une telle bagarre. C'était assez imprévu. Il n'y a pas eu de déclaration de guerre. Les armées, au sens d'une soldatesque organisée et coordonnée, ont été convoquées des semaines après que les premiers coups de feu aient été tirés. Il fallut plus d'un an avant que les combattants ne se rendent compte qu'ils s'étaient lancés dans une grande compétition militaire.

Dans cette situation, la procédure suivie par les chroniqueurs d'autres guerres, de décrire les armées avant le conflit, doit être inversée. Les récits classiques de la guerre franco-prussienne ou de la guerre civile espagnole s'ouvrent sur des descriptions des traditions, des effectifs, des dispositions, de l'équipement et de la direction des armées respectives. Mais en Biélorussie, en février 1919, il n'y a pas eu d'affrontement aussi clair entre les forces. L'armée occidentale soviétique a été séparée de la Pologne par l'Ober-Ost allemand. L'armée polonaise n'avait pas

encore été formellement organisée. Seuls des irréguliers locaux gardaient les marches orientales de la nouvelle république. Les Polonais et les Soviétiques auraient été incapables de se battre l'un contre l'autre sans une situation politique compliquée dans laquelle l'armée allemande tenait encore la balance. C'était une décision allemande, la décision d'évacuer l'Ober-Ost, qui en premier lieu a mis les Polonais et les Soviétiques à la gorge.

Dans le chaos qui régnait dans les premières semaines de 1919, il est difficile de croire que quelqu'un en Russie soviétique ou dans la nouvelle République de Pologne ait pu délibérément courtiser une guerre étrangère majeure. La Russie soviétique avait à peine survécu à son deuxième hiver de blocus et de famine massive. L'ordonnance de Lénine ne s'appliquait qu'à une zone restreinte de la Russie centrale, entourée de tous côtés par de puissants ennemis qui refusaient tout accès au monde extérieur. Même si les dirigeants bolcheviks avaient voulu attaquer leurs voisins occidentaux, ils auraient été physiquement incapables de le faire.

La situation de la Pologne n'était guère meilleure. Pendant quatre ans, le front de l'Est de la guerre mondiale avait connu des hauts et des bas sur le territoire polonais. Les réquisitions forcées de biens, les conscrits d'hommes et, dans le cas des provinces orientales, le transport de communautés entières, ont épuisé les ressources matérielles et humaines du pays. Le gouvernement de Piłsudski à Varsovie ne possédait qu'un contrôle nominal sur les terres qu'il prétendait gouverner. Trois guerres étaient déjà en cours. Six monnaies sans valeur et les bureaucrates de trois puissances défunctes étaient encore en circulation, semant la confusion. L'industrie était à l'arrêt. Le prolétariat mourait de faim. Les déserteurs et les réfugiés de la guerre étaient toujours en liberté, répandant la criminalité et le typhus. Les premières élections à l'Assemblée nationale polonaise, la Diète, en janvier, ont été suivies d'une tentative de coup d'État. Le ministère conciliant du pianiste Ignacy Paderewski retarde la crise mais ne peut cacher les conflits entre factions politiques diverses. La Pologne attendait des Alliés occidentaux une délimitation claire de ses frontières. L'American Relief Administration dirigée par Herbert Hoover s'est battue pour tenir à distance la famine et la maladie. Les problèmes politiques n'étaient toujours pas résolus.

Prise entre les misères jumelles de la Russie soviétique et de la Pologne, l'armée allemande de l'Ober-Ost occupait une position difficile dont la valeur stratégique diminuait. En mars 1918, lorsque l'occupation allemande fut établie, l'Ober-Ost avait formé le bastion oriental de l'Europe sous contrôle allemand, gardé à l'arrière par les zones d'occupation allemandes et autrichiennes en Pologne et sur ses ailes par les régimes pro-allemands en Lituanie et en Ukraine. Mais l'effondrement des Autrichiens en octobre, suivi de l'expulsion des forces allemandes du centre de la Pologne en novembre, laissa l'Ober-Ost suspendu dans l'espace, coupé de tout soutien, sauf au nord. Il ne restait plus qu'une croupe grotesquement allongée, longue de plus de 1 000 milles et large de seulement cinquante milles par endroits. Son quartier général et son chef d'état-major, le général Max Hoffman, se trouvaient à Königsberg en Prusse orientale. Ses deux principaux secteurs étaient la région contrôlée par la 10<sup>e</sup> armée du général von Falkenhayn basée à Grodno au nord, et le Heeresgruppe Kiew au sud. Son artère principale était la ligne de chemin de fer Białystok-Brest-Litovsk-Kowel-Równe. Ses seuls liens avec l'Allemagne étaient les lignes à voie unique reliant la Prusse orientale à partir de Grodno et de Białystok. Toute sa longueur était ouverte aux attaques simultanées de l'ouest et de l'est. Tôt ou tard, l'Ober-Ost devrait être évacué.

Le moment de l'évacuation posait toutefois un problème difficile. L'armée allemande à l'Est était toujours invaincue. C'était la seule force disciplinée de quelque importance dans la région. Pour l'instant, personne n'a pu le déloger. Les Alliés occidentaux n'arrivaient pas à décider quoi faire. L'article pertinent de l'armistice stipulait que les troupes allemandes sur l'ancien sol russe devaient rentrer chez elles « dès que les Alliés jugeront le moment opportun ». Les Français voulaient qu'ils se retirent immédiatement comme étape préliminaire au démantèlement de toutes les forces allemandes ; les Britanniques et les Américains pensaient qu'ils devaient rester où ils étaient pour empêcher une avancée bolchevique en Europe.

En l'occurrence, l'Allemagne, dans le chaos, était tout à fait incapable de mener une politique orientale aventureuse. L'abdication du Kaiser et les termes de l'armistice de l'Ouest mirent fin à l'entreprise politique. La mutinerie de Kiel, les soulèvements communistes à Munich et

à Berlin, la formation de conseils de soldats dans l'armée allemande, tout cela a fait de la loi et de l'ordre à l'intérieur du pays la première priorité. Hoffman, le chef d'état-major de l'Ober-Ost, s'est incliné devant les exigences plus larges de son pays. Les discussions sur l'évacuation ont commencé en novembre et le retrait principal a eu lieu à partir de décembre.

Ce n'est que récemment que la nature et les détails de la politique allemande lors de l'évacuation de l'Ober-Ost ont été éclaircis<sup>1</sup>. Ne voulant pas suivre une ligne indépendante, Hoffman renvoya ses décisions à Berlin d'où elles furent transmises aux puissances alliées à Paris. Il considérait les Polonais et les bolcheviks avec le même mépris. En tant qu'homme qui avait dicté les termes du traité de Brest-Litovsk et en tant que gouverneur vaincu de l'Est, il était convaincu qu'après son propre départ, le déluge était inévitable. Sa seule préoccupation était la sécurité de ses hommes. Ses relations avec les Polonais étaient particulièrement mauvaises. Il avait été humilié par le désarmement de ses troupes à Varsovie et embarrassé par leurs représailles meurtrières contre la population civile à la suite d'une tentative de désarmement dans la province de Podlasie. Bien qu'un accord local ait été signé le 24 novembre pour l'évacuation des positions allemandes sur le Boug, les négociations les plus importantes pour le transport du *Heeresgruppe* Kiew à travers la Pologne vers la Silésie ont échoué. Ce n'est qu'en février qu'un accord est conclu, lorsque les développements du côté soviétique de l'Ober-Ost, en particulier à Wilno, obligent les Allemands et les Polonais à régler leurs différends.

Au cours de la première semaine de 1919, Wilno subit deux révolutions. Le jour du Nouvel An, un groupe d'officiers polonais locaux dirigé par les généraux Wejtko et Mokrzycki organisa un coup d'État, établissant le « Samoobrona » ou gouvernement d'autodéfense. Leur objectif était de prévenir le « Conseil ouvrier » communiste qui prévoyait de prendre le pouvoir lorsque les Allemands se retireraient et qui avait déjà publié un manifeste se décrivant comme le gouvernement provisoire. Ils attaquèrent la maison du Parti communiste dans la ville pendant la nuit. Environ quatre personnes ont été tuées, cinq se sont suicidées et soixante-seize ont été arrêtées. Quatre jours plus tard, la Samoobrona elle-même fut renversée lorsque l'armée occidentale soviétique arriva de Smolensk pour protéger le Conseil ouvrier. Cette tournure des événements était tout aussi insupportable pour Piłsudski, qui était natif de Wilno, que pour Hoffman, dont les troupes avaient été poussées à une retraite prématurée. Des représentants polonais et allemands, jouissant de la pleine autorité de leurs gouvernements respectifs, se sont rencontrés à Białystok le 5 février et ont signé un accord d'évacuation. L'article 5 stipulait que dix bataillons de troupes polonaises, soit environ 10 000 hommes, devaient traverser les lignes allemandes dans la région de Wołkowysk et occuper le front bolchevique. L'article 4 stipulait que les Allemands devaient jouir d'un contrôle temporaire de la région de Suwałki jusqu'à ce que leur évacuation soit complète.

Certains commentateurs ont accusé Hoffman de jouer un double jeu, en conduisant les bolcheviks dans l'Ober-Ost par l'est et les Polonais par l'ouest dans l'espoir d'exploiter le conflit qui s'ensuivrait. Ce point de vue est trop subtil. À ce moment-là, Hoffman n'avait guère le choix. Des sergents allemands prenaient congé pour instruire les gardes rouges locaux. Les officiers allemands étaient depuis longtemps en contact avec les éléments anti-bolcheviks. Une fois que la décision d'évacuer a été connue, l'Ober-Ost était voué à s'effondrer.

Les apologistes polonais et soviétiques proposent des explications diamétralement opposées de l'évacuation de l'Ober-Ost. Les historiens polonais ont parlé de l'« invasion » soviétique des Borderlands, comme si les Borders faisaient partie intégrante de la Pologne. Les historiens soviétiques parlent d'« agression polonaise », comme si les frontières faisaient partie intégrante de la Russie soviétique. Aucun des deux points de vue n'est valide. Les Borders n'appartenaient à personne en 1919, si ce n'est à la population locale que ni les Polonais ni les Soviétiques n'avaient aucun moyen de consulter. Il est vrai que l'avancée soviétique dans l'Ober-Ost a commencé en premier, avec la création, le 16 novembre 1918, de l'armée occidentale soviétique, qui avait occupé Minsk et Wilno avant que l'armée polonaise ne bouge. Le 12 janvier 1919, le commandement suprême soviétique a ordonné une « reconnaissance en profondeur » jusqu'aux rivières Niémen et Szczara et le 12 février jusqu'au Bug. Il est problématique de savoir si cette opération, qui portait le nom de code « Cible Vistule » était destiné à amener l'Armée rouge en tant que héros conquérants à

Varsovie. Son nom le suggère. Pourtant, la formulation extrêmement hésitante de ses directives et l'état extrêmement précaire de l'armée occidentale suggèrent le contraire. « Target Vistula » n'était probablement rien de plus qu'une phrase inspirée par la bravade révolutionnaire. Bien que les Soviétiques auraient pu continuer leur marche vers la Pologne s'ils n'avaient pas été contrôlés, ils tâtaient manifestement leur chemin plutôt que de suivre un grand plan. Le gouvernement de Varsovie considéra cependant le nom de code comme une preuve d'intention, et c'est dans cette veine que Piłsudski télégraphia à Clemenceau le 28 décembre. Pourtant, les Polonais avaient peu de raisons de se montrer pharisaïques. Comme Piłsudski aurait été le premier à l'admettre, lui aussi aurait envoyé son armée dans l'Ober-Ost en novembre ou décembre si les circonstances l'avaient permis.

En effet, le retrait des troupes allemandes a créé un vide dans lequel les unités polonaises et soviétiques se sont déplacées spontanément. Aucune des deux parties n'avait besoin d'encouragement. Les Polonais se mettent en route le 9 février. Un groupe nordiste remonta la ligne de chemin de fer principale en direction de Baranowicze ; un groupe sud poussa vers Pińsk. L'armée occidentale soviétique avançait déjà depuis ses nouvelles bases de Minsk et de Wilno. La collision s'est produite à sept heures du matin le 14 février, lorsqu'un capitaine Mienicki du détachement polonais de Wilno a conduit cinquante-sept hommes et cinq officiers dans la ville de Bereza Kartuska. Il l'a trouvée occupée par les bolcheviks. Il y eut un court engagement au cours duquel quatre-vingts soldats de l'Armée rouge furent faits prisonniers. La guerre polono-soviétique avait commencé.

Bien que l'évacuation de l'Ober-Ost ait été la cause immédiate des combats, il existait effectivement des causes plus profondes de conflit. Une sorte de conflit entre la Pologne et la Russie soviétique, bien que n'étant pas nécessairement un conflit militaire, était très probable dès la création de la nouvelle Pologne.

Il est presque impossible de concevoir aujourd'hui à quel point les frontières orientales étaient chères aux Polonais d'une génération antérieure. Quand Adam Mickiewicz, le plus grand poète de la littérature polonaise et le seul rival de Pouchkine pour les lauriers du lyrisme slave, parlait de sa patrie, il ne parlait pas de Varsovie ou de Cracovie, mais de la Lituanie :

*« Litwo, ojczyzna moja, ty jesteś jak zdrowie;  
Ile cię cenić trzeba, ten tylko się dowie  
Kto cię stracił. »*

(La Lituanie, ma patrie, vous êtes comme la santé ; Seul celui qui vous a perdu peut savoir à quel point vous devez être valorisée)

Quand il chantait les gloires de la nature, il pensait à la grande beauté des Borders. Lorsqu'il a prononcé son célèbre cri du cœur, « Aimons-nous les uns les autres », c'était un cri d'harmonie entre les nombreuses races et classes des Borders. Lorsque Henryk Sienkiewicz a enflammé la Pologne avec ses récits de chevalerie, c'est la vie cosaque dans la Pologne du XVIIe siècle qui a ému ses lecteurs. De même que beaucoup de grands « Anglais » se révèlent être des Irlandais ou des Écossais, de nombreux grands « Polonais », comme Mickiewicz, Słowacki ou Kościuszko, se révèlent être des Lituaniens.

La Pologne historique, de 1386 jusqu'à son démantèlement en 1795, était une république unie, dans laquelle le Royaume de Pologne et le Grand-Duché de Lituanie étaient gouvernés par un seul roi et plus tard par un seul parlement, comme ce fut le cas avec l'Angleterre et l'Écosse après 1603. Elle s'étendait de la Baltique à la mer Noire, de l'Oder au Dniepr, habitée par une douzaine de nations jouissant d'une plus grande liberté qu'aucune de leurs voisines. C'était l'avant-poste de la chrétienté, en guerre avec les Turcs et les Tartares pour la défense de la foi, et avec les Moscovites pour la domination des steppes. En 1918, lorsque les Polonais retrouvent leur indépendance, c'est Mickiewicz et Sienkiewicz qu'ils lisent ; la seule Pologne qu'ils connaissaient était la Pologne historique, avec son cœur dans les Borders.

Les bolcheviks, eux aussi, avaient leurs raisons de s'en soucier. Leur amour pour les Borders n'est pas né du nationalisme ou du romantisme, qui étaient des attitudes qu'ils méprisaient, mais du

dogme marxiste. Les frontières constituaient leur lien terrestre avec l'Europe, le pont sur lequel la Révolution devait marcher pour s'étendre et survivre. Selon la théorie dominante, la révolution en Russie périrait si elle ne pouvait pas être rejointe par une révolution en Lituanie, en Pologne et, surtout, en Allemagne. De nombreux bolcheviks connaissaient intimement les Frontières. Trotsky, commissaire à la guerre, est né à Yanovka, près de Kherson, Feliks Dzierżyński, fondateur de la Tchéka près de Wilno, Karol Radek à Lwów.

Les plans polonais pour les frontières se déclinaient en deux variantes : « incorporation » et « fédération ». L'incorporation a été préconisée par Roman Dmowski, chef du Parti national-démocrate, fondateur du Comité national polonais à Paris et délégué polonais en chef à la Conférence de la paix. Il cherchait à inclure dans la Pologne toutes les terres situées à l'intérieur des frontières historiques de 1772 et n'envisageait aucun traitement spécial pour les zones où les Polonais ne constituaient qu'une minorité de la population. La « Fédération », telle que prônée par Piłsudski, reconnaissait que les nationalités non polonaises des Frontières avaient besoin de leurs propres institutions. Piłsudski a fait valoir que la Pologne, en tant qu'État le plus fort, avait le devoir de garantir les conditions d'autodétermination pour toutes les nations de la région. Il était sûr que, s'ils avaient le libre choix, tous les États frontaliers, de la Finlande au Caucase, rejoindraient volontiers une fédération démocratique. Inutile de dire qu'ils n'ont tenu aucun compte des plans et des aspirations existant à Moscou.

Les bolcheviks considéraient les Frontierlands occidentaux comme un territoire idéal pour l'expérimentation politique, malgré le fait que le pouvoir soviétique y était très précaire. Ils agissaient avec la conviction que le processus historique conduirait très bientôt à la domination du prolétariat dans toutes les nations, et que le dépérissement des États nationaux conduirait finalement à une union communiste mondiale. Ils ont su prêcher les principes à la fois de l'autodétermination nationale et du communisme international, dans la conviction que l'un mènerait inévitablement à l'autre. Leur problème, dans une zone arriérée, était de décider s'il fallait essayer d'accélérer le processus historique ou le laisser suivre son cours. Le problème pour leurs adversaires – en supposant qu'ils comprennent le raisonnement bolchevique – était de deviner à quel point une déclaration particulière des bolcheviks était susceptible d'être permanente. Les dirigeants bolcheviks ont professé à plusieurs reprises leur respect pour l'indépendance de la Pologne, par exemple. En même temps, ils soutenaient ouvertement les communistes internationalistes polonais qui travaillaient à la chute de la République polonaise. La plupart des observateurs ont considéré cela comme un double langage hypocrite. On soupçonnait qu'en pratique, l'indépendance bolchevique ne signifiait rien de plus que l'autonomie au sein d'une fédération léonine, où un parti centralisé au pouvoir limiterait la liberté nationale aux questions d'écoles et de panneaux de rue. Le soupçon fut confirmé par la nature de la République socialiste soviétique d'Ukraine, telle qu'elle fut déclarée en janvier 1919, et du Lit-Byel, établi en février 1919. Les dirigeants bolcheviks identifièrent les frontières de la Pologne avec celles du « royaume du Congrès » tsariste. À l'ouest du Bug, ils étaient prêts à tolérer pour le moment une sorte d'État national polonais ; à l'est du Bug, ils supposaient qu'ils hériteraient du royaume des tsars. Inutile de dire qu'ils n'ont tenu aucun compte des plans et des aspirations qui pouvaient exister à Varsovie.

Des plans diamétralement opposés ont été construits de part et d'autre d'un gouffre idéologique béant. La Russie soviétique a été créée par des idéalistes marxistes, qui rejetaient les principes sur lesquels reposait la société européenne établie. La Pologne a été créée par une génération de politiciens dont le seul but était de donner pleine expression à ces principes dans un État polonais indépendant. À partir de novembre 1917, la Russie soviétique était gouvernée par une dictature, consciemment engagée dans l'abolition de la religion, des entreprises privées, de la classe sociale et de la souveraineté « bourgeoise ». La République polonaise était une démocratie parlementaire, intensément religieuse, et rivalisant avec l'Espagne pour le titre de nation la plus catholique ; elle était dirigée par des hommes pour qui l'Église, la propriété privée, les intérêts de classe et le patriotisme étaient les piliers de la société. Le Parti bolchevique était inspiré par la fierté du premier État socialiste du monde. Piłsudski a été inspiré par les rêves romantiques du passé. Ces deux idéologies ne pouvaient pas facilement vivre en harmonie.

Les tensions idéologiques ont été exacerbées par la tradition historique. La Russie et la Pologne étaient des ennemis traditionnels. Les Russes considéraient Piłsudski comme l'héritier des seigneurs polonais qui avaient conquis Moscou en 1611, qui avaient régné à Kiev jusqu'en 1662 et dont les seules réalisations étaient la collecte de rentes et la rébellion. Les Polonais voyaient en Lénine un nouveau tsar, dont la seule pensée était de renouveler leur esclavage. En février 1919, la Russie et la Pologne étaient toutes deux des États à leurs balbutiements, l'un âgé de seize mois et l'autre de quatre mois seulement. Tous deux souffraient d'une insécurité chronique, à bout de souffle et se mettaient à crier. De l'avis des membres les plus âgés de la famille européenne, aucun des deux enfants n'était censé vivre longtemps. La Russie soviétique était considérée dans les cercles conservateurs comme un avortement, dont la survie était un malheur inexplicable ; La Pologne était considérée comme un enfant trouvé en mauvaise santé, incapable d'une vie vigoureuse et indépendante. Les dirigeants soviétiques et polonais, irrités par ces opinions, les compensèrent par de grandioses projets d'expansion, l'un par des plans de révolution mondiale imminente, les autres par des projets d'agrandissement territorial. Il était impossible de séparer leurs plans. Les idées contradictoires sont plus incendiaires entre voisins proches qu'entre parents éloignés. Il y avait environ 800 000 Polonais sur le territoire soviétique : soldats, prisonniers, déportés. Il y avait beaucoup de citoyens polonais réceptifs aux idées bolcheviques, en particulier le prolétariat rétif de Varsovie et de Łódź. Les deux idéologies étaient en concurrence pour l'esprit des nations voisines qui ne possédaient pas encore de frontières formelles.

Les tensions ont été encore accrues par l'isolement diplomatique. À cette époque, la Russie soviétique était traitée par le monde entier comme un cas de rage politique avec lequel tout contact était dangereux. Le gouvernement polonais n'était pas sûr que le contact avec les Soviétiques soit bon ou non. L'OberOst allemand a entravé la communication directe. Il n'y avait pas de commerce, pas de télégraphe et pas de trains. Varsovie ne pouvait parler avec Moscou que sur un relais radio primitif, dont les ondes étaient loin d'être confidentielles et dont les performances étaient erratiques. Au cours des quatre mois qui ont précédé le déclenchement des hostilités, aucun véritable dialogue n'a été établi, même si un certain nombre d'approches ont été faites. En octobre 1918, avant que l'indépendance de la Pologne ne soit établie, le commissaire soviétique aux Affaires étrangères, Tchitcherine, proposa d'envoyer un ambassadeur à Varsovie. 11 Son choix s'est porté sur Julian Marchlewski. Les échanges qui suivirent avec Wasilewski, le premier ministre polonais des Affaires étrangères, furent entravés par une absence totale de confiance, Wasilewski refusa de discuter de diplomatie jusqu'à ce que le chef de la mission du Conseil de régence à Moscou, Alexander Lednicki, soit libéré de prison. 12 Puis il s'opposa à la présence d'unités polonaises dans l'Armée rouge, en particulier lorsqu'elles furent utilisées contre les Samoobrona à Wilno. 13 Tchitcherine souligna à son tour la présence d'unités polonaises dans l'Armée rouge. Cette mission, dirigée par un communiste polonais, Bronisław Wesołowski, était arrivée à Varsovie le 20 décembre pour discuter du rapatriement des prisonniers russes laissés par la guerre mondiale. Ses membres ont été rapidement arrêtés, soupçonnés de diffuser de la propagande subversive, et officiellement expulsés. Lors de la dernière étape de leur voyage vers la ligne de démarcation, ils ont été traînés par des gendarmes polonais hors de la charrette dans laquelle ils voyageaient, emmenés dans un bois et fusillés. Wesołowski et trois assistants meurent ; mais un homme s'échappa en feignant la mort et rapporta les détails à Tchitcherine. Cet incident, qui s'est produit le 2 janvier 1919, a gâché les chances de deux autres missions : une délégation commerciale soviétique dirigée par un ancien membre du Parti socialiste polonais, Wincenty Jastrzębski, et une mission politique polonaise dirigée par Aleksander Więckowski, qui n'a pas atteint Moscou avant le début des combats. Więckowski remit à Tchitcherine une lettre du Parti socialiste polonais proposant des élections libres dans toute la frontière. 15 Lorsque Tchitcherine donna son assentiment, la proposition fut brusquement abandonnée. Il ne semble pas avoir reçu l'assentiment de Piłsudski. Cinq mois de diplomatie agitée n'avaient rien établi, pas même des relations diplomatiques, Więckowski est finalement rentré chez lui le 25 avril, les mains vides.

L'arène dans laquelle la guerre polono-soviétique devait se dérouler est une sorte de paradis pour les généraux. La partie orientale de la plaine d'Europe du Nord présente de nombreuses



caractéristiques pour tester le métier de terrain d'un soldat, mais aucun obstacle majeur au mouvement des armées. Sur l'axe latéral, il n'y a pas de barrière naturelle à l'ouest de l'Oural. En réalité, c'est un paradis de fous, et il a humilié les plus grands généraux qui y ont jamais risqué leur fortune, parmi lesquels Charles XII de Suède et Napoléon Bonaparte.

Certaines parties du terrain, bien sûr, sont moins favorables que d'autres. Les tronçons nord font partie d'une région lacustre glaciaire, longue de 600 miles, s'étendant de la province de Mazuria près de Varsovie à la région de Valday près de Moscou. Le sol ici est parsemé de myriades de petits lacs, séparés par des moraines couvertes de pins. Les grandes armées sont obligées de rompre leur formation et, une fois divisées, trouvent la communication entre leurs différentes sections difficile à maintenir.

Au centre se trouvent les 60 000 miles carrés de Polesie, populairement connus sous le nom de marais de Pripet. Contrairement à la croyance populaire, il ne s'agit pas de marécages impénétrables, mais de vastes terres fluviales, où d'innombrables ruisseaux, étangs et canaux se croisent dans une campagne de prairies luxuriantes, de bosquets de bouleaux et de clairières de saules. Les landes sablonneuses couvertes de pins broussailleux, les forêts de chênes, les salines et les tourbières offrent une variété constante. C'est un beau pays pour le tir aux canards, mais ce n'est pas l'endroit idéal pour une armée en mouvement. Les colonies étaient peu nombreuses, les approvisionnements rares et les routes goudronnées inexistantes.

De chaque côté de la Polésie s'étendent deux longues zones de montagne. À aucun moment l'altitude ne dépasse mille pieds ; mais cela suffit pour modifier distinctement le terrain. Les longues descentes plates sont interrompues par intervalles par de larges rivières. Le soldat, marchant pendant des heures d'une crête basse à l'autre, chacune avec ses vues sur des horizons infinis, ne croise que de temps en temps des groupes de huttes en bois, blotties au-dessus des bandes de terres agricoles. Il y a d'immenses étendues de bois et de bruyère, certaines d'entre elles, comme la forêt de Białowieża, vierges et primitives, « un royaume de bêtes », où les loups et les bisons errent sans entrave. La zone septentrionale, entre les Lacs et la Polésie, porte le chemin de fer et la grande route de Varsovie à Moscou, en passant par Brest-Litovsk, Minsk, Borissov et Smolensk. La zone la plus méridionale, entre la Pologne et les Alpes des Carpates, s'étend de la Vistule au Dniepr, reliant Cracovie et Lwów à Kiev. Toute armée qui se déplace en Russie depuis la Pologne préférera invariablement marcher à travers l'une de ces zones montagneuses. Il doit marcher pendant 400 miles pour atteindre Smolensk ou Kiev. Une armée russe qui avance en Europe fait le même voyage pénible avant d'atteindre les premières villes de Pologne.

La configuration de ces zones naturelles a un effet stratégique étrange. Le vaste coin de la Polésie a sa pointe à l'extrémité ouest, son large côté à l'est. Alors que l'armée qui sort de Russie doit être divisée en deux colonnes distinctes, une de chaque côté du coin, une armée défendant la Pologne, avec son centre névralgique à Varsovie ou à Brest, peut opérer comme un seul corps. Lorsque l'armée russe atteint la Pologne, le noyau de l'armée de défense continue de maintenir les colonnes à l'écart, empêchant ainsi une attaque coordonnée. Le commandement polonais était bien conscient de l'avantage et, en 1920, l'exploita avec un effet maximal.

Le climat ajoute un élément inconstant à la guerre sur les frontières. C'est un climat d'extrêmes – un hiver avec quarante degrés de gel et un été avec quarante degrés de chaleur brûlante. En hiver, un soldat sans bottes ni fourrures peut perdre ses orteils et ses doigts en une seule nuit. Le gel, cependant, n'est pas le pire ennemi. Les hommes peuvent se battre assez bien dans les températures les plus basses, à condition d'être convenablement vêtus et que le sol soit dur. Ce qu'ils ne peuvent pas facilement supporter, ce sont les changements rapides, le vent d'est soudain qui peut paralyser une douce journée d'automne avec la finalité sibérienne, la tempête soudaine de l'ouest qui peut transformer une scène enneigée en un bournier de boue et de gadoue glaciaire. C'est justement cette tempête qui, en décembre 1812, a fait fondre la Bérézina en quelques minutes et noyé les restes de la Grande Armée de Napoléon. L'eau de fonte et les inondations constituent un risque militaire plus grave que la neige ou la glace, et pour cette raison, le printemps est la seule période de l'année où les campagnes doivent cesser. En mars et début avril, la boue donne toujours une seconde chance à la diplomatie.

La population de ce vaste territoire, disputé pendant des siècles par les Russes et les Polonais, n'était ni russe ni polonaise. Au nord, la paysannerie était lituanienne, au centre biélorusse, au sud ukrainienne. Les villes étaient majoritairement juives, car c'était la zone de peuplement juif de l'Empire tsariste. Les Polonais des Frontières étaient faibles numériquement, mais forts socialement et culturellement. Ils formaient l'épine dorsale d'une aristocratie terrienne datant des conquêtes médiévales de la Pologne et l'élément le plus prospère de la bourgeoisie urbaine. Wilno et Lwów étaient des villes polonaises situées dans une mer étrangère. Il n'y avait presque pas de Grands-Russes indigènes.

La nationalité, il faut le souligner, avait peu de sens dans les Borders. Les gens se distinguaient autant par leur religion que par leur langue. Un enquêteur qui, en 1920, demanda à un paysan biélorusse quelle était sa nationalité, reçut la réponse : « Je suis catholique de ces régions. » Ils avaient tous été sujets du tsar ; aucun, à l'exception des Polonais, n'avait de traditions récentes d'existence nationale séparée avec lesquelles construire un nouvel ordre. Les mouvements nationaux en Lituanie, en Biélorussie et en Ukraine occidentale étaient dirigés par une poignée d'intellectuels « qui, selon les mots de Namier, « auraient pu s'asseoir tous ensemble sur un petit canapé ». Le nationalisme polonais et le nationalisme grand-russe étaient également étrangers.

La guerre dans les Borders avait une qualité qui lui était propre. L'immensité du théâtre d'opérations, l'impossibilité de le garnir efficacement, ont attiré l'attention des armées sur des objectifs spécifiques et limités : les rivières, les chemins de fer et les petites villes. Les rivières formaient les seules lignes de défense naturelles. La Bérézina a servi de douves aux Soviétiques tout au long de l'hiver 1919, la Vistule comme dernier fossé de la Pologne en 1920. Les chemins de fer formaient le seul réseau de communications fiables, le seul moyen d'approvisionner les armées. Des carrefours obscurs, comme Baranowicze ou Mozyr, donnaient lieu à des batailles opiniâtres. Les townships isolés constituaient souvent les seules cibles militaires, en l'absence de centres industriels ou d'installations électriques. Eux seuls offraient la promesse d'un butin et d'un abri, la seule mesure du succès là où les armées étaient comme des cailloux jetés sur un océan.

Les combats, pour des raisons psychologiques aussi bien que logistiques, se déroulaient par à-coups, saccadés d'un canton à l'autre peut-être cinquante milles plus loin, comme des étincelles accumulant de l'énergie dans un terminal avant de sauter le trou. L'action suivait les lignes de communication dans un jeu de saute-mouton des généraux, d'avant en arrière d'une station à l'autre. C'était dicté par le terrain. Il fallait l'habileté de l'éclaireur et du tirailleurs, mais seulement en de rares occasions la force brute de bataillons massés. Piłsudski a parlé de « la stratégie du loup et du coq noir ». La file d'attente était trop mince pour être maintenue longtemps. Le flanc était toujours exposé. Il était facile d'attaquer ; battre en retraite était toujours possible. Les offensives, une fois lancées avec succès, continueraient à rouler par leur propre inertie sur des centaines de kilomètres. Quand l'historien parle d'une « offensive générale » ou d'une « avance sur un large front », il rationalise un millier d'engagements individuels. La guerre frontalière était essentiellement locale et fragmentaire, spasmodique et infiniment confuse. Pour saisir l'atmosphère si particulière, il faut se tourner vers les témoignages oculaires et les pages de la littérature. Heureusement, les récits d'Isaak Babel, lui-même cavalier rouge dans les campagnes polonaises, fournissent à la fois :

*« Nous avons pris d'assaut Czesniki le 31. Les troupes étaient massées dans la forêt près du village et nous avons attaqué vers cinq heures du soir. L'ennemi tenait une hauteur à quelques milles de distance ; Il nous attendait. Nous avons galopé ces deux milles sur des chevaux déjà épuisés et nous nous sommes précipités sur la pente. Nous étions confrontés à un mur mortel d'uniformes noirs et de visages pâles. C'étaient des Cosaques qui avaient fait défection... et avait été formé en brigade par le capitaine cosaque Yakovlev. Avec ses cavaliers disposés en carré, Yakovlev nous attendait avec un sabre dégainé. Une dent en or brillait dans sa bouche, et sa barbe noire reposait sur sa poitrine comme une icône sur un cadavre. Les mitrailleuses ennemies cliquetaient à vingt pas, fauchant nos hommes. Nous nous sommes écrasés sur l'ennemi, piétinant nos blessés. Mais la place n'a pas bougé. Puis nous nous sommes enfuis. C'est ainsi que les Cosaques renifleurs remportèrent une victoire éphémère sur la 6e division. »*

Les adversaires de Babel partageaient ses privations et ses sentiments :

« Une forêt près de Brody.

Mes chers parents,

*je suis si fatigué que je ne sais pas par où commencer, tant de nuits blanches, tant de bruit incessant. Nous avons tous l'air de prophètes, maigres, mal rasés, épuisés. Il y a quelques jours, près de Mikołajów, les bolcheviks ont brisé un escadron du 11e uhlan et Leszek Garbiński a été taillé en pièces. Il a été attrapé à la tempe avec un sabre. Mon supérieur immédiat, le cadet Bogusławski, a perdu une jambe à cause d'une grenade et est mort deux jours plus tard de la gangrène... Les gens meurent comme des mouches, mais c'est pire pour les blessés. Nous n'avons ni camions ni chariots, et il y a soixante milles jusqu'au chemin de fer le plus proche... Nous avons capturé Łopatyn à onze heures du soir. Les chevaux étaient dessellés et nous allions dormir quand dix mitrailleuses ont ouvert le feu de tous les côtés. Nous nous sommes retirés sans perte, mais nous avons dû faire la queue toute la nuit, prêts à charger. Dans l'après-midi, nous avons repris Łopatyn et nous sommes allés jusqu'à la rivière Styr dont le pont n'a été pris qu'à la quatrième tentative. Et donc, jour après jour... Je vous baise les mains. S'il vous plaît, ne m'oubliez pas et embrassez mes frères.*

Votre fils bien-aimé,

Kazik. »

Les descriptions générales étouffent la richesse de l'intérêt humain. Du côté polonais, on pouvait désigner les adolescents volontaires, encore en casquette d'étudiant et incapables de lever leurs lourds fusils anglais, le colonel, « suintant l'honneur de ses oreilles et de ses narines », qui tombait sur son épée plutôt que de se rendre à un communiste, ou les prisonniers se déshabillaient en sous-vêtements dans la neige pour que leurs ravisseurs bolcheviks ne puissent pas reconnaître et tirer sur les officiers. Du côté soviétique, on peut se tourner vers les portraits de Babel : de Pavlichenko, son commandant de division, un berger du Kouban, qui rentrait chez lui dans le but exprès de donner un coup de pied à mort à son maître ; de Sidorov l'anarchiste blessé, rêvant du soleil italien et projetant de désertir pour la cinquième fois ; de Prishchepa le Cosaque, « un tyran invétéré expulsé du Parti, un futur trafiquant de drogue, un syphilitique léger, un menteur tranquille », qui pendait des chiens, brûlait du bétail et tirait sur des vieilles femmes quand il était contrarié. Les civils n'en sont pas moins hauts en couleur : le vieux Guédali de Jitomir, en chapeau de soie et en boucles, qui a dit « oui » à la Révolution et « oui » au sabbat ; Romuald, l'assistant du prêtre, un castrat, « qui aurait certainement fait évêque s'il n'avait pas été un espion », Romuald, « qui nous appelait « camarade », et dont, selon les mots de Babel, « nous avons fusillé par hasard ».

Les combats de la guerre polono-soviétique ont sans aucun doute été féroces. Les Polonais tiraient souvent sur les commissaires capturés. Les Soviétiques tirèrent sur les officiers capturés et égorgeèrent les prêtres et les propriétaires terriens. À l'occasion, les deux camps ont assassiné des Juifs. L'atmosphère était en quelque sorte propice à l'atrocité. Le soldat était entouré de confusion et d'insécurité. Il se trouvait rarement dans une tranchée confortable, ou dans la compagnie rassurante de son régiment. Le plus souvent, il était seul dans la forêt, ou montait la garde à la lisière d'un village, ne sachant jamais si l'attaque surprise viendrait de l'avant ou de l'arrière, ne sachant jamais si la ligne de front avait avancé ou reculé. Les embuscades et les raids engendrèrent la panique et invitèrent à la vengeance. Les rencontres avec l'ennemi étaient peu fréquentes mais sanguinaires.

En février 1919, la nouvelle République socialiste soviétique de Biélorussie, la Lit-Byel, était mal préparée à la guerre, tant sur le plan politique que militaire. Sa figure de proue était un Arménien remarquable, Alexandre Myasnikov, qui a dominé le mouvement communiste dans la région depuis la première apparition des « soviets de première ligne » en mars 1917 jusqu'à la chute du Lit-Byel en avril 1919. En 1917, en coopération avec Mikhaïl Frounzé, Myasnikov organisa le « Comité de première ligne de Minsk », qui gagna les unités militaires tsaristes locales à la cause révolutionnaire et, en juillet, empêcha le général Kornilov de marcher sur Petrograd et de mener un coup d'État de droite. Après la révolution d'Octobre, il est président du Soviet des commissaires nationaux des régions occidentales et commandant de l'armée soviétique de l'Ouest. Dans les

premiers mois de 1918, il organise la résistance au corps antibolchevique du général Dowbór-Muśnicki dans une campagne qui prend fin avec l'occupation allemande. Dowbór-Muśnicki, qui contrôlait Minsk à l'arrivée des Allemands, a été interné ; Myasnikov se retira à Smolensk. L'autorité soviétique dans les régions occidentales était extrêmement précaire. Ce n'est qu'avec difficulté que les bolcheviks se sont maintenus, même parmi leurs camarades révolutionnaires. Le Soviet de Minsk maintenait encore une majorité menchevique et socialiste révolutionnaire longtemps après la révolution bolchevique à Petrograd. Myasnikov n'a survécu en novembre 1917 que parce que ses amis de l'Est ont envoyé un train blindé pour le protéger. Les bolcheviks l'ont emporté parce qu'ils étaient la seule faction qui pouvait commander une armée.

L'armée occidentale soviétique, la XVI<sup>e</sup> armée, basée à Smolensk, se composait de quatre éléments : la division d'infanterie de Pskov (lituanienne), la 17<sup>e</sup> division de fusiliers (Vitebsk), la « division occidentale de fusiliers » et les hommes de la 2<sup>e</sup> région de défense des frontières. À la fin de 1918, elle ne comptait que 19 000 hommes. L'artillerie et la cavalerie manquaient. Il y avait huit canons et 261 chevaux dans toute l'armée. Dans les mois qui suivirent, elle fut agrandie par la conscription et par la mobilisation des membres valides du Parti, ce qui la porta à 46 000 à la fin de février. Malgré cela, c'était une force insuffisante, tant en nombre qu'en qualité, pour tenir une région aussi grande que l'Angleterre et le Pays de Galles. Les recrues conservèrent le caractère des gardes rouges, assez utiles pour faire du piquetage dans leur localité, mais pas facilement adaptables à des actions à grande échelle ou offensives. L'armée occidentale recevait la priorité la plus basse aux yeux du Commissariat central à la guerre de Trotsky. Pour l'instant, la menace d'un conflit avec la Pologne était d'une importance secondaire.

Le 12 février 1919, le commandant suprême soviétique, Vatsetis, créa un commandement occidental à partir du front nord précédent. Il maintint les opérations en Estonie et en Lettonie, qu'il considérait toujours comme les plus importantes, sous le même commandement que l'armée occidentale. Dans sa première directive décrivant les tâches du nouveau front, il inclut une « reconnaissance en profondeur » jusqu'à Tilsit, Brest-Litovsk, Kowel et Równe. Il ordonna qu'une attention particulière soit accordée à la défense des principaux nœuds ferroviaires, notamment Wilno, Lida, Baranowicze et Łuniniec.

Au sein de l'armée occidentale, la division occidentale des fusiliers polonais (Zachodnia Dywizja Strzelców Polskich) occupait une position particulière. Par le décret n° 115 du 21 octobre 1918, le Conseil de guerre révolutionnaire soviétique avait ordonné que tous les Polonais servant dans l'Armée rouge soient regroupés en une seule unité. Après une période d'entraînement dans la région de Moscou suivie d'un service sur le Don, la division occidentale est envoyée à Minsk pour participer à l'avancée sur le territoire de l'Ober-Ost. Le 5 janvier 1919, il entre en action contre le Samoobrona à Wilno. Le premier commandant et historien de la division occidentale, Stanisław Żbikowski, a été remplacé par le général Łągwa, membre du Parti socialiste polonais. Son commissaire politique était Adam Sławinski. Les 8 000 hommes de la division appartenaient à plusieurs régiments portant tous des noms polonais – le 1<sup>er</sup> régiment révolutionnaire de Varsovie rouge, le 2<sup>e</sup> régiment de Lublin, le 3<sup>e</sup> régiment de Siedlecki, le 4<sup>e</sup> régiment rouge de hussards de Varsovie, le 5<sup>e</sup> régiment de lituaniens-Wilno, le 6<sup>e</sup> régiment de uhlans de Mazurie – et étaient répartis en trois brigades d'infanterie, avec des brigades d'artillerie et de cavalerie en soutien. La division occidentale a progressivement perdu son caractère exclusivement polonais, mais a continué à être le fer de lance de la campagne politique soviétique à l'ouest, fournissant les troupes d'assaut de la Révolution.

Le contrôle politique de l'Armée rouge était strict. Chaque commandant était suivi par un officier politique, communément appelé commissaire, qui supervisait ses ordres. Chaque unité avait son conseil de guerre que le commandant et l'officier politique présidaient avec une double autorité. Chaque division avait son tribunal révolutionnaire, qui traquait les cas de déviation politique. Le Commissariat à la Guerre de Trotsky exerçait une surveillance étroite sur les commandants, et le Parti bolchevik sur les commissaires. Même en 1919, alors que les fronts de la guerre civile occupaient encore son attention principale, on pouvait toujours s'attendre à ce que Trotsky rende une visite éclair à l'armée occidentale, sautant de son train blindé et répandant la peur, la confiance

et l'efficacité de tous les côtés. La politique révolutionnaire a fait de l'Armée rouge un nouveau monde étrange, où même les enthousiastes pouvaient être déconcertés par la prolifération bureaucratique et par le jargon qui l'accompagnait. L'abréviation des noms était considérée comme une habitude révolutionnaire et donnait l'impression erronée que la bureaucratie elle-même était abrégée. Un nouveau venu au Zapfront était gouverné par son *voyenruk* et son *politruk*, citant les ordres du *komdiv* ou du *politotdel*, de la R.V.S., du *Nashtarevvoyensov*, du *Glavkom*, du *Narkom*, du *predrevvoyensovrep* ou même du *predsovnarkom* lui-même.

L'armée polonaise était encore moins préparée à la guerre. Les Soviétiques possédaient au moins un commandement central et un an d'expérience dans la coordination des opérations. Les Polonais n'avaient ni l'un ni l'autre. La loi qui officialisait la structure des forces armées n'a été adoptée par la Diète (parlement) que le 26 février 1919, deux semaines après le début des combats avec la Russie soviétique. Jusqu'à cette époque, le pays était défendu par un ensemble d'unités restées en Pologne de la guerre mondiale et n'ayant rien en commun si ce n'est leur allégeance à la République et à Piłsudski en tant que commandant en chef.

Au moment de l'entrée en vigueur de la loi sur l'armée, la Pologne comptait 110 000 soldats en service. Leur nombre est passé à 170 000 en avril, dont 80 000 combattants. Un noyau de 9 000 hommes avait été formé à partir de la *Polnische Wehrmacht*, le reste d'une force levée par les Allemands en 1917-1918. Quelque 75 000 volontaires ont été ajoutés dans les premières semaines de l'indépendance, principalement des membres des légions de Piłsudski, qui avaient combattu pour l'Autriche jusqu'à sa dissolution en 1917. En décembre 1918, les régiments *poznaniens* de l'armée allemande se déclarent pour la Pologne. La conscription, introduite le 7 mars 1919, doubla le nombre d'hommes disponibles, mais en pratique, très peu de conscrits servirent en 1919. En 1919, les dépenses militaires polonaises absorbaient quarante-neuf pour cent du revenu national et étaient proportionnellement supérieures à celles de n'importe quel pays du monde, à la seule exception de la Russie soviétique.

Au cours des mois suivants, diverses unités polonaises arrivèrent de l'étranger. En avril, l'armée polonaise en France commandée par le général Józef Haller arrive, 50 000 vétérans bien armés qui ont été instruits par des officiers français. Il s'agit notamment d'éléments de la Légion de Bayonne, une compagnie polonaise rattachée à la Légion Etrangère. En juin, la division polonaise du général Lucjan Żeligowski entra dans Lwów après une marche historique de trois mois dans les Balkans depuis Odessa, où elle avait fait campagne avec les Blancs russes. Un détachement polonais de Mourmansk atteignit la Pologne à la fin de 1919, et un détachement de Vladivostok, composé de 10 000 survivants de la brigade polonaise de Sibérie du colonel Rumsza, entra à Dantzig en juillet 1920. Ces trois dernières formations avaient été levées parmi les conscrits polonais de l'armée tsariste bloquée en Russie par le déclenchement de la Révolution.

Un certain nombre d'unités indépendantes ont été formées par les Polonais des Frontières. La *Samobrona* de Wilno avait eu ses homologues à Minsk et à Grodno. La plupart de leurs recrues, surprises par le rythme de l'avancée soviétique dans l'Ober-Ost, trouvèrent leur propre chemin vers les lignes polonaises. Au cours de la première semaine de l'indépendance polonaise, un Comité pour la défense des frontières (*Komitet Obrony Kresów*) a été formé à Varsovie. Son premier président, le prince Eustachy Sapieha, était le représentant des autres membres, principalement des aristocrates, dont le but principal était de récupérer leurs propriétés occupées par les manifestants. Elle organisa et finança la division lituano-biélorusse sous le commandement du général Iwaskiewicz qui commença à recruter à Szczuczyn, Zambrów et Łapy ; en l'occurrence, il attira moins de volontaires des Bords que des villes du centre de la Pologne.

Le processus de fusion de ces différentes unités et de leurs commandements a été long et difficile. La plupart des officiers supérieurs avaient servi dans l'armée autrichienne. Le général Szeptycki avait été gouverneur de la zone d'occupation autrichienne du sud de la Pologne, Tadeusz Rozwadowski général à part entière en 1913, inspecteur des sapeurs dans l'armée royale et impériale, commandant de la *Polnische Wehrmacht* en 1918 et ministre des Affaires militaires sous le Conseil de régence parrainé par l'Allemagne. Piłsudski préférait évidemment les hommes qui avaient servi avec lui dans les Légions : le lieutenant-colonel Edward Śmigły-Rydz, commandant de

l'organisation militaire polonaise, le colonel Władysław Sikorski, le général Kazimierz Sosnkowski. Un certain nombre d'officiers avaient servi dans le tsarisme, notamment le général Wacław Iwaszkiewicz, le général Dowbór-Muśnicki, chef de la cause antibolchevique en Biélorussie et ancien commandant du 1er corps polonais, le général Aleksander Ośinski, commandant du 3e corps polonais. Aucun Polonais n'a accédé aux plus hauts niveaux de l'état-major tsariste, en raison d'une clause excluant les catholiques romains, ni aux échelons supérieurs de l'état-major prussien en raison de simples préjugés. Les Poznaniens ont fourni les meilleurs sous-officiers mais peu d'officiers. Certains Polonais ont réussi à servir dans plusieurs armées. Le général Józef Haller changea de camp à trois reprises. En mars 1918, il passe son régiment de légionnaires autrichiens aux Russes pour protester contre le traité de Brest-Litovsk. il combat avec un corps polonais en Russie contre les bolcheviks, avant de s'échapper via Mourmansk pour prendre le commandement de l'armée polonaise en France.

Tous ces hommes ont été contraints en 1919 d'oublier leurs vieilles habitudes militaires et de s'adapter au nouvel ordre. En février, un ministère des Affaires militaires sous la direction du général Leśniewski a été créé. également un état-major général sous le général Szeptycki, plus tard sous le général Stanisław Haller, qui prend en charge les opérations. Le général Rozwadowski fut envoyé à Paris pour assurer la liaison avec les gouvernements alliés. Les cahiers d'exercices, l'entraînement au maniement des armes, la langue de commandement, les règles d'ancienneté, tous les détails qui font bouger une armée, ont dû être réorganisés. Les frictions étaient inévitables. Les unités équipées de fusils français recevaient des munitions allemandes ; Les officiers autrichiens n'aimaient pas servir sous les ordres de leurs collègues tsaristes qu'ils avaient « vaincus » ; Les unités poznaniennes n'aimaient pas servir à l'est alors que Poznań était encore menacée par les Allemands à l'ouest. Ce n'est qu'en juillet 1919 qu'il fut décidé de s'en remettre exclusivement aux manuels et procédures de l'armée française et de se soumettre aux instructions du général Henrys et à sa mission militaire. D'une manière ou d'une autre, malgré les obstacles, le patriotisme triompha et l'armée polonaise, disparue depuis 1831, renaquit.

La 1ère division de cavalerie polonaise est une illustration admirable des origines hétéroclites de l'armée dans son ensemble. Il se composait de six régiments. Les 8e uhlands étaient entièrement « royaux et impériaux » et étaient issus des fils de la noblesse galicienne. Les 9e uhlands étaient également galiciens, bien qu'ils se vantaient d'une tradition plus démocratique. Beaucoup de leurs officiers avaient servi dans la Landwehr autrichienne ou dans les légions. Ils étaient équipés d'uniformes anglais. Le 14e uhland était encore plus exotique. Ils étaient russes de formation et en grande partie russes de sang. Ils étaient en selle depuis cinq ans déjà, ayant combattu dans la guerre mondiale sur le front de l'Est et dans la guerre civile russe dans le Kouban. Ils sont venus en Pologne avec le général Żeligowski. Ils détestaient profondément l'équipement autrichien dont ils disposaient. Les officiers ont conservé leurs hautes selles caucasiennes, leurs longues rênes, leurs étriers courts et leur style steeple-chase. Le 1er uhlan (Krechowiecki) avait servi en Russie dans la légion de Pulawy. Le 2e hussards était d'anciens légionnaires autrichiens. Le 16e uhlan était un Poznanien. Ils portaient des uniformes anciens, dont de hauts chapeaux rogatywka surmontés d'une rosace rouge. Leurs chevaux étaient exceptionnellement grands et leur équipement prussien exceptionnellement lourd. Chaque homme portait une lance, un sabre, une baïonnette, un masque, un pouet de retranchement et une gourde. En mouvement, ils cliquetaient et cliquetaient comme une compagnie de chevaliers médiévaux. Dans tous ces régiments, les traditions locales étaient fortes et le patriotisme national relativement faible. Ils étaient comme six fils prodiges, nés d'une mère polonaise de trois pères différents. Ils ont été envoyés pour la première fois au combat en avril 1920.

La figure centrale dans l'organisation de l'armée polonaise était Kazimierz Sosnkowski. Il était vice-ministre des Affaires militaires. Bien qu'il n'ait pas encore trente-quatre ans, il avait déjà à son actif la création de plusieurs armées. En 1908, alors qu'il était encore étudiant à Lwów, il fonda de sa propre initiative le Związek Walki Czynnej (Union de lutte active), prédécesseur de nombreuses organisations nationalistes paramilitaires similaires. En 1914, il est chef d'état-major des légions de Piłsudski. En 1917, il succède à Piłsudski au département de la Guerre du Conseil de

régence et fonde la Polnische Wehrmacht. En 1918, après un séjour à la prison de Spandau, il rejoint Piłsudski au château de Magdebourg. Piłsudski l'appelait sa « conscience » et son « ange gardien ». Il possédait le tact politique et l'aisance personnelle qui manquaient à Piłsudski. En 1919, il fut chargé de réconcilier les intérêts militaires dévorants de Piłsudski avec les institutions démocratiques de la nouvelle République. Ses discours à la Diète, sa supervision détaillée des projets de loi sur l'armée, ont apporté la confiance, la volonté et l'expertise qui ont surmonté les réticences des politiciens. Ce jeune homme, dont la haute taille et la prestance imposante étaient complétées par un tempérament modeste et des habitudes précises, a accompli un exploit, comparable à celui de Trotsky ou de Carnot, qui a rarement été reconnu en dehors des cercles polonais.

Au début, seule une petite partie de l'armée polonaise pouvait être épargnée pour le front soviétique. À aucun moment en 1919, l'Armée rouge n'a été capable de lancer une offensive majeure, et la plus grande partie de l'armée polonaise a été utilisée pour des tâches plus urgentes sur les fronts ukrainien, tchécoslovaque ou allemand. En février 1919, les « Dix Mille » qui s'installèrent dans l'Ober-Ost furent organisés en deux groupes. Le groupe nord sous le commandement du général Iwaszkiewicz était à Wołkowysk, et le groupe sud sous le commandement du général Listowski à Brest-Litovsk. Le commandant de ce front biélorusse, le général Wejtko, fut remplacé par le général Szeptycki, dont les douze bataillons d'infanterie, douze escadrons de cavalerie et trois compagnies d'artillerie correspondaient assez bien à la qualité mais pas aux effectifs de l'armée occidentale soviétique de l'autre côté de la ligne.

L'équipement militaire disponible en Europe de l'Est en 1919 était extrêmement limité. La guerre polono-soviétique s'est déroulée sur les surplus de la Première Guerre mondiale. Les deux camps devaient dépendre de ce qu'ils pouvaient mendier ou capturer. L'armée occidentale soviétique a bénéficié de sa part de trophées de la guerre civile : des fusils japonais de Sibérie, des canons anglais d'Archangel et du Caucase. Dans les dernières étapes, les Polonais ont acquis un avantage en ce sens qu'ils recevaient des approvisionnements directs des puissances alliées, en particulier de la France. La répartition de l'armement était inégale. Les divisions d'infanterie, dont la force variait entre 2 000 et 8 000 hommes, pouvaient posséder de quarante à 250 mitrailleuses et de douze à soixante-dix obusiers. Seule l'armée de Józef Haller, entièrement équipée en France, était aux normes de la Première Guerre mondiale. Les divisions de cavalerie traînaient trois ou quatre mitrailleuses lourdes montées sur des tachanki tirés par des chevaux. Le transport s'effectuait principalement à l'aide de chariots à chevaux, dont la furmanka polonaise, un long engin en forme de V, étonnait les observateurs occidentaux par sa rapidité et son efficacité. Les voitures n'étaient utilisées que par les officiers d'état-major les plus fortunés. La signalisation était rudimentaire ; Les radios n'existaient qu'aux postes de commandement principaux. Il n'était pas rare que les unités aient un fusil entre trois hommes. Faute de mieux, les deux camps avaient souvent recours à l'acier froid. Les uniformes étaient aussi variés que les armes. En théorie, l'Armée rouge portait des capes de couverture et des bonnets tartares avec une étoile, les officiers ne se distinguant pas des hommes. En pratique, ils portaient tout ce qu'ils avaient sous la main. Babel mentionne des cosaques portant des bandages libéraux aux pieds et des chapeaux melon capturés sur la tête. Les uniformes tsaristes dépouillés de leurs insignes étaient très courants. Les Polonais n'avaient pas l'air mieux. Les Poznaniens portaient des vêtements prussiens ; L'« Armée bleue » de Haller était entièrement française. Un petit aigle blanc épinglé sur des uniformes autrichiens ou tsaristes, ou des casques allemands peints en rouge et blanc, causaient la confusion chez les amis et les ennemis. Face à l'ennemi, il fallait voir non seulement le blanc de ses yeux, mais aussi la forme de l'aigle sur sa casquette avant de savoir s'il fallait tirer. Seuls les officiers polonais, resplendissants dans leurs galons d'or et leurs chapeaux aux formes distinctives, étaient manifestement habillés pour le rôle.

L'artillerie était loin de répondre aux normes de la guerre mondiale. Le 1er régiment d'artillerie légère (légionnaire) polonais, par exemple, était à l'origine équipé de canons autrichiens sans recul de 9 cm datant de 1875, trouvés dans la forteresse de Cracovie et tirés par des chevaux de l'abri pour animaux. En mai 1919, il reçut une mission de trois pouces russes, capturés aux

Ukrainiens, suivis d'un assortiment d'obusiers autrichiens, italiens et français. Une formation cohérente et un rendement efficace n'étaient pas possibles.

Les trains blindés sont rapidement devenus une spécialité. Les premiers modèles étaient blindés de béton ou de sacs de sable, les types « avancés » avec un placage d'acier. Ils étaient propulsés par une locomotive blindée placée entre des voitures de personnel, surmontées de tourelles de mitrailleuses tournantes. À l'avant et à l'arrière se trouvaient des plates-formes de canons lourds et des chariots transportant du matériel de pose de chenilles. Les trains pouvaient transporter une force de frappe de deux ou trois cents hommes, et représentaient la seule arme disposant d'une puissance de feu mobile et concentrée. Dans les campagnes où le contrôle des chemins de fer était vital, ils fournissaient un élément de moral et de surprise de première importance. Leurs opérations étaient toutefois limitées au réseau ferroviaire et aux voies de leur propre écartement. Bien que dans la première moitié de 1919, les sapeurs polonais aient converti les principales routes à l'écartement européen standard, la plupart des lignes dans les zones orientales ont conservé le large écartement russe.

La cavalerie restait la principale arme offensive. À cet égard, la guerre qui a commencé en 1919 n'a pas été différente de celles des siècles précédents. Les Polonais préféraient les lanciers lourds, les Soviétiques les cavaliers au sabre de la variété cosaque. Malgré cela, la cavalerie n'était pas immédiatement disponible. L'Armée rouge ne put concentrer une grande force de cavalerie sur le front polonais qu'en mai 1920. L'armée polonaise ne les égala qu'au mois d'août de la même année.

Les équipements sophistiqués n'ont fait leur apparition qu'à la fin de la guerre, et seulement en petites quantités. Les avions, les chars et les camions à moteur étaient des appareils de nouvelle génération qui souffraient davantage de pannes mécaniques que d'attaques ennemies.

Les premiers mois des hostilités n'ont été que des manœuvres de position. Peu à peu, un front s'établit, du Niémen à Mosty, le long de la rivière Szczara, du canal Ogiński et de la rivière Jasiołda jusqu'au Pripet à l'est de Pińsk. Sa longueur de 300 miles chevauchait la zone des hautes terres du nord et était délimitée au nord-ouest par la croupe de l'Ober-Ost à Grodno et au sud-est par les terres du Directoire ukrainien. En moyenne, chaque camp ne pouvait aligner qu'un soldat pour cinquante mètres de front, ce qui signifiait que d'énormes étendues, en particulier dans le sud, pouvaient être patrouillées mais pas défendues. L'attention se concentra sur le secteur nord, où les Soviétiques avaient l'avantage d'une voie ferrée latérale. Wilno, la seule ville de la région, et Baranowicze, un nœud ferroviaire en six points, étaient toutes deux sous contrôle soviétique. Les Soviétiques occupaient la position supérieure, et une offensive polonaise serait nécessaire pour la leur arracher. Lors des inondations printanières, c'était hors de question. Le seul événement d'importance stratégique fut l'établissement d'une tête de pont polonaise sur le Niémen. Et ainsi, pendant six semaines, le front se reposa.

Les autorités soviétiques furent distraites par un soulèvement contre-révolutionnaire en Biélorussie. Deux régiments de l'Armée rouge tenant la ligne contre les Ukrainiens dans la région d'Ovruch se mutinèrent, traversèrent le Pripet et marchèrent sur Gomel qu'ils occupèrent du 24 au 29 mars au nom d'une « république libre ». La répression de l'insurrection a absorbé l'attention du Commandement occidental soviétique pendant plusieurs semaines, à la fin de mars et au début d'avril, et l'a détourné des activités des Polonais.

Les Polonais, eux aussi, ont eu leurs problèmes. Un vilain incident s'est produit à Pińsk, tenu par la compagnie du major Łużyński. À Pińsk, comme dans d'autres villes tenues par les Polonais, toutes les réunions publiques avaient été interdites par crainte de troubles civils. Une garde de seulement trente hommes était postée. Le 5 avril, les soldats ont été convoqués à une réunion à huis clos. Ils ont supposé qu'il s'agissait d'une réunion bolchevique. Lorsqu'une résistance s'est opposée et qu'une foule s'est formée, ils ont craint un piège. Ils ont pris trente-cinq personnes en otage, que Łużyński a ensuite ordonné d'être sommairement fusillées pour faire un exemple. La ville fut pacifiée. Mais l'incident allait avoir des répercussions internationales. Pińsk était une ville juive. 20 000 de ses 24 000 habitants étaient juifs. La plupart des victimes étaient juives. Presque instantanément, la presse européenne fit état d'un « pogrom polonais à Pińsk ». La



phrase était joliment allitérative et bien adaptée aux gros titres sensationnels. Bien que les premiers enquêteurs alliés sur place aient nié que les exécutions aient été motivées par l'antisémitisme – le représentant des États-Unis à l'enquête, le lieutenant Foster, a en fait déclaré que l'action du major Łuzyński était pleinement justifiée dans les circonstances – et bien que la nature de la réunion illégale, diversement décrite comme une cellule bolchevique, une assemblée de la société coopérative locale et une réunion du Comité de secours américain, n'a jamais été clarifiée, la publicité a donné une mauvaise image de l'armée polonaise. Dans la foulée de rapports similaires en provenance de Lwów, l'incident de Pińsk a confirmé l'idée populaire dans le monde entier que tous les soldats polonais étaient antisémites et tous les bolcheviks juifs.

Peu de temps après que les événements de Pińsk aient été rapportés, la nouvelle de la chute de Wilno est arrivée que Piłsudski avait décidé de libérer en personne. Wilno était à la fois la seule grande ville du front soviétique, la seule concentration significative de Polonais dans les frontières septentrionales et le centre essentiel de la « Fédération » prévue par Piłsudski. C'était la ville où Piłsudski avait été éduqué, où il avait appris ce patriotisme pittoresque, nostalgique et romantique qui inspirait toutes ses actions. Elle avait désespérément besoin d'un gouvernement ferme. Huit régimes différents s'étaient succédé en l'espace de deux ans : le régime tsariste, le gouvernement provisoire russe, l'occupation militaire allemande, le gouvernement national lituanien, le Conseil ouvrier, le Samoobrona, la RSS de Lituanie et maintenant le Lit-Byel. La RSS de Lituanie et le Lit-Byel avaient été une expérience politique particulièrement approfondie et douloureuse. Ils ont transformé Wilno en un laboratoire de pharmacologie sociale où toute la gamme des panacées communistes a été testée sur les habitants malchanceux. En l'espace de trois mois, ils ont promulgué tout un codex de décrets pour la limitation de la propriété, pour la mobilisation des communistes, pour la réquisition forcée, pour l'exécution des « éléments criminels et contre-révolutionnaires », pour la nationalisation des usines, pour un musée d'art d'État, pour la sécurité sociale ouvrière, pour l'abolition des grades et des titres, pour la journée de sept heures dans les usines de tabac, pour l'égalité des nationalités, pour la conscription militaire, pour un orchestre symphonique d'État, pour le démantèlement de l'Église, pour l'introduction du service universel du travail, pour faire de la maison d'Adam Mickiewicz à Nowogródek un monument d'État...

Piłsudski arrive au front le 15 avril. Il supervisa le déploiement secret de renforts envoyés de Varsovie, de deux divisions d'infanterie et d'une brigade de cavalerie, qu'il avait dissimulées dans le quartier de Papiernia, à seulement seize milles du quartier général de la division occidentale soviétique à Lida. Son plan était simple mais risqué. L'objectif principal était d'exploiter le fossé entre les concentrations soviétiques de Wilno et de Lida, et d'avancer hardiment le long de la route et du chemin de fer vers la ville. Le risque était que les Soviétiques contrôlent le chemin de fer et puissent donc envoyer des réserves sur les lieux d'un engagement. Pour les laisser deviner sur l'objectif de son attaque principale, Piłsudski ordonna une série d'attaques de diversion, contre Lida par le général Lasocki et contre Nowogródek et Baranowicze par le général Mokrzecki. Un petit groupe sous le commandement du colonel Frey devait engager les Soviétiques à l'ouest de Wilno, à la jonction avec les lignes allemandes, afin d'empêcher toute intervention de ce côté.

À l'aube, le 16 avril, la colonne d'assaut polonaise déboucha de Papiernia. Dans le fourgon se trouvait le groupe de cavalerie du colonel Belina-Prażmowski, neuf escadrons avec une batterie légère d'artillerie à cheval. Derrière eux marchaient l'infanterie du général Śmigły-Rydz, trois bataillons de la 1ère division d'infanterie avec deux batteries d'artillerie lourde. Traversant la ligne soviétique dans les terres marécageuses du ruisseau Dzitwa, ils s'engagèrent sur la route de Wilno dans les environs de Żyrmuny. À la fin de la première journée, alors qu'il restait encore soixante-dix milles à parcourir, ils n'avaient rencontré aucune résistance significative.

Le succès initial de la colonne d'assaut était dû aux actions de diversion. Avant l'aube du 16, l'artillerie polonaise avait ouvert le feu sur Lida, annonçant apparemment une attaque dans cette direction. Lorsque le général Mokrzecki se déplaça en force sur Nowogródek et Baranowicze avec neuf bataillons, l'impression fut donnée que ces deux villes étaient l'objectif principal. Ils étaient certainement importants. La forteresse de Nowogródek dominait le Niémen moyen et Baranowicze le réseau ferroviaire. De plus, la division occidentale soviétique tenait ce secteur central, et l'on

savait que le commandement polonais s'apprêtait à donner une leçon aux « traîtres ». Les combats étaient vifs, la défense opiniâtre. Lida tint bon pendant deux jours, Nowogródek pendant trois et Baranowicze pendant quatre. Au moment où la division occidentale se replia derrière le Niémen dans la soirée du 19, la moitié de Wilno était déjà aux mains des Polonais.

La cavalerie de Belina fit bon temps. Le 17, ils campèrent à Turgiele, ayant quitté la route pour éviter toute force envoyée à leur rencontre, et pour s'approcher de la ville par surprise par le sud-est. L'infanterie était à Bienankonie, à trente-six heures de marche, ayant parcouru quarante milles en deux jours. La communication soviétique entre Wilno et la division occidentale avait été rompue. Le 18, Belina bivouaqua dans les bois devant Wilno, prête à l'attaque. Deux lignes d'action s'offraient à lui : attendre peut-être deux jours pour l'infanterie et perdre l'élément de surprise, ou envoyer la cavalerie dans les rues de la ville sans soutien. Il choisit le deuxième plat. Il savait qu'il pouvait compter sur les citoyens pour les soutenir, et que les défenseurs auraient du mal à organiser des barricades et des pièges à mitrailleuses. Le 19, à six heures, la cavalerie polonaise chargea dans les faubourgs effrayés et se dirigea vers la gare. Certains rapports disent qu'ils avaient enfilé des uniformes de l'Armée rouge. Ils s'emparèrent d'un train et l'envoyèrent le long de la ligne pour rassembler l'infanterie. Ils se sont ensuite déployés dans les rues. Toute la journée, ils galopèrent çà et là, semant la panique dans la garnison, qui n'avait jamais une seule cible digne d'être attaquée. Dans la soirée, les trains capturés commencèrent à transporter l'infanterie polonaise. Les Soviétiques se retirèrent par les ponts dans les faubourgs nord. Deux jours de combats de rue s'ensuivirent, au cours desquels la division soviétique de Pskov, privée de tout soutien, fut progressivement poussée hors de la ville vers le nord-ouest. Une dernière résistance, vaine, fut prise derrière les murs du cimetière juif. Le 21, Piłsudski lui-même atteignit Wilno. Un défilé de la victoire célèbre son retour.

Dès la fin des combats, Piłsudski a publié une déclaration de ses intentions politiques. Sa « Proclamation aux habitants de l'ancien Grand-Duché de Lituanie » contenait le plan de sa Fédération des frontières :

*« Depuis plus d'un siècle, votre pays n'a pas connu de liberté. Il a été opprimé par la force hostile des Allemands, des Russes et des bolcheviks qui, sans jamais consulter la population, ont imposé des codes de conduite étrangers qui ont frustré vos besoins et interrompu votre mode de vie. Moi qui suis né dans cette malheureuse terre, je connais bien son état de sujétion perpétuelle, un état qui doit être écarté une fois pour toutes. Maintenant, enfin, dans cette terre que Dieu semblait avoir abandonnée, la liberté doit régner, avec le droit d'exprimer pleinement et sans restriction les aspirations et les besoins. L'armée polonaise vous apporte à tous la liberté et la liberté. C'est une armée que j'ai conduite ici en personne pour chasser le règne de la force et de la violence, et pour abolir les gouvernements qui sont contraires à la volonté du peuple. Je souhaite créer une occasion de régler vos problèmes de nationalité et vos affaires religieuses de la manière que vous déterminerez vous-mêmes, sans aucune sorte de force ou de pression de la part de la Pologne. C'est pourquoi, même si l'action martiale gronde encore dans le pays et que le sang coule encore, j'introduis une administration civile et non militaire, à laquelle j'appellerai en temps voulu les gens du pays, fils de cette terre. Les objectifs de cette administration civile seront les suivants : 1. permettre à la population, par l'intermédiaire de représentants librement élus, de déterminer son sort et ses besoins. Les élections se dérouleront sur la base du scrutin secret, universel et direct, sans distinction de sexe ; 2. Fournir de l'aide à ceux qui en ont besoin, fournir des fournitures essentielles, des emplois constructifs, une assurance de calme et d'harmonie ; 3. Prendre soin de tous sans référence à la race ou à la croyance. À la tête de cette administration, j'ai placé Jerzy Osmolowski, à qui vous pouvez vous adresser directement ou à qui vous pouvez vous adresser ouvertement et sincèrement pour toute question qui vous fait de la peine ou qui vous concerne. Wilno, le 22 avril 1919. »*

Le style et les idées, la tournure dramatique de la phrase, sont indubitablement propres à Piłsudski. Il retourna à Varsovie le 27 avril.

La perte de Wilno a déclenché une série de récriminations dans le camp soviétique. Myasnikov a pris toute l'affaire à la légère, l'attribuant à « un soulèvement de la Garde blanche », à

la trahison des cheminots et à l'absence de la Tcheka – à tout en fait, sauf aux lacunes de sa propre armée. Cela rendit si furieux le Premier ministre de la Lit-Byel, Mickiewicz-Kapsukas, qu'il publia un article dans les *Izvestia de Moscou*, intitulé « Les causes de la chute de Wilno » :

*« Nous avons mis tous nos nerfs à rude épreuve. Tous les communistes furent mobilisés et des travailleurs politiques furent envoyés au front. Mais nos unités étaient complètement épuisées après quatre mois de vie dans le camp et trois mois au front dans des conditions très difficiles. La rupture des communications ferroviaires et l'insuffisance des vivres et des chevaux pour apporter les vivres rendirent la situation dans plusieurs villes de première ligne tout à fait insupportable. Les réquisitions désordonnées et les demandes sans fin provoquèrent la méfiance et rendirent amertume même les couches de la population qui avaient autrefois accueilli l'Armée rouge comme leurs libérateurs de l'occupation allemande haïe et de l'oppression des propriétaires terriens. Les désertions de l'armée se sont produites à une échelle considérable, réduisant encore plus ses effectifs déjà insuffisants. Il était impossible de remplir les rangs de l'Armée rouge avec des hommes locaux en raison de leur hostilité à son égard. Un afflux massif de volontaires ne s'est produit qu'au tout début de l'avancée de l'Armée rouge en Lituanie, puis il a été impossible de les accepter en raison d'un manque total d'uniformes, de bottes et d'armes. Compte tenu de cette situation, nous nous sommes tournés à plusieurs reprises vers les autorités centrales pour obtenir des renforts. Nous avons souligné la situation catastrophique qui nous occupait et notre impuissance à faire face à une crise qui s'aggravait. Nous avons souligné l'éloignement complet du gouvernement de la RSS de Biélorussie lituanienne du commandement de l'armée occidentale à Smolensk, en insistant pour divers changements, mais sans résultat. Wilno n'a pas été prise par un soulèvement de gardes blancs, mais par les forces régulières polonaises. Le camarade Unschlicht, commissaire à la guerre, et le camarade Rasikas, commissaire de district, devaient agir de leur propre initiative. Grâce à leurs efforts, une équipe de reconnaissance a été envoyée, mais elle a dû battre en retraite devant un nombre écrasant. Une formation scratch a alors été improvisée, mais elle a également dû battre en retraite le matin du 19 avril. Le même jour, il fut décidé de mobiliser les membres des syndicats d'industrie, les membres des partis communistes et socialistes, ainsi que le mouvement de la jeunesse communiste, mais tout cela était beaucoup trop tard. En effet, c'est l'absence d'une autorité soviétique puissante reposant sur le soutien d'une large masse d'ouvriers, qui a permis aux Légionnaires de s'emparer si rapidement de Wilno. Il est naïf de mettre cela sur le compte de l'absence de la Tcheka... Le soi-disant « Département spécial », l'organe qui est censé combattre la contre-révolution et la spéculation, était à Wilno, mais, inutile de le dire, il n'a rien fait. La principale cause de ces insuffisances est l'absence d'une base solide pour l'action politique. Il y a très peu d'ouvriers industriels et ceux qui s'y trouvent représentent un ensemble hétéroclite de nationalités. Les travailleurs agricoles sont très dispersés. Notre situation a été aggravée par le manque d'approvisionnement alimentaire, qui a conduit les personnes les plus pauvres de Wilno à la famine. N'ayant jamais connu les charmes de l'indépendance polonaise ou lituanienne, ils se mirent à rêver d'elle, comme de leur salut. »*

Bien que Mickiewicz-Kapsukas ait eu lieu d'exagérer ses difficultés, son témoignage franc n'a guère besoin de commentaire. Cela montre à quel point les Soviétiques avaient commis une gaffe à Wilno, à quel point leur attrait était faible, à quel point leurs conseils étaient divisés, à quel point l'Armée rouge était devenue démoralisée à ce stade. Myasnikov a été démis de ses fonctions. Mickiewicz-Kapsukas et son gouvernement se retirèrent à Minsk.

Lénine était furieux. Il s'était beaucoup intéressé à l'évolution de la situation à Wilno. Dès décembre 1918, il télégraphia à l'état-major de l'armée occidentale « de libérer Wilno plus rapidement ». Maintenant, il ordonna qu'elle soit reconquise immédiatement : « La perte de Vilna a encore renforcé l'Entente. Il est essentiel d'assurer la vitesse maximale pour la récupération de Vilna dans les plus brefs délais... Hâtez le mouvement des renforts déjà en route, et agissez avec plus d'énergie... » Cet ordre resta lettre morte pendant quinze mois.

Si la Proclamation de Piłsudski a fourni la théorie et les idéaux à long terme de l'occupation polonaise, l'armée a fourni la pratique immédiate. Toute personne soupçonnée d'avoir des liens avec le Lit-Byel était arrêtée. Les prisonniers bolcheviks les plus importants comme Stanisław

Berson, un Polonais qui avait été commissaire du peuple pour les nationalités dans les régions occidentales et ministre du Lit-Byel, ont été fusillés.

Les citoyens polonais de Wilno étaient dans l'ensemble ravis. Ils ont créé leur municipalité et, après un siècle de disparition, l'université polonaise. Leurs politiciens envisageaient un État lituanien séparé étroitement allié à la Pologne, sur le modèle de la république médiévale polono-lituanienne. L'assemblée représentative, les Conseils polonais de Lituanie et de Biélorussie envoyèrent en toute hâte des délégués à la Conférence de la paix de Paris, sûrs de leur cas.

Même la population juive, qui était la seule autre communauté importante de Wilno, a accueilli l'occupation polonaise. Isaac Cohen, un sioniste britannique qui n'était pas un ami de la Pologne, et dont les articles dans le Times ont d'abord déclenché la peur des « pogroms polonais », a admis plus tard que la communauté juive de Wilno était heureuse de voir les bolcheviks partir. La communauté juive était intensément religieuse et conservatrice. Bien qu'un nombre considérable de jeunes Juifs aient rejoint les bolcheviks, ils l'ont fait au prix d'un renoncement total à leur famille et à leur peuple. La masse du ghetto était consternée par l'athéisme bolchevique, par la doctrine de la lutte des classes et par le programme de russification, par lequel la langue russe avait été imposée à une ville sans un seul résident russe.

Les effets militaires de la prise de Wilno n'ont pas été dramatiques. Les Soviétiques perdirent leur première ligne de défense et furent contraints de se replier sur Minsk. Les contre-attaques soviétiques de Podbrodzie, Oszmiana et Szyrwinty furent toutes repoussées par le groupe Wilno du général Śmigły-Rydz, qui atteignit le lac Narocz à la mi-mai. Au centre, les positions polonaises étaient protégées par les anciennes lignes de tranchées allemandes et par la Puszcza Nalibocka, une dépression marécageuse dans la haute vallée du Niémen. Dans le sud, le général Listowski fut retenu pendant des mois avant Łuniniec, et n'avança que dans le territoire stratégiquement inutile au sud du Pripet, jusqu'à la ligne du Styr. Les Polonais ont hérité du réseau ferroviaire, mais pas du matériel roulant et de l'organisation correcte, qui auraient pu en faire un atout précieux. Il était inutile d'aller plus loin tant que les nouveaux gains n'auraient pas été digérés.

La vie en Biélorussie au début de l'été 1919 s'est poursuivie sans grand incident. Le soleil était chaud et les moucheron gênants ; L'ennemi, semblait-il, était loin. Les politiciens étaient plus occupés que les soldats.

La petite ville de Nieśwież, par exemple, était occupée par la 1ère brigade de la division occidentale soviétique, principalement des hommes du régiment de Lublin. Il s'est regroupé autour du château abandonné de la famille Radziwiłł. L'intérieur du château avait été pillé par les Russes et les Allemands ; ses trésors artistiques étaient stockés à Varsovie ; Ses portes étaient apposées par le sceau officiel du comité local du parti ; Son parc et ses lacs paysagers attestaient à eux seuls de la vie tranquille et princière de son passé. Le 4 juin, le commissaire de la 1ère brigade à Nieśwież, rédigeant son rapport hebdomadaire au Comité central du Parti communiste polonais, parlait avec optimisme des progrès réalisés :

*« Les hommes sont d'humeur guerrière. Tous brûlent du désir d'une victoire rapide. L'état-major, à l'exception de plusieurs anciens officiers [tsaristes], fonctionne bien. Les armes sont suffisantes, bien que nous manquions d'huile de graissage. Il y a assez à boire, mais une pénurie de viande. Les uniformes manquent, surtout les bottes. Le travail du parti parmi les soldats progresse favorablement, grâce aux communistes de Minsk. Des cellules du parti ont été mises en place dans toutes les unités. La littérature communiste est distribuée parmi nos soldats polonais. Le Soviet de Nieśwież ressent cependant le besoin d'avoir des travailleurs plus expérimentés pour travailler avec la population de la ville. Dans la zone frontalière, les légionnaires polonais ont brûlé des villages dont les habitants sympathisent avec les autorités soviétiques, les aident et s'occupent de nos soldats. Ils ont brûlé certaines maisons à Kamenka, par exemple. Lorsque les paysans de ce village se sont précipités pour sauver leurs biens, des mitrailleurs ennemis ont ouvert le feu sur eux. Le moral général de la brigade est meilleur, et comme le montre le fait de tenir l'ennemi dans notre secteur, la brigade sera prête à faire son devoir. »*

Un point de vue moins optimiste a été exprimé par Julian Marchlewski, qui a passé trois jours dans la même région à la mi-juillet :

*« Bien que l'humeur des soldats puisse être pire, leur commandement est très déficient. Un incident s'est produit pendant que j'étais là-bas lorsque cinquante légionnaires sont tombés sur 400 des nôtres, les ont surpris en train de dormir, ont attaqué et ont capturé trois mitrailleuses et une masse de prisonniers. J'ai l'impression qu'une telle armée ne sera pas en mesure de tenir les Polonais en échec. À moins d'être renforcés, ils devront se retirer de Minsk et il est impossible de dire où ils s'arrêteront. Les discours sur la nécessité d'une « guerre révolutionnaire » sont tout simplement risibles. C'est regrettable, mais il y a des désertions. Récemment, deux commandants de bataillon ont fui de l'autre côté. L'un d'eux a volé le coffre-fort du bataillon contenant plusieurs dizaines de milliers de roubles ; L'autre emmena deux soldats avec lui. Ces trahisons sont inévitables dans une situation où les Polonais se battent contre les Polonais. »*

L'armée de l'Ouest faisait une tentative sérieuse pour améliorer à la fois le recrutement dans les rangs et le niveau du corps des officiers. La division occidentale avait des bureaux de recrutement officiels aussi loin qu'Orenbourg, Samara et Astrakhan, ainsi que des officiers de recrutement clandestins en Pologne même.

En juillet, le premier groupe de cadets sortit de la nouvelle académie militaire de la division occidentale à Minsk. Trouver des officiers pour l'armée prolétarienne, ou des « commandants » comme on les appelait, n'était pas une tâche facile. Quatre-vingts pour cent d'entre eux étaient d'anciens officiers et sous-officiers tsaristes, reconvertis et réendoctrinés. Leur serment, tel qu'il a été prêté lors du défilé de distribution, était le suivant :

*« Moi, fils de travailleurs, citoyen de la République des Soviets, j'accepte le poste de soldat dans l'Armée ouvrière. À l'égard des classes ouvrières de la Russie et du monde entier, je m'engage à exercer dignement ma position, à me perfectionner dans l'art de la guerre et, comme la prune de mes yeux, à protéger la propriété du peuple et de l'armée contre le vol et la décadence. Je m'engage, strictement et inconditionnellement, à observer la discipline révolutionnaire et à exécuter sans protester un mot de protestation tous les ordres de commandants émis par le gouvernement des ouvriers et des paysans. Je m'engage à me retenir, ainsi que mes camarades, de toute conduite qui pourrait abaisser la dignité d'un citoyen soviétique, et à diriger toutes mes pensées et mes actions vers un seul but : la libération de tous les prolétaires. Je m'engage, dès le premier appel, à défendre la République des Soviets contre tous les dangers et les empiètements, et à lutter pour la cause du socialisme et de la fraternité des peuples, n'épargnant ni la vie ni la force. Si, par mauvaise volonté, je romps à mon engagement solennel, puissé-je rencontrer le mépris universel et être puni par la main terrible de la justice révolutionnaire. »*

La plupart des dignitaires du Lit-Byel étaient présents. Des discours furent prononcés par le général Łagwa, par son nouveau commissaire, Nikitin, par Szeryński, le commissaire à l'éducation, par Leński au nom du bureau polonais du parti bolchevique, et par Bobiński, qui était le membre polonais du Comité exécutif central panrusse des Soviets. Leński a parlé de la formation de « la direction de l'Armée rouge du prolétariat polonais ». « Ce cadre, disait-il, combattrait et dirigerait partout où la Révolution internationale l'appellera. Chacun de nos commandants rouges doit être conscient que ce n'est que par la victoire de la Révolution internationale que la Pologne ouvrière peut naître. Bobiński a été tout aussi explicite. Il a salué les commandants comme « la garde d'acier de la dictature du prolétariat polonais, enfants de la Varsovie révolutionnaire, qui lutte aujourd'hui contre une contre-révolution déchaînée. Vous, les commandants rouges de la Pologne, disait-il, devez aider la Pologne ouvrière et marcher à la rencontre de vos frères combattants. Quelles que soient les intentions de la direction bolchevique à ce stade, il n'y avait aucun doute sur le rôle futur de la division occidentale dans l'esprit des dirigeants communistes polonais.

L'armée polonaise acquiesça à l'accalmie spontanée. Une niche de Pentecôte convenait à leurs objectifs. Eux aussi organisaient leurs arrières, non pas en fondant des cellules de parti et des cadres révolutionnaires, mais en consolidant l'Administration civile des Terres de l'Est (Z.C.Z.W). Il avait trois districts, Wilno, Brest et Volhynie. Son programme s'inspirait d'une organisation bénévole, le Straż Kresowa (Surveillance des frontières), mais dans la pratique, il était étroitement contrôlé par les propriétaires terriens qui ne le considéraient guère plus qu'une agence d'exportation pour leur bois et leur lin. Le commerce et le travail pacifique commençaient à renaître.

Le calme militaire fut prolongé par des événements compliqués sur d'autres fronts. Au moment de la prise de Wilno, la Russie soviétique se préparait à la crise de la guerre civile. L'armée soviétique II, expulsée d'Estonie en février, était maintenant retranchée dans la banlieue de Petrograd en attendant l'assaut du général Yudenich. La VII<sup>e</sup> armée, qui avait établi un régime soviétique en Lettonie en janvier, avait été expulsée de Riga et luttait pour sa survie. La XII<sup>e</sup> armée, qui conquiert Kiev en février à partir du Directoire, était maintenant sous pression face à la confiance croissante de Dénikine. Koltchak était sur le point de traverser l'Oural. Les Soviétiques étaient serrés d'une main de fer, dont le front occidental n'était plus qu'une poigne du plus petit doigt.

Les Polonais, eux aussi, étaient préoccupés. Leur capture de Wilno avait contrecarré les ambitions du gouvernement nationaliste lituanien à Kaunas. Bien que très peu de Lituaniens vivaient dans la ville à cette époque, Wilno, ou Vilnius comme ils l'appelaient, était la capitale historique de la Lituanie ; Les nationalistes ne pouvaient se résigner à sa perte. Des combats éclatent qui défient tous les efforts de médiation. La « ligne Foch » du 27 juillet quitta Wilno du côté polonais. En août, un soulèvement polonais à Sejny et une tentative de Piłsudski d'organiser un putsch à Kaunas détruisirent toute velléité des Lituaniens à négocier. Ayant perdu leurs protecteurs allemands qui retirèrent leurs dernières forces en Prusse orientale en juillet, les Lituaniens cherchèrent du réconfort auprès des Soviétiques. La combinaison lituano-soviétique était une menace constante.

Au sud, les Polonais étaient engagés avec les Ukrainiens, en Volhynie et en Galicie orientale. La campagne de Volhynie était une affaire mineure impliquant environ 5 000 soldats polonais avançant de Chetm vers le territoire tenu par le Directoire. Elle a duré de décembre 1918 à mai 1919. La campagne de Galicie orientale, en revanche, fut une affaire majeure. Tant qu'elle a duré, elle a été la préoccupation majeure de l'armée polonaise. Le différend y était avec la soi-disant « République d'Ukraine occidentale » au sujet de la ville de Lwów et de la riche province dont elle était la capitale. Les Ukrainiens, qui avaient la majorité de la population dans la province, mais pas dans la ville, s'étaient emparés de Lwów pour leur appartenir. Il a fallu neuf mois pour les retirer. La période cruciale est en avril, contemporaine de l'opération de Wilno, lorsque l'armée du général Halter arrive de France. Ce n'est qu'en juillet que les Polonais atteignirent la rivière Zbrucz et purent se reposer satisfaits.

L'éclipse des Ukrainiens, d'abord du Directoire, puis des « Ukrainiens de l'Ouest », a eu un effet important sur la guerre polono-soviétique. Alors que les États ukrainiens indépendants étaient sans relâche éliminés de l'Ouest et de l'Est, les Polonais et les Soviétiques sont automatiquement entrés en contact. Ce nouveau contact fut établi près de Kowel en Volhynie en mai, et en Galicie orientale sur le Zbrucz en juillet. Le front polono-soviétique, qui avait initialement couvert environ 300 miles en Biélorussie, s'est progressivement étendu jusqu'à atteindre plus de 500 miles à travers l'Ukraine jusqu'à la frontière roumaine. Le doublement du front a soulevé des problèmes stratégiques et logistiques entièrement nouveaux, qui n'ont pas pu être résolus en un jour. À partir de juillet, il était clair que le premier cycle du conflit polono-soviétique touchait à sa fin. Il était également clair que si un second tour devait avoir lieu, la guerre perdrait son caractère paroissial et impliquerait des opérations massives dans lesquelles la survie de la Russie soviétique et de la République polonaise serait mise en jeu. Face à une telle perspective, les deux camps ont hésité.

Cependant, avant qu'un arrêt ne soit ordonné, le haut commandement polonais avait l'intention de frapper un coup de plus. Si les Polonais pouvaient briser la division occidentale soviétique, cela empêcherait l'Armée rouge de se reformer efficacement pendant la période d'un cessez-le-feu. Aux yeux des Polonais, la division occidentale était un nid de vipères, dont l'influence toxique ne devait pas avoir la chance de se multiplier. C'est ainsi que le coup est tombé sur Minsk.

Il y avait un bon argument stratégique pour s'emparer de Minsk, car c'était le centre du prochain complexe de lignes ferroviaires latérales. Le contrôle du réseau Polotsk-Molodeczno-Minsk-Łuniniec priverait les Soviétiques des moyens essentiels d'unir leurs forces dispersées. Un mouvement dans cette direction avait été fait au début de juillet lorsque Molodeczno avait été pris.

Au cours du mois de juillet, des renforts furent envoyés au général Szeptycki, qui commandait toujours le groupe nord. Son élément principal était l'armée de Poznanie libérée du service à l'ouest par la signature allemande du traité de Versailles. Il comprenait le célèbre 15<sup>e</sup> régiment de Lanciers (poznanien) commandé par le lieutenant-colonel Władysław Anders. En tout, le général Szeptycki pouvait disposer de 12 000 fantassins, 2 000 cavaliers et 40 canons, sans compter l'appui qu'il pourrait obtenir du groupe sud.

L'engagement le plus violent était certain d'avoir lieu sur les hauteurs de Minsk, au nord-ouest de la ville. Pour cela, Szeptycki concentra la 1<sup>ère</sup> division d'infanterie et l'armée de Poznan à Molodeczno. Pour faciliter leur tâche, un large mouvement de tenaille fut préparé aux deux extrémités des positions soviétiques. Une arme composée de la brigade de cavalerie devait courir sur les hauteurs au nord. L'autre arme, composée du groupe du général Mokrzecki, devait tourner le flanc de la division occidentale à Nieśwież au sud. Au centre, le général Lasocki devait surgir de la Puszcza Nalibocka.

La bataille fit rage tout au long de la première semaine d'août. La question a rarement été mise en doute, une fois que la cavalerie polonaise coupant la voie ferrée derrière Minsk, a privé les défenseurs de tout renfort significatif. Anders parcourut cinquante milles à l'arrière de la ville et tendit une embuscade au dernier train. L'Armée rouge a pris position à Radoszkowicze, le dos à la crête des hauteurs de Minsk. Ils perdirent beaucoup d'hommes. À la fin de la semaine, le 8 août, Minsk tomba et l'Armée rouge trébuchait vers l'est en pleine retraite. La leçon était claire. L'attaque concertée dans les Bords a porté ses fruits ; La défense, aussi héroïque soit-elle, pouvait toujours être débordée.

L'armée occidentale soviétique s'est retirée de la zone, vers la rivière Dvina au nord et vers la Bérézina à l'est. Ce fut leur poste pendant près de neuf mois. La 1<sup>re</sup> division polonaise se précipita vers la Dvina, regardant de l'autre côté de la rivière sur Dunaburg ; la 8<sup>e</sup> division était devant Polotsk ; la 2<sup>e</sup> division légionnaire atteint Borissov ; les Poznanien occupèrent l'ancienne forteresse de Bobruysk ; Les généraux Lasocki et Mokrzecki ont uni leurs forces et se sont également rendus à la Bérézina.

Le succès du Groupe du Nord s'est transmis comme un choc électrique sur tout le front. Le groupe sud, désormais commandé par le général Władysław Sikorski, brisa la défense obstinée de Łuniniec. Le général Listowski, qui avait pris le contrôle du front de Volhynie, s'empara de Krzemieniec et de Równe. Le général Iwaszkiewkz en Galicie orientale, qui tenait déjà la rive droite du Zbrucz, rangea son aile nord pour rationaliser sa jonction avec Listowski.

À la fin du mois d'août, l'armée polonaise avait atteint une ligne que Piłsudski lui interdisait de franchir. Les trois villes des Bords – Wilno, Minsk et Lwów – étaient sécurisées, tout comme les zones de peuplement polonais. Piłsudski, malgré tous ses rêves romantiques, n'était pas assez téméraire pour imiter Napoléon et se rendre à Moscou à l'automne.

Quoi qu'il en soit, la guerre polono-soviétique s'était essoufflée politiquement. Aucun des deux camps n'était intéressé par la conquête de plus de territoire frontalier pour son propre bien. Les Soviétiques étaient encore préoccupés par la guerre civile, surtout maintenant par Dénikine, qui, contrairement à Piłsudski, avait l'intention d'imiter Napoléon. Le 19 septembre, Dénikine s'empare de Kiev et continue sa marche. Piłsudski, après avoir mis 150 miles entre les Soviétiques et sa bien-aimée Wilno, était prêt à discuter. La diplomatie, du genre conspirateur que Piłsudski préférait, allait maintenant avoir son temps.

## **Chapitre Deux : Un hiver de désillusions**

JÓZEF Klemens Giełczyński-Piłsudski était sans aucun doute la personnalité centrale de la guerre polono-soviétique. Ses détracteurs diraient que la guerre était son aventure privée. En tant que chef de l'État polonais et commandant en chef de l'armée polonaise, il contrôlait directement la gestion politique et militaire de la guerre. Aucun dirigeant du côté soviétique ne pouvait accorder la même attention individuelle à la guerre ou ne jouissait du même degré de contrôle non délégué.



Dans les premiers mois de la guerre, on pouvait parfois voir Piłsudski dans un petit restaurant de Varsovie, dînant frugal tard le soir après la journée de travail au palais du Belweder. Il s'assit à la table d'angle, dans l'ombre et seul. Il portait un uniforme militaire élimé avec un col haut et boutonné et sans insigne de grade. Ses cheveux gris acier étaient coupés et rasés à la prussienne ; Son visage était long et cadavérique ; sa peau était d'une pâleur déconcertante. Sa moustache orientale tombante ajoutait à son apparence impénétrable. Mais le plus remarquable était ses yeux. Tous ceux qui ont rencontré Piłsudski n'ont pas manqué de commenter ses yeux gris-bleu. Profondes, étroites, intenses, perçantes, elles étaient le seul signe indubitable du feu intérieur qui le consumait.

La personnalité de Piłsudski est le produit d'une vie passée dans la révolte et le danger. C'était un Lituanien de culture polonaise, né en 1867, fils d'une famille terrienne qui se vantait d'avoir du sang jacobite écossais. Éduqué au gymnase tsariste de Wilno, il fut plongé dès ses années d'étudiant dans le romantisme polonais et le nationalisme polonais. Entouré de l'apathie et du désespoir qui s'étaient abattus après l'insurrection polonaise de 1863, ses forces intérieures étaient consacrées dès son plus jeune âge à résister à l'humeur de ses contemporains – d'où l'autodiscipline, les longs silences, la solitude essentielle. Ses énergies physiques étaient consacrées à la lutte contre le pouvoir absolu et l'oppression de la Russie, d'où ses habitudes conspiratrices, son esprit sournois, son entraînement militaire, son banditisme enraciné. Pendant vingt ans, il a été membre du Parti socialiste polonais. De 1905 à 1907, pendant les grèves révolutionnaires, il fut peut-être leur chef le plus actif. Mais après 1907, alors que l'action révolutionnaire n'était plus possible, son enthousiasme pour le socialisme s'est estompé. Il se tourne de plus en plus vers des organisations paramilitaires, comme l'Union de lutte active en Pologne autrichienne de Sosnkowski. Ses propres associations de tirailleurs dissimulaient leurs véritables intentions politiques derrière le mince voile des exercices sportifs. En 1912, ses légions polonaises sont officiellement reconnues par l'armée royale et impériale et effectuent des manœuvres à grande échelle dans les Tatras. Sa direction des Légions l'a placé à la tête du mouvement pour l'indépendance de la Pologne, l'a plongé dans le maelström de la politique et des campagnes sur le front de l'Est pendant la Première Guerre mondiale, l'a fait atterrir dans une prison allemande à Magdebourg en 1917 et l'a finalement élevé à l'âge de cinquante-deux ans pour être le leader incontesté et incontestable de la Pologne renaissante. Lorsqu'à la fin de 1918, ses anciens collègues socialistes l'approchèrent pour lui demander un soutien politique, il aurait dit : « Camarades, j'ai pris le tramway peint en rouge du socialisme jusqu'à l'arrêt appelé Indépendance, mais j'y suis descendu. Vous êtes libre de conduire jusqu'au terminus si vous le pouvez, mais s'il vous plaît, adressez-vous à moi en tant que Monsieur ! Même ses proches collègues ne savaient pas ce que Piłsudski pensait vraiment. Tout ce qu'ils savaient, c'est qu'il s'attendait à ce qu'on lui obéisse.

C'était une belle ironie que Piłsudski ait eu un passé révolutionnaire aussi impeccable que celui de n'importe lequel des bolcheviks. Sa vie d'adulte a commencé à l'âge de vingt ans avec cinq ans d'exil dans le nord-est de la Sibérie. Son frère Bronisław a été impliqué dans la tentative d'assassinat du tsar Alexandre III, pour laquelle Oulianov père a payé de sa vie. Il est lui-même devenu le premier rédacteur en chef de *Robotnik*, le quotidien socialiste polonais. Il purgea une peine d'exil à Londres, entre 1896 et 1905, et un an dans un asile d'aliénés russes en 1906-1907, en feignant la folie pour éviter une peine plus sévère pour conspiration. Après s'être évadé de l'asile, il organisa le 20 septembre 1908 un vol de train postal à Bezdany, près de Wilno, qui rapporta 200 000 roubles d'argent à la cause révolutionnaire. Les frustrations de la conspiration révolutionnaire ont mûri d'une série impitoyable. Comme il l'a dit à un associé socialiste vétérinaire :

*« Que les autres s'amuse à lancer des bouquets, au socialisme, au polonisme ou à tout ce qu'ils veulent. Je ne peux pas, pas dans l'atmosphère actuelle de latrines,... Je veux conquérir. Ma dernière idée est de créer... une organisation de la force physique, de la force brute, pour employer une expression insupportable aux humanitaires. J'ai promis de la réaliser ou de périr. »*

En tant que journaliste devenu chef de l'armée, il était dans la classe de Trotsky ; en tant que gangster professionnel, il rivalisait avec Staline ; en tant que gentleman devenu organisateur de

parti, il avait quelque chose en commun avec Lénine. Bien qu'il n'ait pas eu le développement intellectuel des bolcheviks, il ne leur devait rien en dévouement ou en succès.

Il est impossible de dire que Piłsudski était apprécié. Il était idolâtré par ses légionnaires et par de nombreux patriotes ordinaires avec lesquels il n'avait aucun contact. Il était respecté et craint par les politiciens, qui ne pouvaient qu'admirer la constance de ses intentions. Les diplomates n'appréciaient pas son insensibilité aux souhaits de leurs gouvernements. Les représentants alliés le trouvaient arrogant. Les officiers français en Pologne ont été choqués de se voir traités comme des mercenaires. Le ministre britannique, Sir Horace Rumbold, le décrivit comme « l'homme le plus grand de cette partie de l'Europe... le patron incontesté de ce pays... un joueur, un conspirateur, une étude intéressante, un anachronisme, non pas un grand homme, mais un homme remarquable qui contrôlera pendant un certain temps les destinées de cette nation. Il comparait à la fois son apparence et son caractère à ceux de Lord Kitchener. Piłsudski ne jouissait pas d'une grande réputation à l'étranger. Dans l'Ouest, on l'a vu présenter la pire des combinaisons : un radical devenu chauvin ; en Russie, il était considéré comme un renégat du camp révolutionnaire. Sa forte personnalité inspirait soit l'adoration, soit la haine, mais jamais l'affection.

Pour juger des développements de la deuxième phase de la guerre polono-soviétique, l'évaluation de la personnalité de Piłsudski par l'historien est d'une importance capitale. Dans la première phase, le jugement personnel et la grande stratégie n'avaient joué qu'un petit rôle. Mais les prochaines actions devaient être déterminées, non pas en réponse aux événements sur le front, mais par l'instinct du dirigeant polonais.

La clé de la lecture de la situation par Piłsudski résidait dans sa conviction que les bolcheviks avaient l'intention de conquérir tôt ou tard les frontières par la force. Pour lui, l'ampleur de l'opération « Vistule cible » et la rigueur de l'expérience Lit-Byel étaient une preuve suffisante de leurs ambitions. Une expérience difficile de ce genre pesait plus lourd que les protestations verbeuses de la propagande soviétique. Il semblait tout à fait probable que l'Armée rouge tenterait de renverser les victoires polonaises de 1919, dès qu'elle se serait libérée de ses préoccupations ailleurs.

Tant qu'il détenait l'avantage tactique, Piłsudski devait être fortement tenté de tenter sa chance et de porter un coup préventif. C'était certainement dans sa nature de le faire. Le fait accompli était une manœuvre pour laquelle il était déjà notoire. Il l'avait utilisé à bon escient le 2 août 1914 lorsque ses légions avaient marché sur Kielce sans en informer le haut commandement autrichien. Il l'utilisa à deux reprises en 1919, lorsqu'il affronta la Conférence de la paix à Paris, d'abord avec la prise non autorisée de Wilno en avril, puis avec l'occupation interdite de la Galicie orientale en mai. Maintenant, un certain nombre de considérations lui tenaient la main. Tout d'abord, un coup de grâce était presque impossible à exécuter dans les Borders. L'Armée rouge pouvait toujours se retirer dans les profondeurs de la Russie où aucun soldat polonais ne pouvait la suivre. Une avancée polonaise en Russie proprement dite ne manquerait pas de rallier un soutien patriotique au régime soviétique. Deuxièmement, la simple défaite des Soviétiques ne profiterait pas nécessairement à la Pologne. Si le régime soviétique devait être remplacé par Dénikine, l'indépendance de la Pologne serait moins sûre qu'auparavant. La guerre civile russe doit d'abord être décidée avant que les relations de la Russie avec la Pologne puissent être fermement établies. Troisièmement, la Pologne était trop faible pour récolter les fruits de la victoire en Russie. L'économie polonaise pouvait difficilement soutenir une guerre de défense. L'administration polonaise pouvait difficilement organiser son territoire. L'armée polonaise pouvait à peine protéger ses propres frontières. Il n'y avait aucun espoir que la Pologne puisse gérer, organiser, administrer et surveiller une partie de la Russie. Il y avait aussi un grand nombre d'impondérables. Personne ne pouvait dire dans quelle mesure la campagne de Dénikine se porterait bien, jusqu'où les gouvernements alliés poursuivraient l'intervention, combien de temps les autres États frontaliers, de la Finlande à la Géorgie, pourraient refuser de traiter avec les Soviétiques.

Il serait peut-être erroné d'imaginer Piłsudski pesant ces considérations comme un joueur d'échecs planifiant ses coups. Il travaillait moins par la logique que par la ruse animale. On est tenté de le comparer à un rhinocéros, indestructible, myope, imprévisible. Ayant gagné une clairière pour

lui-même, il observait tous les intrus possibles avec de petits yeux méfiants. Une fois provoqué, il y avait toujours la possibilité qu'il charge à nouveau.

La situation au sein de la direction soviétique était totalement différente. Après l'effondrement de Lit-Byel, personne ne s'est soucié de prendre une responsabilité particulière pour le front polonais. Tout au long de l'année 1919, les préoccupations de la guerre civile en Russie proprement dite ont contraint les dirigeants soviétiques à renoncer à tout plan immédiat de récupération des frontières occidentales. Les arguments théoriques ont joué un rôle plus important que l'action pratique.

La croyance selon laquelle la Russie soviétique ne pourrait pas facilement survivre sans une fin favorable à la confrontation avec la Pologne était universellement acceptée. La Pologne était le « pont rouge » vers l'ouest, le lien naturel de la Russie avec les sociétés avancées de l'Europe, avec le progrès technique, avec la solidarité prolétarienne, avec la révolution future. Bien que le calme sur le front polonais à l'automne 1919 ait été le bienvenu, il était généralement reconnu qu'une solution du problème polonais ne pouvait pas être reportée indéfiniment. Le débat en Russie n'était pas de savoir si le pont polonais devait être franchi, mais comment et quand.

Le débat s'articula autour de trois propositions, dont chacune prit l'ascendant à des moments différents. La première soutenait que la guerre avec la Pologne devait être renouvelée à la première occasion. L'échec de l'opération « Cible Vistule » a rendu particulièrement urgent l'intensification des efforts militaires à l'ouest. Cette ligne de conduite avait tendance à plaire à ceux qui mettaient une interprétation littérale sur leurs guides marxistes ou qui avaient appris leur politique à l'étranger en Europe. Pour eux, l'isolement persistant de la Russie soviétique représentait une perspective intolérable à éviter à tout prix. La deuxième proposition soutenait que l'expansion vers l'ouest devait attendre la consolidation du pouvoir soviétique en Russie. Il n'y avait aucun intérêt à impliquer le nouvel État soviétique dans une guerre étrangère tant qu'il ne possédait pas une base politique et économique solide. Ce conseil était soutenu par les communistes « artisanaux », les bolcheviks qui, se souciant peu du marxisme international, ont été amenés dans le parti par la guerre civile. Pour eux, il était impensable que le succès de la révolution en Russie soit compromis par une « aventure » à l'étranger. La troisième proposition soutenait que la révolution devait s'étendre vers l'Est. La meilleure façon de saper les États capitalistes d'Europe était de détruire leurs empires en Asie et en Afrique. Trotsky a dit un jour à ce sujet que « la route de Londres et de Paris passe par Calcutta ». Ce raisonnement a été préféré par ceux qui combinaient un engagement idéologique en faveur de la révolution permanente avec une évaluation réaliste de la puissance du monde capitaliste. Pour eux, un assaut frontal contre la Pologne était un geste futile qui provoquerait les puissances alliées à une intervention à grande échelle.

Il n'est pas simple d'associer ces propositions aux personnes qui les ont soutenues. Il était courant à l'époque de parler d'un « parti de la paix » bolchevique dirigé par Lénine et d'un « parti de la guerre » dirigé par Trotsky. Il ne s'agit pas seulement d'une simplification ; C'est fondamentalement faux. Elle découle de l'hypothèse facile que Lénine, en tant que signataire des Notes de paix soviétiques, était ipso facto en faveur de la paix, et que Trotsky, en tant que commissaire à la guerre, était nécessairement en faveur de la guerre. La situation était beaucoup plus fluide et confuse. Si l'on devait en juger exclusivement par le ton pacifique des discours officiels de Lénine, il serait impossible d'expliquer pourquoi il a jamais permis à la « Vistule cible » de se dérouler en premier lieu. Il faut distinguer les déclarations destinées à la consommation intérieure de celles destinées à l'étranger. Il est clair que devant les journalistes étrangers, Trotsky en particulier a joué le rôle du bolchevik à glacer le sang d'une manière qui serait inutile devant le Politburo.

En dernière analyse, la décision pour ou contre la guerre polonaise revenait à Lénine. Pourtant, Lénine savait peu de choses sur la Pologne et, en 1919, ne pouvait lui accorder que peu d'attention. Son approche de la guerre polonaise était une question d'improvisation quotidienne. Il vivait au jour le jour, goûtant tour à tour les conseils que lui donnaient ses rivaux. Trotsky, en tant que commissaire à la guerre, avait le droit de faire valoir le point de vue militaire. En dépit de sa

réputation, Trotsky était prudent. En tant que créateur de l'Armée rouge, il en connaissait les limites et l'état d'épuisement. Son succès dans la guerre civile ne devait pas être mis en péril à la légère. Tchitcherine, le commissaire aux Affaires étrangères, était également prudent, tant par nature que par intérêt. Son influence dépendait de sa capacité à entretenir des relations avec le monde extérieur, et il pouvait difficilement préconiser une politique qui pourrait inciter les puissances alliées à soumettre la Russie à un blocus redoublé et à un isolement renouvelé. Dzierżyński, chef de la Tcheka, comme son adjoint, Mężyński, était polonais. Il avait de sérieuses réserves sur la guerre en raison de la résistance attendue de la population civile, dont la pacification deviendrait de sa responsabilité. Staline, le commissaire aux nationalités, bien qu'assez disposé à voir les nationalités des frontières soumises à son contrôle, montrait rarement de l'enthousiasme pour la guerre, sauf lorsqu'elle jouait déjà en faveur des Soviétiques. Aucun de ces conseillers de premier plan n'a pu pousser Lénine vers la guerre. Il ne restait plus que le Bureau polonais du Parti bolchevique, un corps subalterne dans la hiérarchie mais très pertinent pour les relations soviétiques avec la Pologne. Ses dirigeants, comme Leński et Bobiński, étaient des émigrés politiques. Ils formaient déjà des officiers et créaient des cadres militaires pour le service de la révolution en Pologne. Leurs conseils ont inévitablement dû être teintés par leur désir irrésistible de retourner en Pologne. Ils étaient favorables à une invasion soviétique. Mais leurs conseils étaient loin d'être unanimes. Leur membre le plus influent, Karol Radek, qui avait travaillé avec Róža Luksemburg en Allemagne, a constamment averti qu'une avancée armée en Pologne serait vouée à l'échec. Dans l'ensemble, le poids de l'opinion à Moscou était contre une guerre polonaise. Pourtant, Lénine l'a laissée commencer et, à certains moments, l'a poursuivie avec une grande vigueur. On ne peut que supposer que Lénine n'était pas la « colombe » qu'il aurait aimé voir apparaître ; Lorsque l'occasion s'y prêtait, il ne tenait pas compte des conseils de ses subordonnés dans l'espoir de récolter les fruits de la victoire militaire.

La volonté de Lénine de faire la guerre à la Pologne était la plus évidente au début de 1919. Il n'était pas prêt à accepter l'occupation de Wilno par Piłsudski et donna immédiatement l'ordre de la reprendre. Par la suite, il hésita. Une fois la phase initiale terminée, la politique soviétique sur la guerre fut caractérisée par de multiples contradictions, par des préparatifs de guerre et une propagande pour la paix menés simultanément, par des menaces de subversion et des promesses de négociation. Ces contradictions ont été interprétées par les Polonais comme une preuve de trahison ; ils peuvent également être considérés comme le produit de conseils divisés et de l'indécision de Lénine.

À la fin de 1919, Lénine est retourné dans une période d'optimisme bouillonnant, inspiré par les victoires de la guerre civile. Maintenant, il était enfin convaincu que la Révolution survivrait et triompherait de l'Europe. C'est aussi une période où ses sources d'information et ses contacts directs avec le monde extérieur sont particulièrement rares. Il est devenu trop confiant, messianique même. En avril 1920, il acheva *La maladie infantile du « gauchisme » dans le communisme*, un ouvrage destiné à guider la Révolution à travers les quelques mois qui restaient avant sa consommation. À mesure que son humeur prenait de l'ampleur, il était de moins en moins susceptible de résister à la dérive vers une guerre plus sérieuse avec la Pologne.

L'attitude de Trotsky à l'égard de la guerre était également contradictoire. Dans la semaine qui a suivi la chute de Minsk, il a suggéré un moratoire sur les efforts en faveur d'une révolution européenne. Il envisageait la formation d'une armée de cavalerie qui avancerait, non pas vers Varsovie, mais à travers le Pamir jusqu'à Kaboul et Delhi. Plus tard, il affirma qu'il s'était opposé à la guerre polonaise :

*« Bien sûr, je n'ai jamais eu l'occasion d'exprimer ma sympathie pour la Pologne de Piłsudski, c'est-à-dire une Pologne d'oppression et de répression sous le couvert d'une phraséologie patriotique et d'une fanfaronnade héroïque. Mais en tirer la conclusion que nous voulions une guerre avec la Pologne, ou même que nous la préparions, c'est mentir face aux faits et au bon sens. Nous avons déployé tous nos efforts pour éviter cette guerre... Nous essayions de toutes nos forces d'obtenir la paix, même au prix des plus grandes concessions. Plus que quiconque, je ne voulais*

*pas de cette guerre parce que je ne comprenais que trop clairement combien il serait difficile de la poursuivre après trois ans de guerre civile. »*

Il est difficile de concilier ces déclarations avec le fait que Trotsky a poursuivi la guerre polonaise pendant deux saisons complètes ; c'est Trotsky qui a fait la plus belliqueuse des déclarations sur les intentions soviétiques, qui a paru dans *L'Internationale communiste* du Parti communiste français le 15 décembre 1919 : « Les seigneurs et la noblesse polonais arracheront une victoire temporaire des maraudeurs », disait-il, « mais quand nous en aurons fini avec Dénikine, nous jetterons tout le poids de nos réserves sur le front polonais. » Trotsky était déchiré entre la bienséance idéologique de la guerre polonaise et ses dangers pratiques. Il acquiesça à la guerre polonaise d'un air maussade et sans enthousiasme. Quand la guerre allait bien, il ne fit pas grand-chose pour la contenir ; lorsque des négociations étaient possibles, il était prêt, comme Lénine, à les explorer.

À l'automne 1919, une base pour la reprise des négociations se dessine peu à peu. Les Polonais avaient perdu leurs angoisses au sujet de Wilno et d'une invasion soviétique imminente ; leurs mauvaises relations avec l'Entente leur donnèrent de nouvelles angoisses à l'idée de se battre seuls. Les Soviétiques, pressés par l'avancée de Dénikine dans le sud, avaient besoin d'un répit à l'ouest. Plus important encore, les Polonais et les Soviétiques ont fait l'expérience de l'hostilité inflexible des Blancs russes. En juin 1919, Koltchak avait profondément offensé les sensibilités polonaises en affirmant que la frontière orientale de la Pologne devait être soumise à une Assemblée constituante russe. Dénikine, maintenant dans la course au succès, n'était pas plus conciliant.

Le mérite de la réouverture des contacts, rompus en avril, doit être attribué à Julian Marchlewski, l'homme qui a été proposé comme premier ambassadeur soviétique en Pologne. Marchlewski était un autre de ces communistes polonais qui, comme Karol Radek et Róża Luksemburg, faisaient la navette entre le Parti bolchevique en Russie, le Parti social-démocrate de Pologne et de Lituanie (SDKPiL) et les Spartakistes en Allemagne. En janvier 1919, il se rendit illégalement à Berlin, après s'être vu refuser l'entrée officielle à la frontière allemande en tant que chef d'une délégation soviétique. De Berlin, il se rendit dans la Ruhr où, suivi par la police, il échappa à l'arrestation en se cachant parmi un groupe d'ouvriers agricoles saisonniers qui retournaient en Galicie. En mars, il s'est retrouvé en Pologne, à l'improviste et sans être détecté. Il a utilisé son temps à essayer de dissuader l'opinion socialiste polonaise contre la guerre avec les Soviétiques dans les colonnes de Robotnik. En juin, il saisit l'occasion offerte par la déclaration de Koltchak sur la question de la frontière polonaise pour contacter Piłsudski et, par l'intermédiaire de Józef Beck (père), vice-ministre de l'Intérieur, pour offrir ses services en tant qu'intermédiaire pour des négociations secrètes avec Lénine. Piłsudski y consentit. Marchlewski partit pour Moscou le 18 juin.

De retour en Russie, les aventures de Marchlewski donnent lieu à une sérieuse divergence d'opinions. Lénine salua l'initiative de Marchlewski ; mais le Comité central du Parti communiste polonais (KPRP), réuni à Minsk le 2 juillet, l'a condamné :

*« Les conversations du camarade Marchlewski avec les représentants du gouvernement polonais et son voyage en Russie avec leurs propositions ont été entreprises sans le consentement et à l'insu du Comité central et sont inadmissibles, compte tenu du fait que Marchlewski, en tant que membre du Parti, est soumis aux décisions et aux directives de ses organes dirigeants. »*

Leński et ses partisans ne voyaient pas l'intérêt de négociations qui ne pouvaient aboutir qu'à l'affaiblissement de la vigilance de la Russie soviétique sur leur front occidental. Une semaine plus tard, Marchlewski fit face à ses détracteurs et expliqua le point de vue de Lénine. Il soutenait que la paix avec les Polonais était nécessaire dans l'intérêt de la victoire soviétique sur les fronts les plus cruciaux de la guerre civile. Il leur assura que des concessions territoriales pouvaient être faites en sachant que « toutes les lignes frontières perdront bientôt leur sens puisque le soulèvement révolutionnaire dans toute l'Europe n'est que dans quelques années » ; Enfin, il essaya de les cajoler en leur faisant croire qu'une invasion soviétique infructueuse de la Pologne signifierait la fin du mouvement communiste polonais. Leński ne se repentit pas et maintint sa conviction d'une guerre révolutionnaire. Non pas que les protestations de Leński aient eu de l'importance. Marchlewski était déjà en route, armé de l'autorité formelle de Lénine, pour franchir les lignes polonaises.

La mission de Marchlewski de juillet 1919 a été appelée la « Réunion de Białowieża ». Il a quitté Minsk en voiture le 10. Au poste de première ligne de Radoszkowice, il s'est annoncé sous le pseudonyme préétabli de « Pan Kujawski » et a attendu l'arrivée d'Olszamowski, l'adjudant personnel de Piłsudski.

L'armée polonaise le traita durement. Il a été fouillé, les yeux bandés et amené à signer un papier, s'engageant à ne pas distribuer de fonds pour la subversion ni, assez curieusement, à converser avec qui que ce soit en Pologne. Le 21, il fut emmené à la gare de Baranowicze, où il rencontra le négociateur polonais, Więckowski, et de là à la maison d'un bûcheron au fin fond de la forêt de Białowieża. Il passait la plupart de son temps à attendre, tandis que Więckowski se rendait à Varsovie pour la confirmation de son mandat. À la fin de la semaine, rien n'a été convenu au-delà des dispositions relatives à l'échange d'otages et le désir exprimé d'une future réunion des représentants de la Croix-Rouge soviétique et polonaise. Les propositions plus larges de Marchlewski, pour des concessions territoriales, pour un plébiscite, pour les préliminaires de la paix, n'impressionnèrent pas du tout les Polonais à ce stade. Il était visiblement déçu. Il refranchit les lignes le 30 juillet.

La réunion suivante a mis dix semaines à se concrétiser. Le Présidium du Conseil des ministres à Varsovie a discuté de la question le 26 août, mais ce n'est que la dernière semaine de septembre que Piłsudski a donné son accord. Une mission de la Croix-Rouge polonaise fut confiée au comte Michał Kossakowski, fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, membre du Comité pour la défense des frontières et, pour l'intention de tous les historiens de l'époque, chroniqueur compulsif. La mission de la Croix-Rouge soviétique était dirigée par Marchlewski, avec cette fois un chapeau melon, un col cassé et un sac Gladstone. Le rendez-vous était à Mikaszewice, une halte isolée sur la ligne de chemin de fer à voie unique, à soixante miles à l'est de Pińsk. C'était du côté polonais du front, à un point où les forces polonaises à l'ouest, les bolcheviks au nord, les dénikinistes à l'est et les Ukrainiens au sud entraient tous en contact. Le 11 octobre, jour de la réunion, Dénikine vient de prendre Orel. Seule Toula se trouvait entre Orel et Moscou. Dans cette situation, il n'a pas été difficile pour Kossakowski d'obtenir quelques traités très avantageux. Celle signée le 2 novembre prévoyait la restitution unilatérale des otages polonais détenus par les bolcheviks ; 5 l'autre, signée le 9 novembre, prévoyait l'échange mutuel de prisonniers civils.

Marchlewski fut encouragé à faire des concessions à Kossakowski par le fait qu'il menait simultanément des négociations hautement confidentielles avec les émissaires personnels de Piłsudski, le capitaine Ignacy Boerner et le lieutenant Birnbaum. Il avait probablement raison de supposer qu'une approche directe auprès du chef de l'État avait plus de chances de succès qu'une approche par les voies officielles. Même Kossakowski ne savait pas ce que Boerner et Birnbaum étaient autorisés à discuter.

Le 3 novembre, Boerner confie à Piłsudski les conditions d'un cessez-le-feu :

« *Le chef de l'État—*

*1. ne donnera pas d'ordres à l'armée polonaise au-delà de la ligne Novograd Volynsk—Olejsk—Rivière Ptich—Bobruysk—Rivière Bérézina—Canal de la Bérézina—Rivière Dvina*

*2. Pour éviter les malentendus, suggère qu'une ceinture de 10 kilomètres de large sépare les deux armées*

*3. déclare qu'il soutiendra la revendication des Lettons sur Dunaburg*

*4. exige la fin de l'agitation communiste dans l'armée polonaise*

*5. exige que les Soviétiques n'attaquent pas Petlura*

*6. ne croyant pas au pouvoir discrétionnaire des Soviétiques, avertit que toute indiscretion entraînera de graves conséquences*

*7. affirme que, si le gouvernement soviétique accepte les points 2, 4 et 5, un représentant dûment autorisé sera envoyé pour discuter directement de toutes les conditions avec M. Lénine en personne. »*

Boerner reçut l'ordre de dire à Marchlewski que l'aide à Dénikine ne coïncidait pas avec les intérêts de la Pologne et qu'une attaque polonaise contre Mozyr, qui, en conjonction avec l'attaque de

Dénikine sur Orel, aurait bien pu briser le front sud soviétique une fois pour toutes, n'avait pas été tentée. Lénine était content. Il supposait que la guerre polonaise touchait à sa fin. S'exprimant à l'Université Sverdlov le 24 octobre, il déclara que « nous avons des indications claires que le temps est révolu où nous aurions pu nous attendre à de nouveaux empiètements de l'armée polonaise ».8 Des sources proches de Trotsky rapportent que le 14 novembre, le Politburo accepta les conditions de Piłsudski à l'unanimité. La réponse de Lénine, que Boerner transmet à Piłsudski le 26 novembre, ne chicanait que sur le point 5. Selon Lénine, Petlura, dont le « capital » était aux mains des Polonais et dont les principales forces avaient déserté pour Dénikine, était la risée de tous les hommes et ne pouvait faire l'objet de discussions sérieuses. Le 28 novembre encore, Marchlewski écrivit à Trotsky pour lui confirmer qu'une cessation des hostilités était imminente. Il a déclaré que les rumeurs de mutinerie dans l'armée polonaise étaient infondées et a averti que les Polonais renforçaient quotidiennement leur position. Il ne prévoyait aucun problème pour Petlura. Il était surtout préoccupé par la transmission d'une idée, apparemment évoquée par Boerner mais immédiatement rejetée par Lénine, de mettre les organisations nationalistes polonaises secrètes en Ukraine à la disposition de l'Armée rouge pour la lutte contre Dénikine. Pendant ce temps, la chicane de Lénine à propos de Petlura restait coincée dans la gorge de Piłsudski. Piłsudski n'a pas voulu ou n'a pas pu l'avalier. Il le rejeta vivement et, contre toute attente, rompit immédiatement les négociations. Le 14 décembre, Marchlewski et Kossakowski se sont séparés. Alors que leurs trains quittaient Mikaszewice, les perspectives d'un accord entre la Pologne et l'Union soviétique étaient à nouveau aussi sombres que le quai balayé par la neige et désormais désert.

L'échec des négociations secrètes est généralement attribué aux Polonais. Tchitcherine en imputa la responsabilité à Paderewski, qu'il supposa à tort qu'il poussait à la coopération avec Dénikine.11 Kossakowski suggère que Piłsudski n'a jamais eu l'intention de parvenir à un accord. Il rapporte l'explosion suivante :

*« C'est la même chose pour les bolcheviks que pour Dénikine ; il n'y a qu'une chose à leur dire : « Nous sommes une force dans le monde, et vous êtes destinés à la morgue. Je vous méprise et vous méprise... Il ne peut être question de relations ou de négociations diplomatiques, où les conditions fondamentales sont la confiance et la discrétion. Vous ne pratiquez pas le premier et ne reconnaissez pas le second... Non, non, je n'ai pas négocié. Je viens de leur raconter des faits désagréables... Je leur ai ordonné de comprendre qu'avec nous ils doivent être d'humbles mendiants. »*

Ces mots ont été utilisés comme preuve du refus obstiné de Piłsudski d'envisager un cessez-le-feu. Une telle conclusion, cependant, accorde trop d'attention à son mauvais caractère un soir particulier. Il a quand même fait des propositions précises. Il est vrai qu'à l'automne de 1919, Lénine voulait la paix. Le fait est qu'au début de la guerre polonaise, en tout cas jusqu'en avril 1919, Lénine n'avait pas voulu la paix. On peut pardonner à Piłsudski de croire que le changement d'avis de Lénine était dû à la situation désespérée de la Russie soviétique. L'ironie est que les négociations, qui avaient duré six mois à s'organiser, ont été rompues au moment même où, avec la reprise de Kiev par les Soviétiques le 16 décembre, la question de la guerre civile se clarifiait rapidement et les perspectives d'accord s'amélioraient de jour en jour.

La guerre avait atteint son paroxysme. Ce fut le moment de la désillusion, lorsque les participants ont vu la balance pencher presque imperceptiblement loin de la paix et vers l'intensification des conflits.

Les actions militaires qui ont servi de cadre aux négociations secrètes ont été quelque peu désuètes. Elles peuvent être considérées comme des tentatives de maintenir le statu quo, dans lequel les Polonais conservaient l'initiative et repoussaient les perturbations périodiques causées par les événements turbulents à proximité en Ukraine et dans les États baltes. Une seule action, la promenade sur Dunaburg, pouvait mériter le titre de campagne.

Le premier incident s'est produit dans le sud à la suite de l'avancée de l'armée des volontaires de Dénikine à travers l'Ukraine. Dénikine, se déplaçant vers le nord à partir d'Odessa, repoussa les forces du Directoire ukrainien de Petlura vers le nord, hors de leur base de Kamenets Podolsk et dans les lignes polonaises près de Novograd Volynsk. Pendant plusieurs jours, à la fin du

mois d'août, Petloura fut assaillie de trois côtés, par les Polonais, les dénikinistes et les bolcheviks. Le 1er septembre, il est contraint d'accepter les conditions polonaises d'un cessez-le-feu et de se retirer derrière le front polonais. Une ligne de démarcation entre les Polonais et les forces de Petloura fut fixée entre le Zbrucz et Bazaliya, Shepetovka et Novograd Volynsk. C'est ainsi qu'a commencé l'asile politique de cinq ans de Petloura en Pologne. Son armée, qui avait été largement recrutée dans l'Ukraine occidentale dans le but de combattre les Polonais, passa maintenant au service de la Pologne. Sa présence dans les rangs polonais a non seulement fourni le point sur lequel les négociations avec les bolcheviks ont échoué, mais un facteur important dans la stratégie future de Piłsudski.

En octobre, Dénikine rencontra brièvement le groupe polonais de Volhynie face à face. Mais Dénikine recula aussi vite qu'il avait avancé. L'Armée rouge l'a repoussé de Moscou et les Polonais l'ont chassé de Volhynie. À la fin du mois de novembre, le groupe de Volhynie réinstalla Petiura à Novograd Volynsk, et en décembre, le groupe de Galicie orientale prit position sur l'Uszycz pour parer à la réoccupation soviétique de l'Ukraine. À la fin de l'année, Dénikine avait disparu et le front polono-soviétique s'étendait une fois de plus jusqu'à la frontière roumaine sur le Dniestr.

Dans le nord, la situation était encore plus compliquée. Les États baltes étaient la zone d'opérations de trois armées nationales : lituanienne, lettone et estonienne ; pour trois armées blanches : celles de Bermond-Avalov en Lettonie, de Lieven en Courlande et de Yudenich en Estonie ; pour trois armées soviétiques ; et pour l'armée allemande Baltikum du général von der Goltz. L'avancée des volontaires de Baltikum en septembre 1919, dans le sillage des dernières unités de la Wehrmacht, eut le même effet sur la situation balte que les volontaires de Dénikine en Ukraine.

Les Polonais ne pouvaient pas se tenir entièrement à l'écart de la tourmente balte. Ils partageaient les aspirations nationalistes des armées nationales et les craintes du bolchevisme à l'égard des armées blanches. Ils permirent à Lieven et à Yudyonich de maintenir des bureaux de recrutement privés en Pologne. Ils étaient en conflit avec les Lituanais au sujet de Wilno et considéraient les liens allemands de Bermond et von der Goltz avec une profonde méfiance. Ce n'est qu'avec les Lettons qu'ils avaient une cause commune.

La coopération polono-lettone s'est concentrée sur le sort de la ville de Dunaburg. Dunaburg ou Dvinsk, sur la rive nord de la Dvina, commandait les voies naturelles de communication entre l'intérieur de la Russie et le golfe de Riga. Sa population était lettone. À l'automne 1919, elle était tenue par les Rouges, bien que menacée de diverses directions par les Baltikum, les Polonais et les Lettons. Si les Soviétiques parvenaient à tenir la ville, ils seraient en mesure de consolider la jonction de leurs XVe et XVIe armées. Si l'armée Baltikum réussissait à la capturer, l'influence allemande indésirable reviendrait dans la région. L'armée polonaise, sous le commandement du général Śmigły-Rydz, occupait la rive gauche de la Dvina depuis la fin du mois d'août. Au début du mois d'octobre, le ministre letton des Affaires étrangères rencontra Piłsudski à Wilno pour recevoir la reconnaissance de facto de son gouvernement et demander une assistance militaire à Dunaburg.

L'armée polonaise était soucieuse de renforcer le secteur de la Dvina pour ses propres raisons. Son flanc ouest était constamment perturbé par les troubles baltes et, à la mi-octobre, une offensive soviétique inattendue avait forcé la 8e division à se retirer pendant une semaine de Polotsk. Ses effectifs avaient été renforcés par le transfert de la 3e division légionnaire de Galicie orientale.

L'opération de Dunaburg, malgré sa réputation, était un chef-d'œuvre d'incoordination. L'ordre original de l'opération « Hiver », comme il a été codé, a été émis par l'état-major polonais le 2 décembre, pour être exécuté avant le 15. À cette époque, le gouvernement letton était paralysé par la crainte que la minorité polonaise de Lettonie ne réclame l'union avec la Pologne et n'ait élaboré aucun projet. L'armée lettone est paralysée par la crainte que ses hommes n'attaquent pas les communistes lettons qui ont été ajoutés à la garnison rouge de Dunabourg. Lorsque la mission militaire polonaise à Riga a établi que l'attaque devait commencer entre le 4 et le 10 janvier, les détails les plus essentiels manquaient encore. La communication entre les forces polonaises et lettones était pratiquement impossible. Les liaisons ferroviaires et télégraphiques ne fonctionnaient



pas le long des tronçons lituaniens intermédiaires. Le commandement letton n'avait pas encore été persuadé de se soumettre aux ordres polonais. Un accord final a été trouvé le 30 décembre. Les Lettons devaient fournir 10 000 hommes pour soutenir la force de frappe polonaise de 30 000 hommes. Lorsque, le 3 janvier 1920, malgré une température de -25 °C, les divisions du général Śmigły Rydz chargèrent sur la glace de la Dvina gelée, elles ne pouvaient guère s'attendre à ce que leurs alliés lettons fassent plus que regarder. La 3e division légionnaire prend d'assaut la citadelle tandis que la 1re division d'infanterie se dirige vers le nord pour couper la ligne de retraite des Soviétiques. L'artillerie polonaise fissa la glace sous son poids et s'enfonça partiellement au milieu du courant. La garnison fut rejetée à l'ouest où elle se rendit aux Lettons. Le 5 janvier, alors que l'opération était terminée, Piłsudski annonça que Dunaburg allait être remis à la République de Lettonie et commença ainsi l'histoire de la magnanimité et de l'étroite coopération.

La chute de Dunaburg marque la véritable fin de la campagne polono-soviétique de 1919. Il a mis fin à une année d'immense confusion et de complexité. Après Dunaburg, les armées polonaise et soviétique au nord comme au sud se faisaient face en ligne ininterrompue et ininterrompue. À moins que les politiciens ne puissent l'empêcher, la campagne de 1920 promettait une action à une échelle beaucoup plus vaste et d'une bien plus grande importance.

La vie dans les Borders se détériora rapidement à l'approche de l'hiver. L'armée polonaise gardait les hommes au front sans vêtements d'hiver de base, dormant à la belle étoile. Le général Carton de Wiart de la mission militaire britannique qui visita le front en novembre 1919 vit des fantassins sans bottes ni manteaux. La température s'élevait à - 14°C. « Je ne sais pas comment ils s'y prennent », a-t-il rapporté. Le sort de l'Armée rouge n'aurait pas pu être meilleur.

Le moral en pâtissait inévitablement, surtout du côté polonais. Bien que Carton de Wiart ait remarqué le « merveilleux esprit » des Polonais, il existe des preuves montrant que la discipline commençait à s'effondrer. L'un des plus proches confidents de Piłsudski, Władysław Sławek, commandant du secteur II du front biélorusse, lui a envoyé l'avertissement suivant :

*« Wilno, le 2 novembre 1919. Mon cher ami ! Le général Szeptycki m'a ordonné de vous écrire en privé. Le nombre de cas où les hommes refusent de patrouiller parce qu'ils manquent de bottes ou de vêtements est en augmentation. Les vols à main armée sont de plus en plus fréquents. Bref, le soldat n'a pas la volonté de se battre. Le général Szeptycki est d'avis qu'il faut à tout prix mettre fin à la guerre avec les bolcheviks. Il a dit que si la Diète ne comprend pas la situation, vous devriez vous déclarer dictateur et régler la situation vous-même. Mon impression personnelle est que tout ne va pas bien. Partout, parmi les officiers et les commandants, on rencontre une fatigue et un pessimisme généraux qui paralysent leur capacité d'inspirer l'enthousiasme et la vivacité. Tout cela pour l'instant. Cordialement. Bien à vous, W. Sławek. »*

Tandis que le soldat de l'Armée rouge avait encore le sentiment de sauver son pays de Dénikine et du retour des classes possédantes, le simple Polonais ne menaçait personne d'autre à sauver que sa propre peau.

En Pologne même, la rumeur circulait sur les conditions de vie sur le front et il y avait des cas où des hommes défilèrent la conscription ou où, comme à Zamość, après avoir été conscrits, ils se réfugiaient à la campagne en grandes bandes et terrorisaient les autorités.

La propagande soviétique n'épargna aucun effort pour pousser le mécontentement polonais à la mutinerie ouverte et à la révolution. Des tracts communistes exhortaient à la paix et à la fraternité. Des appels spécifiques ont été lancés aux unités dont on savait qu'elles étaient mécontentes :

*« Aux soldats du 33e régiment de Łómża ! Nous sommes parvenus, camarades, que vous avez déjà désobéi aux ordres, et que vous ne voulez pas prendre vos positions ni verser votre sang prolétarien pour la cause de vos maîtres. Vous avez été forcé de retourner au front par la police armée qui vous a encerclé. Nous savons que vous voulez vraiment venir chez nous, car vous sentez que l'Armée rouge se bat pour la libération des travailleurs. Mais il y en a parmi vous qui croient les récits de vos officiers selon lesquels les prisonniers sont fusillés ici. Ne croyez pas un tel mensonge ! Vous tous, conscrits et volontaires, unissez-vous à nous, venez à nos côtés, apportez vos armes.*

*Ensemble, nous mettrons fin à cette lutte fratricide. Avec notre aide, vous vous débarrasserez de vos officiers et généraux mesquins, de vos seigneurs bourgeois et héréditaires. Faites-nous confiance, camarades ! En avant dans les rangs révolutionnaires ! [Signé] Ouvriers polonais de l'Armée rouge. »*

Parfois, des appels étaient lancés par des prisonniers de guerre :

*« Camarades, collègues ! Nous, prisonniers polonais des bolcheviks, nous vous adressons des salutations fraternelles. Nous souhaitons vous décrire sans exagération ce que signifie le système soviétique. La Russie soviétique est pour nous une patrie cent fois meilleure que la Pologne. Sous le régime tsariste, l'ouvrier russe était un esclave. En Pologne, l'ouvrier affamé était souvent poussé à la criminalité. Mais ici, tout le monde travaille. Les ouvriers administrent tout l'État par l'intermédiaire de leurs conseils auxquels sont envoyés des délégués de chaque usine et de chaque ferme. Les ouvriers d'ici ont leurs propres écoles, leurs universités, leurs journaux et leurs palais du travail. Le régime soviétique garantit la liberté réelle. Camarades ! Tournez vos bras contre vos oppresseurs. Frères ! Rejoignez l'Armée rouge et la révolution internationale ! Signé, au nom de tous, S. Klepacki (4e régiment de légionnaires) ; Markarczuk, Cisielski, Siekierski, Burhat (4e régiment de uhlands). »*

Il ne faut pas sous-estimer la nouveauté de 1919 et la séduction de tels attraits. Mais il est difficile de juger de l'ampleur de leur succès. La désertion a atteint de telles proportions, dit-on, que les prisons militaires de Wilno et de Minsk étaient pleines à craquer. À Polotsk, dans le 35e régiment de légionnaires, les officiers polonais revinrent à l'ancienne discipline tsariste du knout. À Lepel, un régiment cracovien fut retiré et interné pour fraterniser avec l'ennemi. Il y a eu des cas, en particulier dans les régiments de Varsovie, où des conseils de soldats ont été formés sur le modèle soviétique et où la police militaire a été battue. Mais beaucoup de troubles n'étaient en aucun cas politiques. La plus grande indiscipline se produisait parmi les unités les plus farouchement anti-bolcheviques, comme celles du général Żeligowski. La plupart des plaintes concernant l'indiscipline concernaient l'ivresse, les réquisitions forcées et le banditisme, ce qui peut être attribué davantage à l'ennui et à l'inconfort qu'à la propagande. Un certain nombre de brigands opéraient ouvertement dans la zone de première ligne, certains portant encore des uniformes polonais, d'autres prétendant être des « Rouges ». La politique de ces gens n'était pas très sérieuse.

Bien sûr, ce qu'un camp appelle un bandit, l'autre l'appellera un partisan ; et une attention particulière a été accordée à cet aspect de la scène, en particulier du côté soviétique. Le 3 septembre 1919, à Smolensk, le Bureau des activités illégales est formé pour coordonner les activités derrière les lignes polonaises. Il était dirigé par les dirigeants du Lit-Byel, maintenant au chômage, Mickiewicz Kapsukas, Dolecki et Sławinski. Leur clandestinité communiste s'efforçait d'établir un réseau de cellules du parti, d'évangéliser la paysannerie et de préparer la voie au retour de l'Armée rouge. C'était un travail dangereux, et les militants ont pris leur vie en main. Marian Dżemba, coordinateur de la région de Minsk, est l'un des nombreux à mourir dans une prison polonaise.

Malgré les dangers, les communistes polonais en Russie préféraient se battre avec les partisans plutôt que de compter sur l'Armée rouge. À l'automne 1919, ils furent grandement découragés par l'inactivité de l'armée occidentale soviétique et par l'empressement des bolcheviks à Moscou à faire la paix. L'un d'entre eux, Edward Kowalski, fut suffisamment désabusé pour démissionner de son commandement du 4e régiment (Varsovie) de l'armée de l'Ouest en faveur d'un travail avec les partisans en Pologne. Dans une lettre à Feliks Kon, il décrit ses expériences : « 24 novembre 1919, Mozyr. À cause de la neige, nous avons complètement perdu le contact avec l'armée polonaise. Les forces sont petites des deux côtés, et elles se battent principalement par raids. On ne rencontre que des patrouilles de cavalerie, souvent composées de recrues, il n'est donc pas difficile de leur parler. Les paysans de la zone de première ligne ne sont pas mal organisés, et c'est par leur intermédiaire que nous envoyons de la « littérature » aux Polonais. Ils se sont révélés de bien meilleurs agents que les commissaires envoyés par diverses institutions soviétiques pour le travail politique sur le front. Nous avons tant de problèmes et de disputes avec les « départements de la guerre révolutionnaire », leurs états-majors, leurs sous-commissions et leurs bureaux d'approvisionnement qu'on espère qu'ils seront frappés par la foudre ! J'ai réussi à placer deux

*détachements de 150 hommes chacun avec six à huit mitrailleuses. Un groupe, les «Communards», a dû se frayer un chemin à travers les Polonais, mais a atteint son refuge désigné dans les marais de Pińsk sans aucune perte. En guise de grande faveur, je viens de recevoir ce qu'on appelle un « carnet de chèques pour l'approvisionnement des détachements » ainsi que 100 paires de bottes, des vestes matelassées et des pantalons, et, Dieu soit loué, de nouveaux fusils. Jusqu'à présent, ils ne nous envoyaient que des canons Berdan de qualité inférieure. Les Polonais s'efforcent sans vergogne de maintenir l'ordre et de punir par l'exemple. Ils finissent par tuer des enfants, des femmes et des personnes âgées et raser leurs villages. Il y a des troubles continuels en Pologne, et j'espère que vers Pâques l'année prochaine, nous serons les maîtres à Varsovie... »*

Le refuge du détachement de Kowalski était le village de Dąbrowica sur la rivière Horyn, d'où ils prévoyaient d'émerger et de capturer le dépôt d'artillerie polonais à Olewsk. Malheureusement pour eux, en février, Dąbrowica est fouillé par l'armée polonaise, le détachement dispersé et Kowalski fait prisonnier.

La facilité avec laquelle les gens erraient sans être contrôlés à travers la ligne de front est la preuve de l'incapacité des Polonais à contrôler la vaste zone qu'ils occupaient. La soi-disant « route du soleil » n'a pas été foulée non seulement par des partisans, mais aussi par des réfugiés, par des spéculateurs et par les commerçants juifs omniprésents. Du sel, de la saccharine, de la cocaïne et, curieusement, des poils de porc. étaient les marchandises rentables. La situation a été bien décrite par Vladimir Korostovets, un ancien diplomate tsariste, qui a fait sortir clandestinement sa propre famille de Russie dans les environs de Minsk. Déguisé en acheteur d'une agence coopérative soviétique, il se promena de ferme en ferme, bavardant avec les soldats et les commissaires jusqu'à ce qu'il rencontre le paysan qui, pour une somme d'environ 3 000 roubles tsaristes, mena son groupe à travers les marais et dans les lignes poznanienues.

L'armée clandestine de Piłsudski, l'Organisation militaire polonaise, formée en 1914 pour lutter pour l'indépendance de la Pologne dans les zones occupées par les puissances centrales, n'avait jamais été dissoute dans les frontières. C'est dans le sud que c'est en Ukraine qu'elle est la plus forte, où deux ans plus tôt les légions de Piłsudski s'étaient battues et s'étaient désintégréées. Bien que le prisonnier de guerre ne soit plus actif en Pologne proprement dite, sa troisième section, KN3, commandant les territoires de l'Est, survit en tant que branche de l'état-major général polonais à Varsovie. Il contrôlait des cellules aussi éloignées que Rostov-sur-le-Don et Stavropol dans le Kouban. Sa fonction principale était d'être une source majeure de renseignements.

L'administration des Borders à l'automne de 1919 présentait des problèmes presque insurmontables. Du côté soviétique du front, la lutte contre Dénikine excluait toute idée d'organisation administrative. Du côté polonais, l'occupation de vastes territoires supplémentaires, notamment Minsk et la Volhynie, bien au-delà des limites naturelles de la colonisation polonaise, a impliqué les autorités civiles dans un problème social et politique d'une complexité insoluble. La « préparation » des nouvelles zones fut confiée à la Straż Kresowa qui, conformément à un ordre du 3 octobre 1919, devait travailler en étroite collaboration avec l'armée. Le Straż Kresowa n'était en aucun cas un instrument de répression ignorante. Sa politique était radicale et sa philosophie sociale nettement progressiste. Ses rapports soulignaient que « la cause polonaise était le plus souvent compromise par le comportement de la classe des propriétaires terriens ». Il avait l'intention de consolider l'influence polonaise en appliquant la même réforme agraire de grande envergure que celle qui avait été légiférée en Pologne. Malheureusement, la résistance à leurs idées éclairées était générale, et pas seulement de la part des paysans biélorusses et ukrainiens méfiants. L'armée ne s'intéressait pas à la réforme sociale ; la gendarmerie était violente et corrompue ; les commissaires civils de la Z.C.Z.W. étaient impuissants ou incompétents. Le pire de tout était les grandes familles polonaises qui revenaient sur les talons de l'armée dans l'espoir que leurs droits et privilèges seraient restaurés. À Równe, lors d'une réunion des propriétaires terriens locaux le 6 février 1920, les tentatives du comte libéral Zygmunt Krasicki de faire des propositions pour le morcellement de la terre et pour sa colonisation par des anciens combattants polonais ont été grossièrement réprimées. Un officier qui a suivi les débats a observé que « les propriétaires fonciers n'ont rien appris, malgré la guerre et les conditions sociales et politiques modifiées. Ils ont toujours l'intention

d'exploiter leur position sociale et leur avantage temporaire, de ne faire aucun sacrifice et d'en profiter autant qu'ils le peuvent, même au détriment de leur pays et des autres classes sociales. » Dans le district de Łuck, un instructeur de la Straż Kresowa rapporta que le commissaire local ne publierait aucun décret qui lui déplairait. qu'il a extorqué des contributions illégales au nom de propriétaires fonciers absentéistes et qu'il a utilisé les tribunaux publics pour régler des différends privés en faveur de personnes comme la princesse Maria Lubomirska. « La Pologne est un pays respectueux des lois », a-t-il conclu. Dans l'intérêt de la République, les coupables doivent être écartés et traduits en justice. Cela seul pouvait encore convaincre la population de la sincérité du gouvernement central. Inutile de dire qu'une administration luttant contre le typhus, les pénuries alimentaires, la propagande ennemie et l'obstruction civile, avait rarement l'inclination à poursuivre ses propres membres.

Dans les régions les plus reculées, il y avait des villages qui résistaient à toutes les tentatives de les administrer. Dans les années turbulentes qui suivirent l'effondrement du gouvernement tsariste en 1917, les paysans avaient formé leurs propres « républiques villageoises », indépendantes à leur tour de l'autorité des Allemands, du Directoire et des bolcheviks. Au cours de l'année 1919, les Polonais avaient réprimé ces héliotocraties et puni tout retour en arrière, comme cela s'est produit à Sady, Dubno et Dąbrowica, avec une sévérité draconienne.

Le rééquipement et la réorganisation des armées ont été accélérés par la perspective de la poursuite des hostilités. Les improvisations auxquelles les commandements polonais et soviétiques avaient eu recours en 1919 ne suffiraient plus en cas d'affrontement majeur.

Les autorités militaires polonaises ont commencé à examiner leurs effectifs dès la prise de Minsk. En septembre 1919, l'armée polonaise comptait 54 000 hommes sous les armes, dont 230 000 sur le front soviétique. Les autres étaient en formation ou gardaient la frontière allemande. Ils devaient être rejoints le 15 novembre par 101 500 conscrits de la classe 1900 et le 15 mars de l'année suivante par 75 200 autres de la classe 1901. Les stocks et les cadres existants n'ont pas été en mesure de faire face à l'augmentation. La principale source d'approvisionnement militaire de la Pologne était la France, et le 27 septembre, le ministère des Affaires militaires adressa une demande urgente au gouvernement français. Il a estimé que pour survivre à l'hiver, environ 1 200 000 uniformes complets et 378 000 ensembles d'équipement étaient nécessaires. Les pénuries d'armements de base ont été estimées comme suit :

Fusils	186 000
Mitrailleuses	620
Munitions	340 000 000
Canon de 75 mm	400
Wagons de munitions (canons de 75 mm)	750
Obus de 75 mm	1 200 000
Obus de 105 mm	
Canon de 155 mm (court)	240
Obus de 155 mm	230 000
Canon de montagne de 65 mm	30
Obus de mortier de 65 mm	30 000
Obus de 120 mm (long)	4 000

Les pénuries de matériel ferroviaire s'élevaient à 2 500 locomotives et 70 000 chariots. Afin d'atténuer l'impact de sa demande, le général Sosnkowski souligna qu'il était fait « le cœur plein de reconnaissance que le peuple polonais accepte d'offrir l'impôt du sang pour maintenir la paix mondiale fixée sur les bases du Congrès de Versailles ». Le sang polonais devait racheter le budget polonais.

Le 15 octobre, le Premier ministre polonais adressa une demande encore plus pressante au ministre britannique de la Guerre, Winston Churchill :

*« Monsieur, je viens de recevoir des nouvelles de notre front bolchevique. La situation y est désespérée. Les promesses faites par M. Lloyd George le 27 juin d'aider notre armée ne se sont pas*

*concrétisées... Nous sommes déterminés à tenir tête aux forces bolcheviques barbares, pourvu qu'aucune association avec l'Allemagne ne nous soit imposée. Nous avons jusqu'à présent, je pense, obtenu des résultats considérables... Nous avons besoin de 300 000 uniformes complets (manteaux, tuniques, pantalons, chaussettes et bottes) livrés à Varsovie dans quinze jours au plus tard. De votre approvisionnement en matériel roulant ferroviaire, nous avons besoin d'au moins 200 locomotives et de 2 000 wagons à la fois. Si une telle aide n'est pas accordée immédiatement, toute la ligne de notre front bolchevique peut s'effondrer à tout moment et le pire peut être attendu. Monsieur, Votre obéissant et humble serviteur, I. J. Paderewski. »*

Le gouvernement polonais a fait miroiter l'épouvantail bolchevique aux yeux des Alliés pour tout ce qu'il valait. Pourtant, le 24 octobre, Churchill répondit, avec regret, que le Cabinet britannique avait refusé d'accéder à la demande polonaise.<sup>23</sup> Le Cabinet avait établi les principes selon lesquels « l'aide à l'armée polonaise reposait généralement sur les Alliés et seulement dans une très faible mesure sur la Grande-Bretagne », <sup>24</sup> et que « les Français devraient assumer la responsabilité principale de l'armement de la Pologne compte tenu de l'aide britannique à Dénikine ». <sup>25</sup> Churchill était personnellement très désireux de armer toutes les forces anti-bolcheviques, y compris les Polonais ; mais son opinion n'était généralement pas partagée à Whitehall. En novembre, il réussit à faire don à la Pologne d'une cinquantaine d'avions et en février 1920, il laisse les Polonais acheter quelques fusils allemands en surplus. À ces deux occasions, le ministre des Affaires étrangères, Lord Curzon, a protesté auprès du Premier ministre contre le mépris des décisions du Cabinet.

Le gouvernement français s'est montré un peu plus conciliant. Elle a accordé un crédit de 375 millions de francs à la Pologne à des fins militaires. Au début, l'Agence polonaise d'achat, dirigée à Paris par le général Pomiankowski, devait payer les prix courants pour tout le matériel fourni, même pour les Mausers allemands capturés. Plus tard, une réduction de cinquante pour cent fut accordée, comme pour les importants magasins d'artillerie expédiés des entrepôts de l'Armée d'Orient à Salonique et en Galatie. Une vingtaine de millions de francs ont été utilisés pour acheter 100 000 fusils autrichiens Mannlicher en Italie, ainsi qu'une cargaison d'avions Balilla.

Le gouvernement des États-Unis accorda un crédit de cinquante-six millions de dollars pour couvrir la libération à la Pologne des stocks laissés en France par l'armée américaine.

Le principal problème d'approvisionnement de la Pologne résidait dans le transport de ses achats chez elle. Seules trois routes étaient disponibles : la première par chemin de fer à travers l'Italie (Turin-Vienne-Cracovie), la seconde à travers l'Allemagne (Coblence-Cottbus-Leszn), la troisième par voie maritime jusqu'à Dantzig. La première route a été fréquemment interrompue par les Tchécoslovaques ; la seconde fut fermée à partir de mai 1920 par les Allemands ; la troisième fut interrompue d'abord par les grèves des ouvriers de Dantzig et finalement coupée en août 1920 par la cavalerie rouge.

La Russie soviétique, bien sûr, ne pouvait pas compter directement sur l'aide étrangère. L'Armée rouge recevait ce que les ouvriers et les paysans pouvaient forger pour eux-mêmes ou ce qu'ils pouvaient prendre à leurs ennemis. Jusqu'à la conquête du Donbass à la fin de 1919, seules deux grandes usines d'armement, à Toula et Simbirsk, étaient en activité. Ils produisaient moins de 50 000 fusils par mois pour une armée qui, en juillet 1919, comptait deux millions d'hommes. Pratiquement aucun équipement militaire sophistiqué n'était produit. La Russie soviétique a produit son premier moteur d'avion en juin 1920. À la fin de 1920, le nombre total d'avions construits ou restaurés s'élevait à 462. Comme les exigences du front occidental soviétique ont été la plus basse priorité jusqu'à la fin de 1919, l'état de l'approvisionnement et de l'approvisionnement y a dû être bien inférieur à celui des Polonais. À l'opposé, il faut tenir compte du fait qu'une bonne partie du trousseau britannique de 100 millions de livres sterling de Dénikine s'est retrouvée dans le tiroir du fond des bolcheviks. Par conséquent, les Alliés ont involontairement approvisionné les deux camps dans la guerre polono-soviétique.

Le front polono-soviétique a été considérablement reconstitué pendant et après la période des négociations secrètes. Les Polonais, avec moins de distractions, ont pris un meilleur départ. Alors que le nombre total d'hommes disponibles n'a cessé d'augmenter, le nombre réel d'hommes sur la ligne de front a été considérablement réduit. De cette façon, les réserves tactiques ont été

concentrées à Wilno, Grodno et Kamenets-Podolsk, et une réserve stratégique en Pologne proprement dite. L'occupation polonaise de la Poméranie, achevée en février 1920, et l'arrivée en Haute-Silésie et à Teschen des garnisons alliées du plébiscite libérèrent d'autres unités. En temps voulu, la structure du commandement a été transformée en réponse aux nouvelles dispositions. Par un ordre du 19 mars 1920, le statut du commandement central fut considérablement amélioré. Piłsudski, en tant que commandant en chef, reçut le grade de maréchal. Le général Stanisław Haller est confirmé dans ses fonctions de chef d'état-major général. Les quatre « fronts » distincts à l'est ont été remplacés par des commandements de l'armée. Le front biélorusse est rebaptisé Première armée, commandée par le général Zygmuntowicz. Le front de la Pologne devint la quatrième armée du général Szeptycki, le front de Volhynie devint la deuxième armée du général Listowski, le front de Galicie orientale devint la sixième armée du général Iwaszkiewicz. Le ministre des Affaires militaires, le général Leśniewski, a été chargé de la responsabilité des dix divisions encore en cours d'équipement et d'entraînement à l'intérieur du pays.

La considération fondamentale derrière les dispositions de l'armée polonaise était son respect pour la taille disproportionnée de la Russie soviétique. Aux yeux des Polonais, la guerre était un combat entre David et Goliath. La survie de la Pologne dépendait du succès d'un coup précoce, qui interromprait la mobilisation appropriée des ressources supérieures de la Russie. Un coup précoce signifiait une campagne dans le sud, où l'hiver se terminait plus tôt. Les détails d'une telle offensive sont fournis par un plan préparé en février 1919 par le général Tadeusz Kutrzeba du bureau de planification de l'armée.

L'ordre pertinent est contenu dans une lettre datée du 22 décembre 1919 de la section I de l'état-major général. Il ordonna au ministère des Affaires militaires d'amener l'armée, dans les premiers jours d'avril, à un état de préparation « non seulement pour résister aux attaques bolcheviques, mais aussi pour permettre un règlement définitif de la question russe ».

Les préparatifs soviétiques ont été lents à démarrer. Le front occidental avait longtemps été négligé. Bien que les écrivains staliniens aient l'habitude de prétendre que le front occidental avait été renforcé par Trotsky dans ses efforts surnois pour provoquer la défaite soviétique sur les fronts où Staline opérait, il y a peu de preuves de cela. Certes, après la chute de Wilno en avril 1919, l'Armée rouge n'avait rien à épargner. Malgré les efforts supposés de Trotsky, un régiment de la 8e division se retrouva avec seulement quarante hommes. Le front occidental ne bénéficia qu'à la fin de l'année du décret du 1er juillet 1919 pour une Armée rouge régulière et intégrée. La conscription spéciale au printemps 1919 des ouvriers, des cheminots, des membres du Parti et des criminels, en plus de la classe de 1900, produisit une armée de 2 300 000 hommes, augmentée en février 1920 par les 550 000 hommes de la classe de 1901. Mais très peu d'entre eux, voire aucun, sont allés vers l'ouest. L'intégration des XVe (Lettonie), XVIe (occidentale) et XIIe armée (Volhynienne) sous le Conseil de guerre d'un commandement uni du front occidental à Smolensk fut compensée par le prêt des Lettons à la guerre contre Dénikine et par la formation de bataillons de travail. Au Nouvel An, cependant, la situation a rapidement changé. Les services de renseignement polonais résument ainsi la croissance des divisions soviétiques sur le front polonais :

1er janv. 1920	4 divisions d'infanterie	1 brigade de cavalerie
1er févr. 1920	5 divisions d'infanterie	5 brigades de cavalerie
1er mars 1920	8 divisions d'infanterie	4 brigades de cavalerie
1er avril 1920	14 divisions d'infanterie	3 brigades de cavalerie
15 avril 1920	16 divisions d'infanterie	3 brigades de cavalerie
25 avril 1920	20 divisions d'infanterie	5 brigades de cavalerie

Les renforts sont répartis principalement entre les XVe, IIIe et XVIe armées, sur le secteur nord ; les XIIe et XIVe armées du sud étaient relativement faibles. Les deux principales zones de concentration étaient à Vitebsk et Orcha, en face du secteur de la Bérézina, et à Gomel et Mozyr en Pologne.

Les détails du déploiement de l'Armée rouge ont été convenus le 10 mars lors d'une réunion à Smolensk entre le général Gittis, commandant du front occidental, et Sergueï Kamenev, le nouveau commandant en chef de l'Armée rouge. Ils ont adopté un plan préparé par Shaposhnikov,

chef du département des opérations de l'Armée rouge. Ils ont convenu que la Pologne était la principale menace pour la Russie soviétique. Ils prévoyaient que quinze divisions (99 000 hommes) seraient concentrées sur la Bérézina, trois en Pologne (27 000 hommes) et quatre en Volhynie (39 300 hommes) d'ici avril, date à laquelle une offensive majeure devait être lancée en direction de Wilno et Lida. Le front sud-ouest devait rester en vigueur jusqu'à ce que la première armée de cavalerie puisse être transférée du Caucase. Les forces polonaises devaient être engagées en Polésie pour les empêcher d'interférer avec la principale poussée soviétique dans le nord ou de faire diversion dans le sud.

Au début du mois de mars, les Polonais décidèrent d'interdire aux bolcheviks l'utilisation de Mozyr. Ce carrefour contrôlait tout le trafic à travers la Pologne vers la Russie ainsi que la ligne transversale vitale reliant Vitebsk à Jitomir. Le 5 mars, la 9e division d'infanterie, sous les ordres de Sikorski, avance vers l'est en deux colonnes. Un lourd bombardement par l'artillerie ferroviaire surprend la garnison, qui n'a pas le temps d'appeler à l'aide. Mozyr fut occupé tard le 5, Kalinkovich le 6 et Shachilki le 7. Un butin considérable a été capturé, y compris plusieurs canonniers et canons du Dniepr ainsi qu'un train blindé.

L'agacement soviétique peut être mesuré par la fureur d'une contre-attaque infructueuse lancée le 19 mars depuis Zhlobin. Des avions et des chars ont été utilisés. Ces derniers étaient britanniques, capturés à Yudyonich avant Petrograd et spécialement transportés du nord.

Les premiers mois de 1920 virent les Polonais et les Soviétiques faire des préparatifs urgents pour la guerre. Le spectacle a sérieusement perturbé les politiciens. Les deux camps ont supposé que les préparatifs de l'autre témoignaient de desseins agressifs. Les historiens ont répété ces hypothèses. Les historiens anticommunistes soutiennent que le déploiement par la Russie soviétique de ses forces largement supérieures justifiait la Pologne à préparer une attaque préventive ; les historiens communistes soutiennent que l'Entente entraînait les Polonais à un assaut contre la Russie. Ni l'un ni l'autre ne font de commentaire loyal. C'est le devoir des armées de se préparer à la défaite de l'ennemi. Dans une situation où les hostilités étaient déjà en cours depuis une année entière, les commandements polonais et soviétiques auraient été coupables d'un manquement flagrant à leur devoir s'ils n'avaient pas fait de préparatifs. On s'attend à ce que les généraux se battent. C'est le travail des politiciens, s'ils le peuvent, d'attraper les chiens de guerre et de les mettre en laisse.

Un problème qui fut réglé au cours de l'hiver 1919-1920 était celui des relations de la Pologne avec l'Entente. L'Entente décida qu'elle ne soutiendrait pas une attaque polonaise contre la Russie soviétique de la même manière que Koltchak et Dénikine. Il vaut la peine d'examiner attentivement le problème, car il a laissé perplexes les politiciens de l'époque et les historiens depuis.

Les historiens soviétiques ont toujours supposé que les campagnes polonaises faisaient partie intégrante de l'intervention alliée. Dans le langage soviétique, la guerre polono-soviétique est appelée *Tretiy Pokhod Antanty* (la troisième campagne de l'Entente). Koltchak, Dénikine et Piłsudski apparaissent comme trois oncles méchants successivement dupés par l'Entente pour attaquer la Russie. Piłsudski conspire avec Wrangel, tout comme Koltchak a conspiré avec Semyonov et Denikin avec Yudyonich. Les organisateurs et les payeurs de la campagne sont les impérialistes d'Angleterre, de France et des États-Unis, dont les missions militaires préparent activement l'armée polonaise à l'attaque et lui fournissent de la nourriture, des armes et de l'argent. La Pologne apparaît toujours comme *panskaya Pol'sha* (Pologne seigneuriale) ; Les Polonais ne sont jamais appelés Polonais, mais *belopolyaki* (Polonais blancs).

Ce curieux mélodrame peut être attribué spécifiquement à Staline, qui a été le premier à inventer l'expression *Tretiy Pokhod Antanty*, dans un long article consacré à la périodisation de la guerre civile qui a été publié dans la Pravda le 25 mai 1920. Il a été encore plus orné à l'époque stalinienne et érigé dans la version soviétique orthodoxe. Malgré quelques tentatives hésitantes de remettre en question sa validité, il a toujours de l'influence dans l'historiographie soviétique. Il a d'abord gagné du terrain, et jouit encore d'une certaine plausibilité, parce qu'il y avait des gens

dans les pays alliés désireux de jouer les rôles qui leur étaient assignés. Ce que ces gens voulaient et ce qu'ils ont réellement accompli étaient deux choses différentes, cependant. Ils n'ont pas obtenu ce qu'ils voulaient. Ils furent freinés en partie par le refus obstiné de Piłsudski de coopérer, mais surtout par la transformation magistrale de la politique alliée par Lloyd George à la fin de 1919.

La position de Lloyd George a besoin d'être clarifiée. Il n'était pas un dictateur impérieux. Il était un chef minoritaire dans un gouvernement de coalition, qui a dû faire un tribunal démesuré aux opinions contraires de ses collègues conservateurs comme Churchill et Curzon. Il a travaillé par ruse, pas par attaque frontale, et cela a pris du temps. Jusqu'au retrait des Américains du Conseil suprême allié et à la chute de Clemenceau du pouvoir en France au début de 1920, il n'a pas eu d'influence particulière parmi les dirigeants alliés. Bien qu'il détestait le système soviétique autant que quiconque, il avait une admiration sournoise pour les révolutionnaires. Lord Curzon a fait remarquer un jour que « le problème avec le Premier ministre, c'est qu'il est lui-même un peu bolchevik. On a l'impression qu'il voit Trotsky comme la seule figure sympathique sur la scène internationale. » Lloyd George n'a pas été en mesure d'empêcher l'intervention, mais a constamment soutenu que c'était une perte de temps et d'argent. Il croyait que cela renforcerait le régime bolchevique et susciterait la peur naturelle du peuple russe à l'égard des étrangers. Il proposa que le bolchevisme soit tué par la bonté, qu'en rouvrant le commerce et en restaurant ainsi la prospérité de la Russie, les puissances alliées pourraient en tirer profit et en même temps éliminer cet état de chaos et de privation sur lequel le bolchevisme prospérait. Bien qu'il ait déclaré son opposition personnelle à l'intervention en Russie dès le 16 avril 1919, lorsqu'il a déclaré à la Chambre des communes qu'il « préférerait voir la Russie bolchevique que la Grande-Bretagne en faillite », il a fallu attendre novembre avant que sa politique ne soit adoptée par le Cabinet, et janvier 1920 avant qu'elle ne soit adoptée par l'Entente dans son ensemble.

La position de Lloyd George s'améliora progressivement à mesure que l'intervention échouait. À l'automne de 1919, alors que les dépenses britanniques en Russie avaient atteint 94 millions de livres sterling sans montrer de résultats, il réussit à persuader le cabinet de refuser à Churchill tout financement supplémentaire. Le 9 novembre, lors du banquet annuel du Guildhall, il a annoncé une nouvelle initiative visant à rouvrir le commerce avec la Russie. Le 12 décembre, il se joignit à Clemenceau pour soutenir le concept statique de la « clôture de barbelés » autour de la Russie soviétique, par opposition au concept actif d'intervention précédent. Finalement, le 16 janvier, lors d'une conférence à Paris, il réussit à persuader les dirigeants alliés d'entreprendre « l'échange de marchandises avec le peuple russe tout en maintenant leur boycott du gouvernement bolchevique ». C'est à cette occasion que fut provoqué le célèbre éclat du New York Times : « Ce renversement de la politique mondiale porte du jour au lendemain la signature indubitable de l'artiste... M. Lloyd George, dont les improvisations brillantes démontrent l'agilité d'une chèvre des montagnes Rocheuses ». À partir de ce moment-là, Lloyd George était seul aux commandes de la politique alliée.

L'attitude des Alliés à l'égard de la Pologne subit une transformation parallèle. En 1919, les interventionnistes supposèrent que la Pologne, en tant que pays allié, participerait à l'intervention alliée. En particulier, ils attendaient de la Pologne qu'elle collabore avec Dénikine. En septembre, Paderewski soumit un plan selon lequel une armée polonaise de 500 000 hommes marcherait sur Moscou pour un coût de 1 million de livres sterling par jour pour les Alliés. Mais une réunion du Conseil suprême le 15 septembre l'a catégoriquement rejeté. Clemenceau s'y opposa au motif qu'une invasion polonaise rallierait toute la Russie aux bolcheviks ; Lloyd George « suggéra qu'on dise à Paderewski que les puissances alliées ne voulaient pas qu'il agisse » ; M. Polk, au nom des États-Unis, a déclaré que son pays n'était « pas prêt à trouver de l'argent pour leur permettre de faire la guerre ». En octobre, comme nous l'avons déjà détaillé, le cabinet britannique a rejeté la demande d'aide militaire de la Pologne. Le 8 décembre, le Conseil suprême approuva une frontière provisoire entre la Pologne et la Russie, appelée plus tard la « ligne Curzon ». Le 12 décembre, conformément à la politique des « barbelés », la fonction de la Pologne fut définie « comme une barrière contre la Russie et un contrôle de l'Allemagne ». La clarification finale fut apportée le 15



janvier lorsque le ministre polonais des Affaires étrangères, Patek, a rendu visite à Lloyd George en personne. Le secrétaire de Lloyd George nota de leur conversation la note suivante :

*« PM rencontre Patek au petit-déjeuner. De ses revendications extravagantes pour les frontières polonaises sent qu'une offensive précoce est dans le vent. Prononce un mot d'avertissement quant aux conséquences d'une action provocatrice de ce genre. Décline toute responsabilité. »*

Après une nouvelle réunion le 26 janvier, le Cabinet approuva les principes suivants de la politique britannique :

*« 1. Les États frontaliers doivent assumer eux-mêmes leurs responsabilités en cas de guerre ou de paix.*

*2. H.M.G. ne pouvait pas conseiller la guerre car elle encourrait des responsabilités dont elle ne pourrait pas s'acquitter.*

*3. La Grande-Bretagne nourrissait pour la Pologne des sentiments de la plus sincère amitié. »*

Pour être précis, la politique alliée visait à décourager la Pologne d'attaquer la Russie tout en lui fournissant des moyens de défense. Sans interdire formellement une offensive polonaise, ils ont souligné qu'elle ne pouvait pas bénéficier de leur soutien.

L'aide militaire alliée à la Pologne n'a été assortie que de fins défensives limitées. Le crédit militaire français de 375 millions de francs peut paraître énorme. En fait, il était loin d'être généreux. 375 millions de francs n'auraient pas couvert une journée de dépenses pour l'armée française pendant la guerre mondiale ; il s'agissait d'une somme qui, selon l'estimation de Paderewski de septembre 1919, aurait été épuisée en cinq semaines par le seul coût de l'alimentation et de l'équipement de l'armée polonaise existante ; il ne représentait qu'un sixième de la somme dépensée par le gouvernement britannique en 1919 pour Dénikine. Aucun expert en logistique sérieux ne peut suggérer que 375 millions de francs étaient destinés à financer une invasion polonaise de la Russie. De plus, l'aide alliée à la Pologne était plus dirigée contre le revanchisme allemand que contre la révolution bolchevique. La Pologne devait être « une barrière contre la Russie et un frein à l'Allemagne », et non un frein contre la Russie et une barrière contre l'Allemagne. Le jour même où le Conseil suprême des forces alliées rejeta le plan de Paderewski d'utiliser l'armée polonaise contre les bolcheviks en Russie, il autorisa son utilisation, si nécessaire, contre les Allemands dans les États baltes.

Il est important de ne pas sous-estimer l'indépendance de Piłsudski vis-à-vis de l'Entente. Il était tout à fait capable d'accepter l'aide militaire des Alliés et de l'utiliser à des fins qu'ils avaient catégoriquement interdites. Chaque fois qu'ils essayaient d'imposer des conditions à leur aide, il répondait que la Pologne pouvait s'en passer. Comme la France et la Grande-Bretagne le savaient à leurs dépens, Piłsudski ne tolérait aucune ingérence, et encore moins de la part d'alliés condescendants. Il était le chef de l'aile anti-Entente dans la politique polonaise. Il est arrivé au pouvoir à l'insu des Alliés et sans leur consentement. Ses principaux rivaux pour le poste étaient les nationaux-démocrates parrainés par les Alliés, dont le sentiment d'indignation n'a été que partiellement apaisé par le compromis du ministère de coalition de Paderewski. La démission de Paderewski le 30 novembre 1919, qui fut en grande partie causée par son incapacité à combler le fossé entre la politique de Piłsudski et les exigences alliées, inaugura une période où les ministres faibles étaient facilement intimidés et rejetés. Dans leurs moments de profonde frustration, les gouvernements alliés étaient prêts à croire que Piłsudski était de mèche avec Lénine.

Il est tout aussi important de comprendre la claustrophobie qui règne en Russie. Ni les dirigeants bolcheviks ni le public soviétique n'étaient conscients des subtilités de la politique alliée. Tout ce qu'ils voyaient, c'est la Russie soviétique entourée de tous côtés par des armées déterminées à la détruire. C'était la chose la plus naturelle au monde pour eux de supposer que les armées opéraient en collusion.

Les historiens soviétiques continuent de soutenir la théorie de la collusion des puissances « impérialistes » avec la Pologne en 1919-1920. Leurs conclusions sont le résultat d'une pensée dialectique. Ils soutiennent que toute interprétation scientifique de la guerre doit prendre en compte l'équilibre total des forces. Ils minimisent le rôle de la volonté politique et des opinions individuelles. Ils prétendaient que la Pologne était inéluctablement liée à l'Entente par l'idéologie,

par la finance, par l'aide militaire et par l'hostilité commune au bolchevisme. Ils soutiendraient que tout ce qui renforce la Pologne augmente automatiquement sa capacité à lutter contre la Russie soviétique. Ils considèrent le travail de l'*American Relief Administration*, par exemple, dont le travail était exclusivement civil, comme une contribution inestimable à l'effort de guerre polonais – affirmant qu'en fournissant de la nourriture et des soins à quatre millions de Polonais en 1919-1920, l'ARA a automatiquement libéré les ressources propres de la Pologne pour l'utilisation de l'armée polonaise. Leurs arguments sont, bien sûr, logiquement corrects. Leur faiblesse réside dans leur insignifiance par rapport aux ressorts de l'action politique et dans leur incapacité à donner une véritable proportion à la contribution des Alliés à la guerre polono-soviétique. Leur préoccupation pour l'équilibre total des forces implique que la Pologne était soutenue par l'ensemble de la capacité militaire et économique de l'Entente, alors qu'en fait, seule une fraction infinitésimale de cette capacité était disponible.

Le rôle des missions militaires des Alliés est plein de contradictions. La mission britannique à Varsovie fut très embarrassée par le refus du Cabinet d'envoyer les fournitures demandées. Il a dégénéré en une source de renseignements militaires sur la Russie pour le ministère de la Guerre. Son chef, le général Adrian Carton de Wiart VC, était un atout gaspillé. Ce guerrier indestructible, qui avait perdu un œil au Somaliland en 1908 et une main à Ypres, qui avait reçu une balle dans le poumon en Afrique du Sud, dans le crâne et la cheville dans la Somme, dans la hanche à Passchendaele et dans la jambe à Cambrai, possédait toutes les qualités les mieux conçues pour plaire aux officiers polonais parmi lesquels il était envoyé. Il était riche, aristocratique, cosmopolite, catholique, héroïque et infatigablement téméraire. Il fut l'un des rares hommes à bénéficier de la confiance du réservé Piłsudski. Il est venu pour la première fois en Pologne en février 1919 en tant que membre britannique de la mission alliée en Galicie orientale. Dès lors, sa vie n'est plus qu'une série d'escapades. Il y a eu l'occasion où il a été impliqué avec le général Mannerheim, futur président de la Finlande, dans le détachement d'un duel au club Myśliwski à Varsovie, et une autre peu après lorsqu'il a été compromis dans une opération de trafic d'armes depuis Budapest en utilisant des wagons volés. En octobre 1919, il s'écrase son avion alors qu'il survole la Lituanie et en mai 1920, il s'écrase à nouveau en tentant de rejoindre Kiev. À Mława, en août 1920, il repoussa un détachement de cosaques en maraude du marchepied de son train d'observation, après être tombé sur la voie dans son enthousiasme. Selon l'éthique de l'époque, il était plus polonais que les Polonais. Après la guerre, il resta en Pologne en tant que simple citoyen, s'occupant de tirer au canard d'une seule main sur un domaine en Pologne qui lui avait été offert par son ancien ADC, le prince Charles Radziwiłł.

La Mission militaire française jouissait d'une réputation tout à fait opposée à celle des Britanniques. Contrairement à Carton de Wiart, son chef, le général Henrys, était considéré par l'état-major polonais comme un homme d'affaires écervelé. Il a été soigneusement ignoré par Piłsudski. Il était avide de gloire et sérieusement intrigué par une offensive polonaise à l'est, indépendamment de la prudence exprimée par son propre gouvernement à Paris ou par les diplomates alliés à Varsovie. Contrairement à son chef, cependant, la mission française jouissait d'un respect et d'une influence considérables grâce aux activités de ses 400 officiers-instructeurs. Ces hommes, répartis parmi les cadres de l'état-major polonais, se voient confier la tâche de former le corps des officiers à l'art de la science militaire et à l'utilisation des manuels de l'armée française. Un jeune capitaine, Charles de Gaulle, en était un exemple. Récemment libéré de son internement en tant que prisonnier de guerre à Ingolstadt en Bavière, de Gaulle avait hâte de servir activement ; fils d'une famille catholique patriote, il est attiré par la perspective d'une campagne antibolchevique en Pologne. En mai 1919, il rejoint le 5e régiment de chasseurs polonais à Sillé-le-Guillaume et, avec le corps de l'armée de Haller, se rend en Galice orientale. À la fin de cette campagne, il est transféré à Rembertów, près de Varsovie, où, dans l'ancienne école de la Garde impériale tsariste, il donne des cours sur la théorie de la tactique. En juillet et août 1920, il est affecté pour une courte période à une unité de combat polonaise et élevé au grade de major. En 1921, on lui offre une mission permanente en Pologne, mais il préfère développer ses idées et ses expériences en revenant en France comme professeur d'histoire militaire à Saint-Cyr.

L'échec des négociations de Mikaszewice en décembre 1919 produisit une vague d'activité politique. Bien que la paix n'ait pas encore été définitivement abandonnée, les deux parties envisagent d'autres arrangements.

La Russie soviétique a suivi une double politique. Une partie de la politique appelait à un renforcement immédiat du front occidental. Marchlewski, de retour à Moscou après avoir quitté Mikaszewice, a tiré la sonnette d'alarme. Il pensait que les rapports sur le mauvais moral de l'armée polonaise étaient très exagérés. « Si les Polonais en reçoivent l'ordre, ils marcheront », a-t-il dit, « ... et tel est l'état de notre armée occidentale, qu'elle marchera sur Smolensk et Gomel comme s'ils défilaient. » Lénine tint compte de l'avertissement. Sans attendre la défaite définitive de Dénikine, il envoya la note suivante au Conseil de guerre :

*« 27 février 1920 — Tout indique que la Pologne nous présentera des conditions absolument impossibles, voire insolentes. Il est essentiel que toute notre attention soit tournée vers le renforcement du front occidental. Je considère qu'il est impératif que des mesures exceptionnelles soient prises pour effectuer un transfert éclair de tout ce que nous pouvons de la Sibérie et de l'Oural vers l'ouest. Il est nécessaire de lancer le slogan « préparez-vous à la guerre avec la Pologne ». Lénine »*

La deuxième partie de la politique soviétique était une « campagne de paix » diplomatique. Le 22 décembre 1919, le Commissariat aux Affaires étrangères adresse à Varsovie la note suivante :

*« Dès le mois d'avril de l'année dernière, le gouvernement soviétique russe a donné au représentant de la République polonaise, M. Więckowski, des assurances répétées de son désir immuable de mettre fin à l'effusion de sang entre les peuples de Russie et de Pologne... Nos propositions de paix ne reçurent pas de réponse et, au cours des mois suivants, l'armée polonaise avança sur le territoire des républiques soviétiques alliées à la Russie soviétique.*

*Le gouvernement soviétique apprit donc avec une grande surprise que le 28 novembre, en réponse à une question posée à la Diète polonaise, le secrétaire d'État adjoint Skrzyński répondit non seulement que la République russe n'avait jamais proposé la paix, mais même qu'elle menaçait la Pologne d'invasion... Désireux de mettre de côté tout malentendu, le gouvernement soviétique réitère les assurances qu'il avait données précédemment de son ferme désir de mettre fin au conflit avec la Pologne. Le gouvernement soviétique propose formellement d'entamer des négociations le plus rapidement possible en vue de conclure une paix juste et durable.*

*La paix entre la Pologne et la Russie est une condition vitale pour le développement et la prospérité des deux pays ... Le gouvernement soviétique exprime l'espoir que les intentions pacifiques, manifestées par la majorité du peuple polonais, prévaudront et faciliteront la cessation des hostilités qui ne servent que des intérêts étrangers.*

*Le gouvernement soviétique propose au gouvernement polonais d'indiquer le lieu et le moment où les négociations doivent commencer en vue de la conclusion d'un traité de paix entre les deux républiques.*

*Commissaire du peuple aux Affaires étrangères, Tchitcherine. »*

N'ayant pas reçu de réponse, Tchitcherine envoya, le 28 janvier 1920, une note plus précise signée par Lénine et Trotsky. Il contenait la promesse que l'Armée rouge ne franchirait pas une ligne correspondant pour l'essentiel aux fronts existants. En même temps, le Comité exécutif central des soviets fut persuadé d'adresser un appel public à la nation polonaise. Il soulignait l'intérêt commun des « travailleurs » russes et polonais et leur histoire commune de guerre, d'exploitation étrangère et de tsarisme. Il contenait la déclaration suivante :

*« Nous, représentants du prolétariat et de la paysannerie russes, avons toujours agi ouvertement devant le monde entier en tant que combattants des idéaux communistes. Nous sommes profondément convaincus que les travailleurs de tous les pays suivront la même voie que celle dans laquelle les travailleurs russes se sont déjà engagés.*

*Mais vous vous trompez lorsque nos ennemis communs disent que le gouvernement soviétique russe veut imposer le communisme à la Pologne à la pointe des baïonnettes de l'Armée rouge. Un régime communiste n'est possible que lorsque la majorité assemblée des travailleurs a déclaré son désir de*

*progresser par ses propres moyens... À l'heure actuelle, les communistes de Russie n'ont l'intention que de protéger leur propre terre, leur propre travail pacifique et constructif. Ils ne pensent pas, et ne peuvent pas penser, à l'imposition par la force du communisme sur des terres étrangères. La réorganisation de la Pologne dans l'intérêt des masses laborieuses polonaises doit être considérée comme l'œuvre de ces mêmes masses laborieuses.*

*Kalinine, Président du Comité exécutif central. »*

Cette déclaration devait être commémorée en Pologne cet été.

La tactique de la campagne de paix des Soviétiques était basée sur leur conviction enracinée que les gouvernements alliés poussaient un Piłsudski réticent sur le sentier de la guerre, et non l'inverse. Cette croyance peut être documentée non seulement dans la propagande soviétique, mais également dans des lettres privées, comme celle de Marchlewski. C'était une croyance qui ignorait totalement le changement radical de politique alliée, que Lloyd George avait récemment mis en place. Les notes soviétiques évitaient soigneusement tout embarras personnel à Piłsudski. Ils visaient à discréditer les éléments de la politique polonaise qui étaient liés à l'Entente, en particulier les nationaux-démocrates, et à laisser Piłsudski libre de faire la paix avec le soutien de l'opinion populaire et radicale. La tactique était mal placée. À l'insu des dirigeants bolcheviques, c'était Piłsudski, plus impressionné par les actions des généraux de l'ennemi que par les paroles de ses diplomates, qui entraînait les Alliés réticents vers la guerre.

Les historiens polonais ont traditionnellement expliqué la double politique soviétique en termes d'« agression bolchevique » innée. Mais elle est tout aussi explicable en termes de craintes très réelles des bolcheviks. Les réactions bolcheviques ont été conditionnées par deux ans de blocus et d'intimidation. Ils avaient été attaqués si souvent qu'ils se préparaient automatiquement au coup attendu. Leurs généraux réagissaient avec la bravade habituelle, leurs diplomates avec leur mélange habituel de douce raison et d'impudence. Il s'agissait de mécanismes de défense bolcheviques enracinés.

L'effet de la campagne de paix soviétique sur la politique polonaise a été à l'opposé de celui escompté. Loin de faciliter un rapprochement entre Piłsudski et la gauche, elle l'a poussé dans les bras du Parti national-démocrate. Les notes soviétiques ont été accompagnées en Pologne d'une vague de grèves organisées par les communistes et d'une campagne de presse véhémement pour la paix montée par les socialistes. Dans sa frustration, la gauche s'est retournée contre le gouvernement. Il semblait que les complices internes du bolchevisme essayaient de renverser la République. Piłsudski n'avait d'autre alternative que de réprimer les grèves, d'ignorer les socialistes et de subir les applaudissements d'un parti qui n'était pas du tout sympathique à ses véritables intentions.

Au printemps 1920, le dilemme de Piłsudski était aigu. Il était loin d'être confiant dans la capacité de son armée à survivre si la guerre continuait ; il ne se faisait aucune illusion sur son sort si l'Armée rouge frappait en premier. Il ne pouvait pas facilement faire la paix, tant que la paix pouvait être interprétée comme un apaisement des grévistes ; il ne pouvait pas facilement faire la guerre, sans bafouer les conseils des Alliés. Il détestait la menace de guerre qui accompagnait les discussions sur la paix. Comme il l'a confié à un correspondant du *Petit Parisien* :

*« Malheureusement, mon impression du comportement bolchevique est que la paix est hors de question. Si quelqu'un me met un couteau sur la gorge, j'ai une sensation désagréable. Je ne suis pas un homme à qui l'on puisse parler de cette manière.*

*Je sais que les bolcheviks concentrent de grandes forces sur notre front. Ils font une erreur, pensant qu'ils peuvent nous effrayer et nous poser un ultimatum. Notre armée est prête. »*

Son instinct naturel de guerrier lui disait de se frayer un chemin pour se sortir d'un coin intolérable. Les considérations militaires lui étaient plus compréhensibles que les considérations politiques, et il savait que huit semaines suffiraient à l'Armée rouge pour mobiliser une supériorité écrasante. À un moment donné, en février ou en mars, il fit le choix en lui-même de lancer l'attaque préventive qu'il avait longtemps envisagée. Tout en se préparant à la guerre, il prolongeait encore les discussions sur la paix. Il avait atteint exactement le même état d'indécision qui avait assailli les dirigeants soviétiques au cours des mois précédents.

Dans une telle situation, les notes de paix soviétiques se perdirent dans un tourbillon de méfiance. Aucune des deux parties n'était disposée à suspendre ses préparatifs militaires en signe de bonne foi. Le ministre polonais des Affaires étrangères, Patek, a été pressé de donner une réponse définitive, d'abord par une communication de la République soviétique d'Ukraine le 22 février, puis par un rappel de Moscou le 6 mars ; mais il était clair qu'il n'avait aucune idée de ce qu'il devait dire. Il finit par répondre le 27 mars, envoyant une note marquée « Très urgent » en réponse à celle de Tchitcherine du 22 décembre. Il suggéra que les pourparlers commencent le 10 avril dans la ville polonaise de Borisov, tête de pont, sur la Bérézina. Tchitcherine répliqua en exigeant un cessez-le-feu et un rendez-vous différent, de préférence en Estonie. À partir de ce moment-là, la correspondance se détériora jusqu'à devenir une querelle insensée sur la question de savoir si Borissov était, ou non, un endroit approprié pour parler. Le 20 avril à Varsovie et le 23 avril à Moscou, des bulletins ont été publiés dans lesquels chaque partie accusait l'autre d'être responsable de la panne. Bien que le ministère des Affaires étrangères à Varsovie ait préparé ses conditions de paix, celles-ci n'ont jamais été communiquées à Moscou. De même, les Polonais n'ont jamais reçu d'indication sur ce que pourraient être les conditions soviétiques, au-delà de la nouvelle inquiétante que la ligne du 28 janvier n'était plus acceptable. L'échec des pourparlers proposés par Borissov est souvent présenté comme le point de non-retour dans la dérive vers la guerre. Ce n'est pas le cas. La correspondance entre Tchitcherine et Patek était une pantomime élaborée destinée à rassurer les diplomates professionnels sur le fait que leur existence n'était pas entièrement superflue. Ils avaient depuis longtemps perdu le contrôle des événements. Même si, pour des raisons de forme, les négociateurs polonais et soviétiques s'étaient effectivement rencontrés à Borissov, il est inconcevable, dans l'atmosphère de profonde suspicion qui règne, qu'ils aient jamais pu parvenir à un accord.

Dès la mi-avril, l'armée polonaise avait été mise en état de préparation. Le 14, tous les officiers polonais sont retirés des écoles de formation et envoyés au front. Le 17, l'état-major donna l'ordre à l'armée de prendre des positions avancées dans la semaine.

L'Armée rouge était moins préparée. Bien que leur nombre augmente rapidement, les derniers regroupements, tels que déterminés par l'ordre du Conseil de guerre du front occidental du 10 mars, n'ont toujours pas été effectués. Le commandement du front occidental attendait toujours ses troupes de choc. La première armée de cavalerie (Konarmiya), qui avait poussé Dénikine à la mer à Novorossiysk en février, ne commença sa marche vers l'ouest que le 1er avril. Il avait mille kilomètres à parcourir. L'Armée rouge ne pouvait pas être complètement prête avant huit semaines au moins. Ce retard a donné aux Polonais l'espoir d'un salut.

Pendant ce temps, Piłsudski résolvait un problème de longue date de la diplomatie privée. Dans son esprit, il était en train de construire une Fédération des États frontaliers, et il avait grand besoin d'un complice. Il s'est donné beaucoup de mal pour en trouver un. En septembre, il avait envoyé le général Karnicki au quartier général de Dénikine pour explorer la perspective d'une coopération. La mission persévéra pendant plusieurs mois et fut vigoureusement encouragée depuis Londres, d'abord par les lettres de Churchill, puis par les visites à Varsovie du major général Greenly en novembre et de sir Halford Mackinder en décembre. Mais il devint vite évident que le « grand espoir blanc » n'avait aucune intention d'encourager l'indépendance de la Pologne, sans parler de toute une fédération de provinces russes séparatistes. En janvier 1920, Piłsudski se tourne vers la Conférence des États baltes à Helsinki. Ses délégués soutenaient une proposition de formation d'une convention militaire anti-bolchevique. Il entretenait de bonnes relations avec la Finlande, dont le président, Mannerheim, connaissait bien la Pologne depuis l'époque où il était général tsariste et qui avait récemment revisité ses anciens repaires à Varsovie. Sa position en Lettonie était élevée, à la suite de la campagne de Dunaburg. Mais l'Estonie, qui fit la paix avec les Soviétiques le 2 février, n'était que tiède, et la Lituanie, inconsolable sur le sort de Wilno, était violemment hostile. Les Lituaniens commençaient à se rendre compte que leur seul espoir de récupérer Wilno était de se ranger du côté des Soviétiques. Encore une fois, bien que la conférence ait persévéré pendant plusieurs mois, ses délibérations ont été infructueuses. Entre le 16 et le 20

janvier, Piłsudski reçoit Savinkov et Tchaïkovski, les représentants de la délégation russe du prince Lvov à Paris. Bien que ces messieurs fussent un peu plus raisonnables que Dénikine, les nouvelles contemporaines du dernier combat de Dénikine à Baltaïsk les privèrent de leurs prétentions à représenter toute autorité en Russie en dehors de la Crimée. Peu de temps après, Piłsudski reçut Take Ionescu, ministre des Affaires étrangères de la Roumanie, qui, tout en exprimant sa sympathie générale, n'était pas prêt à provoquer les bolcheviks en se joignant à une entreprise anti-bolchevique. Au début de février, Piłsudski envoya Titus Filipowicz en Géorgie dans le but d'explorer la disposition des gouvernements mencheviks du Caucase. Il les a trouvés en train de se battre pour leur vie. Lorsque l'Azerbaïdjan s'est incliné face aux Rouges en avril, l'Arménie et la Géorgie se sont retrouvées bloquées. Le seul allié possible que Piłsudski n'est pas connu pour avoir contacté est Nestor Makhno, dont les bandes anarchistes avaient récemment détruit les arrières de Dénikine dans le sud de l'Ukraine et qui aurait pu se délecter du rôle traditionnel de cosaque d'allié de la Pologne en tant qu'allié flibustier de la Pologne sur le flanc des Moscovites. Ainsi, par un processus d'élimination, Piłsudski s'est retrouvé avec Semyon Petlura.

La politique de Petlura avait une certaine ressemblance avec celle de Piłsudski. C'était un nationaliste ukrainien, dévoué avant tout à l'indépendance de son pays ; Sa philosophie sociale était socialiste et radicale ; il a condamné l'exploitation de l'Ukraine par les propriétaires terriens russes et les capitalistes étrangers ; Il était autant un seigneur de guerre qu'un homme politique, qui avait défendu ses idéaux l'épée à la main. Son mouvement a émergé pour la première fois à Kiev en 1917 après la révolution de Février. En janvier 1918, son Directoire est représenté à la conférence de Brest-Litovsk et à un moment reconnu par les bolcheviks comme le représentant légal de l'Ukraine. En 1919, après avoir été chassé de la guerre civile par chacune des factions successives, il se retrouva d'abord dans une enclave à Kamenets Podolsk et enfin sous la garde de la Pologne. Mais en trois ans de vie politique, il n'a pas réussi à relever les défis de tous ceux avec qui il est entré en contact. Il est vaincu par les Rouges ukrainiens en 1918, déposé par les Allemands et décimé par Dénikine. Les Français se méfiaient de ses critiques à l'égard des investissements étrangers, craignant la nationalisation, et les Anglais déploraient son affrontement avec Dénikine. De toutes les factions ukrainiennes, Petlura pouvait se vanter d'avoir le moins de vigueur et le plus faible de partisans. Sa seule vertu était d'avoir survécu. Avec ses cheveux noirs brillants soigneusement brossés en arrière, soigneusement séparés et surmontés d'un chapeau de cuivre britannique, il ressemblait à l'image parfaite d'un caporal en pleine ascension et, en tant que tel, il convenait aux objectifs de Piłsudski. L'hiver 1919-1920 vit la reconquête inexorable de l'Ukraine par les Rouges : Kiev en décembre, Rostov en janvier, Odessa en février. Les terres à blé ukrainiennes étaient le grenier le plus précieux de l'Europe de l'Est ; la région du charbon et de l'acier du Donbass, son complexe industriel le plus redoutable. Avec l'Ukraine, la Russie soviétique pouvait reforcer la prédominance économique et politique de l'Empire tsariste ; Sans elle, elle serait réduite à un croupion du Nord frissonnant, incapable de nourrir et d'équiper son peuple. Avec l'Ukraine, la Fédération frontalière de Piłsudski avait une réelle chance de prospérité et de survie. La Pologne, en tant que parrain principal, pouvait commander un réseau d'échanges et de commerce s'étendant de la Finlande au Proche-Orient. La Pologne pourrait retrouver la gloire de son passé médiéval lorsque, du moins c'est ce que l'histoire raconte, en tant qu'arbitre d'un royaume plus vaste que le Saint Empire romain germanique, elle régnera sur les Cosaques et les Tartares et chassera les princes de Moscovie dans leur repaire. Sans l'Ukraine, les États frontaliers seraient autant de piques sur une barrière alliée.

Il est essentiel d'être précis sur le moment où Piłsudski a succombé à l'alliance avec Petlura. Il a succombé beaucoup plus tard que la plupart des historiens ne le supposent. C'était une réflexion après coup, pas un démenagement prévu depuis longtemps. Lorsque, le 17 avril 1920, il donna l'ordre vital de lancer l'offensive contre Kiev, il n'avait toujours pas traité avec Petlura. Soldat qu'il était, il mit d'abord l'armée en ordre, s'engagea dans l'attaque et ensuite, alors seulement, réfléchit aux détails politiques. Il était convaincu que l'armée polonaise pourrait atteindre Kiev. Mais que se passerait-il après la capture de Kiev ? Les Polonais ne pouvaient pas tenir garnison en Ukraine ; ils

ne pouvaient pas poursuivre l'Armée rouge au cœur de la Russie. Ils devaient trouver quelqu'un pour former et maintenir un État ukrainien indépendant et ami de la Pologne.

Piłsudski a entrepris l'alliance avec Petlura dans l'état d'esprit d'un homme qui, après s'être mis en route pour traverser le Sahara, est prêt à louer n'importe quoi avec une bosse. Les fédéralistes polonais réclamaient une fédération ; le nouveau propriétaire polonais de l'Ukraine avait besoin d'un gardien. L'ataman Petlura, qui avait été constamment rejeté dans la recherche d'un collaborateur par Piłsudski, devint à la onzième heure l'allié officiel de la Pologne.

L'accord politique a été signé le 21 avril 1920 à Varsovie :

*« Le Gouvernement de la République polonaise d'une part et le Gouvernement de la République populaire d'Ukraine d'autre part, profondément convaincus que chaque nation possède le droit inaliénable à l'autodétermination... sont convenus des propositions suivantes :*

#### *I*

*Compte tenu du droit de l'Ukraine à une existence d'État indépendant à l'intérieur des frontières qui seront convenues au nord, à l'est et au sud avec ses voisins, la République polonaise reconnaît le Directoire, dirigé par l'ataman Semyon Petlura, comme l'autorité suprême de la République populaire d'Ukraine.*

#### *II*

*La frontière entre la République de Pologne et la République populaire d'Ukraine est définie comme suit : Rivière Zbrucz - ancienne frontière austro-hongroise jusqu'à Wyszegrodek - les hauteurs de Krzemienieckie - limite orientale du district de Równe et de l'ancienne province de Minsk - rivière Pripet. Les districts de Równe, Dubno et Krzemieniec, actuellement en Pologne, feront l'objet d'un accord ultérieur, plus précis...*

#### *III*

*Le Gouvernement polonais reconnaît comme ukrainiens les territoires situés à l'est de la frontière décrite à l'article II et jusqu'à la frontière polonaise d'avant la partition de 1772, que la Pologne possède déjà ou gagnera de la Russie par des moyens militaires ou diplomatiques.*

#### *IV*

*Chaque gouvernement s'engage à ne signer aucun accord international dirigé contre l'autre.*

#### *V*

*Les droits culturels nationaux que le Gouvernement polonais garantit à ses citoyens de nationalité ukrainienne ne sont pas moins garantis aux citoyens ukrainiens de nationalité polonaise.*

#### *VI*

*Les accords économiques et commerciaux conclus entre la Pologne et l'Ukraine sont confirmés. La question agraire en Ukraine sera tranchée par une Assemblée constituante. Toutefois, jusqu'à la convocation de l'Assemblée constituante, la situation des propriétaires fonciers polonais en Ukraine fera l'objet d'un accord spécial.*

#### *VII*

*Une convention militaire, qui fera partie intégrante du présent accord, sera conclue.*

*André Livytsky (Secrétaire permanent aux affaires étrangères, République populaire d'Ukraine)  
Jan Dąbski (Secrétaire permanent aux affaires étrangères, République de Pologne) »*

Le traité économique n'a bien sûr jamais été mis en œuvre, mais il existe un projet pour montrer ce qu'il avait en tête. Le gouvernement polonais cherchait à obtenir le libre transfert des marchandises, un certain nombre de concessions rentables et l'amélioration des communications. La Pologne devait importer sans restriction de l'Ukraine des produits alimentaires, du minerai de fer, du manganèse, de la ferraille, des chiffons, de la laine, des poils, des peaux, du sucre, du lin, du chanvre, du bétail ; l'Ukraine devait importer des machines agricoles, des outils, du pétrole et des textiles. Le gouvernement polonais devait recevoir des concessions à Karnavotka et Kolachevskoye, deux importantes mines de minerai de fer à Krivoï Rog, et une préférence pour le développement de gisements de phosphate à Vankovka en Podolie. Des dispositions élaborées ont été conçues pour permettre aux trains polonais d'exploiter les chemins de fer ukrainiens existants, et trois nouvelles lignes devaient être construites. La Pologne devait bénéficier de concessions dans les ports de

Kherson, Nikolaïev et Odessa, et un plan devait être préparé pour une voie navigable Vistule-Dniepr. Toutes les concessions polonaises devaient être couvertes par des baux de 99 ans. Il ne s'agissait guère d'une tentative de transformer l'Ukraine en une colonie polonaise. Mais compte tenu du fait que Krivoï Rog s'est avéré au cours de la décennie suivante être l'un des champs de minerai les plus riches du monde et Dniepropetrovsk un pivot des plans quinquennaux soviétiques, il est intéressant de spéculer sur ce qui aurait pu se passer si les Polonais étaient devenus leur maître.

La convention militaire fut signée le 24 avril. Elle prévoyait des opérations combinées, la soumission au commandement polonais de toutes les forces ukrainiennes jusqu'au Dniepr, l'approvisionnement de l'armée polonaise sur le sol ukrainien par les Ukrainiens, l'armement de l'armée ukrainienne par les Polonais et le retrait final de toutes les forces polonaises. Comme pour le traité politique, il a montré tous les signes d'une hâte de dernière minute.

Pour Piłsudski, les traités ukrainiens prévoyaient le rituel nécessaire pour bénir son épée. Mais il ne pouvait pas attendre que leurs dispositions soient mises en vigueur. Il arriva à son quartier général de Równe le 22 avril, avant que l'encre des traités ne soit sèche, l'offensive était en cours. Le rhinocéros avait chargé.

## **Chapitre Trois : L'invasion de l'Ukraine**

Avec l'opération de Kiev, on atteint le stade où la guerre polono-soviétique est généralement censée avoir « éclaté ». Sur ce point, les écrivains anglais suivent négligemment les préjugés des Russes. Ainsi, en 1919, alors que la guerre polono-soviétique n'était vitale que pour la Pologne, ils



prétendent qu'elle n'existait pas vraiment ; en 1920, alors qu'elle devenait vitale pour la Russie également, ils découvrent soudain une « épidémie ». E. H. Carr, par exemple, est constamment capricieux sur les questions polonaises. Ce n'est pas non plus un accident. En 1920, Carr visita la Pologne en sa qualité d'observateur du Conseil des ambassadeurs alliés et aurait dit à ses supérieurs « de ne pas prendre les nouvelles nations d'Europe trop au sérieux » et leur avait conseillé que leurs affaires « appartiennent principalement à la sphère de la farce ».<sup>1</sup> Lorsqu'il réapparaît trente ans plus tard en tant qu'historien de premier plan de la Russie soviétique, il n'est pas étonnant de le trouver parmi ceux qui parlent de « l'éclatement de la guerre avec la Pologne en mai 1920 ».

L'opération de Kiev a complètement transformé l'ampleur, l'intensité et les enjeux de la guerre. Il a un caractère unique qu'il est impossible de transmettre par des cartes et des diagrammes. C'était certainement beaucoup plus grandiose que les opérations de 1919. Pourtant, c'était quelque chose de fragile et éphémère comparé aux mouvements massifs de la Première Guerre mondiale ou même aux événements ultérieurs de 1920. Il offre le spectacle de la guerre frontalière dans sa forme la plus pure. La vitesse et le dash étaient primordiaux. « Nous avons couru jusqu'à Kiev », a commenté un vétéran polonais, « et nous avons couru jusqu'au retour ».

L'équilibre exact des forces en Ukraine en avril 1920 ne peut être calculé avec certitude. Les états-majors opposés ne savaient pas ce que c'était et ont passé beaucoup de temps après la guerre à se disputer les calculs les uns des autres. Selon Kakurin et Melikov, le nombre total d'hommes dont disposait l'Armée rouge pour servir sur le front du Sud-Ouest le 20 mars était de 82 847. Mais parmi ceux-ci, seulement 28 568 étaient des hommes de combat (boytsy). Deux armées étaient rangées contre les Polonais, la XIIe et la XIVe. La première, avec 13 731 baïonnettes et 1663 sabres, n'était pas une force puissante, tandis que la seconde, avec 4590 baïonnettes et 204 sabres, n'était guère à la hauteur de la création d'une division. Selon Kutrzeba, l'armée polonaise jouissait d'une supériorité de trois divisions. Les auteurs soviétiques de *Grazhdanskaya Vojna* (1930) affirment que les Polonais jouissaient d'une supériorité de 52 000 à 12 000. Il faut se rappeler, cependant, qu'avec en moyenne un seul soldat pour chaque kilomètre carré du théâtre d'opérations, les chiffres totaux n'ont aucun sens. Il suffit de savoir que les concentrations polonaises étaient plus que suffisantes face à leurs objectifs.

Les forces polonaises étaient concentrées en cinq groupes. Au nord, la 4e division d'infanterie avec le groupe du colonel Rybak est en contact avec la 4e armée à Polésie. Au centre se trouvait le troisième groupe d'armées du général Śmigły-Rydz à Novograd et la deuxième armée du général Listowski à Shepetovka. Derrière eux, à Rogatchev, se trouvaient les deux brigades de la division de cavalerie du général Romer. Au sud, sur le Dniestr, se trouvait la sixième armée du général Iwaszkiewicz. Le groupe d'attaque de Śmigły-Rydz, composé de la 1re division légionnaire, de la 7e division d'infanterie et de la 3e division de cavalerie, soutenu par de l'artillerie, trois pelotons de voitures blindées et deux colonnes de transport motorisé, devait fournir la force de frappe principale, tandis que la cavalerie du général Romer devait porter le premier coup tactique visant le nœud ferroviaire de Kazatin. Devant eux, la XIIe armée soviétique de Mezhaninov basée à Kiev tenait les 150 miles entre le Pripet et le Boh. La minuscule armée d'Uboryevich basée sur Zhmerinka, gardait le Dniestr.

Les difficultés soviétiques furent sérieusement aggravées par une mutinerie qui éclata à la veille de l'offensive. Les mutins appartenaient à deux des trois brigades galiciennes de l'Armée rouge. Il s'agissait d'hommes recrutés l'année précédente parmi la population ukrainienne de Galicie orientale pour combattre les Polonais. Mais ils furent amenés dans une région autour de Khmelnik, où le « premier ministre » de Petlura, Isaak Mazeppa, avait maintenu les vestiges de l'autorité du Directoire. Lorsque, le 23 avril, l'une des divisions ukrainiennes de Petlura fut placée au front dans le corps de la deuxième armée polonaise, les Galiciens trouvèrent les liens de la solidarité nationale plus forts que la discipline bolchevique. La 2e brigade galicienne, qui faisait partie de la XIIe armée, passa en masse du côté polonais. La 3e brigade galicienne, qui était en réserve de la XIVe armée à Vinnitsa, se retourna contre ses camarades russes. Quelque 11 000 hommes sont impliqués. Ils formaient une proportion considérable des forces soviétiques et paralysaient l'ensemble à un moment critique.

La mutinerie s'accompagna d'une vague de raids de partisans sur les arrières soviétiques. Kutrzeba estimait qu'environ 12 000 irréguliers blancs opéraient encore dans l'Ukraine occidentale après la dispersion de Dénikine. Encore plus graves étaient les bandes anarchistes de Makhno, centrées sur Goulaïpole à l'est du Dniepr. Makhno était au sommet de sa carrière. Il contrôlait quelque 55 000 hommes qui, ayant fait des ravages sur les arrières de Dénikine, se retournaient maintenant contre les Soviétiques. Le 25 avril, à Marinka sur le Donets, ils massacrèrent un régiment de la *Trudarmiya* (Armée du travail) ukrainienne. Une série de ponts, soufflant dans la région de Kiev, menaça d'arrêter les transports soviétiques et la XIIe armée fut obligée de mener une série d'opérations de recherche et de destruction pour sécuriser ses communications.

La dislocation des XIIe et XIVe armées fut, d'une manière curieuse, la cause de leur salut. Lorsque Piłsudski lança son offensive le 25 avril, les Soviétiques n'étaient pas en état de résister. La troisième armée de Śmigły-Rydz entra dans Jitomir à l'aube du 26, à cinquante-cinq milles et vingt-quatre heures du point de départ. Ses colonnes de moteurs, avançant le long des pistes de campagne au lieu de la route goudronnée, ont atteint un maximum de surprise. Le groupe du colonel Rybak arriva à Korosten le même jour. Le général Listowski atteignit Berdyczew le 27 lorsque la cavalerie de Romer se fraya un chemin jusqu'à Kazatin. Sur les flancs extrêmes du front, voyant le succès du centre, la IVe armée sortit de la Polésie jusqu'à Tchernobyl et la VIe armée au sud entra dans Zhmerinka. Les Soviétiques organisèrent un certain nombre d'actions d'arrière-garde : à Malin, à Tchoudnov sur le Teterev, qui retarda le général Listowski d'une journée, et à Kazatin, où ils essayèrent en vain de sauver leur artillerie. Leurs pertes furent considérables. Quarante pour cent de la 7e division de fusiliers tomba à Malin lorsqu'elle chargea une brigade de cavalerie polonaise à la baïonnette. La confusion était énorme. La 44e division de fusiliers a perdu tout contact avec son état-major, son artillerie et ses munitions. Ses restes ont été retrouvés errant deux jours plus tard. Le commandement de la XIIe armée à Kiev a perdu tout contact avec les unités de première ligne. Le camarade Mourov, officier politique de l'armée, a été envoyé en avion le 28 pour savoir où ils se trouvaient. Mais à l'exception de quelques unités gravement battues, le gros des Soviétiques a pu se retirer. S'ils avaient été mieux préparés, ils auraient pu être tentés de se tenir debout et de se battre et auraient ainsi risqué la destruction.

Du point de vue polonais, les résultats n'ont été que modérément encourageants. Ils avaient gagné une énorme étendue de territoire ; mais n'avait pas réussi à piéger l'ennemi. Ils avaient séparé la XIIe armée de la XIVe et ouvert la voie à Kiev, mais ils se retrouvèrent à patauger dans le vide. Pour faire le point sur la situation, un coup d'arrêt a été ordonné. Le centre polonais est reconstitué. Les groupes de Śmigły-Rydz et de Rybak furent fusionnés, et la 15e division d'infanterie, qui s'était distinguée à Chudnov, y fut ajoutée en échange de la 7e. On espérait que la XIIe armée soviétique essaierait de rassembler ses unités dispersées et de présenter ainsi une cible digne d'être attaquée.

Cette satisfaction ne lui fut pas accordée. Lorsque l'avance fut relancée après une semaine de repos, les Polonais constatèrent que leur chemin n'avait pas été barré. Mezhaninov, voyant les avantages de sa retraite involontaire, avait décidé de la continuer volontairement. Une patrouille de hussards polonais réussit à pénétrer dans Kiev le 3 mai. Ils ont roulé dans le centre-ville depuis la banlieue nord dans un tramway réquisitionné. Après avoir capturé un officier soviétique étonné qui attendait à un arrêt de tramway, ils sont partis aussi vite qu'ils étaient venus. La XIIe armée évacue Kiev le 6 mai, et le lendemain matin, les principales forces polonaises marchent dans les rues non défendues. Leurs troupes portaient des fleurs au canon de leurs fusils, leurs colonnes et leurs transports passant en parade parmi les citoyens et les acheteurs qui prêtaient peu d'attention au quinzième changement de régime en trois ans. Une escarmouche a eu lieu sur le pont suspendu qui enjambe le Dniepr, mais après un court échange, la 1ère division légionnaire a traversé le fleuve et s'est retranchée autour d'une tête de pont de la rive gauche de dix miles de profondeur. Pour la première fois en deux siècles et demi, l'armée polonaise avait franchi victorieusement les Portes d'Or de Kiev.

Piłsudski a exprimé sa satisfaction. Il a affirmé que la rive droite de l'Ukraine avait été occupée pour la perte de 150 morts et 300 blessés. La perte la plus amère pour lui-même fut celle de

son aide de camp, le chef d'état-major de la 7<sup>e</sup> brigade, Stanisław Radziwiłł, qui fut tué à la baïonnette et tué par la charge bolchevique à Malin. Pourtant, comme Piłsudski l'a admis plus tard, il y avait des raisons d'être inquiet. La prise de Kiev a été une victoire creuse. Il était entré dans une capitale russe vide sans même un Borodino. Si les Polonais devaient rester un mois ou deux à Kiev, leur initiative durement acquise passerait aux Soviétiques. S'ils continuaient, ils n'avaient nulle part où aller. À seulement soixante milles au-delà du Dniepr se trouvait ce rappel fatidique pour tous ceux qui avaient persévéré dans le passé : le champ de Poltava.

Administrer l'Ukraine était plus difficile que de la conquérir. Bien que les Polonais soient arrivés dans un esprit de libérateurs, ils sont rapidement devenus les « occupants ». Ils n'ont suscité ni enthousiasme ni hostilité. Selon l'observateur militaire britannique sur place, les Polonais et les bolcheviks étaient de loin préférés à Dénikine à Kiev.

L'occupation polonaise de la rive droite de l'Ukraine a révélé peu de caractéristiques en commun avec leurs pratiques en Biélorussie. Il n'y eut aucune tentative de garnison dans la province ; d'immenses zones, en particulier dans la région de Zaporozhye, n'ont même jamais été visitées par les troupes polonaises. Le Straż Kresowa et les administrateurs de la Z.C.Z.W. n'étaient pas mis au travail. La « Déclaration aux citoyens de l'Ukraine » de Piłsudski était beaucoup moins ambitieuse que sa proclamation publiée à Wilno presque exactement un an plus tôt :

*« À tous les habitants de l'Ukraine !*

*Sur mon ordre, les forces polonaises ont avancé profondément dans les terres ukrainiennes.*

*Je dis formellement que les envahisseurs étrangers, contre lesquels le peuple ukrainien s'est soulevé l'épée à la main pour défendre leurs foyers contre le viol, le banditisme et le pillage, seront expulsés par les forces polonaises des territoires habités par la nation ukrainienne.*

*Les forces polonaises resteront en Ukraine aussi longtemps que nécessaire pour permettre à un gouvernement ukrainien légitime d'en prendre le contrôle.*

*À partir du moment où un gouvernement national de la République ukrainienne aura établi son autorité étatique et aura doté les frontières de forces capables de protéger le pays contre une nouvelle invasion, et que la nation libre sera assez forte pour régler son propre sort, le soldat polonais retournera au-delà de la frontière, ayant accompli sa tâche honorable dans la lutte pour la liberté des nations.*

*Avançant avec les forces polonaises se trouvent les fils combattants de l'Ukraine qui, sous la direction de l'ataman Semyon Petlura, ont trouvé aide et refuge en Pologne ...*

*Les forces polonaises assurent soins et protection à tous les habitants de l'Ukraine sans distinction de classe, de race ou de croyance.*

*J'en appelle à la nation ukrainienne et à tous les habitants de ces terres, supportant patiemment les privations de la guerre, pour qu'ils aident l'armée polonaise dans sa lutte sanglante pour leur vie et leur liberté, avec tous les moyens à leur disposition.*

*Józef Piłsudski, commandant en chef des forces polonaises. 26 avril 1920. quartier général de l'armée. »*

Tout ce qui était politique était laissé à Petlura. Comme l'a assuré le ministre britannique à Varsovie à Londres : « Les Polonais ne resteront pas en Ukraine plus longtemps qu'ils ne le doivent. Les propriétaires terriens n'ont pas le contrôle. Il n'y a pas de ministre polonais dans le gouvernement ukrainien ». L'affirmation, répétée entre autres par E. H. Carr, qu'il s'agissait d'une tentative de créer 'un satellite de l'Empire polonais' est exagérée.

Petlura était tout à fait insuffisant pour la tâche qui lui était assignée. Les Polonais lui donnèrent six semaines pour établir une administration et recruter une armée. Mais il n'y a aucune preuve qu'il ait fait le moindre progrès. Il était aussi mal accueilli par Makhno en Ukraine centrale et Wrangel en Crimée qu'il l'était par les dirigeants de l'Ukraine soviétique à Kharkov. En l'occurrence, son régime n'a même pas survécu aux six semaines de probation.

À moins de considérer Piłsudski comme un analphabète politique complet, il faut accepter l'idée qu'il a utilisé Petlura simplement comme un moyen d'économiser de la main-d'œuvre. Sans doute se serait-il réjoui si le mouvement national ukrainien avait réussi. Mais il n'y comptait pas.

Son intention principale était de gagner du temps et de l'espace pour la Pologne dans la lutte à mort à venir avec les Soviétiques. Cette interprétation est confirmée par le comportement des forces polonaises. Après avoir occupé Kiev, ils ont soigneusement évité toute distraction politique. Ils ont tourné le dos à l'Ukraine et se sont reformés pour faire face à la situation menaçante dans le nord. La force de frappe de Śmigły-Rydz fut démantelée. La deuxième armée fut complètement dissoute. Les éléments restants des troisième et sixième armées et de la division de cavalerie de Romer furent fusionnés en un seul groupe sous le commandement du général Listowski. Ce n'étaient pas les dispositions d'un commandement militaire résolument résolu à soutenir un allié politique chancelant sur son territoire nouvellement conquis.

Dans les capitales européennes, l'occupation de Kiev a été accueillie avec un mélange de joie et de ressentiment. Tout nouveau coup porté au régime bolchevique haï provoquait de la joie. Mais un autre fait accompli, entrepris par Piłsudski contre l'avis des dirigeants alliés, provoqua un immense ressentiment. Lloyd George a commenté : « Les Polonais sont enclins à être arrogants et ils devront veiller à ne pas se faire frapper la tête. »

À Londres, le gouvernement britannique a refusé de faire un commentaire officiel. Lloyd George était à l'étranger à la conférence de San Remo. Churchill garda un silence maussade. Il était consterné que Piłsudski puisse envahir l'Ukraine tout seul alors qu'à l'automne, il aurait pu l'envahir à l'unisson avec Dénikine avec beaucoup plus d'effet. Curzon, le ministre des Affaires étrangères, était embarrassé. Son refus de faire une déclaration publique donna lieu à une âpre controverse avec Lord Robert Cecil, président de l'Union de la Société des Nations, qui déposa une plainte officielle contre « les événements déplorables qui se déroulent actuellement en Europe centrale » où « depuis des mois, la Pologne se prépare notoirement à attaquer la Russie ». Curzon répondit que puisque les Soviétiques ne reconnaissaient pas la Société des Nations, la Société des Nations ne pouvait pas être invoquée pour défendre les Soviets. « En tout cas, cet épisode ne constitue pas un déclenchement de la guerre, c'est simplement une phase d'une guerre qui dure depuis un certain temps ». Au grand mécontentement de Curzon, cette correspondance privée a été envoyée sans son consentement à Lord Northcliffe et publiée dans le *Times* le 17 mai. Pire encore, elle fut communiquée à Paderewski à Paris.<sup>14</sup> Bien que la probabilité d'une réponse britannique positive à la campagne de Kiev ait toujours été faible, la tentative de Cecil de faire pression sur Curzon l'exclut complètement. La seule lueur de réponse est venue du roi George V qui, le 3 mai, a envoyé un télégramme à Piłsudski pour féliciter la République polonaise à l'occasion de sa fête nationale.

À Paris, le gouvernement français n'a pas non plus réagi. Le conflit d'intérêts sur la Pologne qui aurait pu se développer avec la Grande-Bretagne était plus potentiel que réel. Le nouveau ministère de Millerand était pris entre les exigences extrêmes de l'armée et de la gauche militante. Le début du mois de mai a été marqué par une série de grèves massives. Millerand fut assez heureux de laisser la politique alliée à Lloyd George.

La campagne de Kiev a suscité des protestations véhémentes. C'est à cette époque que le comité « Ne touchez pas à la Russie » a fait ses premiers progrès. Les 9 et 10 mai, le Jolly George, un navire chargé de munitions achetées en Angleterre par le gouvernement polonais, est boycotté par les dockers londoniens. Une délégation du Parti travailliste britannique récemment rentrée de Moscou a enflé le chœur de l'indignation. Mais à ce stade, si le bruit était grand, l'effet sur le gouvernement était minime.

À Varsovie, l'occupation de Kiev a inspiré une soudaine vague de confiance. La Diète a adressé le télégramme suivant à Piłsudski :

*« La nouvelle de la brillante victoire remportée par les soldats polonais sous votre direction remplit toute la nation d'une fierté joyeuse. En reconnaissance de ce travail sanglant et héroïque qui nous rapproche de la paix et place de nouveaux remparts autour du pouvoir de l'État polonais, la Diète, au nom d'une patrie reconnaissante, vous adresse, à vous, chef et chef de l'armée des héros, ses sincères remerciements. »*

*Piłsudski retourna à Varsovie le 18 mai pour une réception d'État et une messe solennelle. Seuls les communistes polonais protestèrent. Les défilés du 1er mai à Varsovie, Łódź, Częstochowa, se sont transformés en manifestations antigouvernementales. À Poznań, le 26 avril, la grève des cheminots s'est transformée en une bataille rangée d'une semaine avec les autorités. Le succès sur le front de l'Est a libéré les angoisses refoulées des partisans et des opposants. »*

Du côté soviétique du front, l'occupation de Kiev provoqua une consternation et une perplexité qui passèrent rapidement. C'était tout à fait inattendu, comme le montre l'état non préparé des XII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> armées, et son objectif politique était loin d'être clair. Les Soviétiques savaient que Petlura était une non-entité politique, et ne croyaient pas qu'un militant endurci comme Piłsudski pouvait penser autrement. Ils se rendirent vite compte qu'ils étaient confrontés à une sorte de diversion.

Dans un discours prononcé le 29 avril, Lénine a pesé deux explications. D'une part, il supposait que la campagne de Kiev pourrait avoir pour but de détourner l'attention de Wrangel en Crimée. Cela pourrait expliquer sa direction vers le sud. D'autre part, il supposait qu'il pouvait s'agir d'interrompre les préparatifs de l'Armée rouge à l'ouest. « Nous devons reconnaître, disait-il, que cela a été fait pour renforcer la barrière et approfondir l'abîme qui nous sépare du prolétariat allemand. »

Après la surprise initiale, la campagne de Kiev ne provoqua pas de véritable inquiétude parmi les dirigeants bolcheviks. Lénine assura à ses collègues qu'ils pouvaient « considérer la nouvelle aventure avec le plus grand calme ».17 Les Soviétiques pouvaient compter sur le soutien total des masses ouvrières d'Europe et sortiraient victorieux. Kalinine, le président du Comité exécutif central des Soviets, fut encore plus explicite :

« Je crois que les seigneurs polonais, en marchant sur la république soviétique, ne font que creuser leurs propres tombes... Je crois que d'ici un mois, la noblesse polonaise sentira le lourd coup de la classe ouvrière russe ; et si nous portons le premier coup, le prolétariat polonais portera le deuxième et dernier coup... Les capitalistes occidentaux ont cherché à étrangler la Russie soviétique avec les mains polonaises ; mais ils ne réussiront qu'à fonder un autre État soviétique grâce auquel nous établirons des relations étroites avec le prolétariat de l'Ouest. »

Dans le domaine militaire, il y avait un soulagement que le coup soit tombé là où il était tombé. Sergueï Kamenev, le commandant en chef de l'Armée rouge, l'a qualifié de « pratique ». Dans ses ordres au commandement du Sud-Ouest le 29 avril, il insiste pour que l'armée polonaise soit attirée en avant, afin de la « suspendre en l'air ». L'objectif était de « sceller » les Polonais à Kiev, et de donner ainsi à l'Armée rouge le temps de mener à bien sa propre offensive dans le nord.

La réaction publique des dirigeants soviétiques fut tout à fait différente. L'offensive polonaise leur a donné un avantage moral et politique qui ne devait pas être gaspillé. Bien que Kiev ne se trouve pas dans la République russe mais dans la République ukrainienne, l'appel a été lancé pour la défense de la Russie. L'appel du Comité central du Parti communiste du 29 avril s'adressait non seulement à la classe ouvrière pour défendre la République soviétique, mais à « tous les ouvriers, paysans et honorables citoyens de Rossiya », ce vaste, vague et mystique empire que la Révolution était censée avoir détruit. Il a réussi à séduire à la fois les patriotes à l'ancienne et les révolutionnaires nouveaux. Son langage était lourd de discussions sur les anciennes rivalités et les invasions étrangères, avec des allusions à 1610, 1812 et 1914 :

*« Honorables citoyens ! Vous ne pouvez pas permettre aux baïonnettes des seigneurs polonais de déterminer la volonté de la nation grand-russe. Les seigneurs polonais ont montré sans vergogne et à maintes reprises qu'ils ne se soucient pas de savoir qui gouverne la Russie, mais seulement que la Russie soit faible et impuissante. »*

Après la défaite de Koltchak et de Dénikine, il y avait un grand nombre d'opinions patriotiques indépendantes prêtes à répondre à l'appel à l'unité. Les communistes ukrainiens, qui avaient été pendant trois ans l'ennemi implacable du nationalisme ukrainien, appelaient maintenant toute la population à défendre la « patrie » ukrainienne. En même temps, tout était pris soin de garder en vue l'ennemi de classe. Lénine a spécifiquement décrété que « tous les articles sur la Pologne et la guerre polonaise doivent être publiés par des rédacteurs fiables qui doivent être personnellement responsables. Ne le pimentez pas trop ; c'est-à-dire ne pas tomber dans le chauvinisme, et distinguer

toujours les seigneurs et les capitalistes de Pologne des ouvriers et des paysans. » D'où ce curieux mélange, curieux il y a cinquante ans, de nationalisme russe et d'internationalisme soviétique – un mélange qui a imprégné l'Armée rouge pour la première fois en 1920 et qui a caractérisé les attitudes soviétiques depuis lors.

La propagande soviétique était également dirigée vers l'étranger. Un chœur de voix mêlées harmonisait un oratorio de juste indignation. Aux protestations de la diplomatie soviétique et du Komintern s'ajoutèrent celles des partis communistes nouvellement formés et d'innombrables résolutions envoyées par des usines et des comités ouvriers dans toute l'Europe. Les appels à la paix correspondaient à l'humeur pacifiste d'un continent fatigué de la guerre. Quels que soient les avantages militaires de la campagne de Kiev pour la Pologne, le coût en bonne volonté internationale a été élevé et n'a jamais été récupéré. C'était le prix à payer pour que la Pologne remporte la course à l'offensive du printemps.

À Kiev même, l'avantage tournait chaque jour en faveur des Soviétiques. Les dispositions polonaises étaient statiques. La République populaire ukrainienne, ayant été livrée dans ce monde, s'est avérée mort-née. Les renforts soviétiques affluent. La XIIe armée, réduite en deux semaines de combat à 2 511 hommes, fut retirée à Nezhin et réinjectée avec des unités entièrement fraîches, notamment la 25e division « Chapayev » de l'Oural et la brigade de cavalerie bachkire de Murtazin. La XIVe armée qui s'était repliée sur Tcherkassy reçut la brigade de cavalerie Kotovsky. Toutes les formations existantes ont été renforcées. Le 12 mai, le dernier soubresaut de l'offensive polonaise se produisit lorsque Brovari, sur le périmètre de la tête de pont de la rive gauche, fut capturée. Par la suite, l'initiative passa à l'Armée rouge.

Tout au long du mois de mai, le contrôle du Dniepr fut vivement disputé. Sur environ quatre-vingts milles entre Tchernobyl et Tripolye, le fleuve suivait la ligne de front ; au sud, elle fournit aux Soviétiques leur principal moyen de communication. Les Soviétiques maintenaient une « flottille du Dniepr » de monitors à fort tirant d'eau, qui transportait une force opérationnelle d'un millier de marines.

Pour combattre la flottille, les Polonais envoyèrent leur 9e escadron aérien à Kiev, leurs lourds bombardiers biplans Breguet, mitraillant les convois, les poussant sur les hauts-fonds et les rapides, et se battant en duel avec les escortes de canonnières.

La situation générale était dominée par l'arrivée imminente de la première armée de cavalerie rouge. Aujourd'hui encore, il est difficile de distinguer la légende de la réalité concernant la plus glamour des formations soviétiques et son commandant, Semyon Budyonny. Il est presque impossible de reconstituer la crainte et la terreur – témoignées par des témoins polonais et soviétiques – qui accompagnèrent leur approche.

La première armée de cavalerie (la Konarmiya) fut l'innovation la plus réussie de la guerre de Sécession. Formée en novembre 1919, elle était l'issue logique de la guerre avec les armées blanches, dans laquelle les Rouges s'étaient montrés égaux à tout, sauf à la cavalerie cosaque. En regroupant tous les sabres disponibles en une seule formation, il jouissait non seulement de la mobilité et de l'esprit de corps célèbres des Cosaques, mais aussi d'un poids et d'un nombre écrasants à chaque fois qu'il était appliqué. Il a mené une sorte de blitzkrieg tartare. Il accueillait tous ceux qui pouvaient monter à cheval et obéir, qui étaient prêts à se mettre en selle et à marcher vers n'importe quel point du continent où la Révolution était en danger. C'était l'antithèse ultime des Gardes rouges de 1918, localisés, conscients de leur classe.

Semyon Mikhaylovich Budyonny était le meilleur des hommes qu'il a servis. C'était un homme qui avait prospéré dans les moments difficiles grâce à son habileté de soldat et à la force de sa personnalité. Fils d'un pauvre fermier de la province de Rostov, il rejoint le 43e régiment cosaque en 1903 et sert en Mandchourie avant d'être diplômé de l'école d'équitation de Saint-Pétersbourg. À l'été 1917, président du soviet de son régiment mutin, il se retrouve à Minsk, où Frounze et Myasnikov organisent la résistance à Kornilov. De là, il a fait son chemin en tant que commandant de la cavalerie rouge. Il se fit remarquer pour la première fois à Tsaritsyne en décembre 1918, lorsque son audace et son esprit d'entreprise le recommandèrent à Vorochilov. Il était le choix évident pour diriger la 'Konarmiya'. Très grand, très athlétique, c'était un cavalier à

couper le souffle, qui menait de l'avant. Ses beaux traits asiatiques, sa superbe moustache noire, bouclée et soignée comme la crinière d'un cheval de concours, ses yeux en amande révèlent l'homme d'action parfait, un animal de premier ordre, un magnifique fils des steppes à demi alphabétisé. Le 25 avril 1920, jour du lancement de la campagne de Kiev, marquait son quarantième anniversaire.

Les soldats de la Konarmiya avaient peu de choses en commun avec la politique bolchevique, si ce n'est qu'ils combattaient dans le même camp. La plupart d'entre eux étaient d'anciens cosaques, partisans et bandits, gagnés au fil des victoires de l'Armée rouge. Pourtant, ils comprenaient parfaitement la Révolution. Ils abordaient les pensées de Lénine et les concepts du marxisme avec plus de crainte que de compréhension. Il y avait un ou deux lettrés, comme Isaak Babel dans la 1ère brigade de la 6ème division, ou Joukov, le futur maréchal. Mais dans l'ensemble, ils se distinguaient plus par l'héroïsme que par la dialectique. Aux yeux des Polonais, ils étaient la réincarnation des hordes de Gengis Khan.

Malgré la nature primitive de sa politique, la Konarmiya n'était pas politiquement sans importance. C'était la création et l'instrument choisi de la petite et ambitieuse faction de Joseph Staline – une faction qui était destinée à dominer et à détruire le Parti bolchevique aussi impitoyablement que les bolcheviks avaient dominé et détruit le mouvement révolutionnaire dans son ensemble. Le commandement et la direction politique de la Konarmiya provenaient du cercle d'amis de Tsaritsyne qui, sous l'inspiration de Staline, avaient défié Trotsky et les plans du parti. C'étaient les « communistes artisanaux », les « simples soldats », les « prolétaires patriotes ». Ils détestaient les intellectuels, les professionnels, les officiers, les bureaucrates, les juifs, les occidentalisans, les étrangers, en fait la plupart des gens qui dirigeaient le Parti bolchevique. Ils n'aimaient pas les ordres et se méfiaient des théories. Ils étaient, selon les mots de Staline, les « bons gars » qui faisaient avancer les choses. Boudionny, le sergent-major qui leva sa propre armée cosaque, était un faire-valoir parfait pour Kliment Yefimovich Voroshilov, le mécanicien de Lougansk, dont les hommes avaient forgé en 1918 une armée mécanisée de leurs propres mains nues. Ces deux-là, le commandant et l'officier politique, vivaient, chevauchaient et dormaient côte à côte. Leur destin a été lié pendant plus de quarante ans.

Le transfert de la Konarmiya du Caucase au front polonais avait été décidé lors de la réunion de Smolensk du 10 mars. À cette époque, il se trouvait à Maïkop, après avoir récemment dispersé les restes des volontaires de Dénikine. Il partit le 3 avril. Quinze jours plus tard, il commença à traverser le Don pour entrer à Rostov. Ici, elle a été confrontée à un défi dramatique. Dans la prison de Rostov reposait un certain Doumenko. Cinq mois plus tôt, alors que Rostov était mise à sac par l'Armée rouge, Doumenko, un ancien commandant de cavalerie, avait assassiné son commissaire. Lorsque les Konarmiya revinrent, les anciens camarades de Doumenko déclenchèrent une émeute et exigèrent sa libération. Budyonny fit face à la foule en personne, leur ordonnant de choisir entre lui et le prisonnier. L'émeute a été réprimée. Dumenko a été abattu. La marche a continué. Après Rostov, l'armée se divisa en colonnes : la 4e division de Gorodovikov, la 6e de Timochenko, la 11e de Morozov et la 14e de Parkomenko. Leurs quatre trains blindés, leurs trois escadrons aériens et d'autres services de soutien ont été expédiés par chemin de fer à travers la Russie centrale. Ils sont eux-mêmes allés par voie terrestre. Quittant Rostov le 23 avril, ils se donnèrent quinze jours pour atteindre le Dniepr. Ils voyageaient en colonne, se reposant et chevauchant à tour de rôle. Ils tiraient les malades et les fatigués derrière eux dans des charrettes, avec l'artillerie. Ils fusillaient les chevaux boiteux à raison d'une douzaine par jour. Le jour, les premiers rangs portaient des tableaux sur le dos pour apprendre à lire aux rangs de derrière. Le soir, ils bivouaquaient en plein air en chantant leurs chansons :

*« Dans le dégel aqueux du printemps, nous nous reposons à Maykop, nous lisons, nous nettoyons et nous essayons d'apprendre. Oh de se reposer comme ça encore un peu ! Mais nous sommes nécessaires pour nous battre en Pologne, où les Piłsudchiks s'amuse avec leurs compagnons blancs. Il y a de nombreux kilomètres pour les atteindre depuis le Don, mais nous ne demandons aucune excuse. Une fois que nous, les Rouges, saurons de quoi il s'agit, nous parcourrons les kilomètres. »*

À la fin d'avril, avec la nouvelle de l'offensive polonaise, ils reçoivent l'ordre d'accélérer le pas. Ils étaient dans le pays de Makhno, où, depuis des mois, une guerre meurtrière pour la vie et l'âme des paysans était en cours. Des escouades de la Tcheka parcouraient les villages, pendaient les partisans et installaient les Soviétiques. Makhno les suivait, tirant sur les communistes et tendant des embuscades aux groupes de fourrage de l'Armée rouge. Le 28 avril, la 14<sup>e</sup> division prend d'assaut Gulaypolye, « Makhnograd » même, mettant en déroute une force d'environ 2 000 partisans. Le Konarmiya continuait sa route malgré tout, comme un navire de ligne traversant une flotte de bateaux de pêche. Enfin, au nord d'Ekaterinslav, le 6 mai, ils commencèrent à traverser le Dniepr. Le 13 mai, la 6<sup>e</sup> division effleure une force pétluriste à Chigirin. Les colonnes convergeaient maintenant vers Ouman, où elles devaient être rassemblées et réaménagées. Au cours des sept semaines qui s'étaient écoulées depuis qu'ils avaient quitté le Kouban, ils avaient passé trente jours en marche et parcouru 750 milles.

Le Konarmiya possédait près de 16 000 sabres actifs. Selon les normes de la guerre de Sécession, c'était une force importante. Mais selon les normes européennes récentes, c'était minime. En 1914, l'armée tsariste possédait quarante divisions de cavalerie, avec 300 000 sabres. « Si j'avais ces 300 000 », aurait soupiré Budyonny, « je labourerais toute la Pologne, et nous serions en train de traverser les places de Paris avant la fin de l'été. »

Les services de renseignement polonais savaient qu'ils arrivaient, mais ce n'est que le 25 mai qu'un avion de repérage Albatros de l'escadron Kościuszko les aperçut. Le pilote a été très impressionné. Après avoir glissé pour enquêter sur ce qu'il prit pour une tempête de sable, il découvrit le Konarmiya masqué dans les nuages de poussière soulevés par des milliers de sabots. Les soldats trottaient à huit de front, leurs manteaux brun sable flottant au vent, leurs bonnets d'astrakan noirs inclinés vers l'avant sur leurs yeux, leurs sabres brillant au soleil à leurs ceintures, leurs carabines hérissées dans le dos. Quand il revint le lendemain matin, il les trouva soixante-quinze milles plus loin. Sans le savoir, il avait vu deux divisions différentes de la Konarmiya. Son rapport de vol, qui mentionnait une armée de cavalerie de 30 000 hommes marchant à soixante-quinze milles par jour, n'aurait rien pu faire pour atténuer les appréhensions polonaises.

Les plans pour la contre-offensive soviétique en Ukraine ont été finalisés dans la troisième semaine de mai. Le point d'attaque évident se trouvait à la jonction des deux principaux groupements polonais, entre la III<sup>e</sup> armée centrée sur Kiev Byelatserkev et la VI<sup>e</sup> armée à Zhmerinka-Vinnitsa. C'est dans ce but que la Konarmiya avait été rassemblée dans la région d'Ouman. Pour aider à la poussée centrale, des attaques préliminaires devaient être lancées par une force opérationnelle de la XII<sup>e</sup> armée sous le commandement de Golikov et par un « groupe Fastov » spécialement formé sous le commandement de Yakir, commandant de la 45<sup>e</sup> division. Golikov devait traverser le Dniepr au nord de Kiev et envoyer sa cavalerie bachkire couper la voie ferrée vitale de Korosten. Yakir devait avancer frontalement sur Belatserkev, en conjonction avec une descente de la flottille du Dniepr sur Tripolye. La petite XIV<sup>e</sup> armée dans le sud ne devait avancer que si les autres opérations étaient couronnées de succès. Le début de l'offensive est prévu pour le 26 mai.

Plus tard, ce plan a été attribué au génie de Staline. Bien que le commissaire aux nationalités soit arrivé au QG du front du Sud-Ouest à Krementchoug le 29 mai et ait assisté aux batailles qui ont suivi, il n'y a aucune raison de croire qu'il ait pris part aux préparatifs, ni même que le plan portait des marques de génie. Kakurin, écrivant en 1922, cite intégralement l'ordonnance finale pertinente, n° 358 du 23 mai ; il était signé par Trotsky. Budyonny, écrivant en 1965, ne fait aucune mention de Staline. Il se souvient d'avoir reçu les premiers ordres de Konarmiya le 20 mai et d'en avoir été très insatisfait, à tel point que Yegorov et Berzin, commandant et officier politique du front du Sud-Ouest, sont venus le voir. De l'avis de Budyonny, le plan était d'une vague inconfortable. Il n'a pas stipulé l'emplacement exact des unités polonaises ni des voisins de l'Armée rouge de Konarmiya. Il n'a pas fourni à Konarmiya un soutien d'infanterie. Boudionny demanda deux divisions, mais Égorov ne put s'y conformer. Le travail des services secrets soviétiques était aussi incompétent que celui de l'état-major était précipité. Les Polonais couvraient leurs lignes avec des



bandes de partisans. Budyonny ne savait pas à quoi il s'attendait jusqu'à ce qu'il entre en contact. Ces tâches initiales dans le plan allaient gâcher son succès final.

Les dispositions primitives pour une liaison radio illustrent à quel point le lien entre le commandement et le commandé était fragile. Une fois que le Konarmiya aurait percé, il serait hors de contact. Pourtant, elle seule posséderait des informations à jour sur les forces polonaises. Par conséquent, il a été convenu que la station de radio de Konarmiya à Yelizavetgrad devrait servir de coordination pour tous les renseignements soviétiques. Un système de messages codés fut mis au point à la hâte ; « Kasbek est sorti pour une promenade-28-Faucon » signifiait « 4e division engagée dans le secteur 28 - Budyonny » ; « Le premier violon dort-32-cerf-volant » signifiait « la 6e division se reposant dans le secteur 32 - Vorochilov ».

Le 25 mai, le Konarmiya reçut la visite de Mikhaïl Ivanovitch Kalinine, président du Comité exécutif central des Soviets. Il décore les 21e et 22e régiments de la 4e division, deux formations de vétérans, de l'Ordre du Drapeau rouge. C'était un signe clair que Moscou attachait une grande importance aux événements en Ukraine.

Le 27 mai, la Konarmiya avança à tâtons. Après deux jours d'escarmouches avec les partisans, la 6e division de Timochenko chargea les tranchées polonaises de Kouratov, suivie le 31 mai par une tentative d'assaut de la ville barricadée de Lipovets. Aucune des deux attaques n'a réussi. La 6e division perdit son officier politique, Pichchouline, et une centaine de victimes dans chacune de ses trois brigades. Ils ne parvinrent pas à trouver le flanc de l'ennemi et furent surpris par la constance de l'infanterie polonaise sous l'attaque de la cavalerie. Dans la nuit du 2 juin, un contre-raïd surprise des Polonais s'empara de deux des trains blindés de Konarmiya, le Mort au Directoire et le *Nikolaï Roudnev*. Le seul succès de la Konarmiya se produisit lorsque les 4e et 14e divisions attirèrent la cavalerie du général Karnicki dans un encerclement et le forcèrent à se retirer.

Le 2 juin, les commandants de Konarmiya se réunissent pour une conférence sur la tactique. Tous s'accordèrent à dire que les méthodes qui avaient mis en déroute Dénikine étaient insuffisantes contre les Polonais. Une charge de cavalerie sur des positions de tranchées était inutile. Ils décidèrent que la meilleure façon de déloger l'infanterie retranchée était de l'approcher en formation à pied et dispersée, d'appliquer un barrage d'artillerie, puis d'envoyer de petites forces d'intervention contre chacun des points fortifiés. La cavalerie montée ne devait être utilisée que pour tourner les flancs. Les contre-attaques ne devaient pas être résistées de front, mais devaient être attirées par le feu croisé des postes d'artillerie et des nids de mitrailleuses disposés derrière la ligne de front.

Les expériences personnelles de Budyonny le jour de la percée, le 5 juin, sont des plus éclairantes. Trois des quatre divisions devaient mener l'attaque, la 14e sur Samgorodok, la 4e sur Ozerna, la 11e sur Snezhna. Le 6e est en réserve. Boudionny passa une nuit blanche, tenu éveillé par les perspectives incertaines, par Vorochilov, qui avait toujours un mal de tête sévère en pareille circonstance, et par la pluie. À l'aube, il sortit de son bivouac à Tatarionovka à temps pour voir la 4e division définitivement repoussée. Sa cavalerie était encore trop enthousiaste. Après avoir galopé à l'abri de quelques voitures blindées, ils ont constaté qu'ils ne pouvaient pas vivre dans les zones avancées. Budyonny se dirigea ensuite vers la 14e division, dont la 1re brigade avançait avec plus de circonspection. Ils avaient choisi une zone de terrain marécageux au sud de Samgorodok, masquée par la brume matinale et située à l'extrémité des positions polonaises. Ils ont surpris une patrouille d'éclaireurs de uhlans et l'ont poursuivie. Budyonny lui-même rattrapa l'un des uhlans qui lui avaient tiré dessus, le fit tomber de sa selle par derrière, et, survivant à un autre tir mal visé du cavalier au sol, le désarma avec le plat de son sabre et l'amena pour l'interroger. Il avait trouvé un moyen idéal de traverser les lignes polonaises. Lorsque l'affrontement décisif se produisait, il était capable de tirer dans certains cas directement le long des tranchées polonaises. La cavalerie passa sans encombre. La façade avait été percée.

Au cours de la journée, les autres divisions eurent le même succès. Après avoir monté un bombardement féroce et un assaut frontal sans effet, les soldats à pied de la 4e division infiltrèrent Ozerna à l'improviste par le nord. Vers sept heures du soir, la 11e division entra dans Snekhna. Le

Konarmiya avait creusé un triple fossé. Il a prétendu avoir fait 1 000 prisonniers et en avoir «sabré» 8 000 autres. Sa voie était ouverte pour terroriser les arrières polonais.

Vu dans le détail, la percée du 5 juin n'a pas été aussi spectaculaire qu'on l'a parfois supposé. Le succès a été obtenu plus par la furtivité que par le choc. Il ne s'agit pas de nier la mesure de leur succès, ni le fait qu'ils sont rapidement revenus à leur style préféré. Quand, dans les semaines qui suivirent, la Konarmiya se fraya un chemin à travers les petites villes de Podolie et de Galicie orientale, la charge cosaque était tout aussi évidente que la furtivité tartare.

Pendant les trente années qui suivirent, le 5 juin resta l'un des festivals annuels de l'Armée rouge, une célébration de « la première victoire de l'art militaire soviétique sur les armes européennes ».

Le succès de Budyonny fut accompagné de circonstances mitigées. Elle a été favorisée par les progrès de l'offensive soviétique dans son ensemble. Golikov, après un mauvais départ, avait coupé le chemin de fer de Korosten. La Troisième Armée polonaise était à peine mais définitivement encerclée ; sa 7e division d'infanterie est gravement battue et isolée. La confusion dans le commandement polonais allait de pair avec la panique dans les rangs ; Piłsudski donna sur place des ordres qui contredisaient ceux du général Śmigły-Rydz. Yakir prit Belatserkev. Même la XIVe armée a pu avancer. Le succès a toutefois été limité par des facteurs à la fois prévus et imprévus. Le Konarmiya ne possédait ni réserves, ni infanterie pour élargir la brèche créée ; il n'avait pas d'organisation d'approvisionnement capable de soutenir une campagne prolongée au-delà du front ; elle n'avait pas l'intention de coordonner ses activités avec celles d'autres unités soviétiques ; elle fut affaiblie par la défection aux Polonais des Cosaques d'Orenbourg, un régiment qui, plus tôt dans l'année, avait fait défection de Dénikine pour rejoindre l'Armée rouge. Dans le secteur nord, les armées soviétiques de Biélorussie étaient sous pression et incapables d'apporter une quelconque aide. Depuis la Crimée, le 6 juin, Wrangel fait sa dernière tentative et avance sur le cours inférieur du Dniepr. Le Konarmiya était très seul.

Les gestes de Budyonny dans les jours vitaux qui ont suivi la percée reflétaient son isolement. Il était impensable qu'il se fût docilement retiré faute de soutien. Il n'a pas pu résister à un jour ou deux de raid. Le 7 juin, la 4e division descend sur Jitomir. Ils ont réalisé une surprise totale. La garnison polonaise fut passée au fil de l'épée. Des ponts, des gares de triage et des entrepôts militaires ont été détruits. Les prisons ont été ouvertes. Quelque 5 000 prisonniers de guerre soviétiques ont été libérés. Le même jour, la 11e division descend sur Berditchev. Un hôpital contenant 600 blessés polonais et leurs infirmières de la Croix-Rouge a été incendié. Bien que la valeur militaire des raids ait été de courte durée, l'effet psychologique a été énorme. Tous les Polonais à l'ouest du Dniepr étaient complètement effrayés. Le gouvernement de Varsovie n'osa pas publier les faits. Après les raids, la Konarmiya se replia vers Kornin pour se reformer et reprendre ses repères.

L'accalmie qui s'est produite entre le 7 et le 11 juin a donné aux forces polonaises une chance de salut qu'elles ont immédiatement saisie. La Troisième Armée s'était retranchée dans le triangle des fleuves Dniepr, Irpen et Teterev, tournée vers l'extérieur dans trois directions à la fois comme un troupeau de bisons attendant le massacre. Piłsudski avait l'intention de battre en retraite sur Zhitomir et, en conjonction avec la VIe armée, de prendre en sandwich la Konarmiya dans sa position étendue. Mais le retrait de Konarmiya a rendu cette manœuvre à la fois inutile et dangereuse. Śmigły-Rydz a pris les choses en main. Il ordonna à la IIIe armée de se retirer vers le nord-ouest sur Korosten, l'impliquant dans des rencontres avec la division Chapayev à Borodyanka et avec la cavalerie bachkire à Irsha. Il ordonna l'évacuation de Kiev, qui eut lieu le 10 juin. Il surprit Boudionny qui s'attendait à ce que les Polonais battent en retraite sur Kazatin. Lorsque Budyonny s'est rendu compte de sa propre erreur et a attaqué, il s'est retrouvé à poursuivre les Polonais dans la direction qu'ils avaient déjà choisie pour aller. Il a été tenu à distance par une série d'actions d'arrière-garde. La IIIe armée polonaise se retira en toute sécurité dans l'aile nord des lignes polonaises. La IIe armée fut reconstituée à la hâte sous le commandement du général Raszewski au centre. La VIe armée recula dans le sud. L'écart était comblé.

Les historiens polonais ont critiqué Budyonny pour avoir jeté son avantage dès qu'il a été gagné. Kutrzeba a soutenu que Zhitomir aurait dû être retenu, et a laissé entendre qu'un général compétent n'aurait pas donné à la Troisième Armée le temps d'éviter l'encerclement. Budyonny, cependant, a probablement accompli tout ce qui était possible – un coup dur et une frayeur dramatique. La percée du 5 juin a marqué le début d'une avancée générale des forces soviétiques dans le sud qui s'est poursuivie sans contrôle pendant les dix semaines suivantes.

Comme toujours aux Bords, une offensive donnée à l'élan initial pourrait facilement être maintenue. Bien que les armées soviétiques ne jouissaient d'aucune supériorité numérique, elles repoussaient continuellement les Polonais vers l'ouest dans une routine quotidienne de coups de couteau aux points les plus faibles. Chaque fois qu'ils rencontraient de la résistance dans les nombreuses villes et carrefours, ils pouvaient toujours tourner le flanc de positions préparées à la hâte ; Chaque fois qu'ils étaient confrontés à des contre-attaques, ils pouvaient absorber la pression en avançant de chaque côté des attaquants. Toutes les actions polonaises ont été infructueuses. La défense obstinée de Novograd Volynsk fut réduite le 26 juin ; L'entreprenante cavalerie du général Romer sortie d'Ovruch fut débordée. Les magasins ont dû être abandonnés, les prisonniers libérés ; les avions ont été laissés au sol parce qu'il n'y avait pas de temps pour les réparer ; Les unités qui s'attardaient pour combattre furent rattrapées. Le 10 juillet, le front retrouva la ligne qu'il avait occupée un an plus tôt. Budyonny était à Równe, le quartier général de Piłsudski, au début de la campagne de Kiev en avril. Le Konarmiya traversa le Zbrucz :

*« Les champs fleurissaient autour de nous, pourpres de coquelicots... Les étendards du coucher de soleil flottaient au-dessus de nos têtes. Dans la fraîcheur du soir coulait l'odeur du sang de la veille, la puanteur des chevaux abattus. La rivière noircie rugissait, se tordant en nœuds écumants au gré des rapides. Les ponts étaient tombés et nous avons traversé à gué. Une lune majestueuse se reposait sur les vagues. Les chevaux se glissèrent dans l'eau jusqu'à leurs selles, et le torrent gargouillait bruyamment parmi des centaines de jambes équinées. Quelqu'un s'est effondré en diffamant bruyamment la Mère de Dieu. La rivière était parsemée de chariots noirs carrés, pleins de sons confus, de sifflements et de chants qui résonnaient au-dessus des volutes du clair de lune et des flaques brillantes... »*

L'invasion de l'Ukraine avait été éliminée.

La campagne de Kiev est généralement considérée comme un fiasco politique et militaire. Sur le plan politique, il n'y a guère de doute à ce sujet. En Ukraine, l'annuaire de Petlura a été un échec total ; en Pologne, le gouvernement de Skulski démissionna et précipita une longue crise ministérielle : en Russie soviétique, la direction bolchevique récolta un soutien jusque-là inégalé. Sur le plan militaire, certains apologistes polonais d'avant-guerre ont soutenu que la campagne de Kiev n'avait pas été si désastreuse. Koutrzeba a maintenu qu'elle avait réussi à interrompre l'offensive soviétique principale, que les armées polonaises dans le sud étaient restées intactes et qu'elles n'avaient pas été empêchées d'apporter une contribution majeure à la défense de la Pologne en plein été. Son commentaire ingénieux sur les mouvements des troupes polonaises montre que huit des douze divisions impliquées dans la campagne de Kiev ont participé à la bataille de Varsovie en août. Ce qu'il omet de mentionner, c'est le fait que le commandement soviétique avait géré l'invasion de l'Ukraine sans détourner aucune force de ses missions existantes. Les XIIe, XIVe et 1re armées de cavalerie avaient toutes été affectées au front sud-ouest en mars et se montrèrent à la hauteur de leur tâche. En termes de déploiement, la campagne de Kiev n'était probablement pas pertinente par rapport à la principale épreuve de force qui était déjà en cours dans le nord ; Mais en termes de stratégie, son effet était clair. Alors qu'en avril, la Pologne était menacée d'invasion sur un seul front, maintenant, en juillet, elle était menacée de deux directions à la fois.

Une caractéristique intéressante de la campagne de Kiev a été l'émergence de l'armée de l'air polonaise. Pour la première fois dans la guerre, les avions ont pris leur envol. Ils ont donné des yeux à l'armée. La supériorité aérienne était l'une des raisons pour lesquelles l'armée polonaise a pu s'extirper des affrontements dangereux au sol.

L'armée de l'air polonaise était typique des unités de soutien improvisées de la guerre. Il a été lancé en 1919 par le capitaine Jaciński et le major Rajski qui avait été à la tête de l'armée de l'air allemande en Turquie. Il a hérité d'un assortiment varié de machines - Albatros D-3 autrichiens, Fokker D-7 et avions d'entraînement Brandebourg, et a reçu plus tard des cargaisons de Balillas italiens, d'A.E.G. allemands, de Farmans et de Breguet français, et de D.H.-9 britanniques, de Sopwith Camel et de Bristol Fighters. Beaucoup d'entre eux étaient inactifs sur l'aérodrome de Mokatów, près de Varsovie, en attendant des conversions, des pièces de rechange ou des pilotes.

Les escadrons qui ont été en service actif en 1919-1920 étaient organisés dans la meilleure tradition amateur. Ils opéraient à partir de « trains d'aviation » qui tiraient toute leur organisation – avions dans des caisses, ateliers, wagons de commandement, dortoirs et hangars portables – d'un terrain temporaire à l'autre. Leur premier rôle était la reconnaissance, la recherche de l'ennemi et la vérification de l'emplacement de leurs propres unités. Mitrailler, bombarder, distribuer des tracts et transmettre des messages étaient des rôles secondaires. Ils atterriisaient parfois derrière les lignes pour demander aux villageois des nouvelles de l'ennemi, et atterriisaient souvent en catastrophe par désorientation ou par manque d'essence. Il y a des histoires de pilotes cloués au sol qui ont été massacrés par des cosaques, qui ont été secourus sur des traîneaux à neige conduits par des prêtres compatissants, ou même qui ont été vénérés par des paysans stupéfaits.

Le 7e escadron (Kościuszko) était particulièrement intéressant.<sup>33</sup> Ses pilotes étaient tous américains, commandés par le major Cedric Fauntleroy de Chicago. Ils s'étaient portés volontaires pour la farce en Pologne plutôt que de rentrer chez eux avec leurs collègues de France. Lorsqu'ils rencontrèrent Piłsudski pour la première fois en octobre 1919, il leur dit : « La Pologne peut mener ses propres batailles. On n'a pas besoin de mercenaires payés ici ! Mais en tant que volontaires, ils ont été acceptés. En mars 1920, ils furent envoyés à Polonnoe sur le Slucz, rattachés au quartier général de la deuxième armée du général Listowski. Ils avaient reçu un certain nombre de Balillas, armés de deux parachutes de bombes et d'une mitrailleuse tirant à travers l'hélice à 200 coups par minute, et capables de 5 heures de vol à 160 milles à l'heure. Ils se sentaient immensément supérieurs aux observateurs soviétiques de l'autre côté du front qui scrutaient les Polonais depuis des ballons amarrés et étaient facilement abattus avec une monotonie régulière. Ils pouvaient voler jusqu'au Dniepr et revenir sans ravitaillement. Le 19 avril, l'un de leurs pilotes a largué une bombe sur Kiev. Ils ont joué un rôle de premier plan dans l'offensive.

Au cours des dizaines de sorties effectuées lors de l'avancée vers Kiev, cet escadron particulier n'a signalé qu'une seule fois avoir aperçu un avion soviétique, un Gotha peint en noir aperçu au-dessus de Kazatin. Kakurin déclare que les armées soviétiques du sud-ouest possédaient trente-cinq avions, dont dix-huit étaient affectés à la XIVe armée, probablement pour survoler la frontière roumaine. Mais il est douteux qu'ils aient possédé les pilotes pour les faire voler.

Les Soviétiques n'avaient aucune réponse à l'armée de l'air polonaise. Isaak Babel, dont le propre chef de troupe, Pavel Trunov, a été tué par l'escadron Kościuszko, a décrit l'action sur un ton de respect évident :

*« Le chef de troupe Trunov montra du doigt les quatre taches dans le ciel, les quatre bombardiers qui entraient et sortaient des nuages semblables à des cygnes. Il s'agissait d'avions blindés massifs, machines de l'escadron aérien du major Faunt-le-ro. Trunov a commencé à pointer sa mitrailleuse... Les avions volaient de plus en plus près de notre station, grinçant maladroitement de toute leur hauteur avant de plonger et de faire une boucle dans la boucle, un rayon de soleil rose sur leurs ailes. Pendant ce temps, nous étions dans la forêt, attendant la fin du combat inégal... Le major et ses bombardiers firent preuve d'une habileté considérable. Ils descendirent à trois cents mètres et tirèrent d'abord sur Androuchka, puis sur Trounov. Aucun des coups de feu tirés par nos hommes n'a fait de mal aux Américains... Au bout d'une demi-heure, nous avons pu aller chercher les cadavres. Nous avons transporté le corps criblé de Trunov jusqu'à la ville de Sokal. Toutes ses blessures étaient sur son visage, ses joues perforées de partout, sa langue arrachée. Nous l'avons lavé du mieux que nous avons pu, placé une selle caucasienne à la tête de son cercueil et lui avons creusé une tombe honorable à côté de la cathédrale, dans les jardins municipaux, en plein centre de la ville. »*

## **Chapitre Quatre : L'invasion de la Pologne**

L'excitation de la campagne de Kiev détournait l'attention de l'entrée en guerre polonaise du commandant le plus célèbre de l'Armée rouge, Mikhaïl Nikolaïevitch Toukhatchevski. Il est arrivé au quartier général du front occidental à Smolensk la semaine où Kiev est tombé.

Toukhatchevski personnifiait bon nombre des tendances contradictoires qui ont contribué à la croissance de l'Armée rouge. C'était un aristocrate au service de la révolution prolétarienne, un patriote russe qui pratiquait une doctrine élaborée de guerre révolutionnaire. Il a été surnommé par Staline avec le titre opportunément ambigu de « démon de la guerre civile ».

En 1920, Toukhatchevski n'avait que vingt-sept ans, le même âge que son idole, Napoléon, lorsqu'on lui a confié la campagne d'Italie. Il était le fils d'une famille noble de la province de Penza. Ses parents étaient des gens à l'esprit fort qui prêtaient peu d'attention à la légende qui faisait remonter l'origine de la famille à un comte croisé de Flandre qui avait épousé une captive turque et avait pris du service avec le tsar. Son père était athée, sa mère était une simple paysanne. Il a servi pendant la Grande Guerre en tant que lieutenant dans l'élite des Semionovsky Life Guards. Le 19 février 1915, il est fait prisonnier lors de l'attaque allemande sur Łódź. Après trois tentatives d'évasion, il est envoyé à Ingolstadt en Bavière, où les Allemands gardent des officiers alliés enclins à s'évader, parmi lesquels Charles de Gaulle. En mars 1918, lorsque le traité de Brest-Litovsk permet aux officiers tsaristes en captivité d'être libérés sur parole, il s'enfuit. Ses camarades alliés se souvenaient de lui pour son apparence et pour sa bravade. Il possédait un physique russe solide et puissant, orné des traits sculptés et du teint basané d'un Grec. Avant de partir, il aurait dit à ses codétenus : « Je serai général à vingt-cinq ans, sinon ils me feront fusiller. » Il a obtenu les deux distinctions. Pendant la guerre civile, il s'est frayé un chemin par sa pure compétence. Il se produisit à Moscou en avril 1918 et rejoignit le Parti bolchevique à une époque où les anciens officiers, sans parler des aristocrates, étaient considérés avec une immense méfiance. Après avoir servi dans le département de la guerre du Comité exécutif central des Soviets, il fut envoyé sur la Volga. En compagnie du « boucher » Muravyov, il organisa la défense de Simbirsk et de Samara. Après la défection de Muravyov, il survit à la capture par l'ennemi et prend le commandement de la Première Armée rouge. En 1919, il commande la Cinquième Armée sur le front de l'Est et conquiert la Sibérie depuis Koltchak. Son armée a avancé de 2 011 milles en 247 jours. Ce faisant, il acquit les bribes d'une théorie sur « l'offensive permanente » et « l'expansion de la révolution ». Il développa l'idée que le caractère prolétarien unique de l'Armée rouge lui permettait de gagner des recrues parmi le peuple dans les pays qu'elle traversait et de soutenir ainsi une progression sans fin. Il était tenté de croire que l'Armée rouge pourrait faire le tour du globe jusqu'à ce que tous les prolétaires du monde soient unis. C'est avec cette théorie à l'esprit qu'à la fin de 1919, Toukhatchevski reçut le commandement du front caucasien pour repousser Dénikine, et le 28 avril 1920, il fut envoyé sur le front occidental dans l'espoir de traverser la Pologne.

La carrière fulgurante de Toukhatchevski suscita inévitablement des soupçons. Ses seules origines suffisaient à offenser un grand nombre de communistes russes qui se méfiaient instinctivement d'un aristocrate et qui méprisaient l'indéfectible serviteur de Moscou. Ce fut le destin de Toukhatchevski à plusieurs reprises de croiser le chemin des amis de Staline. En 1918, lui et Muravyov combattaient sur la Volga en compétition ouverte avec Vorochilov à Tsaritsyn. Toukhatchevski reprit Tsaritsyne après que Vorochilov eut été destitué sur ordre de Trotsky. Son commandement caucasien ultérieur fut dominé par la première armée de cavalerie de Budyonny et supervisé par Staline. Lorsqu'en 1920, il découvrit que le cercle tsaritsyne s'était emparé du front du Sud-Ouest, il exigea qu'ils soient soumis à ses ordres. Vorochilov, Boudionny et Egorov, avec Staline derrière eux, étaient indisciplinés dans le meilleur des cas. S'ils avaient un contrôle indépendant de l'opération galicienne, ils pourraient sérieusement perturber la direction coordonnée de la campagne polonaise. La demande de Toukhatchevski, cependant, n'a pas été pleinement satisfaite. Le commandant en chef de l'Armée rouge, Kamenev, décida que le commandement du front occidental ne pourrait absorber les armées du sud-ouest que lorsque l'offensive soviétique atteindrait le Bug. Ce compromis retarda mais n'empêcha pas l'affrontement final.

En tant que général, Toukhatchevski était une quantité inconnue. Mais dans le courant de l'année 1920, il impressionna ses ennemis au moins autant que ses supérieurs. Bien que Trotsky ait

admis que Toukhatchevski « faisait preuve de talents extraordinaires », il a décrié « l'élément d'aventure dans sa stratégie ». Le commissaire à la guerre se sentait obligé de critiquer les tentatives de « créer une doctrine militaire au moyen de formules marxistes adaptées à la hâte » et pensait que Toukhatchevski avait fait « un saut trop rapide des rangs des officiers de la Garde au camp bolchevique ». Piłsudski était plus magnanime :

*« Toukhatchevski inspirait ses subordonnés par son travail énergique et déterminé. Il se distingue à jamais comme un général doté d'idées audacieuses et du pouvoir de les mettre à exécution avec vigueur. Il me donne l'impression d'un soldat qui tend vers des conceptions abstraites, mais qui fait preuve de volonté, d'énergie et d'une curieuse obstination... Les généraux de ce type sont rarement capables d'avoir une vue d'ensemble, car ils fondent toute leur personnalité dans la tâche immédiate. D'autre part, ils rayonnent de confiance dans leur capacité à mener à bien sans hésitation tout ce qu'ils entreprennent. Toukhatchevski maniait ses troupes avec beaucoup d'habileté, et tout le monde peut discerner les signes d'un général de premier ordre dans sa marche audacieuse mais logiquement correcte sur Varsovie. »*

Piłsudski faisait l'éloge d'un homme qui partageait sa propre vision de l'aventure.

Lorsque Toukhatchevski arriva à Smolensk, il arriva sur un front encore à moitié organisé. Bien que l'afflux de renforts ait donné aux armées soviétiques en formation à l'Ouest une supériorité nominale, une seule d'entre elles était en état de prendre l'offensive. Pourtant, la situation était urgente. Le commandement du front sud-ouest avait un besoin urgent de secours. En même temps, il était fort possible que les Polonais, s'étant arrêtés à Kiev, transfèrent un certain nombre de leurs divisions victorieuses d'Ukraine et perturbent les préparatifs soviétiques en Biélorussie. Une déviation s'imposait. D'où l'ordre donné par Toukhatchevski à la XVe armée d'avancer. C'est arrivé à point nommé. Piłsudski avait déjà pris des dispositions pour une attaque sur Zhlobin Mogilev à partir du 17 mai. Si cette attaque avait eu lieu et avait réussi, les forces polonaises auraient contrôlé le réseau ferroviaire reliant les deux théâtres d'opérations et auraient été bien placées pour prendre les concentrations soviétiques non préparées par l'arrière.

La « bataille de la Bérézina » est donc moins intéressante que les développements potentiels qu'elle a prévenus. Il s'agissait essentiellement d'une opération préventive improvisée. Malgré tout, c'était une lutte acharnée. Le 15 mai, la XVe armée avec six divisions d'infanterie franchit la Dvina. Dirigé par un jeune commandant du nom de Tchouïkov, il frappa un point de l'aile gauche de la ligne polonaise jusque-là négligé. Il fut rejoint peu après par le siège de Borissov par la XVIe armée. Pendant deux semaines, l'infanterie rouge repoussa les Polonais sans relâche. Leur allure ralentit peu à peu, jusqu'à ce qu'à la fin de mai, ils s'arrêtèrent le long d'un arc déchiqueté tendu entre les lacs et les forêts séparant Koziany au nord-ouest et le lac Pelic au sud-est, à soixante-dix milles de leur point de départ. Malgré l'annonce prématurée de la *Pravda*, Borissov n'est pas tombé.

Une fois qu'ils eurent abandonné leurs intentions initiales, les ordres polonais firent face à l'urgence sans trop de difficultés. Le général Sosnkowski regroupa la première armée à Świąciany en utilisant l'armée de réserve de Wilno. Le général Skierski reçut l'ordre de préparer un second groupe à Lohojsk. En attaquant l'arc soviétique par ses extrémités opposées, ils ont fait en sorte d'isoler son centre.

Toukhatchevski joua prudemment. Après avoir sauvé Jlobine et Moguilev et gagné un répit de quinze jours, il préféra prendre sa retraite. Le 8 juin, il replie ses troupes sur les rivières Auta et Bérézina, dont les rives forment une ligne de défense plus économique et plus naturelle. Il lui restait encore à terminer ses préparatifs pour l'offensive principale. Déjà, la percée de Budyonny à Samgorodok avait tourné les pensées de l'armée polonaise une fois de plus vers le sud. Pendant le mois suivant, la ligne dans le nord est restée stationnaire.

Au début de l'été 1920, les bolcheviks se trouvèrent face à une situation qu'ils avaient prévue depuis longtemps, mais à laquelle ils n'étaient pas encore préparés mentalement et physiquement. Une fois que l'avancée polonaise en Ukraine s'est arrêtée, ils ont dû envisager leur propre offensive. Après avoir subi le premier coup dur de la saison, ils pouvaient raisonnablement

justifier leur offensive comme une mesure de légitime défense. Mais ils eurent beaucoup de mal à accepter la justesse idéologique des émotions qui l'accompagnaient et à définir sa nature et ses buts. Ils se lancèrent dans de longues discussions qui se conclurent en juillet moins par l'obtention de l'unanimité que par les tentations irrésistibles du succès militaire.

La vague de sentiment patriotique, soulevée pour la première fois à la fin d'avril par l'attaque de Piłsudski sur Kiev, se poursuivit sans relâche. Cela a transformé la guerre polonaise en un événement populaire. Il a suscité la sympathie de nombreux Russes qui avaient jusque-là refusé de servir le régime soviétique. Le plus important d'entre eux était Alexeï Broussilov, ancien commandant en chef russe sous le gouvernement provisoire et le seul général tsariste de la guerre mondiale à mener une offensive réussie. En 1920, Broussilov était un invalide aux cheveux blancs, estropié deux ans plus tôt lorsque la maison de Moscou où il se cachait de la Terreur rouge a été touchée par un obus. Il émergea alors et offrit ses services. Sa lettre au commandement soviétique, et plus tard un appel à ses anciens subordonnés, ont été publiés dans la Pravda :

« Oubliez les torts que vous avez subis. Il est maintenant de votre devoir de défendre de toutes vos forces notre Russie bien-aimée et de donner votre vie pour la sauver d'un assujettissement irrémédiable. »

Broussilov a été nommé président d'un conseil consultatif d'experts militaires spécialement créé.

Le patriotisme était une attitude que peu de bolcheviks admiraient et qu'aucun d'entre eux n'avait espéré voir fonctionner à son avantage. Le patriotisme avait séduit les travailleurs du monde entier dans le massacre fratricide de la Grande Guerre. Le patriotisme était un faux dieu de la bourgeoisie qui l'utilisait pour attirer le prolétariat dans des sacrifices qu'il s'infligeait lui-même. Le patriotisme avait été fermement condamné par tous les principaux bolcheviks dont les arguments sur le sujet les distinguaient de la plupart des autres mouvements socialistes d'Europe. Le patriotisme était une qualité que l'ennemi polonais possédait dans une large mesure. Pourtant, en mai 1920, le patriotisme attirait les hommes russes dans les rangs de l'Armée rouge exactement de la même manière qu'il les avait attirés au service du tsar en août 1914. Le paradoxe était angoissant. Le problème politique, qu'il s'agisse d'encourager cette tendance ou de la réprimer, était aigu ; elle a mis à rude épreuve l'esprit des théoriciens du Parti pendant des semaines et a eu un impact durable sur l'idéologie soviétique. La première réaction a été de faire comme si elle n'existait pas. Au début du mois de mai, la *Pravda* publia un certain nombre d'articles affirmant que la guerre polonaise n'avait pas du tout de caractère national. La Pologne de Piłsudski traversait la même phase que la Russie de Kerensky, et la guerre contre elle n'était rien de plus qu'une extension de la guerre civile. « La guerre avec la Pologne », écrivait Grigori Sokolnikov dans un article de fond le 9 mai, « est une guerre de classes, et elle est aussi loin d'être une guerre nationale que le ciel l'est de la terre ». Plus la guerre durait, plus ce point de vue semblait inapproprié. Les journaux russes et la propagande de l'Armée rouge diffusaient un flot de slogans chauvins aussi violents que tout ce que l'on pouvait trouver dans la presse polonaise. Lénine dut émettre des avertissements sévères sur les dangers du chauvinisme. Trotsky suspendit le journal de l'Armée rouge *Voyennoïe Delo* (« Affaires militaires ») pour avoir publié un article qui avait opposé le « jésuitisme inné des *Lyakhs* » à « l'esprit honorable et ouvert de la race grand-russe ». La tâche de réconcilier la théorie passée avec la réalité présente a été confiée à Karl Radek, qui, en tant que Polonais, était particulièrement conscient de la force du patriotisme et qui a fait trois longues contributions à la Pravda sur « Le caractère de la guerre avec la Pologne blanche ». Radek a admis que les objectifs nationaux et sociaux étaient présents dans la conduite de la guerre polonaise, mais il expliqua que l'élément national était plus apparent que réel puisqu'il découlait d'une coïncidence que le dernier ennemi capitaliste se trouvait être aussi un ennemi étranger. Il faisait la distinction entre le chauvinisme russe, qui portait la haine envers tout ce qui était polonais, et les « instincts patriotiques sains ». Celle-ci, disait-il, s'observe chez le paysan qui ressent le besoin de protéger la terre qu'il possède désormais, chez l'ouvrier qui cherche à défendre le pouvoir qui est maintenant entre ses mains et même chez certains « cercles de l'intelligentsia qui jusqu'à présent nous ont été hostiles ». Il conclut qu'« entre nos tâches patriotiques et nos tâches internationalistes dans cette guerre, il n'y a pas de différences sérieuses ni de contradictions ». Il est allé plus loin :



« Puisque la Russie est le seul pays où la classe ouvrière a pris le pouvoir, les travailleurs du monde entier devraient maintenant devenir des patriotes russes... Nous sommes assez forts pour ne pas craindre que ces thèmes patriotiques n'assourdissent pas notre orchestre ou noient notre chant de l'Internationale. »

Le débat idéologique monopolisait l'esprit du gouvernement soviétique au détriment d'une révision tout aussi nécessaire de ses objectifs pratiques. Trotsky fut le seul dirigeant bolchevique à formuler une vision cohérente de la guerre polonaise et de ses implications pour la politique soviétique dans son ensemble. Paradoxalement, ses appréhensions de longue date à propos de la guerre l'ont conduit à exiger une priorité absolue pour celle-ci une fois que son armée serait irrévocablement engagée. Après avoir constamment soutenu qu'une confrontation directe avec les puissances européennes serait extrêmement dangereuse, il était maintenant tenu d'insister sur un effort suprême si l'on voulait éviter le désastre. Son avis, contenu dans ses seize thèses *Sur le front polonais et nos tâches*, a été approuvé par le Conseil de la guerre révolutionnaire le 30 avril :

- « 1. Les impérialistes de l'Entente, qui mènent des pourparlers commerciaux avec la Russie soviétique, ont néanmoins maintenu leurs liens avec la Pologne, la Finlande et la Lettonie. On peut donc conclure que des incertitudes et des antagonismes règnent dans le camp impérialiste sur la meilleure façon d'étrangler la Russie des ouvriers et des paysans.
2. Un groupe de pays capitalistes, où les techniques de production de masse sont très développées, espérait détruire notre économie socialiste en établissant un échange de marchandises avec les koulaks par le biais des coopératives de la Garde blanche. L'autre groupe, qui s'appuie davantage sur l'industrie lourde et sur les industries de guerre, cherche à arriver à ses fins par l'action militaire et par la saisie directe des richesses naturelles de la Russie. Les gouvernements individuels et les individus au sein de chaque gouvernement fluctuent entre ces deux points de vue en fonction de leurs liens capitalistes particuliers et de leur estimation de la situation militaire.
3. La Pologne n'a pas de politique indépendante, mais elle est motivée par la cupidité et la lâcheté. L'attaque contre l'Ukraine peut être considérée comme une tentative de satisfaire les exigences de l'Entente en matière de matières premières aux dépens de la Russie tout en préservant les ressources propres de la Pologne.
4. Un vent nouveau souffle. De nouvelles aventures militaires contre la Russie soviétique seront encouragées par la situation révolutionnaire en Allemagne et par la prise de conscience que le commerce avec la Russie ne détruira pas le système soviétique mais le renforcera au contraire.
5. La bourgeoisie polonaise était bien consciente de ces considérations lorsqu'elle a attaqué l'Ukraine.
6. Les politiques territoriales de la Finlande et en particulier de la Lettonie sont formulées à Varsovie en collaboration avec le gouvernement polonais.
7. Toute la question du commerce extérieur et des relations futures avec nos voisins occidentaux sera déterminée par l'issue de la guerre polonaise.
8. La république bourgeoise polonaise a prouvé qu'elle ne veut pas et ne peut pas coexister avec la Russie soviétique. Elle est tombée dans son propre piège. La noblesse et la bourgeoisie polonaises seront raflées par le prolétariat polonais, qui procédera alors à la transformation de son pays en une république socialiste.
9. La guerre se déroulera dans une atmosphère particulièrement tendue et vicieuse. Le gouvernement polonais, qui est main dans la main avec les vieux renards du social-patriotisme, attise contre nous non seulement la haine brutale de la grande, moyenne et petite bourgeoisie koulak, l'orgueil de la noblesse polonaise, mais aussi les préjugés nationalistes des masses. Cela n'affecte pas d'un iota notre engagement en faveur de l'indépendance de la Pologne.
10. La guerre polonaise doit être traitée, non pas comme le problème privé du front occidental, mais comme le problème principal de toute la Russie.
11. Toutes les organisations d'État, du Parti et professionnelles doivent expliquer notre politique à toute la population, même dans les profondeurs les plus reculées des campagnes. Les ouvriers et les paysans, hommes et femmes, doivent tous comprendre et sentir que la guerre polonaise est leur

*guerre, une guerre pour l'indépendance de la Russie socialiste et pour son union avec la Pologne prolétarienne et avec les prolétariats du monde entier.*

*12. Toutes les mesures visant à améliorer les transports et les communications doivent être intensifiées.*

*13. Nos ennemis ont interprété la formation d'armées ouvrières comme un signe de faiblesse militaire. Ils se sont trompés. La majorité de ces forces doivent être libérées de leurs fonctions actuelles et transférées sur le front occidental.*

*14. Toutes les organisations locales et du parti doivent réfléchir à la meilleure façon de coopérer avec le Front occidental.*

*15. Partout et n'importe où, des réunions et des conférences doivent être convoquées pour expliquer la guerre polonaise aux masses sans-parti.*

*16. Tous les commissariats nationaux doivent élaborer des plans d'assistance au front occidental. »*

Les thèses de Trotsky sont remarquables par la manière logique dont leurs recommandations pratiques ont été élaborées à partir d'une évaluation purement théorique de la politique de l'Entente. Son analyse de la motivation exclusivement économique des desseins alliés est pittoresque à l'extrême, mais son observation concernant leurs contradictions était tout à fait pertinente. En exagérant la nature militaire de l'hostilité des Alliés envers le bolchevisme et en minimisant la capacité d'action indépendante du gouvernement polonais, il se convainquit inévitablement qu'Harmaguédon était proche. Il était tellement fasciné par l'énormité de la lutte à venir qu'il était tout à fait incapable de regarder au-delà. Ses thèses ne contiennent aucune proposition sur les termes d'un éventuel règlement et aucune conception précise de l'« union prolétarienne » de l'avenir. Il supposait que la Pologne serait libérée par son propre peuple et non par l'Armée rouge de Russie. Son seul objectif de guerre reconnaissable était de survivre. Sa directive du 9 mai – la première à Toukhatchevski dans son nouveau commandement – déclarait que le front occidental était le plus important de tous et « bien plus important que les fronts oriental ou sud ». Pour insister sur ce point, il entreprit une tournée d'inspection. Parti de Smolensk, il se rend sur la ligne de front à Rechitsa sur le Haut-Dniepr. Le 10 mai, il était à Gomel, où il a prononcé un discours ébouriffant sur la menace de l'espionnage et sur les atrocités supposées de l'ennemi. Il déclara à son auditoire que les Polonais ne faisaient pas de prisonniers et qu'ils avaient l'habitude de pendre ou de fusiller tous ceux qui tombaient entre leurs mains, y compris les malades, les blessés et les « sans-parti ». Le 11 mai, il était à Nezhin, à la jonction des fronts de l'Ouest et du Sud-Ouest. Le 15 mai, il est de retour à Mogilev à temps pour lancer en personne la bataille de la Bérézina.

Les vues de Staline étaient terre-à-terre et définitives. Il prévoyait deux difficultés dans la campagne de Pologne. Tout d'abord, il s'inquiète de l'organisation des arrières de l'Armée rouge : *« Lorsque nous avons parlé des chances de victoire de la Russie et que nous avons dit que ces chances augmentent et augmenteront encore, il ne s'ensuit pas que la victoire est déjà dans notre poche. ... La victoire mentionnée ci-dessus ne peut avoir de sens réel que dans des conditions où nos forces sont correctement organisées, où elles sont approvisionnées régulièrement et avec précision, où nos agitateurs sont capables de répandre un enthousiasme brûlant parmi les troupes, où nos arrières sont nettoyés de la saleté et de la corruption et où ils sont consolidés à la fois moralement et matériellement... »*

Sa deuxième inquiétude concernait la nature de la future constitution polonaise. Tout le monde parlait d'une « Pologne soviétique » et de « hisser l'étoile rouge au-dessus de la citadelle de Varsovie », sans jamais s'arrêter pour réfléchir à ce que cela impliquait réellement. L'expérience de Staline en tant que commissaire aux nationalités l'a mis en garde contre le fait de traiter les nations historiques comme la Pologne, l'Allemagne ou la Hongrie de la même manière que les Bachkirs ou les Ukrainiens. Dans une lettre à Lénine le 16 juin, il proposa que la Pologne soit intégrée, non pas dans la Fédération soviétique russe existante, mais dans une confédération plus large d'États soviétiques. Sur un point, il était tout à fait clair. Il était sûr que ni la Russie soviétique ni l'Entente ne permettraient aux États frontaliers de jouir d'une existence véritablement indépendante : *« Trois années de Révolution et de Guerre Civile ont montré que sans le soutien mutuel de la Russie centrale et des Régions frontalières, la Révolution est impossible, la libération de la Russie des*

*griffes de l'impérialisme est impossible... La prétendue indépendance de la Géorgie, de l'Arménie, de la Pologne, de la Finlande, etc., n'est qu'une apparence trompeuse masquant la dépendance complète de ces États – pardonnez-moi l'expression – vis-à-vis de tel ou tel groupe d'impérialistes. »*

Lénine a montré moins de doutes que n'importe lequel de ses collègues. Il n'était pas du tout bouleversé par les paradoxes révélés dans les débats publics. Il méprisait la prudence de Trotsky. Il ne prêta guère attention aux réticences et aux suggestions pratiques de Staline. Il a dit que la Russie soviétique ne parlerait de paix qu'avec « les ouvriers et les paysans polonais ». Il était très en colère contre Radek, qui avait osé exprimer l'opinion que l'Armée rouge ne serait pas bien accueillie par les ouvriers et les paysans de Pologne. Il se tourna plutôt vers un autre Polonais, Unszycki, qui lui dit ce qu'il voulait entendre. Tant que la guerre polonaise progressait favorablement, il la laissa faire son cours. En effet, sa confiance a augmenté. Les succès de Budyonny en Galicie et la montée en puissance massive en Biélorussie semblaient confirmer son optimisme. Quand, à la mi-juillet, la situation diplomatique exigea une décision formelle, il n'hésita pas. Il insista pour que l'Armée rouge avance au cœur de la Pologne avec toute la rapidité possible. Le 17 juillet, il imprima sans trop de difficulté cette décision vitale au Politburo. Il passa outre le conseil de Trotsky, donné au nom du Commandement suprême, d'arrêter l'offensive et d'attendre les développements. Il emmena les cinq autres membres avec lui. À ce moment-là, Toukhatchevski était à plus de la moitié du chemin de la Vistule.

Le mois de juin 1920 vit la transformation du front occidental soviétique, de sorte qu'en juillet, après près de quatre mois de préparation, l'Armée rouge devait enfin lancer son attaque contre la Pologne. Pour la première fois de son existence, la République soviétique tenta de rassembler une grande partie de ses forces totales sur un seul front et pour une campagne à l'étranger.

Encouragés par l'exemple de Broussilov, les Soviétiques décidèrent d'enrôler tous les anciens officiers et sous-officiers tsaristes. Une commission dirigée par Glezarov supervisa leur rédaction. Le 15 août, 314 180 d'entre eux étaient en service. Ils représentaient une augmentation considérable du nombre d'hommes formés et qualifiés disponibles. Il est significatif que tous les commandants de l'armée de Toukhatchevski – Kork, Lazarevich, Solohub et Sergueïev – étaient d'anciens colonels tsaristes.

Ceux qui ne pouvaient pas être enrôlés étaient invités à se porter volontaires.

*« Il faut des bénévoles ! Vous, jeunes gens du prolétariat ! Vous, paysans consciencieux ! Vous tous, dans l'intelligentsia, qui êtes des hommes honorables ! Des officiers russes, qui ont compris que l'Armée rouge sauve la liberté et l'indépendance de la nation russe ! Le front de l'Ouest vous appelle tous. TROTSKY »*

L'un de ceux qui ont répondu à l'appel était Vladimir Maïakovski. Cet enfant problématique du mouvement révolutionnaire, dont le poème épique « 150 000 000 » exprimant ses sentiments pendant cette période devait être condamné par Lénine comme « communisme hooligan », abandonna la poésie pour un temps et se joignit à l'effort de guerre. Il a accepté un emploi chez Rosta, l'agence de presse soviétique, où il a appliqué ses talents à la conception d'affiches de propagande. Le 19 mai, il s'adresse à ses camarades de travail lors d'une conférence sur l'union de l'art et de la poésie dans la propagande.

Un grand nombre de civils ont été impliqués dans des travaux de guerre. L'état d'urgence a été décrété dans vingt-quatre provinces de l'ouest de la Russie. La priorité absolue était donnée aux munitions et aux transports. Les membres du parti bolchevique ont été mobilisés en masse. En août, soixante-cinq pour cent des membres du parti, soit 280 000 communistes, servaient dans les rangs.

Même les déserteurs revinrent. Sur l'assurance qu'il n'y aurait pas de représailles, environ un million d'hommes sur les quelque deux millions et demi qui s'étaient éloignés de l'Armée rouge pendant l'hiver ont retrouvé le chemin du retour.

L'Armée rouge s'est multipliée puissamment. Le 1er août, il a dépassé la barre des cinq millions. Ceux-ci ont été classés à juste titre comme des « bouches » ou des « mangeurs » (yedoki),

car ils consommaient un quart de l'approvisionnement en blé du pays en 1920 et étaient bien plus nombreux que les armes disponibles. Seul un sur neuf pourrait être classé comme un « homme de guerre » (*boyets*). Malgré cela, au cours de l'année 1920, près de 800 000 hommes ont été envoyés à la guerre polonaise, dont 402 000 sont allés sur le front occidental et 355 000 dans les armées du front sud-ouest en Galicie.

Il est impossible de déterminer les forces d'équilibre globales. Le bassin de main-d'œuvre soviétique à l'Ouest semble s'élever à 790 000 hommes. Toukhatchevski avait tellement d'hommes qu'il ne savait pas quoi en faire, il semble donc peu utile d'essayer de les compter exactement. Il prétendait lui-même disposer d'environ 160 000 combattants, tandis que Piłsudski comptait ses adversaires entre 200 et 220 mille. Kakurin cite les chiffres de 90 509 baïonnettes et 6 292 sabres dans la ligne soviétique et de 86 000 baïonnettes et 7 500 sabres du côté polonais, dont 37 000 étaient effectivement en position. Quoi qu'il en soit, il y avait une supériorité soviétique considérable, probablement 50 000 hommes, dans la zone de la ligne de front. Les forces soviétiques sur le front occidental étaient divisées en cinq armées : la IV<sup>e</sup> armée de Sergueïev avec quatre divisions d'infanterie et deux divisions de cavalerie sur la Dvina, la XV<sup>e</sup> armée de Kork avec cinq divisions d'infanterie à Polotsk, la nouvelle III<sup>e</sup> armée de Lazarévitch avec quatre divisions d'infanterie et une brigade de cavalerie à Lepel, la XVI<sup>e</sup> armée de Dovoïno-Sollogoub avec cinq divisions d'infanterie sur la Bérézina. et le groupe Mozyr de Chwesin avec deux divisions combinées sur l'aile sud. Ils étaient opposés à trois armées polonaises, la première du général Zygodłowicz, la quatrième du général Szeptycki, commandant également le front, à Borisov, et le groupe de polonaise du général Sikorski sur le Pripet.

Le problème de Toukhatchevski n'était pas un problème de main-d'œuvre, mais d'organisation. Il avait besoin d'élever le transport et l'approvisionnement bien au-dessus des normes de la guerre civile. Quelque 7 400 charrettes ont été rassemblées pour la seule IV<sup>e</sup> armée ; la XVI<sup>e</sup> armée en réquisitionna 16 000. Des cuisines de campagne et des magasins d'alimentation ont été préparés. Les voies ferrées ont été réparées et les ponts stratégiques, tels que le pont de la Dvina à Polotsk, ont été entièrement reconstruits. L'artillerie est renforcée. Quelque 595 canons ont été rapportés, ce qui donnait une supériorité trois fois supérieure. Il fallait mettre au point une force de frappe puissante et mobile. Cela a été fait sous la forme du 3<sup>e</sup> corps de cavalerie, le « Kavkor » commandé par Ghaïa Dmitriyevich Ghaï.

Ghaï était bien connu de Toukhatchevski. Comme lui, il était jeune, beau et confiant. Né sous le nom de Gaïk Bzhishkian, à Tabriz en Perse en 1887, fils aîné d'un socialiste arménien en exil, il avait changé de nom alors qu'il servait dans l'armée tsariste. Il a vécu plusieurs années à Tiflis où, adolescent journaliste, il a utilisé son premier pseudonyme révolutionnaire, « Bandor » (ouvrier), et s'est mérité cinq ans de prison. En 1914, à l'âge de 21 ans, il est mobilisé. Il a commandé un bataillon sur le front turc et a été décoré deux fois pour bravoure, de la Croix de Saint-Georges (classe IV) et de l'Ordre de Sainte-Anne (classe IV). Il fut invalidé pour des blessures subies lors de son évasion de la captivité turque et, pendant une courte période en février 1917, il dirigea les activités du « Commandement des patrouilles de guerre » de la Garde rouge pré-révolutionnaire à Moscou. Une nouvelle période de convalescence le renvoya à Samarcande où, au début de 1918, il forma un détachement d'ouvriers armés. Incapable de résister à la contre-révolution locale, il mena ses hommes dans les déserts du Kazakhstan, d'où, après un périple épique à travers les montagnes de l'Oural, il se fraya un chemin jusqu'à Samara. À partir de ce moment-là, la légende n'a cessé de grandir. Pendant une grande partie de la guerre civile, il a servi sous les ordres de Toukhatchevski. Il commanda la célèbre « division de fer » sur la Volga et finalement la première armée rouge, « première en nombre et première en prouesses ». En 1919, il est rappelé par Toukhatchevski sur le front sud pour former le corps de cavalerie caucasienne de la Xe armée. Lorsque Toukhatchevski s'est installé à l'ouest en 1920, il n'est pas surprenant que Ghaï ait été appelé à le suivre.

Ghaï atteignit son quartier général à Polotsk le 3 juin 1920. Son Kavkor était attaché à la IV<sup>e</sup> armée et devait être forgé à partir de deux divisions de cavalerie existantes, la 10<sup>e</sup>, sous les ordres de N. D. Tomin, de l'Oural, et la 15<sup>e</sup> division (Kouban) commandée par V. I. Matuzenko. Le

soutien de l'infanterie était fourni par la 164e brigade de fusiliers. C'étaient les troupes de choc de Toukhatchevski. En temps voulu, ils ont gagné des Polonais le titre de « Horde d'or de GayKhan »

Le rôle assigné au Kavkor était de la plus haute importance. Opérant sur l'extrême droite de l'avance soviétique, ils devaient se glisser sous le bord du tapis polonais, pour ainsi dire, et le retourner pour être repoussé par le poids des armées suivantes. Le processus a été facilité par trois facteurs : l'immensité de la zone de combat qui, comme toujours, favorisait la vitesse et la mobilité d'une force d'attaque, la proximité de la frontière lituanienne qui servait de bouclier et de refuge, et le caractère de la défense polonaise. Le commandement polonais avait conçu un système de « lignes défensives ». Ceux-ci devaient être occupés par de fortes garnisons, qui pouvaient appeler à l'aide des forces de réserve à tout point difficile. Il s'agissait d'une conception typique de la Première Guerre mondiale, reposant sur la puissance de feu des tranchées et la vitesse des renforts ferroviaires. En l'occurrence, il s'est avéré inadapté aux conditions de la frontière. Les Polonais avaient trop peu d'hommes pour occuper les tranchées de manière adéquate ; Leur artillerie était dispersée et surpassée en armes dans les secteurs critiques ; les chemins de fer étaient surchargés, et trop peu nombreux et trop espacés ; Les distances étaient trop grandes pour que les renforts arrivent à temps. Les Kavkor y arrivaient toujours les premiers, forçant les Polonais à abandonner leurs positions souvent avant d'avoir la chance de les défendre. Ghai devait prendre l'initiative dès le début et dominer la campagne jusqu'à ce qu'il soit profondément enfermé en Pologne.

Toukhatchevski était prêt au début de juillet, son célèbre ordre du jour rayonnait de confiance :

« À l'Ouest !

*Ordre aux forces du front occidental n° 1423 Smolensk 2 juillet 1920*

*Soldats de l'Armée rouge !*

*L'heure du jugement est venue.*

*L'armée du Drapeau Rouge et l'armée de l'Aigle Blanc, prédateur, s'affrontent dans un combat mortel.*

*Au-dessus du cadavre de la Pologne Blanche brille la route vers l'embrasement mondial.*

*Sur nos baïonnettes, nous apporterons le bonheur et la paix à l'humanité laborieuse.*

*À l'Ouest !*

*L'heure de l'attaque a sonné.*

*En route pour Vilna, Minsk et Varsovie ! Marche!*

*Commandant en chef du front occidental, Toukhatchevski ; membres du Conseil de la guerre révolutionnaire, Smilga, Unszlicht ; Chef de cabinet, Schwarz. »*

La grande offensive est lancée le 4 juillet. Un énorme barrage d'artillerie à l'aube annonça l'avancée générale. Ghai sortit de Dzisna. Sa tâche était de percer la ligne polonaise dans la région du lac Yelna et de semer le chaos à l'arrière. Il rencontra d'abord la 10e division d'infanterie de la Première armée polonaise, qui tint bon et l'obligea à se tourner vers le nord. Il rencontra ensuite la 8e division d'infanterie, dont le commandement ne pouvait décider s'il devait rester et combattre ou s'il devait se replier dans les tranchées allemandes. Ghai les a simplement rattrapés et a atteint la ligne de tranchée allemande près de Bracław sans être inquiété. Il peut maintenant chevaucher vers le sud et, le 9 juillet, entre dans Świąciany, qu'il gagne au prix de quatorze morts et treize blessés. Il avait deux jours d'avance sur l'horaire prévu, et n'était qu'à quarante-cinq milles de Wilno. La faible résistance de l'armée polonaise dans d'autres secteurs peut être attribuée au choc produit par le succès initial de Ghai. « Les rumeurs de l'avancée profonde de notre cavalerie se répandirent rapidement parmi les soldats polonais », écrivit Sergueïev, « et prirent des proportions fantastiques... Un seul mot sur le mouvement de notre cavalerie depuis le nord a affolé les Polonais et les a poussés à jeter leurs positions qui faisaient face au front à l'est ». Pendant ce temps, dans la nuit du 6 au 7 juillet, la XVIe armée franchit la Bérézina. La IIIe armée coupa la voie ferrée de Molodeczno à Parafiniov, puis fit demi-tour pour se joindre à l'attaque de Minsk, qui tomba le 11. La première ligne polonaise avait été rompue.

Ghai pensait déjà à Wilno, le principal prix des Bords mais un objectif qui aurait dû attendre de droit. À Świąciany, il rencontra un jeune communiste biélorusse de quatorze ans appelé

Vasya qui lui proposa de découvrir l'état de préparation de Wilno. Vasya a été conduit au-delà de la frontière lituanienne par le chauffeur de Ghai, d'où par des marches nocturnes à travers les bois et une série d'ascenseurs dans des charrettes de paysans, il a pu échapper aux patrouilles polonaises et entrer dans Wilno sans être remarqué. Séjournant dans les maisons de sympathisants communistes et discutant avec les soldats dans les rues et les cafés, il apprit que la ville n'était défendue que par une petite garnison d'environ 2 000 hommes, par l'une des divisions lituano-biélorusses qui se retranchait autour du pont sur la Wilja, deux bataillons de réserve, trois escadrons de cavalerie et la Légion des femmes polonaises. Après avoir obtenu un uniforme polonais et un autre transport, cette fois dans un transport de la Croix-Rouge se dirigeant vers la ligne de front, il réussit à s'approcher des positions soviétiques, se fait capturer et se présente au commandement rouge à temps pour l'attaque.

Ghai a également été aidée par les Lituaniens, qui revendiquaient Wilno comme la future capitale de leur république et étaient prêts à faire des efforts considérables pour l'obtenir. Le 9 juillet, ils entament des pourparlers diplomatiques avec le gouvernement soviétique et lancent une série de raids armés contre l'armée polonaise de l'autre côté de la ligne de démarcation. Ils perturbèrent davantage les dispositions polonaises et encouragèrent Ghai à saisir sa chance.

Ghai, en fait, avait peu de temps pour choisir. Sa position exposée à Świąciany était menacée par des contre-attaques de plus en plus sévères. Sa cavalerie fut obligée de battre en retraite ou d'avancer. Il s'avança.

L'approche de Wilno était couverte par la rivière Wilja. Quatre attaques frontales de la 15e division soviétique avaient été repoussées avec de lourdes pertes. Ghai a donc tenté une ruse. Laissant la 1re brigade de la division en ordre de démonter pour attirer le feu de l'ennemi, il mena les quatre autres brigades vers un tronçon boisé de la rive, d'où elles lancèrent une attaque surprise en force. Le soir, la Wilja avait été traversée en trois endroits. Les assaillants se divisèrent alors en plusieurs groupes, l'un chevauchant vers Novotroki pour s'approcher de la ville par le sud-ouest, l'autre se rapprochant de l'ouest, un autre marchant de Niemczyn au nord et le corps principal poussant en avant depuis l'est. Ils ont assez désorienté la défense polonaise. Le commandant polonais, le général Barszczuk, continuait à déplacer des troupes vers la Wilja, ignorant sans se rendre compte qu'il était encerclé de tous les côtés.

La chute de Wilno le 14 juillet eut des conséquences importantes. Dans le domaine diplomatique, les gouvernements soviétique et lituanien sont parvenus à un accord. Wilno devait être donnée à la Lituanie, Le geste soviétique contribua à apaiser les craintes de tous les États baltes, Dans le domaine militaire, l'armée polonaise fut contrainte de se retirer encore plus. Il n'y avait plus de raison de défendre les tranchées allemandes. La deuxième ligne polonaise avait été rompue.

La phase suivante de l'offensive ressemblait beaucoup à la précédente. Les Polonais avaient l'intention de se tenir sur la ligne du Niémen et de la Szczara. Le groupe de Sikorski tenait la rive du canal Ogiński ; l'armée de réserve polonaise était déplacée de Białystok en deux groupes, l'un vers le Niémen, l'autre vers la Szczara dans la région de Mosty. La principale forteresse de leur ligne défensive, Grodno, se trouvait à son extrémité occidentale, comme Wilno, et était donc exposée aux attentions du Kavkor. À l'aube du 19 juillet, la 15e division de Matuzenko entra à Grodno à l'improviste et entra en collision avec la faible garnison du général Mokrzecki. Une violente bataille s'ensuivit, qui semblait d'abord devoir se terminer par la punition du raid téméraire et solitaire de Matuzenko. La 10e division de Tomin est coincée à Skidel ; l'infanterie des IVe et XVe armées est encore à cinquante milles derrière. Pendant deux jours, la question a oscillé dans la balance. Les commandants de division supplièrent Ghai de les laisser se retirer. Les Polonais envoyèrent tous les soldats de rechange dans le secteur de Grodno. Ce faisant, ils affaiblirent l'extrémité opposée à l'est de leur ligne. Le 22 juillet, alors que la bataille de Grodno fait encore rage, les IIIe et XVIe armées soviétiques franchissent la Szczara. À la fin de la semaine, Matuzenko, maintenant relevé par l'infanterie, sortit de Grodno à l'ouest et effectua l'encerclement de la ville. Grodno a livré 5 000 prisonniers et, ce qui était plus important pour le Kavkor, une écurie de livrée polonaise contenant 500 chevaux de selle frais. Selon le propre récit de Ghai, dans

la charge originale de Matuzenko, 300 uhlands étaient sabrés. 500 autres, soit un régiment polonais, se sont noyés alors qu'ils tentaient de nager dans la panique sur le Niémen. La gare de la ville a été incendiée et le quartier riverain réduit en ruines. La troisième ligne polonaise avait été rompue.

La bataille de Grodno a été la première occasion sur le front occidental où l'Armée rouge a rencontré des chars. Le 19 juillet, les cadets de l'académie militaire de Grodno, avançant sous le feu de quatre chars Renault, avaient forcé deux brigades de la 15e division de Kavkor à battre en retraite. Dans ses mémoires, Ghai se souvient des commentaires qui ont été faits : « Chars, commandant du corps des camarades ! Comment peut-on les sabrer quand ils sont en acier ? » Les baïonnettes ne servent à rien ; En tout cas, vous ne pourrez jamais vous approcher d'eux ! 29 Il y avait en fait deux compagnies de chars à Grodno, une trentaine de véhicules en tout. Une compagnie n'a jamais été déchargée de son train de transport et ne pouvait tirer qu'à partir d'une position stationnaire sur les wagons plats de la gare de triage. La deuxième compagnie formait le seul groupe opérationnel actif restant dans la ville. Il a finalement été encerclé et forcé de se retirer par les rues jusqu'au bord de la rivière. Un par un, les chars ont été mis hors service, par des coups directs, par des collisions, par manque d'essence, par des pannes. Seuls deux d'entre eux franchissent le dernier pont en feu sur le Niémen pour rejoindre les lignes polonaises. Comme l'a conclu Ghai, « un char blindé n'a rien pour effrayer un cavalier habile ». Il a exprimé un point de vue qui a prévalu pendant deux décennies supplémentaires.

Les Soviétiques avaient atteint leur Rubicon. Juste au-delà de Grodno se trouvait la ligne Curzon. Aller plus loin, c'était défier les puissances, envahir l'Europe. Toukhatchevski n'a pas hésité. Ses instructions étaient d'aller de l'avant. Le 23 juillet, il ordonne l'occupation de Varsovie au plus tard le 12 août.

Malgré la confusion de leur retraite, l'armée polonaise conteste farouchement l'avancée soviétique. Lors d'une action d'arrière-garde, à Janów, un important engagement de cavalerie a eu lieu. Le 13e uhlands, après avoir couvert la retraite des divisions du général Żeligowski à travers le Niémen, reçut l'ordre de masquer leur retraite. Ils ne possédaient pas de cartes et se fiaient aux rapports des paysans pour savoir où se trouvait l'ennemi. À un moment donné, un troupeau de bœufs en fuite a été pris pour un groupe de Cosaques. Le 25 juillet, ils rencontrèrent la 15e division du Kavkor et chargèrent. C'était l'une de ces rares occasions où la lance et le sabre s'affrontaient dans un splendide isolement. Les Polonais s'en sont sortis le mieux. Leur commandant, Mściśław Butkiewicz, tue son homologue soviétique au corps à corps. Ils anéantirent l'escadron de tête et retardèrent la marche de toute la division de deux ou trois jours. Ils ont été surpris par la résistance médiocre du Kavkor, et par son utilisation défensive et « peu chevaleresque » de la mitrailleuse tachanki. Ils ont ravivé l'espoir que tout n'était pas encore perdu.

La quatrième et dernière ligne défensive, celle de la Narew et du Bug, s'est avérée un obstacle plus difficile que toutes les autres, principalement à cause de l'état des troupes. Les attaquants fatigués et les défenseurs fatigués ne pouvaient mener qu'une bataille fatigante. Dans la semaine qui suivit la chute de Grodno, le Kavkor dissipa ses énergies, parcourant la frontière de la Prusse orientale. Les XVe et IIIe armées nettoyaient la zone centrale autour de Białystok et Bielsk. Piłsudski a décrit les conditions des forces polonaises « comme un kaléidoscope de chaos ». Différentes unités des différentes divisions et armées ont été regroupées, parfois se rejoignant, parfois se séparant, battant toujours en retraite. Piłsudski a décrit à quel point leur moral s'était effondré :

*« Le mouvement péristaltique incessant du plus grand nombre, interrompu de temps en temps par des sauts et des bonds soudains, un mouvement qui durait des semaines entières, formait l'impression de quelque chose d'irrésistible, comme un nuage lourd, monstrueux, incontrôlable... Sous l'influence de cette tempête mouvante, l'État s'est brisé, le moral a vacillé, le cœur des soldats a tremblé. »*

Lorsque la bataille fut reprise le 29 juillet, il n'y eut pas de manœuvres dramatiques. Le Kavkor attaqua Łomża sur la Narew, mais sans son flair habituel. Łomża a résisté pendant une semaine. La XVIe armée à Brest-Litovsk montra plus d'élan. Prenant d'assaut la forteresse avec des vagues d'infanterie, ils prirent la ville avec la collusion des communistes locaux qui avaient occupé le

central téléphonique. Mais dès qu'ils traversèrent le Bug le 1er août, ils furent pris par un contre-coup soudain à Biata par le groupe Polésie de Sikorski et propulsés de l'autre côté de la rivière. La IIIe armée traversa le Bug dans le secteur central, mais fut bientôt arrêtée à Sokołów. L'Armée rouge avait bien brisé la dernière ligne de défense polonaise, mais plus par le poids du nombre s'appuyant maladroitement sur un ennemi démoralisé que par l'exercice discipliné de l'art militaire.

Une fois en Pologne, le Kavkor prit un nouveau courage. Tandis que les autres armées soviétiques avançaient en vaillant, Ghai accéléra une fois de plus vers l'ouest. Le 4 août, il prend le fort d'Ostrołęka et massacre le groupe de cavalerie nouvellement assemblé du général Roja. Przasnysz, Biezuń, Sierpc sont tombés à leur tour. Enfin, dans la deuxième semaine d'août, la cavalerie rouge se tint sur les bords de la Vistule. La 10e division atteignit la ville de Bobrowniki, à vingt-cinq milles de Toruń. Le 17 août, la 15e division prend d'assaut le pont de Wtoclawek et coupe la voie ferrée vitale entre Varsovie et Dantzig. La Pologne avait bel et bien été envahie.

Le flou des plans politiques bolcheviques pour l'Occident contrastait fortement avec les ambitions précises des communistes polonais. Pour les bolcheviks, la révolution prolétarienne en Pologne était une étape gênante mais nécessaire sur la route de leur véritable objectif en Allemagne et au-delà ; pour les communistes polonais, c'était l'alpha et l'oméga de leur existence. Le Parti communiste ouvrier polonais se considérait comme le partenaire subalterne, mais pas comme le laquais de Moscou. Il possédait une tradition vibrante qui lui était propre. Il était dominé par des communistes de gauche qui rêvaient des mêmes programmes extrêmes et idéalistes que leurs collègues du Lit-Byel avaient si désastreusement expérimentés. Bien qu'ils fussent opposés en principe à la formation d'un État polonais souverain, ils étaient préoccupés par les récentes manifestations de patriotisme russe dans le parti bolchevique et voulaient naturellement garder le contrôle du mouvement communiste polonais entre leurs propres mains. Pourtant, leur position à Moscou et leur maigre soutien en Pologne même étaient tels que rien ne pouvait être réalisé sans subordonner leurs souhaits à ceux de leurs protecteurs bolcheviks. Pendant l'occupation soviétique de la Pologne, ils ont subi le sort exaspérant de voir leur propre organisation soumise au contrôle rigoureux de Moscou et leurs chances de succès politique sérieusement compromises par la politique maladroite de l'Armée rouge. En 1920, ils ont eu leur première dure expérience de la vie entre l'enclume de la Pologne catholique et le marteau de la Russie soviétique.

Le 3 mai, la deuxième « Conférence panrusse des Polonais communistes » s'ouvre à Moscou. Les quatre-vingt-dix délégués représentaient à la fois les sections locales et les unités de l'armée. La guerre avec la Pologne était le sujet de la journée. Des résolutions furent adoptées pour mobiliser tous les membres du parti polonais, pour intensifier la propagande et, plus important encore, pour fusionner le Comité des affaires polonaises de la Conférence avec le Bureau polonais du Parti bolchevique.

À la suite de la conférence, la « *Polizdat* » (maison d'édition polonaise) a commencé ses activités à Kharkov plus tard dans le mois. Il a d'abord servi la section de propagande du front du Sud-Ouest et finalement de toute la campagne de Pologne. Il s'est avéré qu'il en résulta trois journaux, *Głos Komunisty* (« La voix du communiste »), *Zolnierz Rewolucji* (« Soldat de la révolution ») et *Wiadomości Komunistyczne* (« Nouvelles communistes »). À Smolensk, la feuille d'information *Młot* (« Le Marteau ») a été publiée par le commandement du front occidental à 280 000 exemplaires, soit plus que celle de n'importe quel journal de Varsovie.

Au début de l'été, la propagande soviétique tomba sur un terrain relativement fertile. Contrairement à leurs camarades du front sud, les soldats polonais en Biélorussie avaient occupé des positions purement défensives pendant environ neuf mois. Ils ne connaissaient ni l'exaltation d'une offensive, ni l'assurance qu'ils défendaient la patrie. L'ennui et la lassitude engendrèrent le pacifisme et l'anarchie. Bien que la désertion n'ait jamais atteint les proportions gigantesques qui règnent actuellement dans l'Armée rouge, le commandement polonais était inquiet. La propagande bolchevique circulait parmi les hommes qui revenaient de permission, même parmi les blessés dans les hôpitaux de campagne. Le 2 juillet, le général Szeptycki rapportait de Minsk :



*« Les soldats de retour de permission et les derniers renforts s'agitent largement contre la guerre, condamnant son absence de but. On dit que « Piłsudski s'est vendu à l'écuyerie... Aujourd'hui, deux grades du 22e régiment d'infanterie, Stanisław Dąbrowski et Stanisław Królikowski, ont été fusillés, à la suite de la sentence d'une cour martiale qui les a condamnés pour mutinerie et agitation illégale. »*

Il y a eu des incidents répétés d'insubordination. Le 26 juin, une partie du 29e régiment d'infanterie tente de traverser en masse les lignes ennemies. En chantant l'Internationale, ils sont sortis de leurs tranchées et se sont dirigés vers le no man's land. Ils ont été arrêtés par des tirs venant de derrière. Pourtant, le commandement soviétique a attribué à tort les désertions polonaises à une sympathie généralisée pour la cause communiste. La discipline était la pire dans les régiments silésiens et poznańiens et dans les divisions « Podhalański » (alpines) des Tatras, dont la politique était loin d'être progressiste. Le soldat polonais voulait simplement rentrer chez lui. Plus tard, lorsque la guerre fut portée aux portes de Varsovie, le courage de ces soldats polonais et leur dévouement au devoir se révélèrent supérieurs à ceux de l'Armée rouge.

Lorsque l'Armée rouge traversa le Boug et atteignit enfin un territoire que les dirigeants bolcheviks étaient prêts à reconnaître comme polonais, la campagne politique s'étendit rapidement. Des « départements soviétiques » spéciaux ont été créés dans toutes les unités de l'Armée rouge. Leur tâche était de fonder des cellules communistes dans chacun des villages, domaines et usines occupés. Un comité révolutionnaire (*revkom*) a été créé dans chacune des villes occupées. Selon Julian Marchlewski, cette première tentative d'instaurer un système communiste a eu des conséquences désastreuses. Elle a été dirigée par les Russes, qui supposaient que le russe et le yiddish devaient être les langues officielles de la Pologne révolutionnaire. Pour le civil polonais, la « libération » de l'Armée rouge était indiscernable des innombrables occupations militaires du passé. Les revkoms ont attiré les éléments les plus opportunistes de la politique polonaise et ont résisté aux efforts ultérieurs pour les placer sous le contrôle des autorités civiles et communistes suivant les talons de l'Armée rouge. À Łódź, le revkom était dirigé par un assortiment d'anarchistes, de sionistes et de nationaux-démocrates conservateurs.

Le 23 juillet, à Moscou, le « Bureau polonais » bolchevique décida de former un « Comité révolutionnaire polonais provisoire », le Polrevkom, auquel les pouvoirs administratifs et politiques dans les territoires libérés devaient être transférés. Le comité était « provisoire », en ce sens que l'autorité finale était théoriquement réservée au prolétariat polonais, et en particulier, après l'occupation de Varsovie, au Parti communiste ouvrier polonais. Son président était Julian Marchlewski.

Le Polrevkom s'est réuni pour la première fois le 24 juillet à Smolensk. Il fonctionnait à partir d'un train qui transportait une imprimerie, un bureau de rédaction, un wagon de commandement et une colonne de transport motorisée. Le 25 juillet, c'est à Minsk, le 27 juillet à Wilno et le 30 juillet à Białystok que son siège a été installé et qu'une proclamation publique a été publiée :

*« Sur les territoires polonais libérés du joug du Capital, un Comité révolutionnaire polonais provisoire, composé des camarades Julian Marchlewski, Feliks Dzierżyński, Feliks Kon, Edward Próchniak et Józef Unszlicht, a été établi. Le Comité provisoire, ayant pris en main l'administration, s'est donné pour tâche, en attendant la formation en Pologne d'un gouvernement paysan et ouvrier permanent, de jeter les bases de la future République socialiste soviétique de Pologne.*

*À cette fin, le Comité provisoire*

- (a) a renversé le précédent gouvernement bourgeois de la noblesse*
- (b) construit des comités d'usine et d'agriculture*
- (c) crée des comités révolutionnaires municipaux*
- (d) déclare que toutes les usines, terres et forêts sont propriété nationale administrées par des comités ouvriers municipaux et ruraux*
- (e) garantit l'inviolabilité des exploitations paysannes*
- (f) crée des organes de sécurité, L'approvisionnement et le contrôle économique*

*(g) assurent une sécurité complète à tous les citoyens qui observent loyalement les dispositions et les ordres des autorités révolutionnaires. »*

Le même jour, Marchlewski télégraphia à Lénine :

*« La magnifique Armée rouge, après avoir brisé la résistance de l'ennemi, s'est avancée sur le territoire polonais en tant que compagnon d'armes actif du prolétariat polonais dans sa lutte contre son oppresseur bourgeois... Guidés par l'exemple et l'expérience de la Russie rouge, nous espérons dans un avenir proche mettre un terme reconnaissant à la libération de la Pologne et déployer le drapeau rouge de la révolution sur cette forteresse de l'impérialisme. Nous saluons le chef du prolétariat mondial.*

*Vive l'Armée rouge, libératrice de la classe ouvrière du monde entier !*

*Vive la IIIe Internationale Communiste !*

*Vive la Révolution ! »*

Bien que Marchlewski ait été le chef titulaire du Polrevkom, il ne fait guère de doute que son esprit moteur et sa main directrice étaient Feliks Dzierżyński. Dzierżyński était le plus haut Polonais du Parti bolchevique et, en 1920, président de la Commission extraordinaire panrusse, la Tcheka, la police politique révolutionnaire. Pendant la guerre civile, il s'est spécialisé dans l'élimination des ennemis de la Révolution dans les zones de première ligne. Il parcourt les provinces, descendant de son train blindé pour rendre une justice sommaire sur les quais des gares aux sujets sans méfiance de la nouvelle puissance soviétique. À Białystok en août 1920, il est à la fois prince et trésorier-payeur. Il était la personnification de la bénédiction de Moscou, le lien essentiel entre le Polrevkom et le Bureau polonais bolchevique et entre les autorités civiles et militaires. Du 9 août au 10 septembre, il est officier politique du Conseil de guerre du front occidental. Il maintint sa propre ligne privée avec Lénine et Moscou ; il coordonna les activités politiques parallèles des commandements des fronts de l'Ouest et du Sud-Ouest. Son propre département était à l'origine du crédit d'un milliard de roubles avancé à la Polrevkom par le gouvernement soviétique.

Le retour de Dzierżyński en Pologne en 1920 fut en effet poignant. La Pologne avait été le théâtre de ses nombreuses tragédies, le théâtre de l'une des carrières révolutionnaires les plus dramatiques de tous les temps, la patrie qu'il avait vue pour la dernière fois six ans auparavant à travers la grille d'un chariot de condamnés. Né en 1877, fils d'un gentleman-farmer d'Oszmiany près de Wilno, il était un hors-la-loi social depuis l'adolescence. Expulsé du gymnase pour le crime de parler polonais – « la langue de ce chien », comme l'expliquait son directeur russe – il se tourna vers l'agitation socialiste. Alors qu'il était encore à l'école, il a fondé la section lituanienne du Parti social-démocrate polonais, et a finalement rejoint les « cinq dirigeants » du mouvement de Róża Luksemburg. C'était un socialiste et un internationaliste, aussi chez lui en Russie qu'en Pologne, mais jamais bolchevik avant 1917. Depuis le jour de sa première arrestation à Kaunas en juillet 1897 jusqu'au jour de sa libération par l'amnistie à Moscou en mars 1917, il a toujours été un condamné ou un homme recherché. Il a passé quinze de ces vingt années en prison. Il fut exilé trois fois en Sibérie, et à chaque fois il s'échappa. Sa vie personnelle a été écrasée par le malheur politique. Sa femme était une veuve fêtarde, vivant seule à Cracovie. Il a été forcé d'assister au viol de sa maîtresse par les gardiens de prison, mais n'a jamais posé les yeux sur son fils unique, né en 1913 dans le pénitencier pour femmes de Varsovie. Ses traits intelligents et pointus étaient marqués par une bouche édentée, prétendument défigurée lors du viol alors qu'il se fracassait le visage en désespoir de cause contre les barreaux de fer de sa cage. Pour couvrir les gencives béantes, ses lèvres étaient toujours pincées, ses narines distendues, ses paupières inférieures légèrement étirées, présentant un air de tension et de malaise surnaturels. Il zézayait tout en parlant et se déplaçait toujours en hâte. Son infatigabilité était légendaire. Pour ses amis, il devint « Iron Feliks », pour ses ennemis « Bloody Feliks » ; Lénine l'appelait « Feliks, le bon cœur », pour lui-même, il était le Robespierre de la Russie soviétique, totalement engagé, totalement incorruptible. C'était un poète et un musicien, qui, pour se consoler, récitait Mickiewicz et jouait du violon. Malgré les légendes sinistres de ses exploits, que ce soit dans les neiges de Sibérie, dans un bordel en feu à Moscou ou dans les chambres de torture des gardes blancs, il a été décrit même par l'un de ses détracteurs les

plus virulents comme « un extrémiste à l'esprit ouvert ». À Varsovie, il était connu, craint et attendu avec appréhension. Stanisław Patek, ministre des Affaires étrangères de la Pologne jusqu'en juin 1920, avait été son avocat avant la guerre à plusieurs reprises désespérées. Józef Piłsudski a fréquenté la même école. Alors que Dzierżyński attendait à Białystok la prise du pouvoir en Pologne, lui et les dirigeants polonais ont dû reconnaître l'impressionnante symétrie d'une terrible carrière qui a bouclé la boucle en l'espace de quelques mois.

Le programme du Polrevkom a commencé par une réunion de masse à Białystok le 2 août. Des discours furent prononcés par Marchlewski, Toukhatchevski et un représentant du Comité central bolchevique, I. Skvortsov-Stepanov. Celles-ci sont suivies d'une manifestation des cheminots qui ont décidé de soutenir les nouvelles autorités.

Le Polrevkom était étroitement supervisé par le Bureau bolchevique polonais. Les deux hommes travaillaient côte à côte dans le palais confisqué de la famille Branicki. Le Bureau polonais prenait les décisions importantes, tandis que le Polrevkom se limitait principalement aux affaires administratives.

Le Polrevkom a fonctionné pendant trois semaines et deux jours. Ses limites suivaient la ligne de front à l'ouest et au sud, la frontière orientale de la Prusse au nord et la RSS de Biélorussie recréée au-delà du Boug à l'est. Les *województwa* (comtés) polonais ont été rebaptisés *obwody* (circuits), ce qui à certaines oreilles sonnait plus démocratique. L'administration locale était entre les mains des soixante-cinq comités révolutionnaires. Le polonais a remplacé le russe comme langue officielle. Toutes les principales entreprises industrielles ont été nationalisées, bien qu'il n'y ait pas encore d'État pour les administrer. La journée de travail de huit heures a été introduite. Des élections ont été préparées mais n'ont jamais eu lieu. Une Union de la jeunesse communiste apparut, et une Commission centrale syndicale, des tribunaux révolutionnaires furent créés « pour contrer les crimes politiques et économiques et le banditisme ». Une milice était recrutée exclusivement parmi les ouvriers et les paysans. Des mesures ont été prises pour protéger les « biens culturels et monuments historiques ». Une « Déclaration pour la liberté de conscience » a été publiée.

Le 6 août, Dzierżyński télégraphia à Lénine : « Nous considérons que le problème le plus important est l'organisation d'une Armée rouge polonaise et nous espérons fonder une force prolétarienne dans un avenir très proche ». Le 9 août, il demanda à Marchlewski de rédiger un appel aux ouvriers polonais, sur la base duquel un régiment de volontaires polonais fut formé. Au cours des deux semaines qui ont précédé sa dissolution, le régiment a attiré un total de 175 hommes.<sup>40</sup> Toukhatchevski a pris ses propres mesures pour organiser une Armée rouge polonaise plus importante et régulière. La langue de commandement devait être le polonais, et les soldats devaient porter le chapeau distinctif de *rogatywka* surmonté d'une étoile rouge. Sinon, tout devait être identique à celui de l'Armée rouge soviétique. Il s'agissait de s'appuyer sur tous les Polonais dispersés dans les divisions soviétiques, ainsi que sur le grand nombre de prisonniers attendus rapidement. L'état-major de cette première armée rouge (polonaise), dirigé par son commandant R. Łagwa et son commissaire S. Budkiewicz, était stationné à Minsk. À la fin de la guerre, elle a été évacuée vers l'Oural, et ses principaux soldats, comme Karol Swierczewski, ont dû attendre des occasions ultérieures pour se distinguer.

Une attention particulière a été accordée à la sécurité politique. Avant de quitter Moscou, Dzierżyński s'arrangea pour que tous les Polonais travaillant dans la Tchéka soient enrôlés dans les unités de service spéciales du front occidental. Il existe des preuves suggérant que Lénine envisageait d'abattre 100 Polonais pour chaque communiste exécuté par les autorités polonaises.<sup>41</sup> La Tchéka détournait de plus en plus ses hommes contre l'infiltration d'agents allemands, qui franchissaient la frontière de la Prusse orientale sous l'apparence de Spartakistes et, au grand désarroi de Dzierżyński, « recevaient un accueil chaleureux de la part de nos camarades crédules ».

Une tentative a même été faite pour établir des « soviets » au sein de l'armée polonaise. La suggestion vint de Staline et, le 11 août, Dzierżyński télégraphia à Lénine pour lui annoncer qu'elle avait été adoptée. Cela a eu un petit effet, surtout parmi les régiments de Varsovie.

Dans une région largement rurale, le principal problème politique était la question agraire. Le soutien de la paysannerie était essentiel au succès de la révolution attendue. Lénine s'intéressait personnellement à ces questions et fut naturellement consterné lorsque le Polrevkom ne suivit pas ses conseils. Le 14 août, Lénine envoya Karl Radek à Białystok pour lui demander pourquoi le manifeste de Polrevkom ne faisait aucune mention de la question agraire. Le 19 août, Lénine télégraphie à Radek :

*« Je vous en supplie, allez directement à Dzierżyński et insistez pour que les propriétaires terriens et les koulaks soient détruits impitoyablement et un peu plus rapidement et énergiquement, et que les paysans soient effectivement aidés à s'emparer des terres seigneuriales et des forêts. »*

Dzierżyński, cependant, n'a pas réussi à convaincre ses collègues de la nécessité de suivre les conseils de Lénine. La majorité du Polrevkom méprisait l'idée d'imiter servilement la politique russe. Ils s'opposaient à la redistribution immédiate des terres confisquées, au motif que cela entraverait leur projet de collectivisation de l'agriculture. Le Polrevkom s'est montré plus communiste que les bolcheviks, ou, selon la phraséologie de Lénine, souffrait de « la maladie infantile du « gauchisme » ». Le 15 août, Dzierżyński avait télégraphié à Lénine : « La question de la politique agraire sera examinée à fond lorsque nous arriverons à Varsovie, d'où nous partons aujourd'hui ».

Lénine n'était pas satisfait. Ayant appris que les paysans de la région de Siedlce avaient pris les choses en main, il adressa un dernier appel, « à Dzierżyński, à Radek et à tous les autres membres du Comité central polonais » :

*« Si la petite paysannerie de Siedlce a commencé à s'emparer des domaines, c'est une raison de plus pour qu'un décret spécial du Polrevkom soit publié, à l'effet qu'une partie des domaines fonciers sera donnée sans faute aux paysans, afin que les paysans pauvres et les ouvriers agricoles soient ainsi réconciliés. Veuillez répondre. »*

Il n'y avait pas de temps pour répondre. Le Polrevkom n'atteignit pas Varsovie. Il quitta Białystok le 20 août, la veille de la réception du dernier télégramme de Lénine. Sa politique foncière n'a jamais été établie. Une déclaration publique *Do włościan polskich* (« À la paysannerie polonaise ») a fait plusieurs promesses sur l'inviolabilité des exploitations paysannes et la liquidation de toutes les dettes paysannes, mais face à la réquisition forcée de l'Armée rouge, elle n'a pu inspirer que peu de confiance.

Comme même les historiens communistes officiels l'admettent aujourd'hui, l'échec du Polrevkom était due au simple fait qu'elle ne jouissait pas du respect ou de la confiance du peuple qu'elle cherchait à libérer. Il opérait dans le sillage d'opérations militaires dont la destruction et la brutalité avaient déjà aliéné la population civile. Il opérait sous le patronage d'une armée russe. Il opérait parmi des gens pour qui l'indépendance nationale était beaucoup plus chère que la révolution sociale. Il cherchait à importer une idéologie totalement étrangère aux croyances et aux attitudes dominantes de l'époque. Elle n'a même pas suivi les conseils de ses patrons soviétiques, dont les baïonnettes constituaient son seul moyen de survie. Il n'a pas réussi à attirer les éléments sociaux qui auraient logiquement dû se réjouir de son arrivée. Les paysans furent offensés par les réquisitions ; le prolétariat par la répression de tous les partis ouvriers existants. Dans l'histoire du « champ de la lutte des classes », le Polrevkom était une graine malade jetée sur le sol le plus caillouteux.

La campagne politique sur le front sud-ouest s'est développée dans le même sens. Le Comité révolutionnaire galicien, le « Galrevkom », dont le siège était à Tarnopol, ressemblait au Polrevkom à tous égards essentiels. Son président était Vladimir Zatonsky, ancien ministre de la RSS d'Ukraine et aujourd'hui directeur politique de la XIV<sup>e</sup> armée. Il jouissait d'une indépendance considérable. Elle se considérait non pas comme une branche des mouvements communistes ukrainiens, polonais ou russes, mais comme le précurseur d'une république soviétique entièrement séparée, la RSS de Galicie. Survivant du 8 juillet au 21 septembre 1920, il eut le temps d'organiser ses affaires. Il a réussi à établir une nouvelle structure administrative, un nouveau système de justice, d'éducation et une nouvelle milice. Une Armée rouge galicienne est inaugurée. La monnaie soviétique a été introduite. Le polonais, l'ukrainien et le yiddish ont été institués comme langues

officielles de statut égal. On n'aurait pas déduit de ses déclarations ambitieuses que les deux régions les plus importantes de la Galicie orientale, la ville de Lwów et le champ pétrolifère de Borysław-Drohobych, n'étaient pas sous son contrôle. La République soviétique de Galice n'était rien de plus qu'une expérience intéressante dans un coin reculé rural.

Le zénith du Polrevkom et du Galrevkom a été atteint le 14 août. Ce jour-là, Dzierżyński conduisit de Białystok à Wyszaków, une ville sur le bas du Bug à seulement vingt-neuf miles de Varsovie. Il était prêt à entrer triomphalement dans la capitale. Budyonny assiégeait Lwów.

Rétrospectivement, les expériences politiques soviétiques en Pologne en 1920 semblent présenter un exemple classique de régimes fantoches importés dans les bagages d'une armée d'invasion. Pourtant, les accusations de malveillance sont exagérées. En 1920, l'objectif immédiat de l'Armée rouge n'était pas de forger un nouveau système étatique, mais de provoquer une révolution sociale. Les dirigeants bolcheviks n'avaient même pas envisagé l'organisation administrative finale de l'ordre nouveau en Russie même ; l'Union soviétique n'existait pas encore ; la place finale de la Pologne soviétique ou de la Galicie soviétique n'était pas plus claire que celle de l'Ukraine soviétique, de l'Allemagne soviétique ou de l'Amérique soviétique. Rien n'était préparé. Tout s'est fait par improvisation. Les expériences politiques ont été entreprises en réponse à la situation militaire donnée et non en préméditation.

Il est probablement plus exact de souligner les éléments de l'auto-illusion grotesque. L'invasion de la Pologne a été entreprise par des politiciens qui avaient été isolés du monde extérieur tout au long de leur brève carrière. En tant que fondateurs du premier État socialiste de l'histoire, ils n'avaient aucun précédent sur lequel s'appuyer. En tant que praticiens d'une idéologie encore en formation, ils opéraient par suppositions, par imagination, par déduction de leurs manuels marxistes. En tant qu'hommes d'État qui venaient tout juste de sortir de l'exil, de la hors-la-loi et de la clandestinité, ils procédaient par un mélange désordonné d'intuition, de dogme, de défi et de soudains élans d'enthousiasme. Lorsqu'ils sont arrivés en Pologne, c'était en tant que bande de bambins indisciplinés qui s'étaient égarés par curiosité hors de leur crèche politique et dans la rue. Si un outrage international a été commis par les Soviétiques en 1920, il était dû davantage à une ignorance infantile qu'à une intention désespérée.

C'est une règle bien établie que la guerre accélère le changement social et politique. La guerre agit comme un soufflet qui attise les problèmes qui couvent et force les gens à prendre de nouvelles décisions et à de nouvelles dissensions. Cependant, il n'est pas toujours reconnu que les pressions de la guerre peuvent parfois agir de manière interdépendante des deux côtés du front, que la pression croissante d'un côté peut signifier une diminution de la pression de l'autre, et que les deux conditions sont tout aussi dangereuses pour la stabilité sociale et politique. À l'été 1920, si la Pologne souffrait d'hypertension politique, la Russie soviétique souffrait d'une légère attaque de « virages » politiques.

La crise en Pologne était d'autant plus aiguë qu'elle contrastait avec l'atmosphère d'apathie et de complaisance qui avait régné si récemment. En mai, les communiqués de l'état-major parlaient de « l'effondrement final des forces soviétiques ». Le ministère de Skulski se déroulait tranquillement. Piłsudski avait le vent en poupe, même dans l'esprit de ses adversaires. Les nationaux-démocrates étaient de connivence avec son succès militaire ; le Parti socialiste, lors de son congrès de mai, se prépara à rejoindre le gouvernement ; Les partis paysans étaient préoccupés par la réforme agraire. La Diète s'occupait des affaires intérieures. Une nouvelle loi sur l'assurance maladie obligatoire a permis de calmer les critiques de gauche. Seuls les communistes, une infime minorité extra-parlementaire, ont maintenu leur hostilité implacable envers les dirigeants du pays. Puis, tout à coup, la tendance s'est inversée. D'abord la bataille de la Bérézina, puis la chute de Kiev, et enfin, tout au long des mois de juin et de juillet, les rapports quotidiens sur les défaites à demi dissimulées, les rivières traversées, les villes perdues – Jitomir, Równe, Minsk, Wilno, Grodno, Białystok – convainquirent même le citoyen le plus stupide que sa propre maison et ses moyens de subsistance pourraient bientôt être en danger. Le 9 juin, le gouvernement de Skulski démissionna pour échapper à la colère à venir. La presse s'est réveillée. Le 16 juin, un quotidien

conservateur de premier plan, *Rzeczpospolita*, appelait à un régime d'unité nationale et à la subordination du chef de l'État à la Diète. Pendant quinze jours, il n'y eut pas de gouvernement.

Le 23 juin, le national-démocrate Władysław Grabski a accepté de former un cabinet provisoire. Il a rappelé le prince Eustachy Sapieha de la légation à Londres pour revitaliser le ministère des Affaires étrangères. Le 30 juin, face à l'aggravation des tensions, il propose la formation d'un Conseil pour la défense de l'État (*Rada Obrony Państwa*), organe suprême qui réunirait formellement les membres du gouvernement avec des candidats nommés à la Diète, au chef de l'État et au haut commandement de l'armée, et qui serait chargé des plus hautes décisions de politique nationale. C'était une proposition qui, bien qu'elle ait scellé le sort de l'auteur, n'en a pas moins résolu la crise constitutionnelle. Les partis de gauche et du centre étaient prêts à soutenir la *Rada Obrony Państwa*, mais exigeaient qu'ils contrôlent eux-mêmes le gouvernement. Comme l'a déclaré le dirigeant socialiste, Ignacy Daszyński, à la Diète :

*« La meilleure institution pour la défense de la nation est un gouvernement des ouvriers et des paysans... Je ne vous appelle pas en tant que membres de partis, mais en tant que personnes menacées par une grande catastrophe commune. Si l'ouvrier doit fabriquer des munitions, et que le paysan doive donner son blé, son seul cheval et son fils à l'armée, qu'il sente que le gouvernement est le sien. »*

Le 1er juillet, la Diète a voté à l'unanimité. La *Rada Obrony Państwa* a tenu sa première réunion le soir même. Il comptait dix-huit membres : Piłsudski, à la présidence ; Trampczyński, le maréchal de la Diète ; trois ministres : Daszyński, Skulski et Sapieha ; trois généraux : Haller, Sosnkowski et Leśniewski ; et dix députés issus de chacun des principaux partis. Son premier acte a été d'ordonner l'arrestation de personnes soupçonnées d'« activités anti-étatiques ». Au cours des trois mois qui suivirent, jusqu'à sa dissolution le 1er octobre, il tint vingt-quatre sessions. Elle seule a fourni un cadre pour cette unité d'objectif essentielle que l'appareil gouvernemental normal de la Pologne n'aurait pas pu engendrer. Dans son cadre, une confrontation politique majeure entre Piłsudski et les nationaux-démocrates s'est déroulée sans heurts. Au cours de la séance du 19 juillet, Piłsudski offrit de renoncer à tous ses postes.<sup>48</sup> Ayant reçu son vote de confiance, il retourna la situation contre ses détracteurs. Le chef du parti national-démocrate, Dmowski, autrefois prince héritier autoproclamé de la République, a démissionné pour ne jamais revenir à un poste d'autorité. Grabski est resté en tant que Premier ministre pour terminer le cycle de négociations avec l'Angleterre et la France alors en cours. Le 24 juillet, il démissionna à son tour. La voie était ouverte pour la formation du ministère de coalition qui, sous les traits de Piłsudski, mena la guerre jusqu'à son terme. Le résultat net de la crise fut d'enrayer les tendances centrifuges de la politique polonaise et, pour un temps, de forger un système dans lequel les différences entre les partis étaient oubliées.

La composition du ministère de coalition reflétait les éléments progressistes de la politique parlementaire polonaise de l'époque. Le premier ministre, Wincenty Witos, chef du parti *Piast*, était un paysan de Galicie, un koulak comme les Russes auraient pu l'appeler, qui avait prospéré grâce à sa propre ruse, un homme qui portait encore la blouse et la culotte lorsqu'il recevait des ambassadeurs étrangers. Le vice-premier ministre, Daszyński, était un socialiste convaincu, un vétéran de nombreuses grèves et arrestations, un avocat aux cheveux argentés qui avait renoncé à son titre aristocratique, un homme qui aspirait sans vergogne au triomphe du prolétariat. Les ministres conservateurs, Skulski, Grabski et Sapieha, étaient des administrateurs d'expérience et d'un tempérament modéré. Ce sont ces hommes que les écrivains soviétiques ont toujours qualifiés de « gouvernement des écuyers », et d'autres de « gouvernement des colonels ». Les historiens polonais modernes expliquent que le ministère de coalition de 1920 était « un geste des classes sociales dominantes aux exigences des masses populaires ». Geste ou non, le gouvernement de Witos et Daszyński était à juste titre considéré comme un gouvernement du peuple.

L'invasion de la Pologne par l'est affaiblit inévitablement l'influence du gouvernement central dans les conflits territoriaux continus à l'ouest et au nord. La situation a été facilement exploitée par les voisins de la Pologne. Le 11 juillet, le vote polonais au plébiscite de Prusse orientale a été plus faible que prévu. Allenstein (Olsztyn) et Marienwerder (Kwidzyn) ont voté pour rester dans l'Allemagne. Le 28 juillet, le Conseil des ambassadeurs alliés à Paris divisa

arbitrairement Teschen Silésie en deux, attribuant le bassin houiller et l'aciérie à la Tchécoslovaquie. Cette décision, qui a exclu 130 000 Polonais de leur patrie, aurait difficilement pu être tolérée par un gouvernement polonais dans des circonstances normales. Le 19 août, un soulèvement en Silésie est lancé par une population désespérant d'être protégée par Varsovie contre les provocations allemandes répétées.

Tout au long de l'été, la Pologne a été balayée par une vague d'excitation. L'approche de l'Armée rouge a intensifié l'émotion de tous. Les classes possédantes, craignant pour leurs biens, devinrent plus possessives ; Les catholiques, craignant pour leur religion, devenaient plus religieux ; les révolutionnaires, dans l'attente de la révolution, sont devenus plus révolutionnaires ; la police, face aux troubles, devient plus répressive ; Les patriotes sont devenus plus patriotes. La société polonaise s'est rapidement polarisée. L'indifférence était impossible. Les autorités ont divisé la nation entre citoyens fiables et traîtres potentiels. À la mi-juillet, ils ont lancé une campagne d'arrestations préventives. Leurs principales victimes étaient les communistes, les syndicalistes et les Juifs. Les 20 et 21 juillet, plusieurs quartiers ouvriers de Varsovie ont été bouclés par l'armée. Six cents personnes ont été arrêtées. Les dirigeants syndicaux ont été interrogés. Le syndicat des tisserands et le syndicat des métallurgistes ont été supprimés, leurs bureaux ont été fermés. Le Bund juif fut proscrit ; Des soldats juifs, dont certains étaient des volontaires, furent séparés de leurs régiments et retirés du front ; Des infirmières juives ont été licenciées de la Croix-Rouge polonaise ; l'hôpital juif de Varsovie a été encerclé et vingt personnes emmenées parce qu'elles étaient soupçonnées de sympathies communistes. La plupart de ces malheureux, environ trois mille en tout, ont été envoyés dans le seul endroit assez grand pour les recevoir – le camp de prisonniers de guerre soviétiques à Dąbie près de Cracovie.

L'effervescence sociale de 1920 se reflétait dans la vie culturelle polonaise. La sensation théâtrale de la saison a été fournie par la pièce *Pod Śniegiem* (Sous la neige) de Stefan Żeromski. La pièce décrit les conflits au sein d'une famille de propriétaires terriens, dont les membres les plus âgés résistent aux efforts du fils pour améliorer le sort des paysans. Elle se termine par l'assassinat de toute la famille par des bolcheviks en maraude. Lorsqu'il a été produit pour la première fois à Lwów, il a provoqué une émeute ; à Cracovie, il a soulevé des applaudissements prolongés. À Varsovie, une opérette intitulée *Commandant of the Uhlans*, dans laquelle un château est sauvé des Rouges accompagné de chants patriotiques et de danses traditionnelles, a été jouée à guichets fermés pendant des semaines. Adam Asnyk a écrit un drame historique sur le thème de la défaite des Russes par Kościuszko à Raclawice en 1794. Le compositeur Lachmann s'est arrangé pour baser sa *Resurrectionis Iesu Christi Missa* sur la mélodie de l'hymne national. Cette dernière idée monstrueuse, d'une messe sur une mazurka, exprimait suffisamment l'agitation spirituelle de la Pologne.

En Russie soviétique, une affection moins aiguë avait une cause tout à fait différente. Là, les progrès favorables de la campagne de Pologne apportèrent un soulagement bienvenu. Pendant deux années entières, le pays avait été en proie à la guerre civile. Les divergences d'opinion au sein du parti bolchevique avaient été réprimées ; les projets avaient été mis de côté, la politique soumise aux exigences rigoureuses du « communisme de guerre ». Maintenant, la pression était retombée. L'alerte déclenchée lors de la chute de Kiev s'est rapidement éteinte. La campagne de Pologne a fourni un stimulant important à un climat de détente déjà quelque peu évident. Les factions, les théories et les enthousiasmes enivrants prolifèrent.

Dans le parti bolchevique lui-même, une opposition idéologique sérieuse a fait son apparition. 1920 fut l'année de l'opposition ouvrière. À partir du IXe congrès du Parti, en mars, un groupe dirigé par Tomsy, le dirigeant syndical, Chliapnikov, l'ancien commissaire du Travail, et Aleksandra Kollontai, l'apôtre de l'amour libre, commença à critiquer la conduite de la politique. Leurs protestations initiales concernaient les principes de la gestion industrielle, mais leurs critiques plus larges concernaient le pouvoir croissant de l'État, du parti dans l'État et de la prédominance continue des intellectuels au sein du parti. Leurs slogans – « contrôle ouvrier », « liberté d'expression », « liberté de critique » – représentaient un défi fondamental pour le léninisme, et se

sont même étendus à l'armée, où le vieil appel à des commandants élus a été ravivé. Ils ont gagné la splendide étiquette de « déviation syndicaliste et anarchiste ».

1920 s'est également avérée être l'été indien de l'opposition extra-parti. Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks se prélassaient pour la dernière fois au grand jour. En mai, le dirigeant socialiste-révolutionnaire, Tchernov, prit la parole lors d'une réunion publique à Moscou au cours de laquelle il compara le socialisme au christianisme primitif et la dégénérescence du bolchevisme à celle de l'Église médiévale. En août, la dernière conférence du Parti menchevik eut lieu à Moscou.

Dans le domaine économique, un débat s'est épanoui sur les vertus de la planification. En mars 1920, l'expression magique « un plan économique unique » a été mentionnée pour la première fois par Trotsky. Lénine a conçu sa passion pour l'électrification.

La liberté relative dont jouissaient les opposants et les débatteurs était également appréciée par les bureaucrates. L'année 1920 vit la prolifération des machines de l'État et du parti. Le nombre d'employés du secrétariat du parti est passé de 150 à 750. De nouveaux départements d'importance purement bureaucratique apparurent, comme le Rabkrin (Commissariat du peuple à l'inspection ouvrière et paysanne) et la Commission de contrôle, pour l'examen des plaintes contre les responsables du parti. Leur but était d'enrayer la croissance de la bureaucratie ; Leur utilisation, entre les mains des bureaucrates, était de l'encourager. Des hommes comme Staline, qui s'intéressaient principalement à l'organisation politique, profitèrent de ce temps pour consolider leur propre position, s'armant pour le moment où la discipline s'affirmerait à nouveau. Staline, discrètement mais implacablement, jetait les bases de son pouvoir futur. En tant que membre du Politburo et du bureau d'organisation du parti, « Orgburo », il avait une voix dominante dans la nomination du personnel du parti ; en tant que président de Rabkrin, il est devenu le chien de garde du parti sur l'État, avec un mot important dans la Commission de contrôle ; en tant que président du Conseil des nationalités nouvellement centralisé, il a mis ses tentacules dans tous les territoires non russes vers lesquels le pouvoir soviétique s'étendait maintenant ; en tant que dépanneur politique favori du Comité central, il a obtenu un accès respectable à toutes les intrigues du jour ; en tant que membre politique du Conseil de guerre du front du Sud-Ouest, il a eu une influence directe sur les activités de l'Armée rouge et le déroulement de la guerre polonaise. Staline joua un rôle mineur dans les débats du Soviet national, du congrès du parti ou du Komintern. Il avait peu d'importance en tant que décideur politique. Mais à l'été 1920, il s'était déjà fait le premier *apparatchik*, le candidat évident au poste de secrétaire général du parti.

Les développements les plus directement liés à la guerre polonaise étaient ceux dans le domaine du communisme international. Le Komintern, l'association internationale des partis communistes, n'était pas en état de diriger la révolution mondiale, que la guerre polonaise était maintenant censée provoquer. Depuis sa création un an plus tôt, il est resté un organe entièrement ad hoc, sans constitution ni règles formelles. Ses membres affichaient les opinions les plus variées sur sa fonction et ses objectifs. Il y avait plusieurs délégations de chacun des pays européens, la plupart d'entre elles étant en désaccord les unes avec les autres, et certaines, comme les Britanniques, ne savaient pas si elles devaient être affiliées ou non. Selon les mots de son président, Zinovyev, il ne s'agissait « rien de plus qu'une association de propagande ». Lénine s'est rendu compte qu'il fallait mettre le Komintern en meilleur état. Il estimait que le principal obstacle résidait dans les opinions des « gauchistes », c'est-à-dire des communistes dogmatiques qui refusaient de faire des compromis sur leurs principes théoriques. Il craignait particulièrement l'influence des disciples de Róza Luxemburg, qui étaient sceptiques quant à la maturité du prolétariat en Pologne et en Allemagne et qui auraient pu s'opposer à la poursuite de l'avancée de l'Armée rouge dans ces pays. Lui-même était maintenant convaincu que la révolution bolchevique allait bientôt être imitée dans toute l'Europe, et scrutait l'horizon à la recherche de présages. Ayant identifié le putsch de Kapp à Berlin en mars 1920 comme « l'affaire Kornilov de l'Allemagne », il était convaincu que le mois d'octobre de l'Allemagne ne pouvait pas être retardé longtemps. Zinovyev a donné à l'analyse de Lénine une expression plus pratique. « Il est nécessaire, écrivait-il dans le journal du Komintern du



14 juin, de mettre une garde fiable à la porte de l'Internationale communiste ». Il ne fait aucun doute que Zinovyev se considérait comme le concierge.

C'est dans cette atmosphère ambiguë, de conseils divisés et d'allégresse commune, que le deuxième congrès du Komintern se réunit à Moscou le 21 juillet. La salle des débats était dominée par les russophones, par Zinovyev, Boukharine et Lénine en particulier. L'accent mis sur l'unité et l'organisation l'emporta. Il fut résolu que chaque parti affilié au Komintern devait adhérer sans réserve aux « Vingt et une conditions », un document rédigé en grande partie par Lénine en personne. Toute partie qui n'était pas disposée à obéir aux règles et à suivre le programme commun devait être expulsée. Un statut constitutionnel fut rédigé, établissant le congrès annuel du Komintern comme l'assemblée souveraine du prolétariat mondial et envisageant l'élection d'un comité exécutif central. Un « Conseil syndical international » (Mezhsovmprof) a été créé. La suggestion de nommer un état-major général de la Révolution internationale, faite dans une lettre de Toukhatchevski à son quartier général sur le front occidental, n'a pas été adoptée, mais elle est révélatrice de l'état d'esprit qui régnait. Le produit final du congrès fut une nouvelle organisation, modelée à l'image du Parti bolchevique, mais destinée à le remplacer à terme.

L'importance de l'occasion était symbolisée par une immense carte de l'Europe accrochée dans la salle du congrès. Chaque jour, les petits drapeaux rouges marquant la position des armées soviétiques en Pologne étaient avancés triomphalement. Zinovyev a décrit la scène : *« Chaque matin, les délégués se tenaient avec un intérêt haletant devant cette carte... Les meilleurs représentants du prolétariat international suivaient chaque avancée de nos armées le cœur palpitant... Tout le monde se rendait compte que si l'objectif militaire fixé par nos forces était atteint, cela signifierait une immense accélération de la révolution prolétarienne internationale. »* Au moment de la clôture du congrès, le 7 août, Varsovie est sous les petits drapeaux rouges. De nombreux délégués sont partis dans l'espoir de revenir l'année suivante, non seulement en tant que membres du parti, mais aussi en tant que représentants des gouvernements au pouvoir.

Pour les gouvernements alliés à Londres et à Paris, l'invasion de la Pologne par l'Armée rouge a été une mauvaise surprise. C'était une éventualité que personne n'avait prévue. Les dirigeants alliés avaient complaisamment supposé que le régime bolchevique était beaucoup trop faible pour promouvoir une guerre étrangère. Lorsqu'ils ont fixé leur politique à l'égard du conflit polono-soviétique au début de l'année, ils n'avaient envisagé que la perspective d'une invasion polonaise de la Russie. Leur engagement à défendre la Pologne contre les bolcheviks n'avait jamais été pris en termes spécifiques et ne pouvait être déduit que de leur engagement à respecter le traité de paix dans son ensemble et de déclarations générales de défendre tous les « pays limitrophes du territoire bolchevique ».

Pour Lloyd George, dont la suprématie personnelle dans les conseils alliés était maintenant fermement établie, la crise polonaise fut un embarras aigu. C'était le genre de crise qui exigeait le front uni des Alliés, que lui seul pouvait inspirer. Il ne pouvait pas être esquivé ; pourtant, c'était tout à fait indésirable. Elle menaçait de tuer sa politique commerciale avec la Russie qui, avec l'arrivée en Angleterre le 31 mai de Leonid Krasin et de sa délégation des coopératives soviétiques, commençait à peine à prendre vie. Elle menaçait de relancer sa lutte contre Churchill, dont il avait vaincu si difficilement les desseins interventionnistes. Elle menaçait de troubler le calme de son gouvernement de coalition et la teneur des relations entre la Grande-Bretagne et la France. Cela lui a posé tellement d'embûches que sa seule politique sûre était de ne rien faire aussi longtemps que possible.

Lloyd George a été encouragé par un curieux problème technique. La frontière entre la Pologne et la Russie soviétique n'avait jamais été établie. La frontière provisoire proposée par le Conseil suprême des forces alliées le 8 décembre 1919 n'est reconnue ni par les Polonais ni par les Soviétiques. En 1920, il était impossible pour quiconque de dire avec précision si et quand la frontière orientale de la Pologne avait été violée. Venant de l'est, la première ville d'importance que tous les gouvernements ont acceptée comme indiscutablement polonaise était Varsovie elle-même. Si les gouvernements alliés choisissaient d'être pédants, ils n'avaient aucune obligation de défendre

la Pologne jusqu'à ce que sa capitale soit tombée. Comme beaucoup de Polonais le soupçonnaient sombrement, il faudrait détruire leur république avant que leurs Alliés ne songent à la sauver. Le cadavre de la Pologne serait la seule preuve recevable d'agression.

L'implication de Lloyd George dans la crise polonaise n'était pas le résultat d'une « initiative britannique ». Il a été poussé dans la dispute contre son meilleur jugement. Ses rencontres avec le Premier ministre polonais, Grabski, lors de la conférence de Spa en Belgique ont été organisées par les Polonais et non à la demande britannique. L'apparition de Grabski, le 6 juillet, plaidant l'aide lui a fait perdre la question. Dès le début, il a eu l'impression d'agir sous la contrainte, ce qui explique en grande partie son comportement brutal.

L'Accord de Spa du 10 juillet était certainement un document humiliant à signer pour Grabski. Bien qu'il ait cru, dont il s'est avéré par la suite parfaitement exact, que les Soviétiques avaient l'intention de détruire la République polonaise telle qu'elle était alors établie, Grabski était tenu de soutenir la déclaration de « H.M.G. selon laquelle les Soviétiques désiraient faire la paix ». Il devait céder Wilno à la Lituanie et soumettre l'avenir de la Galicie orientale, de Teschen et de Dantzig à la volonté des puissances alliées. En retour, il reçut de Lloyd George l'assurance très vague « d'aider à la défense de la Pologne, en cas d'invasion de son territoire, avec tous les moyens disponibles ». Cette assurance laissait Lloyd George libre d'interpréter le sens de « territoire polonais » et de « tous les moyens disponibles » comme il l'entendait.

On ne se rend pas toujours compte que Lloyd George a essayé de pousser encore plus loin le malheureux Grabski. Pourtant, la transcription de leurs conversations à la Villa Fraineuse à Spa montre qu'il a essayé de forcer Grabski à renoncer définitivement à Wilno et à la Galice orientale. Après avoir demandé à son secrétaire, Philip Kerr, de tracer la frontière ethnographique de la Pologne sur la carte, il a annoncé sans ambages que « Wilno n'est pas un problème polonais ». Il fut tout aussi sévère sur la Galice orientale. Lorsque Grabski insista sur le fait que le peuple de Galicie orientale avait le droit à l'autodétermination, il demanda avec insistance pourquoi, si la Pologne était assez forte pour se protéger elle-même et pour protéger les peuples au-delà de ses frontières, la Pologne s'était tournée vers les Alliés pour obtenir de l'aide. La conversation a été sauvée par l'intervention du ministre des Affaires étrangères, Lord Curzon, qui a éloigné l'argument des avantages et des inconvénients d'un règlement final. Grabski a accepté d'entamer des négociations avec les Soviétiques pour un cessez-le-feu. Le règlement final fut renvoyé à une conférence de Londres.

Un facteur important dans le comportement de Lloyd George était qu'il savait que la résolution française était faible. Un entretien avec le maréchal Foch et le premier ministre Millerand deux jours plus tôt avait confirmé ses soupçons selon lesquels la Grande-Bretagne ne pouvait pas compter sur le soutien de la France dans une nouvelle implication militaire en Europe de l'Est. Les Français ont toujours parlé de la nécessité de combattre le bolchevisme, mais n'ont jamais fait grand-chose. Lloyd George a entrepris de les piéger pour qu'ils révèlent leurs véritables intentions. En contradiction avec toutes ses autres déclarations sur le sujet, il a délibérément donné l'impression qu'il prévoyait d'envoyer des troupes britanniques en Pologne. « Si nous laissons les bolcheviks fouler aux pieds l'indépendance de la Pologne sous les sabots de la cavalerie de Boudionny, déclara-t-il, nous serions éternellement déshonorés. ... Si le sens du fair-play de l'Anglais était éveillé, la Grande-Bretagne serait prête à faire de nouveaux sacrifices considérables pour la Pologne. Enfin, il posa la question cruciale : « Si l'Angleterre envoyait des hommes pour renforcer l'armée polonaise, la France serait-elle prête à envoyer de la cavalerie ? » Avant même que la pièce ne soit terminée, Foch avait lâché « Pas d'hommes ! » ; Millerand se contenta de hausser les épaules. Lloyd George avait sa réponse. Si les Français, avec leurs intérêts continentaux supérieurs, n'étaient pas prêts à se battre, il n'allait pas se battre pour eux.

La réunion de Spa eut deux résultats immédiats : le « télégramme de la ligne Curzon » à Moscou et la mission interalliée en Pologne. Les deux étaient l'œuvre de Lloyd George ; les deux furent infructueux ; Les deux sont extrêmement curieux lorsqu'ils sont examinés en détail.

Le télégramme de la ligne Curzon décrivait une ligne de cessez-le-feu le long de laquelle les forces polonaises et soviétiques devaient s'arrêter en attendant la conférence proposée à Londres. Il

a été envoyé à Moscou, non pas directement de Spa, mais du Foreign Office à Londres sur des instructions transmises de Spa. (Curzon, à l'exception du fait qu'il a été envoyé en son nom en tant que ministre des Affaires étrangères, n'a rien à voir avec cela.) La ligne de cessez-le-feu devait consister en la frontière polono-soviétique provisoire du Conseil suprême des forces alliées du 8 décembre 1919, prolongée au sud à travers la Galicie jusqu'à la crête des Carpates. Il a été établi depuis lors que le texte décrivant le tronçon galicien de la ligne, outre qu'il était ambigu, différait dans le télégramme du texte qui le décrivait dans l'accord de spa. Alors que le télégramme décrivait une division nord-sud directe de la Galicie entre Przemyśl et Lwów, l'accord de spa mentionne une ligne « coïncidant avec le front militaire au moment de l'entente ». Le télégramme proposait en effet que la ville de Lwów reste du côté soviétique de la ligne de cessez-le-feu, alors que l'accord de Spa la laissait probablement du côté polonais. À un moment donné, entre la signature de l'accord de spa dans l'après-midi du 10 juillet et l'envoi du télégramme dans la matinée du 11 juillet, quelqu'un, quelque part, avait changé un détail des plus essentiels. L'érudit américain qui a été le premier à examiner l'écart l'a attribuée à « une erreur » commise par un employé pressé du Foreign Office et peu familier avec la géographie de l'Europe de l'Est. C'est possible, mais peu probable. Grâce au travail effectué pendant trois ans par Lewis Namier, lui-même originaire de Galice orientale, le ministère britannique des Affaires étrangères possédait plus de cartes et d'informations détaillées sur la Galice orientale que sur presque toutes les autres provinces du monde. Le mystère s'approfondit lorsque l'on se rend compte que « l'erreur » dans le télégramme de la ligne Curzon coïncide précisément avec « la division ethnographique directe entre la Galice orientale et la Galice occidentale », telle que décrite par Namier dans un mémorandum privé qui se trouve dans les dossiers personnels de Lloyd George. Un détective aurait au moins de bonnes raisons de soupçonner un lien entre les deux. Certes, le texte tel qu'il a été reçu à Moscou a dû donner l'impression que les dirigeants alliés n'étaient pas enclins à soutenir les revendications territoriales polonaises. Il encourageait les Soviétiques à prendre à la légère la menace d'une nouvelle intervention alliée. Le télégramme de la ligne Curzon, exhumé par les diplomates soviétiques en 1943 pour justifier leur revendication ultérieure de Lwów, était destiné à influencer la diplomatie de la Seconde Guerre mondiale plus positivement que la diplomatie de la guerre polono-soviétique. Pour l'instant, dans la réponse de Tchitcherine à Curzon du 17 juillet, ses propositions furent rejetées d'emblée et enterrées à la hâte.

La réponse de Tchitcherine déversa du mépris sur la diplomatie alliée. Dans ce document, il s'en prend à l'hypocrisie du gouvernement britannique « qui professe aujourd'hui son désir de paix, mais n'a donné aucune preuve d'un tel désir au moment de l'invasion polonaise de l'Ukraine ». Il se moqua de la Société des Nations, dont le Pacte avait été mentionné par Curzon :

*« La soi-disant Société des Nations n'a jamais informé le gouvernement russe de sa création ou de son existence... Le gouvernement soviétique ne peut en aucun cas accepter qu'un groupe de puissances prenne sur lui les fonctions d'une cour suprême sur tous les États de la terre... »*

Il méprisait les dispositions de la « ligne Curzon », moins favorable à la nation polonaise que les propositions soviétiques. Il faisait de fréquentes insinuations sur l'imminence de la révolution en Pologne. Pour ajouter une touche de sainteté, il a mentionné avec désinvolture le traité soviéto-lituanien nouvellement signé dont l'existence était encore inconnue dans les capitales occidentales. Il a habilement paré la menace de Curzon de suspendre les négociations commerciales et l'a renvoyée avec intérêt. Sachant pertinemment que Lloyd George attachait une grande importance au succès du commerce avec la Russie soviétique, il laissa entendre que les pourparlers ne pourraient pas avoir lieu si le gouvernement britannique les utilisait comme contre-pied dans la crise polonaise. Sa dernière inclinaison fut de dire qu'il préférerait des négociations directes avec les Polonais à une conférence tenue sous les auspices des Alliés. Le document était un tour de force diplomatique. Son impact émotionnel sur les gouvernements qui, à l'époque, se considéraient comme les arbitres omnipotents du monde, a été stupéfiant. D'un seul coup, il a détruit toutes les illusions que les puissances alliées pourraient contrôler la guerre polono-soviétique à distance. Au cours du mois suivant, la diplomatie soviétique a surfé sur la même vague de confiance et d'attente que l'Armée rouge.

Au cours de la semaine où les dirigeants soviétiques examinèrent le télégramme de la ligne Curzon, ils se convainquirent qu'ils n'avaient rien à craindre des puissances alliées. Ils ont interprété les propositions des Alliés comme un signe de faiblesse. Comme Lénine l'a fait remarquer à Staline : « Ils veulent arracher la victoire à nos bandes à l'aide de promesses malhonnêtes. » Le commandant en chef, Sergueï Kamenev, a résumé le point de vue soviétique dans sa déclaration du 21 juillet :

*« Sur nos deux fronts opérant contre la Pologne, des instructions ont été données pour le développement énergique de l'offensive, sans tenir compte de la ligne frontière mentionnée dans le télégramme de Lord Curzon.*

*Il semble cependant souhaitable de retarder les progrès du front du Sud-Ouest, au moins jusqu'à ce que l'attitude des Polonais à l'égard de la note de Curzon et de la réponse soviétique soit clarifiée. Si les Polonais acceptent de négocier avec nous, cela signifiera qu'ils ne pourront pas compter sur un soutien sérieux et que nous aurons la liberté d'attaquer au cœur de la Pologne.*

*Si, en revanche, la Pologne refuse de négocier ou s'il y a d'autres indices qu'elle sera réellement soutenue par ses alliés, nous serons contraints, sans abandonner l'offensive, de prendre des précautions contre tous les dangers possibles.*

*En premier lieu, il pourrait y avoir une attaque de la Roumanie, qui possède déjà des forces suffisantes pour atteindre ce but. Notre progression dans les profondeurs de la Galice serait alors extrêmement dangereuse. Je suggère donc que le front sud-ouest se limite à la destruction des forces polonaises sur le flanc sud, séparant ainsi les Polonais des Roumains. Je suggère en outre que les forces soviétiques face à la Roumanie soient renforcées et que la XVI<sup>e</sup> armée du front occidental qui se dirige actuellement vers Wołkowysk soit tenue en réserve contre une éventuelle attaque de la Lettonie. De cette façon, je calcule que les trois armées restantes du front occidental seront en mesure de réaliser la destruction définitive de la Pologne tant qu'elle ne recevra pas un soutien significatif en plus des attaques roumaines et lettones attendues. »*

N'ayant pas réussi à contenir les Soviétiques, Lloyd George chercha tout de même à contenir les Polonais. Bien qu'il ne puisse pas rétracter la garantie alliée de l'indépendance de la Pologne – elle fut répétée dans la note de Curzon à Tchitcherine du 20 juillet – il pouvait encore espérer échapper à ses conséquences incalculables. À cette fin, il intensifie les démarches faites à Varsovie en vue de l'ouverture des négociations d'armistice et, le 21 juillet, lance la mission interalliée en Pologne.

La mission interalliée a été imaginée par Lloyd George dès le début, et a été improvisée de sa manière habituelle autoritaire et irrégulière. Son chef, le vicomte D'Abernon, ambassadeur britannique à Berlin, fut nommé par hasard par Lloyd George sur le bateau de la Manche qui revenait de Spa. Il devait être accompagné de sir Maurice Hankey, secrétaire du Cabinet, en tant que représentant privé de Lloyd George. La mission a été présentée au Cabinet comme un fait accompli la veille de son départ. Lord Curzon n'a pas été informé à l'avance du détachement de son ambassadeur ; le Conseil de l'armée disposait de vingt-quatre heures pour nommer son candidat, le général Sir Percy Radcliffe ; le gouvernement français disposait de quarante-huit heures pour nommer ses deux membres, l'ambassadeur Jusserand et le général Weygand.

Les objectifs politiques de la mission ne se limitaient pas à son mandat formel et presque inintelligible, à savoir « se rendre en Pologne [...] donner des conseils sur les mesures à prendre sur les questions découlant des négociations en vue de la conclusion d'un armistice entre la Pologne et la Russie soviétique ».62 Les lettres privées de Hankey à Lloyd George montrent qu'elles visaient à remplacer le gouvernement polonais existant par des hommes plus sensibles aux intérêts alliés. Le 21 juillet, alors qu'ils attendaient à Paris que Jusserand et Weygand fassent leurs bagages, d'Abernon et Hankey dînèrent avec Paderewski et lui demandèrent des suggestions. Paderewski avança le nom de Dmowski, le chef du Parti national démocrate, pour le poste de Premier ministre de préférence à Grabski et soumit une liste d'officiers qui pourraient remplacer Piłsudski en tant que commandant en chef. Il a décrit la Rada Obrony Państwa comme un « instrument de dictature voilée ». Ces objectifs étaient tout à fait irréalisables, bien sûr. Au moment où la mission atteignit Varsovie quatre jours plus tard, elle constata que la position de Piłsudski était plus forte que jamais

et que l'émergence du ministère de coalition de Witos avait mis fin aux ambitions de Dmowski. Ils furent avertis par l'ambassadeur britannique, Sir Horace Rumbold, que toute tentative de destituer Piłsudski provoquerait une révolution. Ils n'avaient pas d'autre choix que de laisser la politique polonaise tranquille. Leurs intentions se limitèrent par la suite à la supervision des propositions d'armistice polonaises et à l'installation de Weygand à une position d'autorité au sein de l'armée polonaise.

Le voyage de la mission à Varsovie ne s'est pas déroulé sans incidents. D'Abernon et Weygand ont tous deux raconté comment les membres de la mission, blottis dans un compartiment de leur train spécial, ont fait leurs devoirs sur la Pologne, triant les noms polonais difficiles et apprenant les principaux faits de son histoire récente. Weygand dit qu'il a informé les autres, il doit donc être tenu en partie responsable de leur ignorance. À Prague, où leur train a été retardé, ils ont téléphoné au président Masaryk et ont été invités à prendre le thé. Masaryk n'était pas optimiste. Il a dit que les Alliés seraient impliqués dans la défaite polonaise s'ils essayaient d'intervenir. Le bolchevisme ne serait pas vaincu à la baïonnette. Quoi qu'il en soit, comme l'a noté Hankey, « il n'y avait aucun intérêt à se battre ».

Le rôle de Sir Maurice Hankey dans la crise polonaise n'a jamais attiré l'attention. Il a été, en fait, le seul participant à la Mission interalliée à apporter une contribution certaine, aussi grotesque soit-elle. Ses lettres privées à Lloyd George et son « Rapport personnel sur la situation en Pologne » furent les seules informations détaillées et sur-le-champ à parvenir au dirigeant allié à temps pour le dénouement. Hankey était un spécialiste de la routine de bureau ; dans le domaine de la politique de l'Europe de l'Est, il était un ignorant complet. La compétence et l'efficacité étaient ses pierres de touche, et il en voyait peu à Varsovie. Sa version de la situation politique en Pologne n'était rien de moins que déformée ; Ses « faits » étaient invariablement inexacts. Il pensait, par exemple, que Piłsudski était président, chef du Parti socialiste, ami de Lénine, Polonais autrichien, ancien prisonnier des Autrichiens... Il était convaincu que Piłsudski préparait un coup d'État pro-bolchevique pour préserver son propre pouvoir. Après seulement six jours en Pologne, le 31 juillet, il rentre chez lui, profondément dégoûté. Dans le train, il rédige son rapport. Il a décrit les principales personnalités polonaises sous le pire jour possible. Piłsudski était « singulièrement cadavérique, avec l'apparence d'une profonde dépression et des cheveux hérissés à la mode allemande, ... le président borné d'esprit, rusé et intensément vaniteux, ... « qui s'imagine en Napoléon » ; Witos était « un paysan de scène » ; Daszyński, « pro-allemand, aux yeux bleus fuyants », Rosvadosski, (Rozwadowski le chef d'état-major), « impossible ». Ses conclusions finales ont été les suivantes :

*« Si la Russie soviétique persiste dans l'offensive, nos efforts pour sauver la Pologne échoueront probablement. Nous devons faire de notre mieux pour obtenir des conditions décentes pour la Pologne, pour reconnaître qu'elle a subi le sort qu'elle s'est réservé malgré nos avertissements, pour améliorer les relations avec l'Allemagne et, par l'intermédiaire de l'Allemagne, avec la Russie, et pour éviter les obligations militaires en Europe et nous concentrer sur le commerce extérieur. »*

Ces commentaires atrocement ignorants ne valent la peine d'être longuement cités que pour illustrer le fossé entre les hommes d'État alliés et le pays que certains d'entre eux s'imaginaient encore aider. Il n'est pas nécessaire d'imaginer leur effet sur Lloyd George. Ils ont confirmé ce qu'il avait toujours cru, à savoir qu'une implication directe en Pologne aurait des conséquences désastreuses et incalculables.

L'impuissance de la diplomatie alliée se reflète bien dans ses vains efforts pour organiser un armistice polono-soviétique. La note de Tchitcherine du 17 juillet proposait des négociations directes avec les Polonais ; sa note du 24 juillet proposait une conférence dont les Polonais seraient exclus. Le 6 août, il fit savoir que les conditions de paix finales des Soviétiques seraient bientôt produites ; le 9 août, il a donné un aperçu des conditions ; le 17 août, il présenta les conditions aux Polonais avec d'importantes modifications. À chacune de ces étapes, sauf la dernière, il obtint l'approbation de Lloyd George. Lloyd George avait maintenu les Français dans le rang avec de plus en plus de difficultés. Le 27 juillet, lors de sa conférence avec Millerand à Boulogne, il est forcé

d'accepter la participation de la Pologne à toute conférence alliée avec les Soviétiques ; le 8 août, lors de la réunion de Lympe, il fut forcé de définir la nature exacte du soutien allié promis à plusieurs reprises à la Pologne. Bien qu'il l'ait entourée de multiples conditions, il l'a mise en soutien matériel pour vingt-deux divisions. Le 14 août, il a complètement perdu le contact. Ce jour-là, les interventionnistes français se rebellèrent contre sa politique, précipitant leur gouvernement dans la reconnaissance de Wrangel et dans une rupture avec les Britanniques qui dura près de deux mois. Le contrôle de Lloyd George sur les Polonais a été encore plus court. Le 23 juillet, il persuada le prince Sapieha d'approcher les Soviétiques au sujet d'un armistice en leur donnant « l'avis impératif de H.M.G. ». Le 10 août, lorsqu'il recommanda aux Polonais d'accepter l'avant-première des conditions soviétiques donnée par Lev Kamenev à Londres, il se heurta à un refus catégorique. Sapieha déclara à l'ambassadeur britannique dans une interview des plus douloureuses que « la Pologne se battra seule plutôt que d'accepter des conditions aussi humiliantes ». À ce moment-là, les efforts de Lloyd George s'effondrèrent. La danse diplomatique était terminée. Elle n'avait duré si longtemps que parce que les deux principaux étaient avant tout soucieux de gagner du temps, Tchitcherine pour laisser l'offensive de l'Armée rouge suivre son cours, Lloyd George pour éviter la décision fatidique d'intervenir.

Dans une telle atmosphère de confusion, les tentatives faites par les négociateurs polonais et soviétiques pour arrêter les combats n'avaient aucune chance de réussir. Il est inconcevable que les Polonais se soient engagés dans un armistice dans le centre de la Pologne alors qu'ils avaient encore des pensées de reprise. Il est tout aussi inconcevable que les Soviétiques aient annulé leur offensive alors qu'ils pensaient encore à la victoire. Les deux parties entament des négociations d'armistice afin d'impressionner l'Entente. En faisant ce que Lloyd George exigeait, tous deux pouvaient espérer une contrepartie : les Polonais pour le soutien des Alliés, les Soviétiques pour l'abstention des Alliés. Chaque camp a neutralisé les mouvements de l'autre et, en l'absence d'une décision militaire, aucun résultat n'a été possible. C'est une triste histoire de tergiversations. Le 1er août, une délégation polonaise, nommée par le haut commandement de l'armée et dirigée par le général Listowski et le Dr Wróblewski, franchit la ligne de front et rencontra une délégation soviétique à Baranowicze. Les Polonais ont été autorisés à négocier un cessez-le-feu ; les Soviétiques insistèrent pour discuter d'un traité de paix. Après seulement deux jours, la délégation polonaise est retournée à Varsovie pour améliorer ses compétences et redéfinir son mandat. Les Soviétiques exigeaient de Piłsudski lui-même qu'il autorise de nouvelles négociations. Cela a été rapidement arrangé. Mais lorsque le gouvernement polonais a essayé de transmettre son consentement aux négociations, la station de radio du gouvernement soviétique à Moscou n'a pas pu ou n'a pas voulu recevoir le message. Les délégations polonaise et soviétique reconstituées, conduites respectivement par Jan Dąbski et K. Danishevsky, ne se réunirent que le 17 août. Comme c'était le jour où le sort de Varsovie était décidé, il n'est pas surprenant que les hôtes soviétiques à Minsk aient enfermé les invités polonais dans leur résidence et aient attendu l'issue de la bataille.

La diplomatie alliée n'a donc rien obtenu. Du point de vue des intérêts personnels de Lloyd George, cette réalisation était parfaitement satisfaisante. Du point de vue des intérêts alliés dans leur ensemble, ce n'était rien de moins qu'un désastre. Les intérêts alliés ne pouvaient être satisfaits que par l'une des deux choses suivantes : par une victoire polonaise ou par la fin des combats. Lloyd George n'a rien fait pour aider le premier et n'a pas réussi à arranger le second. Dans ses efforts tortueux pour parvenir à un arrangement, il s'aliéna presque tous ses amis et collaborateurs. Il s'aliéna les Français par sa volonté constante de croire aux revendications bolcheviques ; il s'aliéna les Polonais par sa répugnance à leur apporter un soutien matériel. Il offensa lord Curzon, dont il usurpa le domaine ; le Foreign Office, dont il ignora les conseils ; et les autres membres de la Mission interalliée, dont il rejeta les appels à l'aide à la Pologne. Il décevait les conservateurs, qui voulaient plus d'actions positives, l'opposition qui voulait introduire la Société des Nations, et les socialistes, qui voulaient abandonner complètement la Pologne. À la fin, il était assez isolé, il n'avait plus personne à qui parler à part Krasin et Kamenev. Il a perdu tout moyen d'influencer davantage la situation. Il ne pouvait qu'attendre. En dernière analyse, le sort de Lloyd George, en tant que chef des puissances alliées et peut-être en tant que Premier ministre britannique, reposait

entre les mains du peuple qu'il avait tout fait pour décourager, les mains des soldats polonais qui occupaient les défenses de Varsovie assiégée.

« Ne touchez pas à la Russie » a résonné dans le monde entier à l'été 1920. C'était un slogan inventé par les amis de la Russie soviétique pour empêcher ses ennemis de recevoir du soutien et des approvisionnements. Il a été soulevé pour la première fois à Manchester en février 1919 par un groupe obscur de syndicalistes britanniques, qui se sont surnommés le « Comité Ne touchez pas à la Russie ». Il n'a pris de l'ampleur qu'au début de mai 1920, lorsque les dockers d'abord à Hambourg puis à Londres ont refusé de toucher aux cargaisons d'armes destinées à la Pologne, et lorsque le Comité exécutif du Komintern a adressé son appel « aux prolétaires de tous les pays ». Il est utilisé dans l'historiographie communiste pour démontrer comment les peuples du monde, contrairement à leurs gouvernements, étaient tous du côté des Soviétiques.

L'importance de la campagne « Ne touchez pas à la Russie » peut être mieux jugée à partir de ses progrès en Grande-Bretagne, le pays où elle a commencé et où elle a produit son seul effet sensationnel. Le comité n'était en aucun cas représentatif du peuple britannique, ni même de la classe ouvrière ou des syndicats. Seuls deux membres, Tom Mann et Willy Gallagher, ont un nom dans l'histoire du socialisme britannique. Ils ont lancé une campagne qui, en gagnant en popularité, a finalement échappé à leur contrôle. Le 4 mars 1920, ils adressèrent une protestation au consul polonais à Londres, à la suite d'une réunion publique au Kingsway Hall. « Ce comité », ont-ils affirmé, « est en grande partie responsable du point de vue adopté par le TUC... Si les impérialistes polonais continuent leur politique actuelle, le nom du gouvernement polonais empestera les narines de tous les membres du mouvement ouvrier organisé en Grande-Bretagne. » Cela s'est avéré vrai lorsqu'en avril sont arrivés les nouveaux de l'opération de Kiev. L'invasion polonaise de l'Ukraine a été condamnée par toutes les sections du mouvement ouvrier britannique sans exception. Elle était particulièrement mise en évidence par le fait que la délégation du Parti travailliste en Russie soviétique en avait été témoin de première main. Il a d'abord inspiré des actions pratiques le 9 mai lorsque le SS *Jolly George* a été empêché de naviguer par des dockers londoniens. Elle fut formellement condamnée par des résolutions au congrès syndical le 6 juin et à la conférence du parti travailliste à Scarborough le 24 juin. Le point culminant a eu lieu au début du mois d'août, lorsque, toujours sous le slogan « Ne touchez pas à la Russie », un Conseil d'action a été formé pour lancer une grève générale contre les intentions supposées du gouvernement d'intervenir en faveur de la Pologne. À ce moment-là, cependant, la campagne, qui avait commencé comme l'instrument d'un groupe de pression communiste militant, avait été reprise par un groupe de socialistes déterminés, mais essentiellement modérés.

Le Conseil d'action, étant l'un des événements les plus confus de l'histoire britannique, est ouvert à de nombreuses interprétations. Lénine, par exemple, croyait qu'il représentait la fondation d'un soviet britannique qui, après avoir partagé le pouvoir avec le gouvernement de Sa Majesté pendant une période transitoire de double autorité, procéderait à l'organisation du Grand Octobre de Grande-Bretagne. L'organisateur du Conseil d'action, Ernest Bevin, n'avait cependant pas de telles aspirations. Il n'était ni léniniste, ni communiste, ni même marxiste. Son conseil n'avait qu'une seule personne en commun avec le comité d'origine. Il se préoccupait seulement d'empêcher Lloyd George d'impliquer le pays dans une guerre non désirée. Il était embarrassé par le fait que son action pour sauver Moscou de l'attaque capitaliste s'est produite à un moment où les forces de Moscou attaquaient Varsovie. Il a été stupéfait, lorsqu'il a fait face au Premier ministre le matin du 10 août, de se trouver en parfait accord avec lui. Une demi-heure de conversation a réglé l'affaire une fois pour toutes :

*« Premier ministre : Cela signifie-t-il que... si l'indépendance de la Pologne est réellement menacée, si elle est réellement détruite et si la Russie bolchevique fait pour la Pologne ce que ses prédécesseurs tsaristes ont fait il y a un siècle et demi, nous ne pouvons pas y envoyer une seule paire de bottes, sinon les travaillistes feront grève ? C'est ce que je veux savoir.*

*Ernest Bevin : Notre réponse est la suivante, que l'hypothèse ne tient pas, que l'indépendance de la Pologne n'est pas en jeu... Le Parti travailliste reconsidérera sa position lorsque l'occasion se présentera.*

*Premier ministre : Très bien, c'est tout à fait suffisant pour moi.*

*Ernest Bevin : Mais supposons que le peuple polonais lui-même soit d'accord sur une Constitution qui ne convienne pas aux puissances alliées ?*

*Premier ministre : Peu m'importe ce qu'est la Constitution. S'ils aiment avoir un Mikado là-bas, c'est leur affaire.*

*Ernest Bevin : C'est ce que nous voulions savoir. »*

Bevin est sorti de Downing Street complètement décontenancé. On n'entendit plus parler de son Conseil d'action.

Lloyd George comprenait le Conseil d'action mieux qu'ils ne se comprenaient eux-mêmes. Il savait que c'était l'expression de peurs mal placées. Comme le lui a rappelé Hankey, « le mouvement du Conseil d'action du travail est un développement désagréable, mais comme ils ne font que suivre la même ligne que le gouvernement... Personne n'est aussi capable que vous de le tourner à son avantage. » Il l'a utilisé à son avantage magnifique. Il est passé directement de sa rencontre avec Bevin au débat sur la Pologne à la Chambre des communes. Il s'est mis à dénoncer tous ceux qui avaient fait une déclaration positive sur la guerre polono-soviétique, les mettant tous dans le même sac que des « maniaques qui veulent élargir le conflit, ... des fanatiques dans tous les pays qui dansent au son de la destruction des meubles. » Il sous-entendait qu'il n'y avait rien à choisir entre Churchill et les interventionnistes et Bevin et le Conseil d'action. « Lénine est un aristocrate, annonça-t-il doucement, et Trotsky est un journaliste. En fait, mon honorable ami, le secrétaire d'État à la Guerre, est l'incarnation des deux. » C'était typique de toute sa stratégie. En mettant Churchill et les bolcheviks dans la même catégorie, il a discrédité à la fois la droite et la gauche d'un seul coup. Il resta aux commandes du juste milieu, le maître incontestable de la Maison. Quelques jours plus tard, il prononça son dernier mot à ce sujet : « Un parti socialiste, disait-il en pensant à Bevin, est très utile pour effrayer la bourgeoisie jusqu'à la modération. »

« Hands Off Russia » a eu moins d'effet sur la conduite de la guerre polono-soviétique que sur les progrès du mouvement ouvrier britannique. Tout en fournissant un point de sympathie fugace entre le communisme soviétique et le Parti travailliste, il a également servi à démontrer leur incompatibilité permanente. Loin d'unir le socialisme britannique, il l'a divisé. En 1920, la majorité des socialistes britanniques ont découvert que si le communisme soviétique convenait à la Russie, il ne convenait pas à la Grande-Bretagne. Selon les mots de Tom Shaw, le seul député travailliste à s'être rendu en Pologne en 1920 : « Si j'étais Russe, je me battrais pour défendre les Soviétiques ; en tant qu'Anglais, je me battrais contre leur introduction dans ce pays. » Le Parti travailliste ne pouvait pas vraiment s'entendre avec les communistes militants, et les a forcés à suivre leur propre voie. Il est très significatif que le 1er août 1920, le jour même où Toukhatchevski a traversé le Bug et est entré dans ce qu'il pensait être l'Europe capitaliste, le jour même où Bevin a formé son Conseil d'action, les premiers sponsors de la campagne « Ne touchez pas à la Russie », Gallagher, Coates et autres, étaient présents à l'assemblée fondatrice du Parti communiste britannique ; Tom Mann a été élu vice-président de Mezhsovprof à Moscou. Le communisme britannique et le socialisme britannique se sont séparés pour de bon.

Le schéma s'est répété dans presque tous les pays d'Europe. L'invasion soviétique de la Pologne a agi comme un puissant catalyseur dans la fermentation rapide des partis socialistes. Il donna ce dernier coup à une casserole dont le contenu se séparait déjà. Les manifestations en faveur de la Russie soviétique au printemps 1920 et les grèves d'armes pour la Pologne furent rapidement suivies de graves querelles et d'un schisme durable. Le précédent britannique a été suivi d'abord aux États-Unis, puis en France, en Allemagne et en Italie. Au moment de la campagne de Kiev, les pays où les communistes avaient formellement rompu avec le mouvement socialiste étaient très peu nombreux ; à l'exception de l'Espagne et de la Hollande, ils étaient tous des États successifs nouveaux ou transformés – la Finlande, les États baltes, la Pologne, la Hongrie, l'Autriche. Au



moment où une paix polono-soviétique a été signée un an plus tard, les seuls pays où les communistes n'avaient pas encore fait sécession étaient la Norvège, l'Albanie et le Vatican.

L'invasion de la Pologne était d'un intérêt immédiat pour les voisins de la Pologne : la Roumanie, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, l'Allemagne et la ville libre de Dantzig. Ils étaient les suivants dans la file. Tous restaient neutres, mais personne ne pouvait être indifférent.

La Roumanie était la plus directement concernée, ayant une frontière commune avec la Pologne et la Russie soviétique. La Roumanie, comme la Pologne, avait hérité de territoires à l'ouest et à l'est, la Transylvanie de la Hongrie et la Bessarabie de la Russie. Cluj (Kolosvar) était son Poznań, et Chisinau (Kishinev) son Wilno. Le gouvernement roumain a été confronté à des problèmes essentiellement similaires à ceux du gouvernement polonais. L'armée roumaine était assez disposée en principe à intervenir contre le bolchevisme, après avoir défié les Soviétiques en s'emparant de la Bessarabie en avril 1918 et ayant occupé Budapest, alors capitale de la République soviétique de Hongrie de Béla Kun, à l'automne 1919. Mais ses préoccupations défensives à l'intérieur du pays laissaient peu de réflexion en 1920 pour les aventures à l'étranger. La Transylvanie n'a été formellement annexée qu'au traité de Trianon du 4 juin 1920 ; La Bessarabie, toujours revendiquée par les Soviétiques mais non assignée par les puissances alliées, resta disputée jusqu'à la fin de l'année. Les forces roumaines sur le Dniestr représentaient une menace constante pour le flanc sud de l'offensive soviétique en Pologne et, le 24 juillet, forcèrent la XIV<sup>e</sup> armée soviétique à se retourner et à leur faire face. Mais ils sont restés eux-mêmes inactifs. En juillet 1920, au plus fort de la crise polonaise, la Roumanie est paralysée par une vague de grèves qui stoppe les chemins de fer et les services postaux. Le ministre des Affaires étrangères, Take Ionescu, qui avait eu une rencontre amicale avec Piłsudski en janvier, s'est limité pendant la majeure partie de l'été à des messages de sympathie générale. Son appel du 18 août en faveur d'une politique unie contre les bolcheviks fut rejeté par les Français.

Le gouvernement hongrois était plus enthousiaste, mais moins en mesure d'aider. Les sympathies magyares pour les Polonais étaient traditionnelles et mutuelles. Le régent, l'amiral Horthy, ayant récemment pris le pouvoir par la grâce de la Terreur blanche, était un croisé dévoué contre le bolchevisme. Il ne cachait pas qu'il était prêt à envoyer des troupes hongroises en Pologne, mais le territoire intermédiaire de la Tchécoslovaquie, avec lequel les Hongrois étaient en état de guerre non déclarée jusqu'en 1920, rendit cela impossible.

Le gouvernement tchécoslovaque adopta une attitude énigmatique à l'égard de la guerre polono-soviétique. 81 En tant que démocratie parlementaire libérale, il ne pouvait pas se féliciter de l'avancée du bolchevisme. En tant que premier client en Europe centrale de la France, ils ne seraient pas autorisés à le faire. Pourtant, ils ne trahissaient aucune préoccupation particulière. Tout au long de l'année 1920, l'aile gauche du Parti social-démocrate, qui lors des premières élections de la République enregistra le plus grand nombre de voix (trente-sept pour cent), établit ouvertement des soviets ouvriers ; le Parti communiste était une organisation légale ; des négociations étaient en cours en vue de l'ouverture de relations normales avec la Russie. Les Tchécoslovaques avaient toujours entretenu des liens plus étroits avec les Russes qu'avec les Polonais. À Prague, la position de la Pologne en tant que sentinelle de la chrétienté était considérée comme plutôt prétentieuse ; Piłsudski était considéré comme un militariste. Pendant la majeure partie de l'année, le gouvernement tchécoslovaque n'a montré aucun intérêt pour la situation difficile de la Pologne. Le ministre des Affaires étrangères Beneš a profité de ce temps pour exploiter le différend à Teschen, qui a été réglé le 28 juillet aux dépens de la Pologne. Le 21 mai, une réunion de cheminots à Breclav, à la frontière autrichienne, appelle à l'arrêt du flux de munitions à destination de la Pologne. Le 5 juillet, une grève sur la ligne Bohumín-Košice a produit le même effet en Slovaquie. Pendant dix semaines, la principale ligne d'approvisionnement de la Pologne a été bloquée. Le gouvernement de Prague n'est pas intervenu. Ce n'est qu'à la toute fin du mois de juillet qu'il a commencé à réagir. L'armée a été déplacée en Slovaquie ; Les réfugiés polonais de Galicie ont reçu de l'aide ; Des agitateurs bolcheviks furent arrêtés ; les chemins de fer ont été ouverts ; Les armes alliées affluèrent enfin en Pologne par la Ruthénie subcarpatique ; L'huile polonaise de Lwów s'est

écoulée. Malgré cela, le gouvernement tchécoslovaque a refusé de déclarer son soutien à la Pologne. Le 9 août 1920, elle publie une déclaration de non-intervention et de stricte neutralité. Il y a de bonnes preuves pour suggérer que Beneš prévoyait de céder la province de la Ruthénie subcarpatique et la ville d'Užhorod en guise de cadeau aux Soviétiques.

L'Allemagne était d'une importance cruciale. L'Allemagne était la destination déclarée de l'Armée rouge et donnait de bonnes raisons à l'optimisme des bolcheviks. Il bouillonnait de mécontentement social et de confusion politique. En dix-huit mois depuis l'abdication du Kaiser, elle avait connu une révolution communiste, deux républiques soviétiques provinciales, trois putschs réactionnaires, au moins quatre grèves générales et cinq chanceliers. En juillet 1920, la Constitution de Weimar n'était en vigueur que depuis douze mois et l'humiliante paix de Versailles depuis seulement six mois. Le gouvernement central était assailli par le séparatisme des Länder, par la surveillance étroite des puissances alliées et par la guerre constante dans les rues entre les détachements ouvriers armés et les Freikorps de droite. Lorsque la guerre polono-soviétique attira l'attention pour la première fois, il était évident que les ouvriers devaient manifester en faveur des Soviétiques, que les Freikorps devaient proposer un soutien à la Pologne et que le gouvernement devait déclarer sa neutralité. C'est ce qu'elle a fait, selon les mots du ministre des Affaires étrangères Simons, le 26 juillet, dans un geste d'une portée essentiellement interne. En 1920, l'Allemagne n'avait pas une politique étrangère totalement indépendante. La République de Weimar, sous la tutelle des Alliés, était incapable d'intervenir officiellement d'un côté ou de l'autre. Mais cela ne signifiait pas que les Allemands et même les départements gouvernementaux étaient empêchés d'avoir leurs propres idées. Il n'a échappé à personne que l'avancée de l'Armée rouge menaçait de détruire la colonie de Versailles et donc, quelles que soient ses autres conséquences, de libérer l'Allemagne des contraintes intolérables qui lui étaient imposées. Comme Lénine lui-même l'a fait remarquer :

*« C'était l'époque où tout le monde en Allemagne, y compris les réactionnaires et les monarchistes les plus noirs, déclarait que les bolcheviks seraient leur salut. Un curieux type de révolutionnaire réactionnaire a vu le jour. »*

Le général Seeckt, commandant de la nouvelle Reichswehr, avait accepté dès janvier 1920 «un futur accord politique et économique avec la Russie comme un but irréversible de notre politique», tout en proclamant que « nous sommes prêts à nous dresser comme un mur contre le bolchevisme en Allemagne même ». « Je refuse de soutenir la Pologne, ajouta-t-il, même face au danger qu'elle puisse être engloutie. Au contraire, je compte là-dessus. »<sup>84</sup> De nombreux officiers pensaient qu'un autre soulèvement révolutionnaire était le prélude nécessaire à la sortie de l'Allemagne de l'emprise de l'Entente.

Il y avait des gens en Allemagne et en Russie prêts à exploiter l'invasion de la Pologne à leur avantage mutuel. Radek, après avoir prononcé son discours au congrès du Komintern le 24 juillet, se rendit en toute hâte à Berlin. Des négociations provisoires étaient déjà en cours. M. Maltzan, chef du département russe du ministère allemand des Affaires étrangères, était en contact avec l'agent bolchevik à Berlin, Kopp, ancien menchevik et confident de Trotsky. Trotsky avait laissé entendre que la Russie pourrait acheter des armes à l'Allemagne, bien que Lénine l'ait spécifiquement interdit. Kopp a donné l'assurance que l'Armée rouge ne franchirait pas la frontière allemande. Le 22 juillet, il transmet à Tchitcherine une proposition de Simons tendant à ce que des relations diplomatiques normales soient rétablies. Le 2 août, il s'arrangea pour qu'un représentant du gouvernement allemand soit attaché à la IV<sup>e</sup> armée soviétique afin de régler tout incident éventuel à la frontière allemande. Il s'arrangea également pour que toutes les unités polonaises qui étaient forcées d'entrer sur le territoire allemand y soient désarmées et internées, Ludendorff, une idole des Freikorps, proposa d'exploiter la situation d'une manière différente. Lors d'une conversation avec le chargé d'affaires britannique à Berlin, il a été présumé avoir proposé de mener une armée de libération en Pologne, à condition que Poznan soit rendue à l'Allemagne et que l'Allemagne participe à l'exploitation économique de la Russie vaincue. Sa démarche a suscité l'inquiétude de nombreux milieux. Au Reichstag, Clara Zetkin déposa une protestation formelle au nom de la gauche allemande. À Londres, le Foreign Office reçut une question anxieuse du ministre

polonais. Le gouvernement polonais a estimé à juste titre que la Haute-Silésie était plus susceptible d'être l'objet de l'attention des Freikorps que Poznan. En tout cas, en Pologne, il n'y avait pas plus de désir d'être libéré par Ludendorff que d'être libéré par Toukhatchevski.

En Haute-Silésie même, des événements remarquables se sont produits. Les communautés allemandes et polonaises de la province étaient en difficulté en préparation du plébiscite à venir. Une garnison alliée insuffisante de troupes françaises et italiennes était difficile à maintenir les deux camps séparés. Le 15 août, le rédacteur en chef du journal local allemand de Gleiwitz (Gliwice) décida d'anticiper la chute de Varsovie sans attendre de confirmation. Le 16 août, une foule allemande apparut dans les rues, acclamant la victoire soviétique et brandissant des images de Lénine et de Trotsky. Le lendemain, une manifestation semblable fut organisée à Kattowitz (Katowice), où la garnison française fut assiégée dans ses casernes. Pendant quarante-huit heures, la terreur allemande fit rage sans frein. Des citoyens polonais et des maisons polonaises ont été attaqués sans discrimination. Une réponse violente était inévitable. Wojciech Korfanty, le leader nationaliste polonais, a appelé son peuple aux armes. C'était le signal de la seconde insurrection silésienne. À l'aube du 19 août, les bandes de prisonniers de guerre de Silésie se déplacèrent à travers la province et occupèrent la zone du plébiscite. Les Français n'ont rien fait pour intervenir. Pendant dix jours, pendant la période exacte où l'armée polonaise se battait pour sauver Varsovie des Soviétiques, les Polonais de Silésie se sont battus pour sauver leurs maisons des Allemands.

En Prusse orientale, un autre plébiscite était déjà terminé. Le vote du 11 juillet, influencé sans doute par la situation critique en Pologne, avait donné lieu à un succès écrasant de l'Allemagne. Là, la garnison alliée avait été approvisionnée par l'armée britannique, qui montrait maintenant un désir inconvenant d'évacuer immédiatement. Des craintes ont été exprimées que les régiments irlandais n'entrent en contact avec les forces soviétiques en progression, et risquent ainsi de « se contaminer ». Le Sinn Féin et le bolchevisme étaient apparemment considérés comme faisant partie d'une seule et même révolution universelle. L'évacuation fut terminée dès la première semaine d'août, et les Prussiens furent laissés à eux-mêmes.

Dantzig, elle aussi, a fait ses plans. À l'été 1920, la constitution de la Ville libre était encore en préparation. Dantzig était administrée comme un « condominium allié » par un diplomate britannique, Sir Reginald Tower, qui était néanmoins à la merci de la municipalité et du Burgermeister, Heinrich Sahn. Sahn était un homme recherché à Varsovie, après avoir été accusé d'avoir transporté du travail forcé depuis la Pologne pendant la guerre mondiale. Du 15 juillet au 24 août, une grève des dockers ferme le port aux expéditions à destination de la Pologne. L'agitation pro-soviétique s'intensifia, et Sahn lui-même fut brutalement traité par les manifestants socialistes. Le 8 août, Sahn persuada Tower de parrainer un projet visant à étendre le territoire de la Ville libre. Les deux hommes ont supposé que, puisque la République polonaise était sur le point d'être détruite, il n'y avait aucun intérêt à sauvegarder ses intérêts.

Pour tous ceux qui regardaient de loin dans les premières semaines d'août, le succès de l'offensive polonaise de l'Armée rouge était déjà un fait accompli. Un coup d'œil à la carte montra que Kavkor de Gai n'était plus qu'à dix jours de marche de Berlin. La IV<sup>e</sup> armée de Sergueïev à Działdowo se trouvait à 100 miles de Dantzig. Ils avaient contourné toute la Prusse orientale. Varsovie était loin derrière eux. Toukhatchevski était sur leurs talons avec ses armées restantes, dont trois étaient dirigées au nord de la Vistule et une seule sur Varsovie elle-même. Le sort de l'Allemagne semblait un sujet de préoccupation plus pertinent que la destruction apparemment inévitable de la Pologne.

Pour les observateurs sur place, cependant, la situation de l'Armée rouge était moins impressionnante. L'avancée en Pologne avait été réalisée à grands frais. Au cours du mois de juillet, les pertes ont varié de vingt-cinq à quarante pour cent. Selon Kakurin, la III<sup>e</sup> armée de Lazarevich passa de 30 243 hommes à 23 324, la XV<sup>e</sup> armée de Kork de 44 796 à 27 522. La 10<sup>e</sup> division d'infanterie de Kakurin s'approcha du Bug avec 4 500 hommes, dont une semaine plus tard sur la rive polonaise de la rivière, seuls 2 800 purent être rassemblés. La grande majorité de ces pertes ne pouvaient pas être comptées comme des pertes, mais simplement comme des abandons ou des

déserteurs, des soldats qui, volontairement ou non, ont été laissés pour compte par le rythme de l'avance.

Tout aussi grave était la discorde croissante entre les fronts de l'Ouest et du Sud-Ouest. L'intention de Toukhatchevski était que les armées d'Egorov convergent vers le Boug et avancent en Pologne sous son harnais. Pourtant, à la fin du mois de juillet, ce mouvement n'avait même pas commencé. À partir du 24 juillet, la XIV<sup>e</sup> armée se dirigea vers le sud pour faire face à la menace d'une diversion roumaine du Dniestr ; le Konarmiya tourna vers le sud-ouest et se dirigea vers Lwów. Seule la XII<sup>e</sup> armée sur le flanc nord marcha en ligne pour un rendez-vous avec Toukhatchevski, mais se retrouva en difficulté dans la vallée marécageuse du Stochod, où Broussilov s'était arrêté en 1916. La poussée combinée de ces trois armées vers l'ouest fut dès lors affaiblie. Comme une fourche dont les dents ont été tordues hors de la ligne, leur pouvoir de pénétration et leur capacité d'action concertée ont été sévèrement inhibés. Leur progression fut considérablement retardée. Ils se heurtèrent à un adversaire qui s'arrangea pour battre en retraite dans un bien meilleur ordre que dans le nord. Ils rencontrèrent un système polonais efficace de «filtrage» défensif et furent soumis à une série de contre-attaques sanglantes. Śmygły-Rydz, le commandant polonais en Galicie, a mis des garnisons d'environ 1 000 hommes dans chacune des villes stratégiques et des carrefours des zones avancées. Il pouvait être sûr qu'ils ne pourraient pas tous être attaqués en même temps, et que chacun, bien approvisionné en rations et en munitions, pourrait tenir jusqu'à quinze jours, à moins d'être choisi pour une attaque spéciale. Derrière eux, il pouvait regrouper ses forces principales et les renforcer avec de nouveaux détachements de cavalerie. La II<sup>e</sup> armée, dissoute à Kiev, est alors reconstituée sous le commandement du général Raszewski, dotée d'une division complète de cavalerie et placée au centre du front en face de la Konarmiya. Le 8 juillet, Raszewski repousse Budyonny et réoccupe Równe pendant une courte période. La lutte pour la rivière Styr a duré près d'un mois. Les 21 et 22 juillet, un raid du général Linde sur la droite de la 2<sup>e</sup> armée reprend Kozin. Le 2 août, la bataille de Brody fut lancée, au cours de laquelle le général Sawicki, à la tête de deux divisions et d'une brigade de cavalerie, s'enfonça profondément dans le flanc de Konarmiya. Le succès polonais fut contrecarré par des ordres d'en haut, qui, à la suite de la chute de Brest-Litovsk au nord, ramenèrent toutes les armées du sud vers le Styr. Pendant ces semaines, Budyonny, bien sûr, n'est pas resté inactif. Il réagissait avec sa vigueur habituelle chaque fois qu'il était attaqué et, à plusieurs reprises, taillait en pièces les unités adverses. Mais ses progrès globaux ont été lents. Au mois de juillet, il fit cinquante-sept milles, de Równe à Beresteczko. Son rythme n'était pas comparable à celui de Gai, qui au cours de la même période avait parcouru 400 miles. Le front du Sud-Ouest perdait non seulement son élan, mais aussi son sens de l'objectif.

Ainsi, malgré les apparences sur la carte et les affirmations confiantes du haut commandement soviétique, le succès de l'invasion de la Pologne était toujours en jeu.

## **Chapitre Cinq : La bataille de Varsovie**

Les impressions enregistrées de la ville de Varsovie à la veille de l'attaque de l'Armée rouge présentent une confusion déconcertante d'activité fiévreuse et de léthargie inexplicable. Le journal de Lord D'Abernon souligne cette léthargie :

*« 26 juillet Je continue à m'émerveiller de l'absence de panique, de l'absence apparente de toute anxiété. Si l'on organisait un système méthodique de défense, on pourrait comprendre la confiance du public, mais toutes les meilleures troupes sont envoyées à Lwów, laissant Varsovie sans protection.*

*27 juillet Le Premier ministre, un propriétaire paysan, est parti aujourd'hui faire sa récolte. Personne ne trouve cela extraordinaire.*

*2 août L'insouciance des gens ici dépasse l'entendement. On imaginerait le pays sans danger et les bolcheviks à des milliers de kilomètres.*

*3 août Expédition le long de la route d'Ostrów ... Je m'attendais à ce qu'il soit bloqué par des troupes et des wagons de munitions, ainsi que par des réfugiés. En fait, il y avait très peu de circulation. Curieusement, la plupart des gens que j'ai vus installer des barbelés étaient des Juifs. C'était surprenant car les Juifs sont soupçonnés d'être un élément favorable aux bolcheviks. La population d'ici a vu tant d'invasions qu'elle a cessé d'y prêter attention.*

*Le 7 août, j'ai visité cet après-midi le nouveau front proposé en direction de Minsk Mazowiecki. Un triple enchevêtrement de barbelés est en train d'être mis en place autour de Varsovie dans un rayon de 20 kilomètres, et un certain nombre de tranchées ont été creusées... L'œuvre ne semblait pas bien conçue.*

*13 août Il y a singulièrement peu d'alarme. Les classes supérieures ont déjà quitté la ville, dans de nombreux cas, ayant confié leurs tableaux et autres objets de valeur aux autorités du musée.*

*Varsovie a été si souvent occupée par des troupes étrangères que l'événement en lui-même ne cause ni l'excitation ni l'alarme qui se produiraient dans une ville moins expérimentée. »*

Feliks Dzierżyński, interrogeant les prisonniers et les réfugiés de l'autre côté du barbelé à Wyszaków, était conscient d'une plus grande activité. Il télégraphia ses impressions à Lénine :

*« Les paysans se tiennent à l'écart de la guerre et résistent à la mobilisation. Les masses ouvrières de Varsovie attendent l'arrivée de l'Armée rouge mais, en raison du manque de direction et du règne de la terreur, elles ne se manifestent pas activement. ... Le Parti socialiste mène une agitation frénétique pour la défense de Varsovie. ... Des milliers d'hommes et de femmes sont rassemblés et envoyés creuser des terrassements. Des enchevêtrements de barbelés sont mis en place et il y a eu des rumeurs de barricades dans les rues. Pour soulever l'humeur guerrière de la population, les Polonais ont lancé des flots d'appels, dans lesquels ils disent qu'un coup puissant suffira pour repousser l'Armée rouge fatiguée et affaiblie. Tout est mobilisé pour ce coup unique. Des brigades de choc féminines ont été formées. Les volontaires, composés pour l'essentiel de fils choyés de la bourgeoisie et de l'intelligentsia, se comportent désespérément. En général, dans les cercles dirigeants, il y a un climat de dépression. Les articles de journaux sur le comportement de l'Entente sont pleins d'ironie et de reproches. Tous les cardinaux, archevêques et évêques polonais ont lancé un appel à l'aide à l'épiscopat du monde entier, nous décrivant comme l'Antéchrist... »*

Ni D'Abernon ni Dzierżyński ne pouvaient avoir une vue d'ensemble, bien sûr. Ni l'un ni l'autre n'étaient en mesure d'apprécier la nature exacte des préparatifs et des précautions prises.

Le 13 août, le corps diplomatique se retire de Varsovie pour Poznań. Ils avaient été informés que le ministère des Affaires étrangères ne pouvait plus garantir leur sécurité dans la capitale. Ils laissèrent derrière eux les Italiens, qui avaient l'ordre de rester avec le gouvernement polonais, la Mission interalliée, qui furent équipés d'automobiles et de vêtements anti-crevaison pour une évasion ultérieure, et Monseigneur Achille Ratti, légat du pape, archevêque titulaire de Lépante et doyen du corps, qui pensait qu'il était de son devoir de braver les hordes de l'Antéchrist en personne.

Le gouvernement polonais souhaitait également évacuer vers Poznań, au moins à titre de mesure temporaire. Mais il y avait un problème. Poznań était le bastion des nationaux-démocrates, où Roman Dmowski s'était retiré après sa démission forcée de la Rada Obrony Państwa. Dmowski avait passé son temps à Poznań à semer le trouble. Il organisa une série de rassemblements au cours desquels le leadership de Piłsudski fut condamné, la chute de Varsovie prédite et la formation d'un régime séparatiste poznanien exigé. Il visait à faire de Poznań une base pour prendre le pouvoir dans l'ensemble de la Pologne. Ses calculs étaient astucieux. Dans le « ministère de l'ancienne partition prussienne » à Poznań, qui était pratiquement autonome, et dans l'armée du front occidental (allemand), commandée par ce vieux militant et ennemi juré de Piłsudski, le général Dowbór-Muśnicki, il possédait une base solide pour une administration séparatiste. Il jouissait de la confiance de l'Entente, dont il espérait qu'elle interviendrait si l'Armée rouge envahissait Varsovie. Le 13 août, le mouvement de Dmowski était allé si loin que Witos, le Premier ministre, fut obligé de se rendre à Poznań. Witos a affronté les foules hostiles en personne. Il a prononcé un discours simple sur l'unité nationale et la nécessité pour tous les Polonais de s'unir. Il avertit que les Allemands seraient les premiers à exploiter la détresse de la Pologne et que la formation d'une province séparatiste de Poznanie était le meilleur moyen d'inviter le retour des Prussiens. Ses paroles avaient du sens. Mais il a été obligé de faire un certain nombre de concessions. Il accepta la formation d'un secrétariat de la Guerre rattaché au ministère de Poznanie et l'organisation d'une armée de réserve occidentale, commandée par le général Raszewski. Aux yeux des Poznaniens, Witos et Piłsudski étaient en probation. Si Varsovie était sauvée, Poznań resterait loyal ; si Varsovie tombait, Poznań suivrait son propre chemin et les dirigeants de la coalition se rendraient en tant que réfugiés dans une province dirigée par le « gouvernement de salut national » de Dmowski.

À ce moment où l'unité politique de la Pologne commençait à se fissurer, sa préparation militaire atteignait son apogée, principalement grâce à la planification judicieuse et aux efforts titanesques du général Kazimierz Sosnkowski. Sosnkowski, alors vice-ministre des Affaires militaires, avait fait le point sur la situation dès le 2 juillet. S'adressant à une conférence des chefs de département du ministère et de l'état-major général, il a souligné le changement de nature de la guerre soviétique. Il ne s'agissait pas simplement d'une « guérilla à une échelle accrue », a-t-il dit, « mais d'une guerre régulière de forces massives, où nous rencontrons toute la puissance de feu et les aides mécanisées de la récente guerre mondiale, une guerre nationale, où nous faisons face non seulement aux gardes bolcheviques, mais à la puissance concentrée de toute la Russie ».<sup>3</sup> Il a décrit les histoires de l'invincibilité de Budyonny comme des « mirages et des fantômes » qui s'évaporerait dès qu'un corps de cavalerie polonais de taille similaire pourraient être rassemblés. La période décisive serait les deux prochains mois ; Le facteur décisif serait le moral. Le discours de Sosnkowski, prononcé avant le début de l'offensive soviétique, était aussi perspicace qu'émouvant. Il inspira directement toutes les mesures concernant les armes, les transports, la conscription, les volontaires, la discipline et le commandement, qui dans les six semaines suivantes revitalisèrent l'armée polonaise.

Le réarmement polonais était dans un état critique. À la fin du mois de juin 1920, le crédit de la Pologne pour les achats militaires était épuisé. Le crédit de l'État français de 375 millions de francs avait été dépensé ; le gouvernement des États-Unis préférait accorder des crédits à des fins civiles plutôt que militaires ; le gouvernement britannique n'a montré aucun intérêt. Les chefs militaires britanniques et français, le maréchal Foch et le feld-maréchal Wilson « ne voyaient pas l'utilité de verser des armes en Pologne tant que les Polonais n'auraient pas un bon gouvernement ».<sup>4</sup> Bien que le ministre français de la Guerre, Lefèvre, ait accepté un petit crédit supplémentaire de cinquante millions de francs, le ministère français des Finances a refusé de le ratifier.<sup>5</sup> Weygand pensait que la meilleure source d'approvisionnement de la Pologne serait à partir des stocks restant en Allemagne ; mais la Commission interalliée de contrôle détruisait ces stocks aussi vite qu'elle le pouvait.<sup>6</sup> Le seul succès de la Pologne se produisit très tard, le 26 juillet, lorsque les États-Unis s'engagèrent à équiper et à entretenir dix divisions d'infanterie polonaise pour la durée de la guerre.<sup>7</sup> Heureusement, la livraison des achats précédents était toujours en cours. Chaque train qui passait apportait un soulagement bien nécessaire. Le train n° 79, par exemple, qui quitta Is-sur-Tille près de

Dijon le 18 juillet avec 20 000 fusils français, 40 000 fusils anglais et treize millions de munitions, transportait en théorie suffisamment d'armes pour envoyer cent balles à travers chaque soldat de l'armée de Toukhatchevski.

Le transport posait toujours problème. Le gouvernement allemand a tenu sa promesse d'autoriser un total de 150 trains d'armes à destination de la Pologne ; Mais les cheminots étaient réticents et le transit était lent. L'ouverture de la ligne de Sighet en Roumanie à Lwów a été compensée par la fermeture de Dantzig. La route principale traversant l'Italie, l'Autriche et la Tchécoslovaquie est restée fermée.

Les avions étaient dans tous les esprits. Les avions n'étaient pas seulement l'arme la plus moderne qui existait et la réponse la plus efficace à la cavalerie soviétique ; ils pouvaient atteindre la Pologne par leurs propres moyens et en quelques heures. À Londres, Winston Churchill demanda à l'état-major britannique si les escadrons de la RAF en Allemagne ne pouvaient pas être évacués de Cologne. À Varsovie, Horace Rumbold, l'ambassadeur britannique, pensait en des termes similaires :

*« Je crois... La meilleure chose que nous puissions faire serait d'envoyer des masses d'avions ici. Ceux-ci démoraliseraient rapidement et complètement les bolcheviks. Dans cette éventualité, nous devrions aussi équiper un puissant escadron de bombardement équipé des plus grosses bombes et aller anéantir Moscou – une opération parfaitement réalisable, j'imagine. »*

Ni Churchill ni Rumbold n'avaient le moindre espoir de réaliser ces envolées de fantaisie, tant que Lloyd George était aux commandes. À Paris, Paderewski, « les larmes aux yeux », dit à D'Abernon et Hankey d'emmener un escadron avec eux en Pologne afin d'assurer leur évasion.<sup>12</sup> Le 8 août, Sosnkowski télégraphia à son attaché militaire à Washington « de mettre la main sur autant d'avions et de pilotes que possible, des escadrons entiers de chasseurs-bombardiers avec suffisamment d'armement pour au moins six semaines ». <sup>13</sup> C'étaient des pensées de désespoir. À ce stade, seuls Alcock et Brown auraient pu utiliser des avions américains lors de la bataille de Varsovie. Les forces armées polonaises ont dû se contenter pour l'essentiel de l'équipement qu'elles possédaient déjà.

Les ressources humaines de la Pologne restent bien remplies. Le 3 juillet, la Rada Obrony Państwa a lancé un appel aux volontaires pour :

*« La patrie est dans le besoin ! Tous les hommes de bonne volonté capables de porter les armes sont appelés dans les rangs de l'armée. La nation entière doit résister comme un mur solide et inébranlable. C'est sur nos cœurs que le flot du bolchevisme sera brisé. Que l'unité, la concorde et le labeur incessant nous rassemblent tous pour la cause commune. Tout pour la victoire ! Aux armes ! »*

Des volontaires se sont engagés par milliers. Les hommes de dix-sept à quarante-deux ans étaient acceptés dans les rangs, les officiers jusqu'à l'âge de cinquante ans. Autant de personnes se sont manifestées au cours des six semaines suivantes qu'au cours des six mois précédents. Le 20 août, ils étaient au nombre de 164 615, dont plus de 40 000 rien que de Varsovie. Une inspection générale des volontaires sous la direction du général Józef Haller a été créée, qui a pu en temps voulu aligner une armée entière de volontaires. Ces « Hallerczyk », élevés dans la colère et entraînés à la hâte, formaient une formation fière.

À la veille de la bataille, les volontaires de l'armée sont rejoints par toutes sortes de recrues non officielles. Le Parti socialiste polonais a ouvert la voie avec sa section militaire, sous la direction du député Tomasz Arciszewski. Il leva un certain nombre de bataillons ouvriers, certains comme le Régiment ouvrier pour la défense de la capitale (Robotniczy Pułk Obrony Stolicy) pour servir à Varsovie, d'autres pour la protection des usines ou pour des raids derrière les lignes ennemies. Le 4 août, il organisa le Conseil pour la défense de la capitale (Rada Obrony Stolicy) qui coordonna les efforts d'organismes tels que la Straż Obywatelska (Garde des citoyens), une formation de la classe moyenne défilant en canotiers et en coliers, et le Régiment ouvrier indépendant (Nienależny Pułk Robotniczy) brandissant des bâtons et des faux.

L'enrôlement volontaire s'est accompagné d'une conscription obligatoire. En juillet 1920, l'armée polonaise appela cinq classes, celles de 1890 à 1894 incluses. Il s'agissait d'hommes âgés

de vingt-cinq à trente ans, qui étaient plus fiables et plus faciles à former que ceux des classes de 1900–1901. Bien que la résistance à la conscription soit encore apparente dans quelques régions éloignées du front – dans les montagnes de Bieszczady, à Cracovie et dans le bassin houiller de Dabrowa – la conscription lève 137 152 hommes.

La discipline militaire fut renforcée. Les déserteurs ne pouvaient s'attendre à aucune pitié. Les récidivistes ont été abattus. Les agents devaient donner l'exemple. Les Shirkers étaient pourchassés avec empressement. À Varsovie, les rues sont fermées et les tramways sont fouillés par des patrouilles habilitées à interroger tout civil en âge de combattre. Les personnes soupçonnées d'espionnage, de subversion ou d'agir contre les intérêts de l'armée pouvaient être jugées sommairement par une cour martiale. « La supériorité physique de l'ennemi ne représente aucune terreur pour une armée dont la santé morale est saine », disait Sosnkowski à ses officiers : « Les batailles sont perdues, non pas à cause de la faiblesse numérique, mais à cause de la maladie interne d'une armée. »

Les efforts de Sosnkowski ont produit une augmentation marquée à la fois en quantité et en qualité. Le 20 août, l'effectif nominal de l'armée polonaise avait atteint 737 767 hommes, soit à peu près l'équivalent de celui des fronts soviétiques de l'Ouest et du Sud-Ouest. 373 166 de ces hommes, soit plutôt plus de la moitié, étaient déjà formés, équipés et placés sur le terrain.<sup>16</sup> Ils n'étaient pas des recrues brutes et inutiles. Ils comprenaient 28 000 cavaliers et 33 000 artilleurs qui ont éliminé la supériorité soviétique dans ces services vitaux. Les volontaires étaient pour la plupart des étudiants, dont l'intelligence, l'enthousiasme et l'éducation agissaient comme une transfusion sanguine à des régiments qui avaient jusque-là été composés de conscrits paysans illettrés et apathiques. Lorsque, dans le feu des combats à Radzymin, le 13 août, la 11e division d'infanterie refusa les ordres, l'état-major la remplaça, non pas par des renforts réguliers de la réserve de l'armée, mais par des ouvriers-volontaires.

La croissance de l'armée s'accompagna d'importants changements de commandement. Le 19 juillet, le général Rozwadowski revient de l'étranger pour reprendre son poste de chef d'état-major général. Le 9 août, le général Sosnkowski est nommé ministre des Affaires militaires, poste qu'il occupe depuis des mois. Le 10 août, conformément aux dispositions de Piłsudski pour la bataille à venir, un certain nombre de changements furent opérés dans les commandements de campagne. La promotion du général Sikorski au commandement d'une toute nouvelle Cinquième Armée était particulièrement intéressante à cet égard.

La position de Sikorski parmi les commandants sur le terrain était, à bien des égards, la contrepartie de la position de Sosnkowski parmi les administrateurs militaires. Tous deux étaient les hommes de Piłsudski, associés pendant une douzaine d'années ou plus à chacune de ses diverses entreprises, de l'Union de lutte active à Lwów aux Légions de la guerre mondiale ; Tous deux étaient encore dans la trentaine ; tous deux avaient rendu des services distingués au cours de la première période de la campagne soviétique. Władysław Sikorski était un ingénieur civil de profession, qui est entré en politique à temps partiel. Avant la guerre, il était lieutenant dans la réserve royale et impériale et président de l'Association des fusiliers de Lwów. À partir de 1914, il est chef du département de la Guerre du Comité national. En 1918, lors de la dissolution de la Légion, il fut violemment en désaccord avec Haller. Il a été interné en Hongrie. En 1919, en tant que major-général, il reçoit le commandement de la 9e division d'infanterie et en 1920 du groupe de Politesse. Son efficacité et son succès ont fait de lui le choix automatique pour toutes les affectations spéciales pendant le reste de la guerre. Ses habitudes professionnelles et son esprit original et indépendant le recommandaient aux politiciens comme l'un des rares hommes à pouvoir parler à Piłsudski sur un pied d'égalité. Son génie militaire a fourni le prélude à une carrière politique qui, après de nombreux bouleversements, s'est terminée au sommet même des affaires polonaises. Sikorski et Sosnkowski formaient la paire la plus élevée, se tenant sur les épaules de centaines d'autres officiers légionnaires qui, à cette époque, se frayaient un chemin jusqu'au sommet du corps des officiers, des hommes comme Marian Kukiel qui, avec toute l'autorité de ses vingt-cinq ans et de ses cinq pieds deux pouces, était un colonel à part entière dans la sixième armée en Galicie. C'étaient les nouveaux capitaines de Piłsudski, la vie et l'âme de son équipe militaire.



Dès la première semaine d'août, il était clair que le choc décisif des armes devait se produire dans les six ou sept jours. L'Armée rouge affluait vers l'ouest. Les derniers obstacles naturels avaient été franchis ; Les derniers combats d'arrière-garde avaient eu lieu. Pour les deux commandants, c'était le moment crucial. Toukhatchevski donna ses derniers ordres le matin du 8, Piłsudski le soir du 6.

La planification stratégique dans les conditions qui prévalaient était une entreprise très risquée. Il n'existait tout simplement pas et ne pouvait pas exister de base solide pour prendre des décisions sécuritaires. Le plan de Piłsudski a dû être élaboré avant qu'il ne connaisse la ligne exacte de l'avance de Toukhatchevski ; elle a été conçue avant que Toukhatchevski lui-même n'ait décidé de la direction à prendre ; elle était basée sur une supposition, qui s'est avérée fausse par la suite, que le gros de l'Armée rouge marchait sur Varsovie par la route occidentale directe ; Il a dû laisser la possibilité d'une feinte au nord ou d'une embardée au sud pour une attention ultérieure. Le plan de Toukhatchevski était conçu dans l'ignorance des dispositions polonaises ; elle était basée sur une hypothèse, qui s'est également avérée fausse, que l'armée polonaise résisterait le plus fortement devant sa capitale. L'état de l'Intelligence était médiocre. L'aviation polonaise était constamment aveuglée par le temps nuageux et les brumes épaisses ; L'aviation soviétique n'a pas réussi à atteindre les zones avancées. Les patrouilles de reconnaissance et les éclaireurs sur le terrain ne pouvaient pas suivre une situation en constante évolution. Des armées de 40 000 ou 50 000 hommes auraient pu être repérées plus facilement si elles avaient défilé dans le style napoléonien en formation de masse ; Dispersés dans la brume sur plusieurs centaines de kilomètres carrés, ils pouvaient dissimuler leurs intentions jusqu'au moment de l'impact. De graves erreurs ont été commises de part et d'autre. Piłsudski a été informé très tôt que les XVe et IIIe armées soviétiques semblaient se déplacer au nord de Varsovie, mais il les a prises pour la IVe armée. Toukhatchevski a en fait reçu le texte intégral du plan de Piłsudski, trouvé sur le corps d'un officier de liaison polonais tué près de Chełm ; il pensait que c'était trop beau pour être vrai et le rejetait comme une fraude ou une diversion locale. C'est ainsi que les deux armées se lancèrent dans la bataille.

L'aveu franc de Piłsudski de « l'absurdité » de sa tâche conduit à soupçonner que son récit de la bataille de Varsovie est le plus proche de la vérité. Dans son livre *Rok 1920* écrit environ cinq ans plus tard, il résiste à la tentation de décrire la bataille en termes militaires standard, ou comme une pièce maîtresse contestée par des généraux omniscients et décidée par une planification et une tactique supérieures. Il l'appelait lui-même une « *bijatyka* » et une « bagarre », ce qu'on appellerait en anglais une « bagarre » ou une « bagarre ». Il parlait de « la nullité des forces disponibles », de « l'absurdité de la situation », de « l'irrationalité de la faiblesse », du « risque excessif, contraire à toute logique et à tout principe militaire solide ».18 Les plans de Piłsudski étaient dictés par les circonstances. Sa conception de la contre-offensive était le résultat naturel d'échecs répétés avec des tactiques défensives tout au long du mois de juillet. En effet, sa réticence à engager les principales réserves dans les lignes défensives en ruine en Biélorussie avait en elle-même créé une situation où un changement radical de stratégie offensive était inévitable. Il n'avait guère le choix quant à l'emplacement de sa contre-offensive. Il n'aurait pas pu le lancer sur son aile gauche, où ses positions étaient déjà débordées par la cavalerie soviétique ; il n'envisageait pas de le lancer depuis le centre, où il s'attendait à ce que l'attaque frontale soviétique se développe ; Il ne pouvait pas le lancer depuis le front sud, où ses armées se trouvaient à près de 200 miles du théâtre d'action principal. Il ne lui restait qu'une seule possibilité sérieuse : une contre-offensive à droite du centre, à un point où une force de frappe pourrait être rassemblée à partir des fronts nord et sud. Il médita et vérifia ces considérations dans la nuit du 5 au 6 août, ruminant seul dans son bureau au Belweder de Varsovie. Le matin, il a reçu Rozwadowski et ils ont réglé ensemble les détails. Rozwadowski souligna la valeur de la rivière Wieprz, à soixante miles au sud de Varsovie, comme base de la contre-offensive. Dans la soirée, l'ordre n° 8358/3 du 6 août 1920, publié par le Commandement suprême et signé par Rozwadowski, était prêt et publié.

Les polémiques sans fin qui ont entouré la paternité de ce célèbre ordre sont hors de propos. Que les détails aient été rédigés par Piłsudski, par Rozwadowski, par Weygand, par tous, ou même

par quelqu'un d'autre, n'a pas d'importance. Tout stratège moyennement compétent, familier avec la guerre aux frontières, aurait exprimé l'intérêt de dispositions similaires. La décision cruciale ne concernait pas les détails de l'ordonnance ; Il s'agissait d'un jugement moral, de savoir si l'on pouvait oser transformer tout le dispositif d'une armée en l'espace d'une semaine, si une armée pouvait risquer de perturber son ordre de bataille alors que l'ennemi frappait déjà aux portes de la capitale. Cette décision ne pouvait appartenir qu'au commandant en chef, et c'est Piłsudski qui l'a prise. Il a décrit l'expérience avec les mots de Napoléon, « comme celle d'une fille donnant naissance à un enfant, en proie aux affres de l'accouchement ».

L'ordre du 6 août créa trois fronts sur les deux existants, et redistribua les armées polonaises sans aucune reconnaissance. Le front nord s'étendait de Pułtuck sur la Narew à Dęblin sur la Vistule, et fut attribué au général Józef Haller. À son extrémité nord, il comprenait des formations de réserve défendant la basse Vistule. Ensuite vint la nouvelle Ve Armée du général Sikorski, chargée de contenir l'aile droite mobile de l'ennemi au nord de Varsovie. Dans le secteur de Varsovie, la première armée du général Latinik et la deuxième armée du général Roja devaient tenir le périmètre des défenses de la capitale avec l'appui d'une réserve stratégique sous le commandement du général Żeligowski. Le Front central s'étendait de Dęblin à Brody en Galice, et était attribué à Piłsudski en personne. Il comprenait la principale force de frappe du général Śmigły-Rydz, qui devait être rassemblée sur le Wieprz à Kock et Lubartów, assistée à sa gauche par la quatrième armée du général Skierski et couverte à sa droite par la troisième armée du général Zieliński. Le front sud resta à peu près le même qu'auparavant, dispersé le long du cours supérieur du Bug et de la Strypa jusqu'au Dniestr, et commandé par le général Iwaszkiewicz. Elle se composait de la sixième armée du général Jędrzejewski, de la division de cavalerie indépendante du colonel Rómmel et de l'armée ukrainienne du général Pavlenko. Sa tâche était de défendre Lwów et d'empêcher les forces soviétiques en Galicie de rejoindre Toukhatchevski dans le nord. Le quartier général suprême devait être situé à Puławy sur la Vistule. Toutes les unités devaient être en position au plus tard le 12 août.

Ce regroupement exigeait une opération d'une complexité stupéfiante. Piłsudski l'a décrit comme « au-delà des capacités humaines ». Au moment de recevoir l'ordre, de nombreuses unités étaient engagées dans le combat et épuisées après cinq semaines de retraite. Maintenant, toujours sous la pression d'un ennemi qui poussait constamment en avant, ils devaient se désengager, changer de commandement, traverser latéralement les zones avancées à travers toutes les lignes de communication et arriver en cinq jours à des positions souvent distantes de 100 ou 200 milles. C'était un acte de foi que Piłsudski aurait pu considérer cette opération comme réalisable ; que l'ensemble du travail ait été réalisé était un miracle, un miracle de surcroît, dans le domaine même de l'organisation de l'état-major et de la liaison administrative où tant d'observateurs occidentaux considéraient l'armée polonaise comme incompetente.

Il serait faux, bien sûr, de laisser entendre que tout s'est déroulé comme prévu. Sur le front nord, la réorganisation polonaise fut interrompue par l'irruption du Kavkor, qui décima le groupe du général Roja, priva la deuxième armée de son futur commandant et s'empara du secteur même entre la Narew et le Bug où la cinquième armée de Sikorski était censée se rassembler. Sur le front central, la force de couverture du général Zieliński s'avère être composée d'unités largement fictives ou absentes. Piłsudski lui-même a admis que les dispositions sur le papier ne correspondaient pas toujours à la réalité sur le terrain. La prolifération de « groupes, sous-groupes, super-groupes, groupes avancés et groupes de larmes » a parfois abouti à des états-majors sans soldats et, à un moment donné, à une bande de cent soldats divisée en trois « brigades » commandées chacune par un général complet. À Maciejowice près de Dęblin, les cocardes rouges du 15e régiment de uhlans ont été prises pour des étoiles rouges et ont attiré le feu meurtrier de leur propre artillerie.

La disposition des armées polonaises le 12 août correspondait pour l'essentiel aux fonctions qu'elles étaient censées remplir. Les 156 000 hommes actuellement en position sur les fronts nord et central jouissaient d'une supériorité considérable, même sur l'effectif nominal de 116 000 de Toukhatchevski. Quinze des vingt et une divisions occupaient des positions défensives qui, à en juger par les normes de la guerre mondiale, pouvaient s'attendre à tenir contre jusqu'à trois fois leur

propre nombre. Le front sud polonais, avec ses 29 000 hommes, était à peu près égal aux deux armées offensives du front sud-ouest soviétique, la XII<sup>e</sup> armée et la Konarmiya. Les réserves polonaises et les services d'approvisionnement étaient à portée de main ; la population était amicale ; Ils étaient sur leur propre terrain. Bien que leur épuisement ne puisse être inférieur à celui de l'ennemi ; Leur moral était relevé par les espoirs du nouveau plan. Une fois leur regroupement terminé, leur période la plus vulnérable s'est déroulée sans difficulté.

La bataille de Varsovie s'est déroulée en quatre mouvements distincts, sur quatre secteurs distincts : la tête de pont de la Vistule, la Wkra, la Wieprz et la frontière prussienne. Chaque mouvement faisait partie d'un ensemble harmonieux : *Agitando, Maestoso, Presto et Tutti*.

La tête de pont de la Vistule à Varsovie était bien défendue et n'aurait pas dû causer beaucoup de problèmes au commandement polonais. Ses trois lignes de fil de fer barbelé et son système de tranchées doubles formaient un demi-cercle régulier, centré sur la banlieue est de Praga. Son point le plus profond était à Radzymin, à treize milles de la rivière. Son aile gauche s'étendait jusqu'au Bug en face de Serock et son aile droite vers la Vistule près de Karczew ; Il ne pouvait pas être facilement tourné sur les flancs. Il possédait l'effectif le plus puissant de tous les secteurs polonais : 46 000 fantassins et près de 2 000 cavaliers, 730 mitrailleuses lourdes, 192 batteries d'artillerie et une compagnie de chars, concentrée le long d'un périmètre de soixante-dix kilomètres de long. Avec 690 hommes, dix postes de mitrailleuses et trois batteries d'artillerie par kilomètre, c'était le seul secteur de la guerre polono-soviétique qui ait jamais approché les niveaux de concentration de la guerre mondiale. Il ne possédait qu'une seule division, la 4<sup>e</sup> division d'infanterie de la deuxième armée, qui avait été importée de loin et qui aurait pu être désorganisée par un long voyage. Ses commandants étaient des hommes d'expérience : Haller, autrefois célèbre pour l'Armée bleue, aujourd'hui entouré du prestige des volontaires ; Latinik, le défenseur déterminé de Teschen l'année précédente contre les Tchèques ; Raszewski, le Poznanien ; Zieliński, qui avait autrefois occupé un haut commandement tsariste.

La gestion de la bataille pour la tête de pont, et la panique qui s'est produite, sont plutôt surprenantes. Le contact avec l'ennemi fut établi dans la soirée du 12 août, lorsque des unités de la 21<sup>e</sup> division de Putna de la III<sup>e</sup> armée soviétique atteignirent la ligne extérieure devant Radzymin, pour être rejointes pendant la nuit par les cinq divisions de la XVI<sup>e</sup> armée de Sollogub. Le lendemain matin, alors que les batteries polonaises tiraient encore au-dessus de leurs têtes à 5-6 000 mètres, les Soviétiques se précipitèrent sur les barbelés extérieurs et prirent d'assaut la première ligne de tranchées. Radzymin a été prise. La 11<sup>e</sup> division polonaise fut brisée et battit en retraite contre les ordres. Haller prit peur. Il ne voyait pas Radzymin comme un revers local. Sans attendre de confirmation, il supposa que tout le poids de la poussée soviétique menaçait le cœur de Varsovie. Rozwadowski était avec lui, et ensemble ils télégraphièrent dans toutes les directions pour demander de l'aide. Le 14 août fut une journée de combats au corps à corps, les baïonnettes et les grenades étant autant utilisées que les armes les plus lourdes. Mais aucun renfort soviétique n'est arrivé pour exploiter leur succès précoce. Finalement, Haller comprit que l'assaut soviétique n'avait pas été entrepris par quatre armées, mais par une armée et une division. Le 15 août, il lance les réserves de Żeligowski dans la ligne. Les chars ont avancé jusqu'à ce qu'ils soient arrêtés par une défaillance mécanique. Radzymin a été rétablie. Le 16 août, les défenseurs sortent au-delà de leurs défenses. Le 17 août, la 15<sup>e</sup> division progresse encore plus et à Minsk, Mazowiecki rencontre les unités avancées du front central. Le 18 août, la tête de pont était complètement dégagée des intrus soviétiques. La poursuite pourrait commencer.

Les opérations sur la Wkra représentaient la tâche la plus difficile, et Sikorski a eu le moins de temps pour les préparer. Son quartier général à Modlin et sa zone de rassemblement ne furent choisis que le 10 août. Ses troupes étaient peu nombreuses, à court d'armes, d'apparence bigarrée, de qualité mélangée et dispersées sur une vaste zone. Sur 45 000 « justifications », il ne pouvait aligner que 26 000 combattants, dont 4 000 cavaliers. Sa cinquième armée était composée des éléments les plus divers. La garnison de Modlin se composait de recrues locales qui n'avaient pas encore appris à tirer ; ils étaient armés de six canons napoléoniens mais n'avaient ni poudre ni tir. Le Groupe du général Roja, qui avait perdu cinquante pour cent de ses effectifs lors de sa récente

rencontre avec les Kavkor, avait été escorté hors de la ligne de front sous bonne garde. La 18e brigade d'infanterie avait perdu trente-cinq pour cent à Grodno. La 17e division d'infanterie est réduite à 850 hommes. La brigade sibérienne du colonel Rumsza était magnifiquement équipée en matériel américain et japonais, mais au cours d'un voyage de six mois autour du monde, elle avait perdu son avantage pour les combats. La division des volontaires était soumise à une discipline féroce par crainte d'être égarée par ses prêtres et ses poètes ; pourtant, il s'est avéré qu'il s'agissait d'une unité de premier ordre, selon les mots de Sikorski, « la terreur de la Russie ». Le noyau de la Cinquième Armée a été formé à partir de la 18e division d'infanterie et de la division de cavalerie du général Karnicki. Au cours de la semaine suivante, le groupe du colonel Habicht à Działdowo, le groupe de réserve de la Basse-Vistule et les civils derrière les barricades de Plock, passèrent tous sous le commandement de Sikorski. Les positions de la cinquième armée n'étaient pas les pires. Modlin lui-même avait six forts séparés, tous en mauvais état, mais couvrant une vallée magnifiquement inondée. À cet endroit, le Bug avait une largeur de 300 mètres ; la Vistule, qui servait de ligne de dernière retraite, était encore plus large ; la Wkra n'était guère plus qu'un ruisseau, mais clair et bien défini. C'est dans ce milieu que, le 13 août, alors que la plupart des unités étaient encore en train de recevoir des renforts, des approvisionnements et des briefings, Sikorski reçut l'ordre de devancer ses opérations de vingt-quatre heures. Dans la matinée du 14 août, la Ve armée prend l'offensive. La 18e division d'infanterie, toujours sans ses chars, franchit la Wkra. La division des volontaires traversa la Vistule, tenant ses lourds fusils anglais au-dessus de leurs têtes, pour prendre position aux côtés de la brigade sibérienne. Le début fut indécis, car la résistance soviétique fut plus forte que prévu. Le lendemain, le général Karnicki exécuta un raid audacieux sur Ciechanów, à une vingtaine de kilomètres au nord-est. Il chargea dans la ville, qui, malgré la présence du poste de commandement de la IVe armée soviétique, n'avait reçu aucun avertissement. Le commandant soviétique remplaçant Sergueïev, blessé, paniqué. Il a brûlé sa propre station de radio. Karnicki emporta les plans et les chiffres soviétiques. Le raid sur Ciechanów a eu une énorme importance psychologique. Ciechanów, autrefois la demeure des princes de Mazowsze, figurant dans les romans de Sienkiewicz et dans les guerres épiques avec l'Ordre Teutonique, était un château de marche, imprégné d'histoire et de romantisme polonais. Sa capture, même pour quelques heures, provoqua la liesse dans les rangs polonais et la consternation parmi les Soviétiques. Le 15 août a d'ailleurs été le jour où les deux parties ont eu pour la première fois une vision claire de la situation globale. Sikorski savait maintenant avec certitude qu'il avait attaqué, non seulement l'aile droite soviétique, mais le gros du centre de l'ennemi. Ses trois divisions d'infanterie et une de cavalerie avaient défié douze divisions d'infanterie et deux divisions de cavalerie des IVe, XVe et IIIe armées soviétiques, toutes convergeant vers la Wkra. Rozwadowski reconnut qu'il avait mal placé son alarme pour la tête de pont de la Vistule et, laissant Haller à Varsovie, se rendit à Modlin avec Sosnkowski et Weygand. La performance de la Ve Armée dans les jours suivants serait décisive pour toute la bataille. Il y avait des spectres de 1831, lorsque l'armée russe de Paskevich avait fait une embardée sur la droite, balayé Ciechanów et pris Varsovie à l'arrière. Sikorski n'a pas bronché. Pleinement conscient des chances qui pesaient contre lui et de la menace d'une manœuvre sur son flanc gauche, il a persévéré dans l'attaque. Le 16 août, il avance et entre dans Nasielsk. Ses chars et ses huit petites voitures blindées, sondant les points faibles de l'ennemi, ont eu un effet assez disproportionné ; ses deux trains blindés, qui naviguaient d'avant en arrière sur la ligne Modlin-Ciechanów, arrosant les positions ennemies de rafales d'obus, donnaient l'impression d'une vingtaine de batteries lourdes. Le 17 août, il avance à nouveau, et le 18 août encore, se rapprochant de ses objectifs sur l'Orzyc et la Narew. À ce moment-là, le commandement soviétique était confronté à un dilemme. En ralliant leurs XVe et IIIe armées, et en accélérant le rappel de la IVe, ils pouvaient facilement faire peser leur supériorité numérique sur Sikorski et renverser son avance. mais ce faisant, ils s'exposeraient à un encerclement total par les forces polonaises des autres secteurs. Sikorski, au risque de son anéantissement, avait assuré le dégagement de la tête de pont de la Vistule et le succès de la contre-offensive depuis le Wieprz. Pour échapper à leur dilemme, les XVe et IIIe armées soviétiques furent obligées de se retirer, de laisser Sikorski impuni et de laisser leur propre IVe armée à la dérive.

La contre-attaque du Wieprz fut l'événement le plus dramatique de la bataille de Varsovie. Pourtant, son succès dépendait des actions qui l'avaient précédé. Si la tête de pont de la Vistule s'était effondrée ou si la Ve armée avait été envahie, la manœuvre audacieuse de Piłsudski aurait été hors de propos. Son exécution s'est avérée beaucoup plus simple que quiconque ne l'aurait imaginé. La plupart des durs combats avaient eu lieu avant qu'il ne se mette en route. Mais Piłsudski à Puławy ne savait rien de tout cela. Il avait l'intention d'attendre que la bataille sur le front nord fasse bel et bien rage, avant de conduire sa force de frappe à travers les lignes de communication de l'ennemi. Il connaissait la valeur d'une telle décision, si elle réussissait, mais il s'attendait à des complications. Il pensait que les 20 000 hommes de la force de frappe – deux divisions d'infanterie, deux brigades de cavalerie – étaient opposés à quatre armées entières, les XV, III, XVI et le groupe Mozyr dont le nombre pourrait bien racheter leur désavantage tactique. Il savait qu'il sèmerait le chaos, mais que le chaos pourrait l'envelopper ainsi que l'ennemi. Il savait que le prix de l'échec était l'encerclement presque certain, avec son cortège de choix entre la capture et un combat à mort. Il a dû grimacer à l'idée d'être capturé, avec des visions de retrouvailles avec son ancien camarade de classe Dzierżyński ou d'un voyage enchaîné vers un triomphe bolchevique à Varsovie. Tout était possible. Ses craintes n'ont pas pu être apaisées par les télégrammes de Haller, qui suggéraient que le front nord s'effondrait. Il n'avait pas de nouvelles du succès de Sikorski. Il n'a pas su que le centre de Toukhatchevski était devant Sikorski et non devant lui. Il a retardé aussi longtemps qu'il l'a osé, mais a finalement avancé son départ d'un jour. À l'aube du 16 août, il libère la force de frappe de Śmigły-Rydz avec les divisions de Skierski en soutien latéral. Il regarda ses légions s'éloigner de la Wkra dans des circonstances aussi sombres que le matin. Ses angoisses ne furent pas apaisées, car les patrouilles ne rapportèrent aucun signe de l'ennemi. Il soupçonnait un piège. Il était, dit-il, « menacé par des mystères ». Il passa le 17 août à parcourir les zones avancées, « à la recherche des traces d'un ennemi fantôme ». Le 18 août, il retourna à Varsovie, commençant à peine à deviner la mesure de son succès. À Varsovie, il rencontre d'autres ennuis. Le commandement du front nord était découragé par sa piètre performance, et seule son insistance personnelle le persuada de se joindre à une poursuite énergique et générale. Ses ordres furent ignorés par le général Latinik, qui préféra prêter main-forte à Sikorski. À Varsovie, au moins, il apprit où en étaient les choses. Il apprit que la 1re division légionnaire et la cavalerie de Jaworski se trouvaient à Drohiczyn, à plus de la moitié du chemin de Białystok, après avoir parcouru soixante-dix miles en trois jours, que la 3e division légionnaire et la brigade de cavalerie qui l'accompagnait se trouvaient à la périphérie de Brest-Litowsk. La force de frappe avait frôlé les lignes du groupe soviétique Mozyr en capturant l'artillerie de siège destinée à Varsovie, mais n'était pas entrée en collision avec la masse des XVI, IIIe ou XVe armées. Au cours de cette nuit-là, Toukhatchevski ordonna une retraite générale.

Le résultat net des actions entre le 12 et le 18 août a été de déplacer le centre du conflit des environs de Varsovie vers la zone proche de la frontière prussienne. La retraite vers l'est des armées soviétiques face à la poussée vers le nord de la force de frappe polonaise se combina pour provoquer un mouvement rapide des opérations en direction du nord-est. En août, il était évident que la dernière manche de la bataille aurait lieu dans le quadrilatère délimité par Myszyniec-Wyszków—Białystok—Grajewo. Les quatre armées soviétiques du nord, IV, XV, III et XVI, ainsi que des fragments du groupe Mozyr devaient tous passer par cette zone, où des éléments de cinq armées polonaises, la cinquième, la première, la deuxième, la quatrième et la troisième, seraient tous à portée de frappe. La victoire totale de Piłsudski dépendait de la fermeture de l'anneau, la survie de Toukhatchevski de sa fuite immédiate. Toukhatchevski, cependant, a agi rapidement. Sa XVe armée, toujours à Ciechanów le 19 août, est à Ostrołęka le 20 et à Łódź le 22, se dirigeant vers Lipsk et Grodno. Il a complètement dépassé Sikorski, qui était toujours engagé dans la IVe armée. La IIIe armée, à Wyszków le 19, à Zambrów le 20 et à Tukocin le 22, n'a pas été poursuivie par Latinik et a lutté au-delà du bout des doigts de la force de frappe pour se mettre en sécurité. La XVIe armée s'est heurtée à des ennuis ; à Węgrów le 19, à Bielsk le 20 et à Białystok le 22, elle dut se frayer un chemin d'abord à travers la 21e division de la IVe armée, puis à travers la cavalerie de Jaworski et enfin à travers la 1re division légionnaire ; il a été gravement éclaté mais a réussi à garder quelques restes ensemble sur la route de Grodno. Ces trois armées, combattant des combats

d'arrière-garde tout en marchant, parcouraient quinze milles par jour. Bien qu'elle ne soit pas comparable à l'attaque ailée de la force de frappe polonaise, elle était le double de la vitesse moyenne de leur avance précédente et a suffi à les sauver de l'encerclement. Dans l'instant qui précéda la fermeture de la porte de l'écurie, ces trois chevaux s'étaient enfuis. Il en a été autrement avec le quatrième.

La IV<sup>e</sup> armée soviétique a été condamnée dès l'annonce de la retraite. Ce jour-là, le 18 août, la 18<sup>e</sup> division de la IV<sup>e</sup> armée reçut l'ordre de procéder au siège de Płock ; ses 53<sup>e</sup> et 54<sup>e</sup> divisions continuèrent d'engager le flanc de Sikorski ; sa 12<sup>e</sup> division était toujours à Działdowo ; Le Kavkor de Ghai errait sur la basse Vistule. Le fait que Toukhatchevski n'ait rien fait pour remédier à cette situation, mais qu'au contraire, pendant quatre jours, l'ait en fait encouragée, ne peut s'expliquer que par l'affirmation qu'il considérait toujours la retraite comme une mesure temporaire. À la fin de ces quatre jours, l'isolement de la IV<sup>e</sup> Armée était complet. Désespérément en retard, il commença à se retirer. La majeure partie de l'infanterie fut bientôt rattrapée et maîtrisée. Seul Ghai avait les moyens et la volonté de s'échapper. Le Kavkor est resté vaincu en sept semaines de campagne ; son moral était élevé ; en marchant dans les heures de l'obscurité, il avait pour but de passer inaperçu à travers la région des lacs de Dobrzyn et les forêts de Kurpie et de faire encore trente milles par jour ; Le temps pluvieux et le brouillard nocturne l'ont aidé. Le premier obstacle était la cinquième armée polonaise, dont les éléments affluaient vers le nord pour les couper ; et après la Cinquième, il y aurait la Quatrième et finalement la force de frappe de Śmigły-Rydz. Néanmoins, Ghai se mit en route. Le 21 août, juste avant l'aube, il entre en collision avec la cavalerie du colonel Orlicz-Dreszer dans les bois près de Żuromin. Dreszer résista, ne cherchant pas le combat dans l'obscurité. Il aurait mieux fait de risquer un engagement. Quand le jour parut, le Kavkor avait disparu. Le lendemain, Ghai se retrouve pris dans un cercle de quatre divisions près de Mława. Il attendit bien après minuit, puis déclencha un barrage de fureur extravagante sur la gare de Konopniki. Il chargea dans le chaos nocturne, sabra les défenseurs et se dégagea. Le 23 août, il trancha la division des volontaires à Grabowo, comme un couteau cossaque dans le beurre d'étudiant, et combattit plus tard la brigade sibérienne à Chorzele. Le 24 août, il rattrape la 53<sup>e</sup> division soviétique dont la route vers Kolno est bloquée par deux divisions de la 4<sup>e</sup> armée. Il a décidé de les aider. Une bataille de deux jours s'ensuivit, au cours de laquelle le Kavkor chercha en vain à protéger son partenaire le plus faible. C'était un point d'honneur désespéré. Derrière la IV<sup>e</sup> armée, les légionnaires de Śmigły-Rydz attendaient pour reprendre le combat. La 53<sup>e</sup> division fut repoussée de l'autre côté de la frontière. Le Kavkor, sans cartouches, sans nourriture et sans choix, les suivit à l'aube du 26, emmenant avec lui en Allemagne 600 blessés, 2 000 prisonniers et onze canons capturés. Le Kavkor, qui, au cours de sa brève carrière, avait compté quatre villes de province, cinq grands fleuves, six chars, sept avions, huit forteresses et 21 000 victimes polonaises, Ghai a été emmené dans un camp allemand à Salzwedel près de Berlin, ses hommes dans un camp à Altdam près de Stettin. De leur propre aveu, ils étaient l'avant-garde de la Révolution en Allemagne; ils étaient la seule partie de l'Armée rouge à atteindre leur destination. Ils franchissent la frontière prussienne en chantant l'Internationale. Leurs chants formaient la cadence finale de la bataille de Varsovie.

Les effets immédiats de la bataille étaient évidents pour tous. L'invasion soviétique de la Pologne avait été repoussée. Les combats étaient maintenant loin de Varsovie. La vie de la République polonaise n'était plus en jeu. Les armées de Toukhatchevski étaient en pleine vol. De ses cinq armées qui partirent pour l'Ouest le 4 juillet, une avait cessé d'exister, deux avaient été décimées, deux avaient été gravement mutilées. Si les estimations polonaises de 66 000 prisonniers soviétiques en Pologne et de 44 000 internés en Allemagne n'étaient qu'à moitié correctes, et si l'on admettait que les morts et les blessés soviétiques étaient à peu près égaux aux 40 000 victimes polonaises, on arrive à la conclusion que les deux tiers de la force d'invasion de Toukhatchevski ont été éliminés. Au moins 100 000 hommes de l'Armée rouge ont été perdus d'une manière ou d'une autre, bien que beaucoup d'entre eux aient été des traîneurs, des charretiers, des militaires et des suiveurs du camp à l'arrière. L'ampleur de la défaite ne fait aucun doute. Quinze jours après la première rencontre à Radzymin, la retraite de l'Armée rouge s'était transformée en déroute.

La plupart des récits de la bataille de Varsovie peuvent être divisés entre ceux qui font l'éloge de la victoire de Piłsudski et ceux qui s'excusent de la défaite de Toukhatchevski. Bien qu'ils semblent discuter des mêmes événements, ils ont peu en commun. Ils n'offrent guère plus à l'historien sérieux que le discours autrefois à la mode en Pologne d'un « miracle sur la Vistule » ou la mode soviétique persistante de ne pas parler du tout quand cela ne les arrange pas. Il est inutile de parler de « longues lignes de communication » ou de « mépris de l'espace » de Toukhatchevski. Ce ne sont pas des explications. Les lignes de communication entre la Russie et la Pologne ne peuvent pas être raccourcies. Le vaste espace des frontières est un fait bien connu, que tout général doit d'abord accepter puis ignorer ; un stratège qui traiterait l'étendue des frontières avec le respect qui lui est dû ne se battrait jamais du tout.

Il est très révélateur de constater que le concept principal de la stratégie de Toukhatchevski a été loué à plusieurs reprises par Piłsudski. Malgré leurs polémiques sans fin sur des questions d'importance secondaire, les deux commandants continuaient de croire que le plan de marcher sur la Pologne à toute vitesse était fondamentalement correct. Piłsudski a dit : « Ce n'était pas un mauvais plan, pas un mauvais plan du tout, que j'aurais pu adopter moi-même. » Toukhatchevski est resté impénitent : « Le front rouge », a-t-il dit en 1923, « était capable d'accomplir sa mission, bien qu'en l'occurrence il ne l'ait pas accomplie ... Ni la politique ni la stratégie n'étaient défectueuses. » Ces deux hommes, qui connaissaient mieux le sujet que quiconque, différaient dans leur opinion de nombreux généraux polonais et de presque tous les observateurs occidentaux, qui ont toujours été d'avis que la perte de Toukhatchevski en était la conséquence naturelle, pour reprendre les mots de Sir Henry Wilson. « des porcs de Gadarene » galopant rapidement vers leur propre destruction. La sympathie de Piłsudski est surprenante, car l'avance de Toukhatchevski depuis le Bug, laissant 200 milles de flanc non protégé, semble avoir déclenché la contre-attaque qui l'a effectivement détruit. Le vrai problème, cependant, était celui du risque calculé, et en particulier du timing. Toukhatchevski savait parfaitement que son flanc était grand ouvert, mais il n'avait pas l'intention de le laisser ainsi plus de quelques jours. Il ne croyait pas que l'armée polonaise puisse se regrouper avec suffisamment d'énergie. Il fut assez heureux de voir des divisions polonaises se retirer de la ligne en vue d'une contre-attaque qui ne pourrait être lancée qu'après la chute de Varsovie. Sa date initiale pour la chute de Varsovie était le 12 août, ce qui impliquait un assaut sur la ville lancé peut-être deux ou trois jours auparavant. Il avait tout à fait raison de croire que les défenseurs de Varsovie ne pourraient pas être en position le 9 ou le 10 août ; ce n'était pas le cas. Malheureusement pour lui, il n'était pas non plus en position le 9 ou le 10 août, ce qui explique sa décision tardive d'éviter une attaque frontale et sa manœuvre au nord de Varsovie. Cette décision étendit encore plus son flanc et donna à la contre-attaque de Piłsudski une cible d'une terrible simplicité. On arrive ainsi à la conclusion que l'échec de Toukhatchevski n'est pas dû à la précipitation de son avance, mais à son retard. Il a délibérément risqué une position de faiblesse passagère, dans l'espoir que les Polonais seraient impuissants à l'exploiter. Il fut déjoué, non pas tant par la contre-attaque, qui, au moment où elle fut lancée, était presque certaine de réussir, mais par l'exploit étonnant du regroupement polonais entre le 6 et le 12 août et par la série de tactiques dilatoires réussies, sur le Bug et le Narew, à Biala, sur la tête de pont de la Vistule et sur la Wkra. Malgré son rythme extraordinaire, l'avancée de Toukhatchevski était tout simplement trop lente. Il a raté son objectif de trois ou quatre jours au maximum. La vitesse, qui avait pratiquement cessé d'exister en tant que facteur stratégique en Europe occidentale, était toujours l'essence de la guerre à l'Est.

Il suffit d'examiner les alternatives. Le système d'approvisionnement de Toukhatchevski était insuffisant ; Ses services de soutien étaient loin derrière ; son nombre diminuait ; La résistance de la population locale grandissait chaque jour ; plus les combats s'éloignaient des bases russes de Viazma, Smolensk et Polotsk, plus ils se rapprochaient des bases polonaises en Pologne. Toukhatchevski savait tout cela mieux que quiconque. S'attarder sur le Niémen ou sur le Bug aurait certainement amélioré son état ; mais cela aurait amélioré encore plus l'état de l'armée polonaise.

Chaque jour de retard servait à l'avantage des Polonais. Toukhatchevski n'avait pas d'autre alternative que de se rendre à Varsovie à une vitesse vertigineuse.

L'aspect psychologique était également important. Dans les campagnes où les fortunes vont et viennent en succession rapide, la question du moral est primordiale. Il est beaucoup plus difficile pour les commandants de garder la confiance de leurs hommes que dans les guerres où l'action avance lentement et où il est facile d'établir des habitudes régulières et des précautions sûres. En juillet, l'offensive éclair de Toukhatchevski démoralisa rapidement les troupes polonaises, et il y avait toutes les raisons de croire que de nouvelles poursuites en août auraient le même effet, en fait qu'elles auraient un effet cumulatif plus important. Si ce n'était pas le cas, c'était à cause de la supériorité des commandants polonais et de la volonté de résistance qui s'était logée dans le cœur du soldat polonais défendant son sol natal.

Des considérations politiques complétaient la psychologie. Le but politique de l'avancée de l'Armée rouge n'était pas de conquérir directement l'Europe. L'Armée rouge de 1920 pouvait difficilement être envoyée avec trente-six divisions pour réaliser ce que l'armée tsariste de 1914-1917 n'avait pas réussi à réaliser avec 150 divisions. Son but était de provoquer une révolution sociale. On a sans doute dit à Toukhatchevski, et il l'a probablement cru, que si seulement il pouvait arriver à Varsovie à temps, la population civile ferait le reste. La vitesse était l'essence de la politique bolchevique aussi bien que de la stratégie soviétique.

Le seul élément de la bataille de Varsovie que personne ne mettrait en doute est l'absence de coordination entre les commandements soviétiques de l'Ouest et du Sud-Ouest. Malgré l'ordre donné le 13 août de rejoindre le front occidental, le commandement sud-ouest ne joua aucun rôle significatif dans la bataille. Sa XII<sup>e</sup> armée lança une attaque sur Hrubieszów avec une division, qui ne menaça personne ; la manœuvre de Konarmiya vers Zamość, commencée le 20 août, coïncide non pas avec l'attaque de Varsovie mais avec la retraite générale ; la XIV<sup>e</sup> armée, maintenant confrontée au Dniestr, ne tenta pas d'engager. Les conséquences ont sans aucun doute été graves. Le rassemblement de la force de frappe de Piłsudski, à seulement soixante milles de la XII<sup>e</sup> armée et à quatre-vingts milles de la Konarmiya, fut autorisé à se dérouler sans être inquiété pendant dix jours. La crainte de l'armée polonaise de se battre sur deux fronts a été dissipée. Le haut commandement polonais s'est vu offrir l'occasion en or de traiter avec Toukhatchevski et Boudionny séparément, et de les vaincre chacun à son tour.

Le comportement du Commandement du Sud-Ouest n'a jamais été expliqué de manière satisfaisante. L'explication la plus fréquente est celle avancée par Trotsky, qui blâmait les ambitions privées et les jalousies mesquines de son responsable politique, Joseph Staline. Selon Trotsky, Staline ne pouvait ni supporter d'assister au triomphe de Toukhatchevski à Varsovie, ni d'être éclipsé par le succès de l'officier politique de Toukhatchevski, Smilga ; Staline voulait à tout prix entrer à Lwów en même temps que Smilga et Toukhatchevski devaient entrer à Varsovie... « Staline menait sa propre guerre » :

*« Lorsque le danger pour l'armée de Toukhatchevski devint évident et que le commandant en chef ordonna au front sud-ouest de changer brusquement de direction vers Zamość-Tomaszew... le commandement du front du Sud-Ouest, encouragé par Staline, continua à se déplacer vers l'ouest. Pendant trois ou quatre jours, notre état-major n'a pu obtenir l'exécution de cet ordre. Ce n'est qu'après des demandes répétées renforcées par des menaces que le Commandement du Sud-Ouest changea de direction, mais à ce moment-là, le retard avait déjà joué son rôle fatal. Le 16 août, les Polonais prennent la contre-offensive et forcent nos troupes à reculer. Si Staline, Vorochilov et l'illettré Boudionny n'avaient pas eu leur propre guerre en Galicie et si la cavalerie rouge n'avait pas été à Lublin à temps, l'Armée rouge n'aurait pas subi le désastre... »*

Il est regrettable que les allégations de Trotsky ne puissent être vérifiées qu'à l'aune des contre-allégations des staliniens, dont le seul but, dans les années suivantes, a été de rejeter la faute sur Trotsky. Les remarques de Staline devant l'audience à huis clos du Xe Congrès du Parti en mars 1921, les récits de Yegorov et de Vorochilov publiés en 1929 et de l'*Histoire de la guerre civile* de Rabinovich publiée en 1935, s'adressaient à un public politique et non historique. Ils se sont



arrangés pour blâmer Trotsky non seulement pour l'échec de Toukhatchevski à prendre Varsovie, mais aussi pour l'échec de Budyonny à prendre Lwów.

On peut espérer s'approcher de la vérité en revenant à la situation telle qu'elle était dans la deuxième semaine d'août 1920, en partant des réalités de la situation militaire. La direction prévue des mouvements de l'Armée rouge peut être établie et mesurée avec précision. La directive de Yegorov du 22 juillet indiquait que Lublin était l'objectif de sa XIIe armée, Rawa Ruska pour la Konarmiya, Mikolajów pour la XIVe armée. La directive de Toukhatchevski du 10 août indiquait que Włocławek était l'objectif de sa IVe armée, Wyszogród pour la XVe, Modlin pour la IIIe, Varsovie pour la XVI, Dęblin pour le groupe Mozyr. Pour être exact, la ligne de marche de Yegorov était à l'ouest-sud-ouest, celle de Toukhatchevski à l'ouest-nord-ouest. Ils étaient séparés par une divergence délibérée de quarante-cinq degrés. Cela signifiait que pour chaque quatre miles qu'ils parcouraient, ils grandissaient de trois miles plus loin. On peut conclure sans risque de se tromper que le commandement suprême soviétique n'avait pas l'intention immédiate d'utiliser les fronts de l'Ouest et du Sud-Ouest à l'unisson.

Ensuite, il y a la question vitale du timing. La directive de Yegorov était datée du 22 juillet. Le front sud-ouest s'était éloigné pendant plus de trois semaines avant que quiconque ne songe à le rappeler. La directive de Toukhatchevski était datée du 10 août. En prévision directe de la bataille de Varsovie, il déplace délibérément son centre de gravité vers le nord, rendant ainsi la liaison avec Yegorov encore plus difficile qu'auparavant. Les deux fronts étaient tous deux en retard sur le calendrier. Toukhatchevski, qui visait à atteindre Varsovie le 12 août, avait été retardé par les batailles de la Narew et du Bug ; Yegorov, qui visait à atteindre Rawa Ruska le 29 juillet, avait été retardé par une marge encore plus grande par la bataille de Brody. Les deux fronts ne faisaient que s'approcher de leurs objectifs au moment où ils auraient dû les gagner. Chacun était trop préoccupé par ses propres problèmes pour penser aux problèmes de l'autre.

Le « séparatisme » du Commandement du Sud-Ouest n'est pas difficile à comprendre. Il avait émergé pendant la guerre civile en Ukraine et avait peu d'intérêt pour une invasion de la Pologne. Ses dirigeants, Iogorov et Staline, basés à Alexandrovsk, étaient tous deux d'avis que la défense de la Russie devait avoir la priorité sur une aventure en Europe. Ils étaient responsables des opérations contre Wrangel en Crimée et de la défense de la frontière roumaine. Ils sont de plus en plus embarrassés par la campagne de Galice dont la progression constante vers l'ouest menace leur cohésion d'ensemble. Ils étaient assez occupés ailleurs sans avoir à se joindre à la bataille de Varsovie. Ils avaient reçu peu d'attention de la part du Commandement suprême au cours des derniers mois, en particulier en ce qui concerne les demandes de renforts, qui semblaient toutes être destinées à Toukhatchevski. Les intercessions de Staline au plus haut niveau, auprès de Trotsky et de Sklyansky, ne suscitèrent aucune réponse. Ils approchaient rapidement d'une véritable crise, qui les obligerait bientôt à démissionner complètement de la campagne de Galicie. Au début du mois d'août, ils décidèrent que, dès la prise de Lwów, la Konarmiya serait retirée et envoyée en Crimée.

C'était dans ce contexte la tentative catastrophique de la direction bolchevique d'harmoniser les intérêts conflictuels des fronts de l'Ouest et du Sud-Ouest. Le 2 août, le Politburo décida de diviser le front sud-ouest en deux. La XIIe armée et la Konarmiya devaient passer sous les ordres du commandement occidental, formant un front offensif unifié contre la Pologne, tandis que la XIIIe armée et la XIVe armée devaient passer sous les ordres d'un nouveau commandement sudiste. la création d'un front défensif unifié en Ukraine. Staline devait superviser l'opération. La décision du Politburo a été motivée par l'engagement antérieur d'unifier le front occidental lorsque le Bug a été atteint, et a été transmise au commandant en chef, Sergueï Kamenev, le 5 août. Aucune date n'a été fixée pour son exécution.

Les hésitations de Kamenev pendant les dix jours qui suivirent transformèrent un simple problème en une crise majeure. Il était déchiré entre les exigences de Toukhatchevski et les difficultés de Yegorov et de Staline. Le 8 août, il dit à Toukhatchevski que le transfert immédiat de la XIIe armée et de Konarmiya était « hors de question ». Il fut encouragé à tergiverser par l'estimation tout à fait erronée de Smilga selon laquelle le front occidental jouissait d'une supériorité de trois contre deux sur les forces polonaises. Le 11 août, il consulta le commandement

sud-ouest sur la faisabilité du transfert proposé le 15, mais son télégramme mit deux jours à arriver. Le 12 août, il ordonna le transfert de la XIIe armée mais ne dit rien de la Konarmiya. Le 13 août, il reçut l'inévitable protestation de Toukhatchevski. S'exprimant en ligne directe, il dit à Toukhatchevski qu'il était « tout aussi important de liquider Wrangel que de régler votre problème ». Il a cependant convenu que « le Konarmiya devrait être tenu en état de préparation, pour être utilisé comme béliet au cas où notre plan échouerait et que votre propre poing s'avérerait trop faible ». Il finit par accepter l'argument de Toukhatchevski selon lequel « un retard supplémentaire pourrait s'avérer gênant ». L'ordre n° 4774/1052 de Kamenev au commandement sud-ouest répétait mot pour mot ce que Toukhatchevski avait dicté au téléphone. Il ordonnait que le 14 août à midi, la XIIe armée et la Konarmiya passeraient sur le front occidental. Cela a déclenché une réaction en chaîne de malentendus qui a paralysé l'ensemble du commandement soviétique pendant toute la période de la bataille de Varsovie.

La genèse et l'évolution de l'ordonnance 4774/1052 méritent d'être suivies. Il a été émis par mesure de précaution et non par urgence. Il n'a pas été émis comme une contre-attaque à la concentration de Piłsudski sur le Wieprz, qui à l'époque n'était connu ni de Kamenev ni de Toukhatchevski. C'était le troisième télégramme que Yegorov et Staline avaient reçu ce jour-là de Kamenev. Dans la matinée, ils avaient reçu son « télégramme consultatif » du 11 août, suivi de près par ses instructions du 12 août concernant la XIIe armée. Ils avaient répondu par la négative à la première, expliquant que « dans les conditions actuelles, un changement radical des affectations est impossible ». Or, dans l'après-midi, on leur présenta un ordre qui tournait en dérision les consultations précédentes. Ils ont dû remarquer ses arrangements administratifs avec consternation. La XIIe armée et la Konarmiya devaient être transférées sur le front occidental, mais leurs services d'approvisionnement et leurs renforts devaient rester sous la responsabilité du front sud-ouest. Staline envoya une rebuffade furieuse à Kamenev :

*« Votre ordre entrave inutilement les opérations du front du Sud-Ouest, qui a déjà commencé sa marche. Cet ordre aurait dû être donné il y a trois jours, alors que la Konarmiya était en réserve, ou bien il aurait dû être différé jusqu'à la chute de Lwów. »*

Pendant ce temps, Yegorov devait obéir. Les ordres du Commandement suprême étaient des ordres pour lui, sinon pour son officier politique. Il prépara des instructions à transmettre aux armées concernées, et les signa. Mais Staline restait inflexible. Les instructions furent contresignées par l'adjoint de Staline, R. I. Berzin, et transmises tard dans la nuit. Le 14 août, l'ordonnance n° 4774/1052 était, en théorie, en vigueur. La XIIe armée et la Konarmiya étaient maintenant l'affaire de Toukhatchevski, et elles attendaient de nouvelles faveurs de Toukhatchevski. Yegorov et Staline se lavèrent les mains et tournèrent leurs pensées vers la Crimée.

Les efforts de Toukhatchevski pour donner un effet pratique à son contrôle théorique de la XIIe armée et de Konarmiya ont un air de totale irréalité. 44 Il était près de Varsovie, et ils étaient en Galicie. Il ne pouvait communiquer que par le biais d'une longue chaîne radio et d'un « point opérationnel » à Kiev. En l'absence d'interdiction spécifique, ils ont poursuivi les opérations dans lesquelles ils étaient déjà engagés. Le 15 août, il envoya l'ordre n° 0361 qui prévoyait que la Konarmiya se déplacerait par quatre marches quotidiennes dans la région d'Ustług-Włodzimierz, et reçut une réponse deux jours plus tard :

*« Directive 0361. reçu le 16 août à 21,14 heures. Konarmiya incapable de rompre les engagements. Ligne de dépassement de bogue. Nos unités s'approchent de la périphérie de Lwów, à dix miles de la ville. Ordres déjà donnés pour occuper Lwów. Après avoir terminé cette opération, Konarmiya procédera conformément à vos directives. »*

Toukhatchevski réitéra alors son ordre, et peu après minuit le troisième jour, il reçut une autre réponse :

*« Directive reçue le 19 août à 23 h 30 ... Dans deux à trois jours, Lwów devrait être prise par Konarmiya. Les 45e et 47e divisions d'infanterie ne sont pas assez fortes pour tenir le secteur sans nous. Nous vous prions de recevoir d'autres commandes. »*

Il répéta son ordre une troisième fois, et pour une raison quelconque, l'éther et la Konarmiya obéirent presque immédiatement. Son message parvint à Boudionny à 6 heures du matin le 20 août,

et la Konarmiya se mit en route. Rien n'a de sens dans cette opération. L'ordre initial de Toukhatchevski aurait mis le Konarmiya en position près de Wieprz le 19 août, trois jours après le départ de la force de frappe polonaise. Sa première réitération de l'ordre, tard le 17 août, fut faite alors qu'il envisageait lui-même une retraite générale. Sa deuxième réitération de l'ordre, le 20 août, envoya la Konarmiya à un encerclement certain dans une zone que les autres armées soviétiques avaient complètement abandonnée. L'opération était aussi incompréhensible pour les personnes impliquées qu'elle doit l'être pour l'historien. Quelle que soit sa signification exacte, elle avait moins à voir avec la bataille de Varsovie qu'avec la querelle au sein du commandement soviétique.

La victime immédiate de la querelle fut Budyonny. Les mémoires récentes de Budyonny ont fourni une documentation complète de l'épisode, qui, comme il l'admet franchement, « à l'époque du culte de la personnalité de J. V. Staline, a été exploré de manière unilatérale ». Il fournit également une image colorée des tribulations qui en ont résulté pour le commandant sur le terrain. Le 11 août, le Konarmiya se repose, dans l'attente des ordres. Les hommes de la cavalerie rouge aiguisaient leurs sabres au soleil, nourrissaient leurs chevaux, rapiéçaient leurs uniformes, se baignaient dans la rivière, dansaient au son du « Don Cosaque ». Budyonny quitta son poste de commandement à Werba dans sa Fiat ouverte et fit le tour de ses divisions. Il était prêt à aller n'importe où. Le 12 août, les commandes arrivent :

*« La Konarmiya doit détruire l'ennemi sur la rive droite du Bug dans les plus brefs délais et, après avoir forcé le fleuve, suivre les traces des troisième et sixième armées polonaises en retraite et s'emparer de la ville de Lwów. »*

Il prit ses dispositions pour une attaque sur trois fronts. Le 13 août, il signala le début de l'engagement. Le matin, il rappela à Vorochilov que c'était le 13, le jour malchanceux du mois. « Oui, répondit Vorochilov, mais nous sommes des hommes impies, et dans un sillage de démons, les démons doivent travailler pour nous. » Radziechów a été prise d'assaut. Le 14 août, Budyonny était à Łopatyn. Il a été réveillé le matin par des combats dans les rues. Penché par la fenêtre de son cantonnement, il dégaina son Mauser et tua un Polonais qui rampait sur la sentinelle du poste de commandement. Dans la nuit, la ville avait été infiltrée dans le brouillard par le général Szymanowski à la tête de 2 500 hommes armés de fusils automatiques. Les combats ont duré toute la journée. Le soir, à neuf heures, Boudionny retourna à son poste de commandement, et reçut de nouvelles instructions :

*« Conformément à l'ordre du commandant suprême 4774/1052 du 13 août 1920 :*

*1. XIIe armée et 1re armée de cavalerie, mais sans la 8e division de cosaques rouges, pour passer à 12h00 le 14 août sous les ordres du front occidental...*

*2. Conseil de guerre de la Première Armée de Cavalerie pour mettre la 8ème Division de Cosaques Rouges à la disposition de la XIVème Armée...*

*Signé au nom du Conseil de guerre, Front du Sud-Ouest. Yegorov, Berzin. »*

Il trouvait ces instructions difficiles à comprendre, mais rien n'indiquait une nouvelle procédure opérationnelle. Le 15 août, la bataille fait rage encore plus féroce. Les ponts du Bug étaient en panne. Les Polonais avaient vingt avions en usage constant. La 6e division de cavalerie traversa la rivière à la nage sous le feu, escalada la haute rive ouest et se dirigea vers Lwów. Le 16, les Polonais contre-attaquèrent. Budyonny abandonna ses positions avancées mais se retira sur la tête de pont. Il était dans une situation critique. Avancer coûtait cher ; rester immobile était une cible facile pour les avions polonais et les batteries lourdes ; battre en retraite, c'était inviter à une déroute. À 21h30, il reçut son premier ordre du Commandement de l'Ouest, l'ordre 0361 de la veille. Il ne fit aucune mention de la situation actuelle, mais lui ordonna de marcher sur Ustług-Włodzimierz à quatre-vingts milles de distance. La contresignature de l'officier politique manquait. Tukhachevsky n'était manifestement pas au courant de la situation critique de la Konarmiya. Budyonny a télégraphié pour obtenir des éclaircissements. En même temps, il décida d'avancer, estimant que c'était le seul moyen de se libérer pour un changement de direction. Il a télégraphié sa décision à Toukhatchevski. Les 17 et 18 août, la Konarmiya continua à combattre. Le 19 août, Lwów est encerclée sur trois côtés dans un rayon de quatre à six milles. Boudonny et Vorochilov

avaient dormi dans une botte de foin et ont été réveillés accidentellement par un soldat polonais égaré, également à la recherche d'un cantonnement, qui aurait pu facilement les capturer au lieu d'être capturé lui-même :

« *« Jésus-Marie, s'écria le Polonais, qui es-tu ? Ne me tirez pas dessus, je suis le seul qui reste. « C'est Boudionny, et je suis Vorochilov. » Le soldat était stupéfait. Levant les yeux au ciel, il ne pouvait que jeter un coup d'œil aux gens dont il avait entendu parler de choses si terribles. »*

Dans la soirée, Boudionny reçut l'ordre réitéré de Toukhatchevski, qui contenait des nouvelles de la contre-offensive polonaise. Budyonny était toujours du même avis. Il ne pouvait se libérer qu'en battant les forces avec lesquelles il était engagé. Il supplia Toukhatchevski de lui donner de nouvelles commandes. Mais à six heures du matin, l'ordre de Toukhatchevski, répété une seconde fois, arriva inchangé. Il ne pouvait y avoir aucun doute maintenant. Le nouveau supérieur de Budyonny ne se souciait pas de la situation actuelle de la Konarmiya. Il était inutile de faire des remontrances. Le 20 août à midi, la Konarmiya abandonne le siège de Lwów, dont les flèches sont en vue et dont les défenseurs vont maintenant sortir en force. Il est parti pour les délices inconnus d'Ustług Włodzimierz. La « veillée du diable » de Vorochilov s'était transformée en une fête polonaise.

Le rôle de Staline dans la querelle est difficile à déterminer. Il n'était pas homme à s'étendre sur ses motifs, et il était assez sournois pour couvrir tous ses mouvements d'arguments plausibles. Ses précédents antécédents d'insubordination en 1918 et 1919 l'ont sans aucun doute rendu suspect, et il y a des preuves définitives qu'il a accepté le plan du Politburo de mauvaise grâce. Le 4 août, lorsque Lénine l'informa de la division proposée du front du Sud-Ouest, il répondit par télégramme : « Le Politburo ne devrait pas s'embarrasser de telles bagatelles » et évoqua une demande sèche par retour « d'expliquer vos motifs ». Son motif principal était clairement de garder ses amis ensemble. Il insistait pour que le Commandement du Sud proposé hérite de l'état-major du Commandement du Sud-Ouest en bloc, mais cela simplifiait également l'administration. Il souleva une série d'objections techniques au transfert immédiat des armées, mais ces objections ne se révélèrent que trop exactes. Il refusa de contresigner l'ordre 4774/1052 de Kamenev du 13 août, mais il ne le contredit pas, comme il l'avait fait à la célèbre occasion de Tsaritsyne en 1918 avec un ordre de Trotsky. Il n'a rien fait pour empêcher l'exécution de l'ordre une fois qu'il a été donné, ni pour influencer le comportement de Budyonny. Le vrai casse-tête est de savoir pourquoi Staline a ordonné à la Konarmiya d'assiéger Lwów le 12 août, sachant très bien qu'elle devait être transférée à l'ouest. Il était parfaitement dans ses droits en tant qu'officier politique du commandement du front, mais ce n'était guère un geste d'harmonie. Était-ce pour contrarier Toukhatchevski, comme le disait Trotsky et comme plusieurs commentateurs soviétiques l'ont répété plus récemment ? Était-ce pour gagner la gloire ? Était-ce pour entraîner la Konarmiya dans un engagement dont aucun ordre de Kamenev ne pouvait l'extraire ? S'agissait-il d'un simple commandement opérationnel ? La réponse dépend entièrement de l'opinion que l'on a de l'homme. Tout ce que l'on peut dire avec certitude, c'est que Staline était profondément méfiant à l'égard du regroupement, et que ses soupçons étaient étayés par des raisons militaires très convaincantes ; Il n'a certainement rien fait pour aider, mais il n'était pas coupable d'insubordination.

Lors de l'audience à huis clos de l'affaire en mars 1921, Staline s'est apparemment excusé des accusations de Trotsky par une remarque très curieuse. Il a dit que Smilga, son homologue sur le front occidental, avait « promis » de prendre Varsovie à une certaine date, et qu'elle avait échoué, et avait ainsi bouleversé les plans de coopération entre les fronts. Il a manifestement exagéré son cas ; Il n'y avait pas une telle « promesse ». Mais il y avait une date cible pour la chute de Varsovie ; c'était le 12 août. Il est parfaitement possible que le 12 août, Staline ait envoyé la Konarmiya contre Lwów parce qu'il savait qu'à ce moment-là, elle ne pourrait pas contribuer à l'opération de Varsovie. Il est certain que son argument sur les dates et les horaires a touché au cœur de la querelle. Au cours de la deuxième semaine d'août, l'Armée rouge était en retard sur les deux fronts ; Il n'avait aucun pressentiment du désastre que son retard avait provoqué. Quand la catastrophe a frappé, tout le monde a blâmé tout le monde. Trotsky a blâmé Staline, et Staline a blâmé Smilga ; Toukhatchevski a blâmé Boudionny, et Vorochilov a blâmé Toukhatchevski. Tous

auraient pu blâmer Kamenev, qui, en tant que commandant en chef, était le principal responsable. Lénine reconnaissait la faiblesse du Commandement suprême. Le 14 août, il fait la note suivante : *« Le Commandant Suprême n'ose se mettre en colère contre personne. ... Varsovie doit être prise. ... Parler d'accélérer les pourparlers de paix alors que l'ennemi avance est un idiotisme. Si les Polonais sont passés à l'offensive, il faut agir avec audace et ne pas se plaindre. Il est nécessaire d'imaginer une contre-attaque. »*

Lénine connaissait la vérité, mais comme tout le monde, il était trop tard pour arranger les choses.

Les dissensions au sein du commandement soviétique fournissent une illustration classique du principe de « friction » de Clausewitz :

*« Tout est très simple dans la guerre, mais la chose la plus simple est difficile. ... Imaginez un voyageur qui, à la fin de sa journée, s'attend à faire deux autres étapes sur la route de poste, à quatre ou cinq lieues. Ce n'est rien. Mais à l'avant-dernière étape, il ne trouve pas de chevaux, ou de très mauvais chevaux, puis un pays vallonné, de mauvaises routes, une nuit noire... Ainsi, en temps de guerre, à travers une infinité de circonstances mesquines, les difficultés s'accumulent, et nous ne sommes pas à la hauteur. ... Une armée est en effet simple, mais elle est entièrement composée d'individus, chacun d'entre eux gardant ses propres frictions dans toutes les directions. »*

Toukhatchevski était un grand voyageur. Il a échoué à l'avant-dernière étape. Sa liaison radio s'est bloquée ; ses chiffres se sont embrouillés ; ses ordres étaient perdus ; ses bagages s'égarèrent ; ses munitions s'épuisèrent ; Son emploi du temps a été ruiné. Il a perdu le contact avec Ghai ; il a passé des jours à se disputer avec Kamenev ; il n'a pas réussi à communiquer avec Budyonny ; il a irrité Yegorov et Staline. Ces frictions cumulatives sont la véritable explication de son échec devant Varsovie.

Quant au succès polonais, il faut se référer à l'autre maxime de Clausewitz. « Les frictions », disait-il, « peuvent être surmontées », mais seulement par « une puissante volonté de fer ». Entre le 5 et le 12 août, l'armée polonaise entreprend avec succès un plan de regroupement encore plus complexe que celui tenté par les Soviétiques. Il y avait beaucoup de raisons de se heurter, entre Sikorski et Haller, entre Rozwadowski et Weygand. Mais la confusion et les dissensions ont été réduites au minimum. Cela était dû à la « volonté de fer » de Piłsudski, l'architecte et l'exécuteur de la victoire.

Malgré les rumeurs persistantes selon lesquelles le contraire s'affirmait, les gouvernements alliés et leurs hauts représentants n'ont joué aucun rôle dans la bataille de Varsovie. Les diplomates alliés en Pologne ont passé la semaine de la bataille dans un désarroi total et total, en désaccord avec eux-mêmes, avec leurs gouvernements nationaux et avec le gouvernement auprès duquel ils étaient accrédités. L'ambassadeur britannique, Rumbold, dont l'opinion privée avait longtemps soutenu que « l'Entente a été bafouée par les bolcheviks, a mangé plus de saleté qu'il n'est bon pour quiconque et devrait déclarer la guerre », avait consciencieusement exécuté les instructions opposées de Lloyd George au point que, le 10 août, elles furent catégoriquement rejetées. Trois paragraphes du télégramme crucial de Lloyd George recommandant à Lev Kamenev de prévisualiser les conditions de l'armistice parvenues à Varsovie ont été falsifiés, et il a fallu huit jours avant qu'elles ne soient rendues intelligibles. Au cours de cette période, Rumbold a reçu un deuxième aperçu différent des conditions de Kamenev de la part de Tommassini, l'ambassadeur italien, qui s'est avéré inexact, et une assurance de Panafieu, l'ambassadeur de France, que Millerand était d'accord avec Lloyd George, ce qui s'est avéré faux. On peut comprendre qu'il s'exprima sans diplomatie mais franchement à l'adresse de sa femme : « Je ne sais pas ce que je déteste le plus, les Polonais, les bolcheviks ou Lloyd George. » La situation ne fut éclaircie que le 18 août, lorsque les diplomates apprirent avec certitude que la prédiction de Kamenev avait été fausse, que Lloyd George ne pouvait plus la recommander, que le gouvernement polonais n'était plus intéressé par les conseils des Alliés. et que Paris et Londres n'étaient plus en harmonie. La Mission interalliée ne s'en sortit guère mieux. Les membres civils, D'Abernon et Jusserand, envoyèrent un flot d'appels à l'aide à la Pologne. Le 4 août, D'Abernon recommanda aux Alliés de déclarer la guerre ; le 6 août, il insista sur le fait qu'une force expéditionnaire de six divisions

d'infanterie et de deux divisions de cavalerie était la contribution minimale compatible avec les intérêts, l'honneur et les promesses des Alliés. Tous les appels restèrent lettre morte. Les militaires étaient impuissants. Ils n'avaient rien d'autre à faire que de faire le tour du front. Le général Carton de Wiart et le général Radcliffe se trouvaient dans la citadelle de Brest-Litovsk lorsqu'elle fut prise d'assaut par surprise le 1er août et s'échappèrent au dernier moment. Une autre fois, après avoir fait un voyage en voiture dans la terre de NoMan, près de Modlin, et avoir croisé une bande de cosaques occupés à couper des fils télégraphiques, ils furent pris pour des sentinelles polonaises qui les prirent pour des commissaires bolcheviks.

La position du général Weygand était particulièrement exaspérante. Il s'était rendu à Varsovie dans l'espoir de prendre le commandement de l'armée polonaise. Il est le chef d'état-major du maréchal Foch, commandant suprême de l'Entente victorieuse. On pourrait lui pardonner d'attendre hommage et respect. Pourtant, il n'a rencontré que l'humiliation et les insultes. Sa première rencontre avec Piłsudski le 24 juillet fut désastreuse. Il n'avait pas de réponse à la question d'ouverture de Piłsudski, « Combien de divisions m'apportez-vous ? » Il n'avait aucune division à offrir. Il eut le malheur de faire l'éloge de deux généraux que Piłsudski considérait avec la plus grande méfiance : Józef Haller, qui s'était fait un nom en France, et Dowbór-Muśnicki, qui avait récemment refusé de servir. Le 27 juillet, il est nommé « conseiller » du chef d'état-major polonais. Mais ses relations avec Rozwadowski étaient pires qu'avec Piłsudski. Il était entouré d'officiers qui le considéraient comme un intrus et qui parlaient délibérément en polonais, le privant non seulement de participer à leurs discussions, mais même des nouvelles du front. Ses suggestions pour l'organisation de la défense de la Pologne ont été systématiquement rejetées. À la fin de juillet, il proposa que les Polonais tiennent la ligne du Bug ; une semaine plus tard, il proposa une posture purement défensive le long de la Vistule. Aucun des deux plans n'a été accepté. Il a admis dans ses mémoires que « la victoire était polonaise, le plan polonais, l'armée polonaise ».58 L'une de ses rares contributions a été d'insister sur le fait qu'un système d'ordres d'état-major écrits devrait remplacer le système actuel d'ordres désordonnés passés de bouche à oreille. Il fut d'une aide particulière pour le général Sikorski, à qui il exposa les avantages de la rivière Wkra. Mais, dans l'ensemble, il n'était pas dans son élément, un homme dressé à donner des ordres mais placé au milieu d'un peuple sans inclination à obéir, un partisan de la défense en compagnie d'enthousiastes de l'attaque. Le 18 août, lorsqu'il rencontra à nouveau Piłsudski, on ne lui parla pas de la grande victoire, mais on le « régala plutôt d'un conte juif ». Cette rebuffade porte atteinte à sa dignité de « représentant de la France » et il menace de partir. En effet, il n'y avait rien d'autre à faire que de partir. La bataille était gagnée ; les négociations d'armistice commençaient ; La crise était passée. Il pressa D'Abernon et Jusserand de faire leurs valises et de faire une sortie aussi décente que possible. Il était déprimé par son échec et consterné par le mépris de la Pologne pour l'Entente. À la station de Varsovie, le 25 août, il fut consolé par l'attribution d'une médaille, la Virtuti Militari ; à Cracovie, le 26, il fut dîné par le maire et la corporation ; à Paris, le 28, il fut acclamé par la foule qui s'alignait sur le quai de la gare de l'Est, embrassé sur les deux joues par le premier ministre Millerand et décoré du Grand Ordre de la Légion d'honneur. Il ne comprenait pas ce qui s'était passé. Il fut la première victime incompréhensible, ainsi que le principal bénéficiaire, d'une légende déjà en circulation selon laquelle lui, Weygand, était le vainqueur de Varsovie.

La légende de la victoire de Weygand est un excellent exemple du principe selon lequel ce qui se passe réellement dans l'histoire est moins important que ce que les gens croient s'être passé. Elle a satisfait les préjugés des peuples d'Europe occidentale, qui jouissent toujours d'une victoire alliée, et a flatté les préjugés des communistes, qui exigent que chaque conte ait son méchant impérialiste. Presque tout le monde en dehors de la Pologne l'a cru depuis ce jour-là. Il a prospéré pendant quarante ans, même dans les cercles universitaires, jusqu'à ce que le mensonge soit mis au point.

En Pologne, le lendemain de la bataille, les ennemis de Piłsudski sollicitèrent les noms de deux candidats au titre de vainqueur ; c'étaient Weygand et Dieu, le second pour la consommation intérieure, le premier pour l'étranger. La presse du Parti national-démocrate, dirigée par le quotidien varsovie Rzeczpospolita, lança la première une phrase destinée à une longue et célèbre carrière :

*Cud nad Wisłą* (le Miracle de la Vistule). Dans un pays catholique, la phrase était irrésistible. Il introduisit un thème qui résonna de toutes les chaires du pays ; il suggérait ce que tout catholique pieux voulait croire – que la terre choisie avait été délivrée par l'intervention divine ; il a inspiré toute une série de visions par lesquelles la Vierge noire de Częstochowa, Sainte Mère de la Pologne, avait été vue descendre d'un nuage ardent au-dessus des tranchées de Radzymin et frapper les armées bolcheviques de confusion. Mais il restait un corollaire. Si Dieu avait fait le miracle, il devait avoir un agent. Il ne pouvait guère s'agir de Piłsudski, un associé des révolutionnaires et des socialistes, un ami des juifs et des athées. La solution définitive fut donnée par le comte Zamoyski, ambassadeur de Pologne à Paris, national-démocrate et membre du Comité national de Dmowski pendant la guerre, qui remercia officiellement le gouvernement français pour les services du général Weygand. La légende est devenue officielle.

En France, le triomphe de Weygand n'a jamais été remis en question. C'est venu comme un tonique pour la nation dans son ensemble et une aubaine pour le gouvernement. Il flatta l'orgueil de la nation et gonfla l'influence croissante du catholicisme. Le « Miracle de la Vistule » coïncida non seulement avec la canonisation de Jeanne d'Arc, dont il confirma clairement l'efficacité en tant que patronne céleste des armes françaises, mais aussi avec la campagne électorale présidentielle, que le gouvernement menait sur le thème de la « défense de la chrétienté ». Le Bloc national du gouvernement venait d'élire une majorité de députés catholiques à l'Assemblée nationale pour la première fois dans l'histoire de la Troisième République, et cherchait maintenant à promouvoir son chef, Millerand, du poste de premier ministre à celui de président. Au début, ses slogans avaient rencontré peu de réactions ; Le bilan de Millerand en tant que champion de la chrétienté n'était pas impressionnant. Il avait perdu le contrôle de la politique alliée au profit d'un méthodiste gallois ; il avait accepté de renoncer à intervenir ; il avait permis que les intérêts français sur le continent soient dominés par ceux de la Grande-Bretagne ; il n'avait pas sauvé la Russie du bolchevisme ; il n'avait pas levé la main pour protéger la Pologne – du moins, c'est ce qu'il semblait jusqu'à ce que la nouvelle de la défaite de l'Armée rouge à Varsovie fasse la une des journaux. Ses managers n'ont pas manqué une telle occasion. Maintenant, on disait que Millerand avait eu la situation en main depuis le début ; Millerand n'avait pas paniqué lorsque le Péril Rouge était en campagne ; Millerand avait battu les bolcheviks à son bon moment ; Millerand avait envoyé Weygand à Varsovie, et Weygand avait triomphé. Il n'est pas étonnant que Millerand ait embrassé le général étonné sur les deux joues. Millerand a été élu président de la France.

De l'autre côté de la Manche, un exploit de dextérité politique encore plus étonnant a été accompli. La campagne électorale maladroite de Millerand n'est rien comparée au tour de passe-passe sans effort de Lloyd George. La performance de Lloyd George était une pure prestidigitation. Le 15 août, il partit en vacances à Lucerne. Le 20 août, il reçut la nouvelle définitive de la victoire polonaise et, le 22, en collaboration avec le premier ministre italien Giolitti, qu'il recevait à Lucerne, il publia un communiqué. Il condamna les bolcheviks pour avoir attaqué l'indépendance de la Pologne, mais ne félicita pas les Polonais de l'avoir défendue. Il ne fit aucune mention de Piłsudski et limita ses remarques personnelles à D'Abernon et Weygand, dont il supposait que l'habileté avait fait pencher la balance. En faisant l'éloge de la Mission interalliée, il a renvoyé les applaudissements du monde occidental à ce Gallois clairvoyant qui avait pensé à envoyer D'Abernon et Weygand à Varsovie en premier lieu. Son tour a été à peine remarqué. L'illusion était complète. Lloyd George partagea les lauriers d'une bataille qu'il avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour l'empêcher.

On ne peut s'empêcher de réfléchir à ce qui aurait pu se passer si Varsovie était réellement tombée. Il ne s'agit pas simplement d'un « si » incontestable de l'histoire ; c'est une perspective que Lloyd George envisageait sérieusement pendant ces premiers jours sans nouvelles à Lucerne. La chute de Varsovie aurait inévitablement produit un appel à une nouvelle intervention et à la fin du commerce avec la Russie ; Curzon et Churchill auraient sûrement eu leur mot à dire. Lloyd George aurait dû soit démissionner, comme il a finalement été obligé de le faire en 1922 dans des circonstances parallèles, soit s'arranger pour conserver son poste par un aveu humiliant d'échec et

un revirement complet de politique. En l'occurrence, il n'a pas eu le choix. En 1920, Lloyd George n'a pas sauvé la Pologne ; La Pologne a sauvé Lloyd George.

La version généralement acceptée de la bataille de Varsovie est si éloignée de la vérité qu'on est tenté de l'attribuer à une falsification délibérée et consciente. Pourtant, les mensonges calculés auraient difficilement pu être aussi efficaces. On est en fait confronté à un cas classique d'auto-illusion universelle. Il est essentiel de reconnaître que l'opinion populaire dans toute l'Europe était conditionnée à ne pas tenir compte du succès de Piłsudski. Aussi longtemps que son nom était connu, Piłsudski avait été associé à l'échec et à la trahison. En 1920, il n'avait plus le prestige qui lui revint plus tard. En tant que révolutionnaire d'avant-guerre, il a mené son parti dans les factions et les conflits ; en tant que général de la guerre mondiale, il a mené ses légions à l'internement et à la proscription ; en tant que maréchal autoproclamé, il mena son armée à Kiev et Wilno, toutes deux maintenant perdues. Il avait abandonné le Parti socialiste polonais ; il avait déserté l'Allemagne ; il avait défié l'Entente. En Angleterre et en France, il était considéré comme un allié perfide menant la Pologne à la ruine, en Russie, comme un faux serviteur des Alliés, menant l'impérialisme à la destruction. Personne en dehors de la Pologne ne le voyait comme un patriote déterminé luttant contre les circonstances changeantes. Tout le monde, de Lénine à Lloyd George, de la Pravda au Morning Post, le considérait comme un militaire incompetent et une honte politique. En août 1920, l'écrasante opinion avait prédit que la carrière désastreuse de Piłsudski serait couronnée par la chute de Varsovie. Quand le contraire s'est produit, quand, en l'espace de quelques jours, l'Armée rouge a été vaincue et repoussée, il était inconcevable que Piłsudski puisse être responsable. L'expérience antérieure a rendu la vérité insupportable. Comme aurait pu le dire Voltaire, si Weygand n'avait pas existé, Weygand aurait dû être inventé.



## Chapitre Six :

### La campagne décisive

La bataille de Varsovie n'a pas mis fin à la guerre polono-soviétique. Ce n'était pas un Waterloo ou une Sedan qui, d'un seul coup, pouvait renverser un empire ou initier une paix immédiate. Elle laissait tout de même la Pologne en grave danger, éloignée de ses alliés et en guerre avec un voisin géant. Il n'a pas détruit la Russie soviétique. Son effet immédiat a été de piquer la direction bolchevique pour qu'elle mobilise ses ressources immensément supérieures pour une deuxième tentative. Comme l'a fait remarquer Lloyd George le 22 août, « si la Russie veut écraser la Pologne, elle peut le faire quand elle le souhaite ». La Russie pouvait se permettre de perdre une bataille ; La Pologne ne pouvait pas se permettre de perdre la campagne. À long terme, l'exploitation de la victoire serait plus décisive que la victoire elle-même.

La première rencontre se développait déjà dans le sud. Pendant les cinq jours qui suivirent son départ de Lwów, la Konarmiya erra sans but sur le haut Bug, ses objectifs variant de jour en jour pour s'adapter aux plans vacillants de ses supérieurs éloignés. Mais le 25 août, il a commencé à se déplacer de manière plus ciblée. À la fin du mois, il provoqua l'engagement qui, dans les écrits soviétiques, est connu sous le nom de « Raid sur Zamość » ou « Anneau de Zamość » et qui, dans l'histoire militaire polonaise, est souvent appelé la « Bataille de Komarów ».

Bien que la situation générale à l'égard de Zamość soit assez claire, l'accent qu'il convient d'accorder à ses composantes est difficile à établir. Les historiens polonais considèrent souvent la charge des régiments de uhlans à Komarów le 31 août comme l'engagement consommé de la guerre. Une affirmation récente la décrit comme « la plus grande bataille de cavalerie depuis 1813 et la seule du XXe siècle ». Les mémoires détaillés de Budyonny ne font aucune mention de l'action. Le récit standard du colonel Przybylski déclare inexplicablement que « L'Armée de Cheval, démoralisée, n'accepta pas le combat et se retira ».

Les précautions polonaises furent rapides et judicieuses. Le général Sikorski arrive pour prendre le commandement. Au fur et à mesure que la Konarmiya progressait en deux colonnes depuis le sud-est, il l'enveloppa progressivement de part et d'autre, au nord avec les éléments de sa troisième armée reconstituée – la 7e division d'infanterie sur le Bug, la 2e division légionnaire à Hrubieszów, la 6e division (ukrainienne) et la brigade de cavalerie du Kouban – au sud avec le groupe du général Stanislaw Haller – la 13e division d'infanterie. et la 1re division de cavalerie, issue de la 6e armée. Zamość elle-même était occupée par trois bataillons locaux renforcés à la hâte par la 10e division d'infanterie de Krasnystaw. Sikorski a attiré Budyonny. Chaque jour, l'enveloppe devenait plus petite et plus serrée. Lorsque, le 30 août, la Konarmiya se heurta aux défenses de Zamość, Haller fut en mesure de la sceller, d'abord le long de son flanc sud par la capture de Komarów et de Tyszowce, puis sur ses arrières par l'occupation de la rivière Huczwa. Le Konarmiya a été pris dans un couloir d'environ huit à dix miles de long. Ses quatre divisions étaient rangées comme les wagons d'un train intrus dans une gare terminale, sa locomotive rapide sur les tampons, sa queue coincée par un obstacle sur la voie, ses flancs entourés d'une foule hostile sur les quais. Son seul espoir était de faire marche arrière, avant que les Polonais ne puissent dételier les affûts et les démonter pièce par pièce.

Le récit de Budyonny montre à quel point la vie dans le « cercle de Zamość » est devenue périlleuse. Il passa les trois jours, le 30 août, le 31 août et le 1er septembre, à galoper de long en large avec Vorochilov, encourageant les divisions à repousser les attaques qui tombaient sur elles de tous côtés. Son poste de commandement à Stara Antoniówka fut démoli par l'artillerie de Haller le 30 ; Son équipement de signalisation, son état-major, ses chariots personnels et ses chevaux ont été anéantis, heureusement pendant son absence. Il déplaça sa base d'abord dans le village de Miączyn, puis dans un bois à l'extérieur du village. Le 31 août, la 11e division est touchée par une sortie de Zamość ; la 14e division fut prise aux prises avec une attaque multiple de Grabowiec ; la 4e division

est coincée devant Choryszów. La 6e division était dans l'état le plus dangereux. Deux de ses brigades étaient bloquées près de Zamość ; les autres étaient encerclés près de Komarów. Ils se sont battus toute la journée. À 16 heures, ils chargèrent la brigade Kouban à Czesniki ; ils se retirèrent sur la colline 255 d'où ils furent délogés par l'artillerie ; à partir de 18 heures, ils sont chargés à plusieurs reprises par les régiments de uhlans polonais à tour de rôle ; tard dans la soirée, à la troisième tentative, ils ont traversé Niewirków pour rejoindre le centre de l'anneau. La Konarmiya a été aidée par l'averse de pluie qui a duré toute la journée. La visibilité était mauvaise ; l'ardeur offensive a été refroidie ; La confusion régnait. Budyonny décrit comment, au milieu des combats, il est tombé sur un groupe de charrettes au milieu d'une prairie. Quelques-uns des chevaux étaient morts dans leurs traces ; Les autres étaient coincés dans la boue. Les occupants étaient blottis en dessous, se cachant du double déluge de pluie et d'obus. Elles étaient les actrices du théâtre de campagne de Konarmiya. « Ah, nos forces culturelles ! » a dit Budyonny, « Comment aimez-vous ce concert ? »

L'engagement de cavalerie du 31 août mérite plus d'attention que Budyonny ne le permet. C'était un engagement pour lequel le commandement polonais était en train de se gâter depuis deux mois. Bien qu'il n'ait pas été décisif en soi, il a été un événement important dans la disparition de la redoutable Konarmiya. Ce fut la seule occasion de la guerre où deux grandes forces de cavalerie se sont affrontées en formation de masse. Ce fut peut-être la dernière bataille de cavalerie pure de l'histoire européenne. La division de cavalerie polonaise du colonel Juliusz Rómmel, avec ses deux brigades, ne pouvait pas égaler les quatre divisions de Budyonny. Mais il n'a pas été appelé à défier la Konarmiya dans son ensemble ; il devait contenir un secteur du flanc sud de l'Anneau. Il est engagé dans deux séries de combats distinctes, le matin puis le soir, contre des unités des 6e et 11e divisions soviétiques. Sa 7e brigade a attaqué à 7 h 45 depuis des positions nocturnes à Komarów. Il est mené par une charge du 2e Hussards, à peine 200 hommes, suivie par le plus nombreux 8e régiment de uhlans. L'arrivée du 9e uhlans (galicien) soutint la ligne jusqu'à ce qu'une charge de la 6e brigade près de Niewirków dégage le champ de bataille. Leurs adversaires, la 6e division soviétique, se retirèrent hors de portée à travers la vallée marécageuse. Les pertes polonaises avaient été lourdes, surtout parmi les officiers. Le 9th Uhlans a perdu tous ses chefs d'escadron ; la 6e brigade eut de nombreux blessés, parmi lesquels le lieutenant Komorowski ; Chaque régiment subit des dizaines de pertes. La bataille du soir résulta du retour inattendu de la 6e division soviétique de Czesniki. Rómmel ne se rendit pas compte de ce qui se passait jusqu'à ce que les Soviétiques sortent des bois en face et se préparent à attaquer. C'était un moment de tension. Les hommes de la cavalerie rouge criaient, sifflaient et frappaient leurs sabres dans le plus pur style cosaque. Les Polonais pansaient encore leurs blessures. Le 9e Uhlans, l'unité la plus gravement blessée sur le terrain, s'est endurci pour remporter la course à la charge. Ils s'enfoncèrent dans les rangs qui s'approchaient, soulevant une mêlée serrée dans laquelle des revolvers, des poignards et même des mains nues furent utilisés pour désarçonner l'ennemi. Des cris de « Urrah ! » annoncèrent l'arrivée sur leur droite et au galop du 8e Uhlans de Krzczunowicz suivi du 1er régiment (Krechowiecki) avec Rómmel lui-même à leur tête. D'une manière ou d'une autre, le 9e Uhlans trouva la force de s'extirper et de charger à nouveau. La 6e division se replie laissant un champ jonché de débris humains et équins, et un spectacle que l'Europe n'a jamais revu depuis.

Sikorski n'aurait pas dû permettre aux Konarmiya de s'échapper. Bien qu'il n'ait pas égalé le punch de la cavalerie de Budyonny, il avait une grande supériorité en artillerie et en infanterie. Il était trop lent et trop prudent. Dans la nuit du 31 août, il ne parvint pas à perturber le regroupement de Konarmiya. il ne parvint pas à renforcer la garde sur la Huczwa, la seule ligne de retraite de Konarmiya, ni à faire sauter les ponts. Il décida qu'une action érosive devait précéder le défi final, où la force brute du Konarmiya pourrait encore l'emporter sur ses propres formations mieux placées mais individuellement plus faibles. Le matin du 1er septembre, le Konarmiya se déplaçait déjà vers l'est. À Lotów, la 2e brigade de Tioulenov de la 4e division, chevauchant la digue qui entourait les environs marécageux du village, perça les lignes polonaises et se précipita pour s'emparer des ponts de Huczwa. Cette action a été observée avec appréciation par Budyonny, et avec stupéfaction par Stanisław Halter, depuis les crêtes opposées de la vallée. Le reste de la Konarmiya a suivi. Le 2

septembre, il entra dans Włodzimierz et rencontra la XIIe armée soviétique. Les Konarmiya ont survécu pour se battre à nouveau. Le taureau de Sikorski s'était enfui. Le matador polonais manqua sa mise à mort. Sauvagement attaqué par la pique de Haller et ensanglanté par les barbes dans le dos, Budyonny parvint néanmoins à trouver le tunnel de l'anneau et, dans un dernier souffle puissant, à se précipiter tête baissée vers la liberté.

Bien que l'énergie extraordinaire de Budyonny ait maintenu intact le corps principal de la Konarmiya, de nombreux soldats ont été laissés à eux-mêmes. Babel était l'une d'entre elles. Dans la nuit du 30 août, il avait dormi à la belle étoile. Il était en vue des murs de Zamość qui entouraient le magnifique palais Renaissance des comtes Zamoyski et un grand ghetto juif avec de nombreuses synagogues. Il a parlé des Juifs avec un paysan local. « Combien y en a-t-il dans cette partie du monde ? », lui a-t-on demandé. « Une dizaine de millions. » « Eh bien, au vu de la façon dont cette guerre se déroule, il n'en restera pas plus de deux cent mille. » Babel, lui-même juif, était d'accord. Le 31, il combat toute la journée avec la 6e division. Puis il s'est retrouvé seul :

*« Nous sommes arrivés à Sitanets dans la matinée. J'étais avec Volkov, le quartier-maître. Il nous a trouvé une cabane à la lisière du village. « Du vin, dis-je à la vieille, du vin, de la viande et du pain. » « Il n'y en a pas ici, dit-elle, et je ne me souviens pas de l'époque où il y en avait. » J'ai pris des allumettes dans ma poche et j'ai mis le feu aux joncs sur le sol. Les flammes se sont embrasées. La vieille femme roula sur le feu et l'éteignit. « Que faites-vous, monsieur ? » s'écria-t-elle en reculant d'horreur. « Je vais te brûler, vieille sorcière, grognai-je, ainsi que ton veau que tu as manifestement volé. » « Attendez ! » dit-elle. Elle courut dans le couloir et apporta une cruche de lait et du pain. Nous n'en avons pas mangé la moitié, que les balles du dehors ont commencé à voler. Volkov est allé voir ce qui se passait. Il passa la tête par la fenêtre. « J'ai sellé votre cheval, dit-il ; « Le mien a été abattu. Les Polonais sont en train d'installer un poste de mitrailleuse à cent pas de là. Il ne restait plus qu'un cheval pour nous deux. Je montai en selle, et Volkov se cramponna derrière. « Nous avons perdu la campagne », marmonna Volkov. « Oui », ai-je répondu. »*

La Konarmiya battit en retraite dans un état d'épuisement matériel et moral.<sup>7</sup> Sa 11e division fut réduite à 1 180 hommes et 462 montures sur son effectif initial de 3 500 ; la 6e division perdit tous ses vingt chefs d'escadron, sauf quatre ; les 4e et 14e divisions n'étaient pas en meilleur état. Bien que 400 ouvriers politiques de Moscou, 500 renforts et 1 000 chevaux les aient rejoints à Włodzimierz, ils n'étaient toujours pas vêtus correctement. Désespérant des voies d'approvisionnement régulières, ils envoyèrent un appel privé à leur « ami et camarade respecté », Grigory Ordzhonikidze dans le Caucase, pour qu'il envoie 20 000 paires de burki (bottes de feutre).<sup>8</sup> Le commandant de la XIIe armée, N. N. Kuzmin, vint discuter de la substitution de formations de secours, mais expliqua que ses deux divisions les plus proches, la 7e et la 44e n'avaient pas de fusils. Le 13 septembre, la Konarmiya fut chassé de Włodzimierz, sauvant les magasins qu'il pouvait. Sa retraite fut harcelée par l'aviation polonaise et par la cavalerie polonaise de plus en plus confiante. Il se dirigeait vers Jitomir, à 250 miles de là, qui était désigné comme aire de repos. Il devait se battre le jour et marcher la nuit. Le 18 septembre, à 3 heures du matin, la cavalerie polonaise fait irruption dans Równe et piège la brigade de Tioulenév. Deux jours plus tard, Boudionny s'entretint avec Toukhatchevski sur la ligne directe et reçut l'autorisation de se retirer complètement. Ce n'est qu'à ce moment-là qu'il fut relevé par la XIIe armée. Il est à Novograd le 26 septembre lorsqu'il reçoit l'ordre de se préparer à être transféré au front contre Wrangel. Malgré cela, ses ennuis n'étaient pas encore terminés. Au cours de la marche vers le Dniepr, ses soldats bien-aimés perpétrèrent une série de pogroms.<sup>9</sup> Il arrêta deux brigadiers de la 6e division dont le chef d'état-major fut tenu pour responsable. Une purge a été effectuée. Des punitions sévères ont été infligées. La Konarmiya n'a pas réussi à respecter son horaire de vingt-cinq milles par jour, qu'il avait maintenu pendant des semaines à l'aller. La campagne de Galice avait mis à rude épreuve la discipline et le moral de la formation la plus fière de l'Armée rouge. Alors que les compagnons de Babel tournaient définitivement le dos à la Pologne, ils revenaient aux instincts primitifs et anarchiques des bandes cosaques dans lesquelles ils avaient été recrutés pour la première fois.

Dans le nord, les opérations se sont développées plus lentement. Après les troubles à la frontière prussienne, les principaux corps des armées avaient perdu le contact. Les deux parties avaient besoin de temps pour se regrouper, mais toutes deux cherchaient un nouvel engagement. Les ordres de Toukhatchevski étaient toujours de prendre Varsovie ; Le but de Piłsudski était de détruire l'ennemi qu'il avait déjà repoussé. Les avantages ont été partagés à parts égales. Toukhatchevski disposait d'une base fixe le long du Niémen, où ses armées se retranchent à la fin du mois d'août. Il jouissait également d'un surplus favorable de services et de ravitaillements, s'étant retiré vers les magasins et les renforts initialement destinés à l'avance sur Varsovie. Au 1er septembre, ses effectifs s'élevaient à 113 491 ; ils étaient inférieurs de moins de 3 000 hommes au total du 1er août et augmentaient de jour en jour. Les pertes avaient été compensées par des renforts et par le transfert de la XIIe armée et de la Konarmiya. Le groupe Mozyr avait péri ; La IVe armée de Tchouvaïev, alors en convalescence à l'est de Brest-Litovsk, fut réduite à un tiers ; Le XVI de Sollogub à Różana était inférieur de 5 000 hommes. Mais le XV de Lazarévitch à Grodno et le XV de Kork à Wołkowysk avaient en fait augmenté. Piłsudski, en revanche, pouvait compter sur un moral de premier ordre, sur la possession de l'initiative, sur l'élan de son armée en marche et sur le luxe d'attaquer une cible stationnaire.

Pour ceux qui pensent aux batailles en termes de composition esthétique, la Bataille du Niémen offre le plus bel ensemble de la guerre. Piłsudski a conçu un plan d'une simplicité classique. Le secteur frontal de l'Armée rouge devait être engagé et tenu autour de Grodno et Wołkowysk ; ses flancs devaient être tournés par de la cavalerie menant une force de frappe à l'arrière ; son centre pouvait alors être pris en sandwich et grignoté à loisir. Il exploita quelques facteurs qui rappelaient l'avance de Toukhatchevski en juillet : la proximité de la frontière lituanienne au nord et la menace d'une intervention du front voisin au sud. La deuxième armée fut rassemblée à Białystok et confiée au général Śmigły-Rydz ; son groupe d'attaque était caché dans les bois de la région lacustre de Suwałki, qui devait d'abord être débarrassée des troupes lituaniennes qui y étaient infiltrées en été. La IVe armée du général Skierski fut transportée en masse de Łómża à Brest-Litovsk. La première action eut lieu le 20 septembre.

L'exécution de la bataille du Niémen s'est avérée moins parfaite que sa conception. Bien que Piłsudski n'ait pas mal interprété les intentions de l'ennemi comme il l'a fait à Varsovie, il a surestimé la capacité de ses propres troupes. L'attaque centrale a rencontré une résistance farouche dès le début. La 21e division (alpine) attaquant Grodno, avec la division de volontaires et la 3e division légionnaire de chaque côté, ne fit aucun progrès notable pendant près d'une semaine. Les quatre divisions de la IVe armée se trouvèrent assez bien alignées. Pendant trois jours, du 23 au 25 septembre, la question resta en suspens ; Elle n'a été décidée que par le succès du groupe d'attaque. Coopérant avec le groupe Suwałki du général Osiniński, la 1ère division légionnaire et la 1ère division lituano-biélorusse sont sorties de Sejny et sont descendues sur le Niémen depuis le territoire lituanien. Le 23 septembre, ils s'emparent de Druskienniki et coupent la voie ferrée Grodno-Wilno, principale ligne de vie de la IIIe armée. La cavalerie atteignit Raduń. En deux autres étapes, ils s'approchèrent de Lida, bloquant la deuxième ligne de retraite. Le 26 septembre, sur l'aile opposée, la cavalerie du général Krajowski s'empare de Pińsk en Polésie, coupant la ligne de vie de la IVe armée. Toukhatchevski ordonna la retraite. Heureusement pour lui, la croûte du sandwich polonais était trop fine pour tenir ferme. La IIIe armée, poussée de ses positions à Grodno et coudue sur son côté sud par le retrait tout aussi précipité de la XVe armée, entra en collision le 27 septembre avec le groupe d'attaque polonais ; elle submergea la division lituano-biélorusse à Lida par son nombre et se heurta à la 1re division légionnaire le lendemain matin ; Il a réussi à les dépasser à la troisième tentative, mais à la manière d'un œuf à la coque passant dans une trancheuse – fragmenté, émietté, incapable de plus de mouvement cohésif. Les XVe, XVIe et IVe armées furent plus chanceuses. Ils se retirèrent sur Oszmiany, Molodeczno et Kojdanów, endommagés mais intacts. La victoire polonaise était claire mais pas complète. Une fois de plus, l'espoir de rassembler l'ennemi a été frustré.

L'effet combiné de l'anneau de Zamość et de la bataille du Niémen fut de faciliter une avance générale polonaise sur tous les secteurs du front. Sikorski ouvre la voie, à l'aide d'une

colonne de véhicules blindés et d'infanterie motorisée, qui occupe Kowel le 13 septembre. Il est suivi par Stanisław Haller, qui occupe Łuck le 16 septembre, par le général Żeligowski, qui récupère les champs de bataille de Sokal et de Brody, par le général Jędrzejewski qui prend Równe le 18 septembre, par le général Latinik qui atteint Zasław le 23 septembre, et par les Ukrainiens de Pavlenko, qui, après avoir forcé le Dniestr, commencent à opérer le long des rives de la Zbrucz. À la fin de septembre, la Galice fut nettoyée ; les XIIe et XIVe armées étaient en pleine fuite ; la Konarmiya avait été retirée. La traversée de la Polésie par le général Krajowski jusqu'à Pińsk lia l'avance galicienne à l'après-Niémen. Dans les premières semaines d'octobre, la poursuite se transforma en chasse. Le 10 octobre, la 3e division légionnaire s'empara de Święciany, l'ancienne prise de Ghai, à seulement cinquante miles de la Dvina. Molodeczno est tombée le 12 octobre et Minsk le 18 octobre. La cavalerie du colonel Rómmel dans le sud attaqua Korosten, à seulement quatre-vingt-dix miles de Kiev. La première neige est tombée.

Piłsudski reconnut que les opérations militaires atteignaient leur terme naturel. L'armée polonaise était presque revenue à la situation de l'hiver précédent. Il contrôlait toutes les zones de peuplement polonais consolidé, à une exception près ; il détenait le réseau ferroviaire latéral vital des Borders ; elle avait repoussé l'Armée rouge loin de ses objectifs dans le centre de la Pologne ; il avait creusé un fossé entre l'Armée rouge et les Lituanais ; elle avait détruit l'idée de Trotsky, évoquée en septembre, de rassembler une nouvelle force de frappe occidentale tirée de Sibérie et du Caucase, et les illusions de Sergueï Kamenev de reprendre l'offensive. La poursuite ne pouvait pas continuer indéfiniment. L'automne était bien avancé. La prudence militaire appuyait les arguments diplomatiques qui avaient déjà rendu possible un armistice.

La seule réserve de Piłsudski concernait Wilno. Tout le monde savait qu'il ne se reposerait jamais tant que sa ville natale ne serait pas à nouveau polonaise. Le problème militaire n'avait aucune conséquence. Au début d'octobre, une nouvelle troisième armée, la troisième en deux mois, avait été ajoutée au front nord. Il était commandé par le général Sikorski. Il occupait le secteur nord-ouest, dont le point le plus proche à Bienankonie n'était qu'à vingt-cinq milles de Wilno. Ses vétérans aguerris pouvaient franchir cette brèche à tout moment où le signal était donné. L'obstacle n'était pas militaire, mais politique. Wilno fut occupée par les Lituanais et fut reconnue comme lituanienne, officiellement par les Soviétiques et provisoirement par l'Entente, qui avait renvoyé l'affaire à la Société des Nations pour règlement final. Pour Piłsudski, occuper Wilno avec l'armée polonaise risquait de faire échouer les négociations d'armistice avec les Soviétiques et de défier les instructions spécifiques de l'Entente. La laisser entre les mains des Lituanais ou à la merci des Soviétiques était impensable. Il a pu pointer plusieurs anomalies dans l'occupation lituanienne. Il n'y avait pratiquement pas de Lituanais natifs dans la ville. Les souhaits de la population locale n'avaient été consultés ni par le gouvernement lituanien, ni par les Soviétiques, ni par l'Entente. Si un plébiscite avait lieu, la compétition se jouerait entre les Polonais, qui voteraient probablement pour l'incorporation à la Pologne, et les Juifs, qui préféreraient probablement revendiquer un statut fédéral au sein de la République polonaise, le résultat que Piłsudski lui-même préférerait. La solution de Piłsudski était inimitable. Il a organisé une mutinerie fictive. Il stationne la 1re division lituano-biélorusse à Bienankonie et confie le commandement au général Lucjan Żeligowski, originaire de Wilno. Le 8 octobre, la division se mutine ; Żeligowski résigna officiellement sa subordination au commandement de la troisième armée de Sikorski et mena ses hommes en avant. En plus de sa propre division, il prit un bataillon du 201e régiment d'infanterie, deux escadrons de cavalerie et un bataillon d'éclaireurs. Il y eut une escarmouche à Jaszuny, avant que Wilno ne soit entré dans la joie populaire. Un nouvel État de « Lituanie centrale » a été déclaré. Une Commission provisoire de gouvernement fut nommée, en attendant la convocation d'un plébiscite. Le théorème délicat de la façon de concilier l'autodétermination et la conquête militaire avait été habilement démontré. Plus tard, Piłsudski a raconté l'histoire avec enthousiasme.

Toukhatchevski, en ces jours-là, s'efforçait en désespoir de cause de rallier une armée démoralisée. Sa théorie de la guerre révolutionnaire avait échoué ; Sa machine pour l'offensive permanente était hors de contrôle à l'inverse : il a perdu confiance en tous, sauf en les communistes les plus farouches. Le 12 octobre, il rendit l'ordre suivant :

*« ... Commandants, commissaires, communistes ! Votre patrie socialiste exige de nouveaux exploits aux premiers rangs. Conquérir ou périr ! La mort ou la victoire ! En avant ! Cet ordre doit être lu dans tous les régiments, bataillons, compagnies, escadrons, batteries, états-majors et départements. »*

Avant que l'ordre ne puisse être lu, l'armistice fut signé. Toukhatchevski était autant déconnecté des développements politiques qu'il l'était de sa propre armée.

Piłsudski était réticent à abandonner la guerre pour la diplomatie, en particulier avec les bolcheviks qui réclamaient la paix. Mais maintenant, les sentiments personnels étaient mis de côté. Le 12 octobre, il autorisa la délégation polonaise à signer l'armistice. Le 18 octobre à minuit, les combats entre la Pologne et la Russie soviétique cessèrent. Pour la première fois depuis vingt mois, tout était calme. À une ou deux exceptions près dans les semaines qui suivirent, le silence resta pendant dix-neuf ans.

L'ordre du jour de Piłsudski pour le 18 octobre 1920 était intensément émotionnel et personnel :

*« Soldats ! Vous avez passé deux longues années au milieu d'un dur labeur et de luttes sanglantes. Vous terminez la guerre par une magnifique victoire...*

*Soldats ! Ce n'est pas en vain que vous avez travaillé... Dès les premiers instants de son existence, des mains envieuses se sont tendues vers la Nouvelle Pologne. Il y eut d'innombrables tentatives pour réduire la Pologne à l'état d'impuissance et en faire un jouet pour les autres. C'est sur mes épaules en tant que commandant en chef, et entre vos mains, en tant que défenseurs de la patrie, que la nation a placé le lourd fardeau de protéger l'existence de la Pologne, d'établir le respect général, de lui donner la liberté de disposer de son destin dans toute sa plénitude.*

*Soldats ! Vous avez rendu la Pologne forte, confiante et libre. Vous pouvez être satisfait de l'accomplissement de votre devoir. Un pays qui, en deux ans, a produit des soldats comme vous, peut envisager son avenir avec tranquillité. »*

C'était son adieu aux armes.

La fin des combats a mis un terme bienvenu aux souffrances de la population civile ; Cela a également donné lieu à une série d'enquêtes et de tentatives pour répartir les responsabilités. L'armée polonaise a été accusée de mesures policières répressives et brutales, l'Armée rouge d'anarchie gratuite et de classicide ; les deux armées ont été accusées d'antisémitisme, bien que dans une région à forte population juive, il soit difficile de dire où s'arrête la violence commune et où commence l'antisémitisme. La presse de Varsovie et de Moscou se disputait ses histoires sur l'horreur de l'ennemi. Chaque chaire en Pologne résonnait chaque semaine des récits des « horreurs bolcheviques », du cannibalisme soviétique, de la nationalisation des femmes et du meurtre des prêtres. La Pravda publiait une chronique quotidienne intitulée *Zhertva Panov* (« Victimes des seigneurs polonais »). Malgré la propagande, il existe des cas bien documentés d'atrocités. En avril 1919, à Holszany, près de Wilno, parmi les prisonniers communistes exécutés, se trouvait une jeune fille dont le corps nu, sans vie et sans membres était traîné dans les rues, attaché à la queue d'un cheval. À Léman, près de Kolno, des otages polonais ont été relâchés, les mains attachées derrière le dos, et utilisés pour s'entraîner au sabre réel. L'agonie de civils innocents est un sujet peu recommandable que les politiciens et les généraux ne sont pas impatients d'aborder. Il n'est pas vraiment surprenant que Budyonny ait désavoué les histoires de Konarmiya de Babel et dénoncé leur auteur pour avoir « fouillé dans les ordures de l'arrière-cour de l'armée ». Malheureusement, la plupart des armées ont une « arrière-cour » où les « ordures » s'accumulent invariablement.

Babel a enregistré l'entrée de l'Armée rouge dans les villes des Frontières dans son propre style sardonique :

*« Nous passâmes devant les cimetières cosaques, devant l'ancienne tour de guet de Bogdan Chmielnitsky, puis, déployant nos bannières, nous fîmes irruption dans Beresteczko au son d'une marche tonitruante... Les citoyens avaient mis des barres de fer sur leurs volets, et un silence tout-puissant s'était élevé sur le trône de la petite ville... Je me suis lavé de la crasse de la marche et je suis descendu dans la rue. Des cosaques essayaient de fusiller un vieux Juif pour espionnage. Mais*

*Kudrya, de la section des mitrailleuses, saisit la tête du vieil homme, dégaina un couteau et, sans s'éclabousser du tout, lui trancha la gorge... De ma fenêtre, je pouvais voir le château saccagé des comtes Raciborski, anciens propriétaires de Beresteczko. Il était entouré de prairies et de champs de houblon et obscurci par un ruban d'eau du crépuscule. Sur la place en contrebas, une réunion se tenait. Des paysans, des Juifs et des tanneurs russes des faubourgs s'étaient rassemblés. Au-dessus d'eux retentissaient la voix du commandant Vinogradov, enflammée d'enthousiasme, et le cliquetis de ses éperons. Il parlait du deuxième congrès du Komintern, plaidant passionnément auprès des citoyens désorientés et des Juifs pillés. « Vous êtes le gouvernement, a-t-il dit, tout ici est à vous. La noblesse est partie. Je passe maintenant à l'élection du comité révolutionnaire... »*

Les forces polonaises tentaient invariablement de défaire tout ce que les Soviétiques avaient entrepris. Les commandants polonais avaient des instructions strictes « de rechercher et d'arrêter tous les habitants qui, pendant l'invasion [bolchevique], avaient agi contrairement aux intérêts de l'armée et de l'État polonais ». Ces personnes devaient être envoyées devant la cour martiale la plus proche « ou, en cas d'insuffisance de preuves pour une procédure judiciaire, vers l'internement ». Il n'est pas nécessaire d'imaginer l'effet de telles instructions primitives. La police militaire se déplaçait à travers les villes et les campagnes sur un circuit de terreur. « Arrestations aléatoires, enquêtes invariablement accompagnées de coups et de sadisme, exécutions massives » servaient la cause même qu'elles étaient censées écraser. De nombreux paysans ukrainiens et biélorusses qui avaient servi dans l'Armée rouge payaient maintenant le prix.

La nombreuse communauté juive des Bords souffrit doublement. Les Juifs fournissaient à la fois la principale classe commerciale et la seule intelligentsia radicale et cohésive. L'Armée rouge persécutait les premiers et courtisait les seconds, la propagande bolchevique exploitait habilement la situation. Il n'y a guère de numéro de l'Étoile Rouge ou de l'Étendard du communisme sans qu'il n'y ait un rapport sur le « Viol d'une juive » ou sur « l'incendie de livres saints par les Polonais blancs ». L'armée polonaise avait la préférence de l'aversion. Ils avaient tendance à tolérer les commerçants juifs, qui avaient des liens traditionnels avec la noblesse polonaise et la classe moyenne, tout en persécutant l'intelligentsia juive. La communauté juive, concentrée dans les centres urbains, les shtetln, a été la première à souffrir du pillage et de la brutalité des deux côtés, et des soupçons d'abriter, de commercer ou d'espionner l'ennemi.

Cependant, le schéma était loin d'être régulier. À Węgrów, l'occupation soviétique, en juillet 1920, fut pacifique. Le maire polonais conserva son poste. Le comité révolutionnaire de la ville comprenait deux Juifs. Entre cinquante et soixante jeunes Juifs s'engagent dans l'Armée rouge. Le retour des Polonais en août causa plus de troubles. Les magasins, principalement juifs, ont été réquisitionnés de force pendant cinq jours. Une émeute s'ensuivit au cours de laquelle des civils polonais causaient des dégâts estimés à 50 000 marks. Le jour du marché, des officiers polonais empêchaient l'ouverture d'étals juifs et forçaient des « collaborateurs » présumés à nettoyer les toilettes publiques. À Łuków, un township situé entre Lublin et Brest-Litovsk, le comité révolutionnaire était composé de trois Polonais et de deux Juifs, même si la communauté juive représentait soixante-dix pour cent de la population. Le retour des Polonais s'accompagna de pillages, et le rabbin local fut blessé alors qu'il faisait des remontrances à un officier polonais. 20 À Grodno, l'Armée rouge « fusilla quelques riches Juifs », tandis qu'à Lida, avant d'évacuer la ville, elle massacra et mutila ses prisonniers polonais.

C'est à Wilno que les représailles politiques ont été les plus dures. L'occupation polonaise d'avril 1919 fait soixante-cinq morts, principalement juifs. L'occupation soviétique de juillet 1920 fit 2 000 morts, principalement des Polonais, dont le comité local de Gheka, composé d'un Juif, d'un Polonais et de deux Lituanais, était en grande partie responsable. Le coup d'État du général Żeligowski en octobre 1920 ne fit aucun mort.

À l'automne 1920, une commission du gouvernement polonais sous la direction du vice-premier ministre Daszyński entendit le témoignage du Club parlementaire des députés juifs. La plupart des griefs flagrants ont été rapidement réglés. Les internés furent relâchés ; les accusations politiques ont été abandonnées ; Les camps se sont dissous. À la fin de 1920, la question juive en Pologne, qui plus tôt dans l'année avait montré des signes de se transformer en une querelle

nationale, retomba dans la rhétorique parlementaire. Les dirigeants des communautés juives, aliénés par la répression soviétique des organisations juives traditionnelles, acceptèrent l'administration polonaise comme le meilleur des deux maux. En décembre 1920, la Conférence juive de Galicie orientale vota l'incorporation à la Pologne.<sup>23</sup> À Wilno, en 1921, la communauté juive s'abstint lors des élections, assurant ainsi une majorité polonaise et l'union éventuelle de la « Lituanie moyenne » avec la République polonaise.

La guerre polono-soviétique n'a pas offert de solution positive aux problèmes sociaux des frontières. Bien que les Soviétiques aient cherché à détruire l'ordre ancien, il n'était pas clair en 1920 ce qu'ils avaient l'intention de mettre à sa place. Les paysans accueillirent favorablement l'élimination des grands féodaux ; Mais ils n'aimaient pas les théories agraires collectivistes. Les Polonais, malgré leur identification avec les propriétaires terriens de certaines régions, ont été acclamés comme les gardiens de la loi et de l'ordre par la majorité d'une population pour qui la lutte des classes était un jargon insensé. Leur retour a été salué par les autorités ecclésiastiques, orthodoxes, uniates et catholiques, par les communautés minoritaires, juives, tartares et allemandes ; ils étaient tolérés par les différentes organisations nationalistes, à l'exception des Lituaniens. Les Soviétiques étaient universellement associés à l'anarchie et s'adressaient principalement aux petits commerçants et aux petits exploitants pauvres qui profitaient de la perturbation du « business as usual » ; leur programme permanent n'avait pas été établi et n'aurait pas été intelligible ; Leur départ n'a pas été largement pleuré.

La défaite de l'Armée rouge et son refoulement au cœur de la Russie ont sans doute servi les intérêts des puissances de l'Entente. Le système capitaliste en Europe de l'Est a été sauvé de l'embarras ; le règlement de Versailles est en sursis ; le châtimement de l'Allemagne pouvait se dérouler sans être inquiété ; toute l'attention des puissances européennes pourrait être tournée vers leurs empires coloniaux. Cela était dû en grande partie à Piłsudski et à l'armée polonaise.

Piłsudski, cependant, n'était pas considéré comme le serviteur de l'Entente, ni par lui-même ni par les gouvernements alliés. Il avait défendu la Pologne pour l'amour de la Pologne et avec du sang polonais. Il se souciait peu de la France et encore moins de la Grande-Bretagne et rien de la « cause alliée ». Les gouvernements alliés le savaient, et cela a accru leur exaspération.

La conduite du gouvernement britannique envers la Pologne fut encore plus sévère après la bataille de Varsovie qu'avant. Lloyd George remit le contrôle de la politique polonaise entre les mains de Lord Curzon, et Curzon était furieux. Curzon avait subi la double humiliation d'abdiquer les responsabilités de sa charge et d'assister au triomphe tout à fait immérité du premier ministre. Maintenant, on lui demandait de nettoyer le désordre. Les relations anglo-polonaises, qui étaient dans un état très déprimé, s'enfoncèrent encore plus bas avec le départ de D'Abernon pour Berlin et le transfert de Rumbold à Istanbul. Les responsables britanniques ont continué à harceler les représentants polonais pour les fautes de Piłsudski. Lorsque le ministre polonais à Londres, Jan Ciechanowski, demanda une entrevue au ministère des Affaires étrangères pour se plaindre du manque de sympathie du gouvernement britannique pour les problèmes polonais, il reçut la tirade suivante de la part du chef du département du Nord, J. D. Gregory :

*« Vous accusez la Grande-Bretagne d'être constamment anti-polonaise. C'est tout le contraire qui se produit. Mais nous sommes plus prévoyants que vous et nous sommes conscients du danger, que vous n'êtes apparemment pas, qu'un nouveau partage n'est nullement hors de question. La Russie et l'Allemagne sont constamment contrariées et, à long terme, l'histoire se répétera, et nous serons non seulement impuissants, mais aussi peu disposés à aider si un désastre s'abat sur la Pologne parce qu'elle rejette nos conseils... »*

Les paroles de Grégoire étaient étrangement prophétiques et, à la longue, parfaitement exactes ; À court terme, ils étaient offensants et condescendants. À la fin de l'année, Curzon est allé encore plus loin. Le 6 décembre, il reçut un mémorandum qui prédisait l'effondrement imminent de la Pologne à cause du chaos économique. Ses experts recommandèrent que l'on demande au Cabinet d'accorder des crédits britanniques pour éviter le désastre. Il a refusé :



« Les Polonais se sont complètement aliéné les sympathies du Cabinet par leur légèreté, leur incompétence et leur folie... Le patient doit avoir confiance dans le médecin, être loyal, serviable et obéissant. La Pologne n'a aucune de ces qualités, et la tentative de la réanimer serait un parallèle européen de l'expérience que nous vivons actuellement en Perse. »

Pour autant que Curzon ou le gouvernement britannique s'en soucient, la Pologne pouvait périr. L'humeur de Curzon provenait de son désir frustré de contrôler Piłsudski. Comme il l'a noté en marge d'un document sur la crise de Wilno en octobre, « nous battons l'air et essayons de cacher notre impuissance ».

Le gouvernement français était moins amer, mais loin d'être joyeux. Millerand, comme Lloyd George, se contenta de se reposer sur ses lauriers immérités et d'abandonner la politique polonaise à ses subordonnés. À son retour à Paris, la Mission interalliée en Pologne avait orchestré le rappel de Varsovie du général Henrys, chef de la Mission militaire française, généralement considéré comme trop inféodé à Piłsudski. Le ministère français de la Guerre choisit d'interpréter sa révocation dans l'esprit d'une vendetta intérieure avec le quai d'Orsay, qui avait eu en février l'indignité de destituer son propre ministre à Varsovie, Eugène Pralon, à la suite d'un désaccord avec le général Henrys. Henrys fut remplacé par le général Niessel, dont la défense ouverte de Wrangel s'avéra extrêmement manquer de tact. Niessel neutralisa les efforts minutieux de l'ambassadeur de France, Hector de Panafieu, pour rétablir des relations normales. Tant qu'elle dure, l'affaire Wrangel génère des frictions considérables entre Varsovie et Paris. Ayant officiellement reconnu Wrangel, le gouvernement français attendait de son client polonais qu'il coopère. Mais Piłsudski ne s'intéressait pas plus à Wrangel qu'il ne l'avait été à Dénikine ; il ignore les intercessions du prince Sapieha pour apporter son aide à Wrangel ou du moins pour planifier ses propres opérations militaires à l'avantage de Wrangel.<sup>29</sup> La prise de Perekop par la XIII<sup>e</sup> armée soviétique le 7 novembre 1920 et l'anéantissement de Wrangel qui s'ensuivit furent directement facilités par la cessation des hostilités sur le front polonais. Cependant, cela a également éliminé la cause de friction avec les Français. À la fin de l'année, les relations se sont nettement améliorées. Le 3 février 1921, Piłsudski se rend à Paris, est chaleureusement accueilli par le président Millerand et prépare le traité franco-polonais. Il n'a pas échappé à l'attention du maréchal que la convention militaire qui l'accompagnait avait été établie à une époque où l'aide n'était plus nécessaire d'urgence et où la politique française d'encouragement des opérations antibolcheviques avait été complètement abandonnée.

La discorde entre les politiques britannique et française en Europe de l'Est n'a jamais été aussi grande qu'à l'automne 1920. D'août à novembre, la reconnaissance unilatérale par la France de Wrangel comme dirigeant de facto de la Russie a été considérée à Londres comme une trahison de confiance et une violation flagrante de l'accord du 16 janvier. Il représentait une régression certaine par rapport à l'ancienne politique d'intervention et allait diamétralement à l'encontre de la politique commerciale de Lloyd George avec la Russie. La première tentative de guérison de la fracture a eu lieu en octobre. La Grande-Bretagne et la France étaient toutes deux désespérées à propos de Piłsudski, la première à cause de ses desseins présumés sur Wilno, la seconde à cause de son mépris pour Wrangel. Le 5 octobre, Curzon proposa « une action commune contre le parti militaire extrémiste en Pologne » ; le 10 octobre, alors que le coup d'État de Żeligowski à Wilno était un fait accompli, Curzon proposa que les relations diplomatiques avec la Pologne soient rompues.<sup>30</sup> Ses intentions furent anéanties par la « fiction » de la mutinerie. Lorsque M. Panafieu fit des représentations au nom des puissances alliées, Piłsudski lui dit qu'« il préférerait démissionner de ses fonctions... et vivre à Wilno en tant que simple citoyen plutôt que d'abandonner ses soldats et ses compatriotes. » Le gouvernement polonais désavoua officiellement l'action de Żeligowski et déclina toute responsabilité. Les propositions de Curzon n'apportèrent d'autre résultat que l'affirmation de son homologue, M. Leygues, selon laquelle les légations britannique et française à Varsovie devaient désormais agir de concert. L'action concertée, cependant, fut entravée par la crise en Haute-Silésie, où des officiers français de la Commission interalliée semblaient conspirer avec les insurgés polonais et des officiers britanniques de connivence avec les Allemands. En septembre, Curzon menaça de retirer tout le personnel britannique de la Commission interalliée

à moins que son président français, le général Le Rond, ne soit démis de ses fonctions. Le Rond y resta. En octobre, la légation britannique à Varsovie alléguait que le général Niessel avait conseillé le transfert de divisions polonaises du front soviétique vers la Haute-Silésie. En décembre, le représentant britannique en Haute-Silésie, le colonel Percival, exigea que le chef silésien Wojciech Korfanty soit expulsé. Les Français refusèrent. Le gouvernement britannique attachait une grande importance à l'idée que la prospérité européenne dépendait de l'intégrité économique de l'Allemagne. Les Français étaient dissidents. Lloyd George n'était pas disposé à céder la Haute-Silésie à la Pologne sans un plébiscite. Le plébiscite n'a eu lieu que le 20 mars 1921 ; le Conseil suprême des forces alliées n'en discuta qu'en août 1921 ; la division de la Haute-Silésie n'eut lieu que le 12 octobre 1921. La désunion anglo-française à l'égard de la Pologne se prolongea ainsi pendant plus d'un an.

La meilleure expression de la position anormale de la Pologne à l'égard de l'Entente se trouve dans le discours de Paderewski à l'assemblée fondatrice de la Société des Nations le 4 décembre 1920. La Ligue avait été fondée par les puissances alliées victorieuses, et ses activités étaient dominées par elles. L'hostilité au bolchevisme était, à ce stade, un sentiment unificateur. En décembre 1920, la guerre polono-soviétique touchait à sa fin ; le péril rouge avait été évité ; les intérêts de l'Entente avaient été servis. Pourtant, l'ordre du jour de la Société des Nations était rempli de plaintes contre la Pologne – contre son invasion de l'Ukraine, son occupation de Wilno, ses prétendues offenses en Silésie. Dans une atmosphère débordante de mépris, Paderewski se leva pour prendre la parole :

*« La Pologne remplira sa mission jusqu'au bout et fera son devoir, tout son devoir. Elle défendra son indépendance. Elle n'acceptera jamais des conditions incompatibles avec son honneur. En agissant autrement, elle serait indigne de la Société des Nations. »*

Son discours défiait la base même de l'existence de la Société des Nations – le règlement pacifique des différends sous l'égide de l'Entente. Absurdement, il a été applaudi à l'écho.

La « lassitude de la guerre » a été un facteur indubitable dans la fin des hostilités, comme elle l'a été dans les discussions pendant la période d'armistice sur la question de savoir si les hostilités pouvaient ou devaient être reprise. Les privations personnelles, les perturbations sociales, le chaos économique et le mécontentement politique ont atteint un niveau élevé en Pologne et en Russie.

La lassitude de la guerre polono-soviétique est cependant inséparable des effets des cinq années de guerre mondiale et de guerre civile qui l'ont précédée. Lorsque la guerre polono-soviétique a commencé, les Polonais et les Russes pleuraient déjà leurs « générations perdues », pataugeaient déjà dans les sillages de la chute des empires, vivaient déjà au milieu de l'austérité et de l'anarchie. Il est impossible d'analyser les effets de la guerre sur l'ordre existant, lorsque l'ordre avait été détruit. Dans le domaine économique, en 1919-1920, il y a eu très peu de développements. Les industries de guerre existaient à peine. En 1920, la Pologne n'était pas en mesure de produire quelque chose de plus sophistiqué que des grenades à main ; La Russie soviétique ne pouvait même pas satisfaire la demande de fusils de ses armées. Les systèmes financiers existaient à peine. Les roubles tsaristes circulaient encore dans les deux pays, sans parler des marks autrichiens, des billets de Kerensky, des anneaux d'or, du sucre. La croissance de l'État n'est pas imputable à la guerre, mais au vide administratif. Les exemples d'entreprises d'État découlant directement de la guerre sont extrêmement rares. La construction du chemin de fer de Gdynia à Hel en Poméranie pour éviter Dantzig, et la construction du port de Gdynia, un projet conçu par le général Sosnkowski, sont des cas isolés. La loi de réforme agraire, adoptée par la Diète polonaise le 15 août 1920, a été promulguée dans l'esprit du « Décret sur la terre » de Lénine de 1917 – pour donner aux paysans des terres puisqu'ils les prenaient déjà pour eux-mêmes ; Il s'agissait d'un aveu franc du manque de contrôle du gouvernement plutôt que d'un exemple énergique de politique économique. Dans l'ensemble, une économie de subsistance en Pologne et le « communisme de guerre » en Russie soviétique ont persisté tout au long des années 1919 et 1920. La guerre polono-soviétique n'a fait que perpétuer la misère existante. Elle a été combattue par les nerfs des gens, par les restes de

ressources héritées, par l'aide étrangère et avec des armes excédentaires. Les effets de sa résiliation étaient beaucoup plus définissables que les effets de ses poursuites.

En Pologne, les conditions misérables ont été atténuées par la croyance que la « victoire » apporterait une amélioration. Cependant, les conditions ne se sont pas améliorées soudainement et, pendant un certain temps, se sont même détériorées. L'hiver de 1920-1921 connut en effet des temps difficiles. La démobilisation commence en janvier 1921. Le nombre total de victimes s'éleva à un quart de million ; Le nombre de morts s'élevait à près de 48 000. Les destructions matérielles sont estimées à dix milliards de francs-or. Les soldats sont retournés dans des maisons qu'ils ne pouvaient pas soutenir. Dans les campagnes, le morcellement des terres se fait à pas d'escargot ; les propriétaires fonciers s'occupaient de leurs propres affaires ; Les paysans des provinces orientales assistent impuissants au rétablissement de l'Ancien Régime. Dans les villes, il était impossible d'obtenir de l'emploi. L'industrie n'a pas pu être relancée. Il n'y avait pas de charbon, en attendant le plébiscite en Silésie ; il n'y a pas eu d'investissement privé ; Il n'y avait pas de crédit bancaire. L'inflation était galopante. Le taux du mark polonais par rapport au dollar américain est passé de 9 le 31 décembre 1918 à 110 en 1919, 590 en 1920 et 2922 en 1921. Les prix augmentaient. Le pouvoir d'achat du salaire d'un métallurgiste de Varsovie en 1921 s'élevait à vingt-cinq pour cent du niveau de 1914. Des dissensions politiques sont apparues. Le ministère de coalition commença à se désintégrer, Grabski démissionna en novembre 1920, Daszyński en décembre. Des grèves ont éclaté. En février 1921, les cheminots cessent le travail ; en mars, les ouvriers agricoles, en avril, les mineurs de charbon. En mars 1921, la Pologne fut paralysée par une grève générale, par la militarisation des chemins de fer, par l'état d'urgence et par des manifestations rivales sur la nature de la constitution proposée. En un sens, ces manifestations étaient le luxe de la paix. Grâce à l'American Relief Administration et à une récolte raisonnable, personne ne mourait de faim ; Personne ne doutait que la première moisson de la paix ne fût encore meilleure ; personne n'a sérieusement suggéré au printemps 1921 que la République devrait être remplacée. La désillusion d'après-guerre n'atteignit son paroxysme en Pologne qu'en 1923.

En Russie soviétique, la situation était plus grave. Bien que la défaite de l'Armée rouge sur le front occidental ait été compensée par la nouvelle de la victoire sur Wrangel en Crimée, les conditions dans les régions occidentales étaient alarmantes. L'impact émotionnel d'une menace de désastre au cours de l'hiver 1920-1921 fut d'autant plus grand qu'il avait suivi un été de relative détente. Budyonny se souvient que ses hommes perdaient courage pour la campagne de Pologne à la fin du mois d'août. « Une fois de plus, rien que de mauvaises nouvelles de chez nous », a déclaré un soldat soviétique ; « Ici, nous nous battons pour le pouvoir soviétique en Galicie... tandis que là-bas, dans le pays des Soviets, nos vieillards, nos femmes et nos enfants luttent contre la famine. »<sup>38</sup> Alors que Toukhatchevski avançait encore sur Varsovie, le procès-verbal d'une réunion du comité provincial du parti à Smolensk révéla « une grave détérioration de la situation de l'approvisionnement » :

*« 1. Mauvais état des moulins à maïs et mauvais approvisionnement en pain. Il faut faire réparer les moulins à la population.*

*2. Les paysans ne mouent pas tout leur maïs. Il est nécessaire de renforcer la prodotradie*

*3. Pénurie de sacs. Il est nécessaire de mobiliser les femmes pour la couture.*

*4. Pénurie de licenciements. Il est nécessaire de renforcer le travail de certaines usines.*

*5. L'absence de travailleurs responsables du parti pour diriger la campagne d'approvisionnement dans les villes.*

*6. Mauvais état des routes et des ponts. Il est nécessaire de soulever la population pour les travaux routiers.*

*7. Manque de coopération entre les agences d'approvisionnement et les autres responsables soviétiques.*

*Le camarade Perno a insisté sur la nécessité de récolter davantage de pommes de terre, car il ne restait plus de céréales de l'année dernière.*

*Le camarade Vladimirov déclara que la garnison de Smolensk consommait à elle seule 1 382 tonnes de farine par mois et qu'à l'heure actuelle il n'y avait pas de stocks disponibles.*

*Uniformes - Bien qu'il y ait assez de tissu pour fabriquer 50 à 60 000 uniformes par mois, la journée de travail dans les ateliers a dû être augmentée de huit à dix heures...*

*Résolu : réparer les moulins à blé, réparer les routes et les ponts, trouver du combustible, former des escouades de pommes de terre, donner la priorité aux approvisionnements de l'armée, détourner les ouvriers vers l'approvisionnement, améliorer la propagande. »*

On se demande quel effet de telles résolutions auraient pu avoir. « Il était nécessaire » d'entraîner la population dans les moindres détails. Le front occidental avait clairement du mal à nourrir ses hommes, même au plus fort de son succès, lorsque les soldats étaient prioritaires. Pendant sa retraite, les conditions ont dû être considérablement pires.

À l'automne, des mutineries ouvertes se propagent comme une éruption cutanée. Le 3 septembre, quinze jours seulement après la bataille de Varsovie, le comité du parti de Smolensk discutait de la situation des garnisons de la province :

*« Camarade Milov : On dit que les unités de réserve sont inquiètes. Une forte agitation contre le pouvoir soviétique est en cours, et a été commencée par l'arrivée de certains hommes de l'armée rouge de Dorogobuzh. Le retrait de toutes ces unités est en cours de préparation.*

*Camarade Ivanov : La récente mutinerie de la garnison de Roslavl est le résultat de conditions économiques extrêmes. La position des unités de Smolensk n'est pas meilleure. La base économique du mécontentement est solide, et l'incitation à la haine de la Garde blanche à Roslavl n'est pas sans rapport avec celle-ci. Les appels contre-révolutionnaires trouvent un terrain fertile...*

*Camarade Vachkevich : La situation a été aggravée par une réunion du sans-parti qui s'est tenue sous des mots d'ordre contre-révolutionnaires. Cela doit être traité par la Section spéciale [de la Tcheka]. Le travail politique normal a cessé.*

*Camarade Andreïev : Il y a un grand mécontentement à Élina et à Dorogobouj, à cause des désertions à grande échelle, surtout de la classe de 1901. À Yelnya, il a été décidé de distribuer les réserves alimentaires des coopératives pour éviter une mutinerie ouverte. Si la situation anormale n'est pas surmontée, nous pouvons nous attendre à des événements pires qu'à l'automne 1918.*

*Commandant de la garnison Sokolov : La situation a une cause purement économique, et seule une amélioration de l'approvisionnement l'aidera.*

*Camarade Petrayev : Il y a 250 000 personnes cantonnées dans notre district. Les hommes de l'Armée rouge vivent dans des quartiers impropres à l'habitation. Il fallait ou les envoyer au front, ou les décharger à la campagne, ce qui disperserait complètement l'armée. Ils ne peuvent être vêtus qu'en prenant des vêtements aux gens par la force...*

*Camarade Miiov : En tout cas, nous devons mettre la « Section spéciale » dans un état de préparation. »*

Les ennuis avaient commencé à Vyazma, à environ 150 miles à l'ouest de Moscou. Vyazma était une petite ville de province qui servait de centre d'approvisionnement pour tout le front occidental. Elle jouissait d'excellentes communications avec Pétrograd et Kiev, ainsi qu'avec Moscou, d'où l'on rassemblait des approvisionnements et des renforts de toutes les extrémités de la Russie pour les envoyer à Smolensk, Polotsk et Minsk. C'était un centre naturel pour les mauvaises nouvelles et les hommes mécontents. En août 1920, les entrepôts de Viazma, contenant les principaux stocks des armées de Toukhatchevski, furent réduits en cendres. En l'absence d'explication sur l'incendie, le gouvernement central de Moscou s'est retourné contre les responsables locaux du parti et les a tenus pour responsables. Un certain nombre de communistes ont été sommairement jugés pour négligence. Plusieurs ont été fusillés et d'autres ont été condamnés à de longues peines de travaux forcés. Le travail politique dans la région s'est arrêté. La désaffection s'étendit aux garnisons voisines, en particulier à Roslavl, où la mutinerie ouverte dut être réprimée par la force armée. Pendant le reste de l'automne, le secrétaire du parti de la province, Ivanov, passa son temps à faire des allers-retours entre Moscou et en appelant vainement à la clémence et à la clémence envers ses supérieurs intransigeants.

En janvier 1921, la situation des régions de l'Ouest était désespérée. Des bandes de bandits erraient sans contrôle en nombre toujours croissant. L'amnistie pour les déserteurs, annoncée par les autorités centrales de l'armée le 7 novembre 1920, a peu d'effet. Dans la province de Smolensk, la

Tchéka tournait son attention vers les garnisons restantes de l'Armée rouge et vers d'autres cibles faciles comme les spéculateurs, les imprimeurs illégaux et les « étrangers suspects, en particulier les ressortissants polonais ». Le nombre de personnes arrêtées dans leur « maison de détention » temporaire a atteint un pic à la fin du mois de février. Ils ont dirigé un camp de concentration au profit des internés qui n'ont pas été fusillés. Leur « justice » était extrêmement aléatoire. Ils condamnèrent un « spéculateur » à six mois de prison, un autre accusé de « contre-révolution et d'ivresse » à une peine similaire, et un « agitateur » à deux ans. Un voleur a été abattu pour avoir volé du sucre, ainsi que deux de leurs propres tchékistes pour avoir volé de la viande. Avec la famine, l'anarchie et la terreur rouge en cours, les régions occidentales étaient plongées dans une crise aussi grave que celle des jours les plus sombres de la guerre civile. Dans une telle situation, il est impensable que le gouvernement soviétique ait pu utiliser la zone pour relancer la guerre contre la Pologne, même s'il l'avait souhaité. La « puissance des Soviets » sur le front occidental avait atteint le bout de son corps.

Si, pour reprendre l'expression classique, la guerre est le domaine de l'incertitude, le rétablissement de la paix est le domaine frère de la double incertitude. Les pourparlers de paix, qui se sont ouverts à Minsk le 17 août, étaient aussi imprévisibles que les combats et ont continué à l'être longtemps après la fin des combats. Leur résultat, à l'issue de sept mois de négociations, était à l'opposé de l'objectif pour lequel ils avaient été initialement convoqués.

La conférence de Minsk a été convoquée pour quantifier les fruits de la victoire soviétique. Il a été organisé lorsque les forces de Toukhatchevski approchaient de Varsovie. La première session plénière s'est tenue le 17 août, alors que l'issue de la bataille n'était pas encore connue. Des lettres de créance ont été échangées, et la confusion a été causée par le fait que les Polonais n'avaient pas réalisé qu'ils étaient en guerre avec un État qu'ils n'avaient jamais considéré comme une entité distincte, la RSS d'Ukraine, ainsi qu'avec la RSS fédérative russe. Le 19 août, le chef de la délégation soviétique, K. Danishevsky, présenta les conditions soviétiques. Il décrivit un règlement frontalier généreux, laissant Chełm en Pologne ainsi que tout le territoire à l'ouest de la ligne Curzon, avec des conditions difficiles pour l'organisation interne de la Pologne. Le point 4 limitait les forces polonaises à 50 000 hommes plus 10 000 employés, qui devaient être complétés par une milice citoyenne organisée à partir des ouvriers. Le point 6 concernait le désarmement des forces polonaises à un niveau compatible avec le point 4 et le transfert de matériel militaire sous supervision soviétique à la milice citoyenne. Dąbski, le président polonais, a demandé du temps pour examiner les conditions, ce qui, sur les questions du désarmement et de la milice, a dépassé ses instructions et a apporté des ajouts importants à la prévisualisation originale de Kamenev. Le 20 août, un manifeste signé par Toukhatchevski est affiché dans les rues de Minsk, accusant la délégation polonaise de troubler l'ordre public et de se livrer à l'espionnage. Le commandant de la Tcheka locale appela Dąbski pour l'avertir qu'il contenait difficilement l'indignation de la population. Pendant tout ce temps, la délégation polonaise fut confinée dans ses quartiers. Son poste de radio était constamment brouillé par des « atmosphères ». Comme l'a expliqué Danishevsky, il y avait dans la région des stations de radio indépendantes de l'Armée rouge dont il ne pouvait pas contrôler les activités ; il suggéra à Dąbski de communiquer avec Varsovie par télégramme via Moscou.<sup>45</sup> Un débat a eu lieu sur l'origine des hostilités, qui, selon la vision polonaise, ont été causées par l'opération soviétique « Vistule cible » de 1918-1919, et qui, selon la vision soviétique, ont été causées par « la politique de guerre du gouvernement polonais des propriétaires terriens ».<sup>46</sup> Dąbski a affirmé que le « sol russe » (c'est-à-dire le territoire ethnique de la Grande-Russie) n'avait jamais été touché par le pied d'un soldat polonais. et que l'Ukraine avait été occupée dans le seul but de protéger son droit à l'autodétermination. Danishevsky a affirmé que le sol polonais avait été occupé par l'Armée rouge en signe de légitime défense. Il y a une part de vérité dans toutes ces affirmations. À ce moment-là, l'opérateur radio de la délégation polonaise capta un fragment d'un communiqué de guerre diffusé depuis Varsovie. Il apprit que Toukhatchevski était en pleine retraite, ayant perdu des centaines d'armes et des milliers de prisonniers. Lors de la séance plénière suivante, le 23 août, Dąbski déclara que les conditions soviétiques étaient inacceptables et qu'il était

inutile de poursuivre les discussions. Le 25 août, il se montra encore plus belliqueux, comparant le traitement de la Pologne par les Soviétiques à la politique de Catherine la Grande. Danishevsky lui rappela qu'« une bataille perdue n'est pas une campagne perdue, ni même une campagne perdue à la fin de la guerre ». Radek arriva pour éviter l'effondrement complet. Il était clair pour tous que l'ancienne base de négociation avait été modifiée. Pour faciliter une nouvelle atmosphère conforme à la nouvelle situation, il a été décidé de transférer la conférence en territoire neutre, dans l'une des villes des États baltes.

Entre les conférences, en septembre, les Polonais jouaient le même match que les Soviétiques en juillet. Ils combinaient la douce raison sur le front diplomatique avec une offensive implacable sur le champ de bataille. Tout comme Lénine, ils visaient à poursuivre les pourparlers de paix au point qu'un traité puisse être signé rapidement chaque fois que le besoin s'en faisait sentir. C'était maintenant à leur tour de tergiverser, d'ergoter, de se moquer. Les Soviétiques attendaient désespérément un changement dans la situation militaire. Comme le disait Lénine, c'était de l'« idiotie » de négocier alors que son armée battait en retraite. D'un autre côté, il valait mieux négocier que de voir son armée détruite et le cœur de son territoire envahi. Pour ces raisons, près d'un mois s'est écoulé avant la réouverture des pourparlers.

Le choix du lieu reflétait l'état des lieux. Tchitcherine aurait préféré une ville en Estonie, dans un pays qui avait déjà signé un traité de paix avec les Soviétiques. Le prince Sapieha, cependant, préférait Riga, la capitale d'un pays d'où les forces polonaises avaient aidé à expulser l'Armée rouge. Lorsque Tchitcherine hésita, Sapieha annonça impérieusement le 30 août que le gouvernement letton avait accepté d'accueillir la conférence polono-soviétique à Riga. La prochaine session devait commencer le 21 septembre.

Les préparatifs des pourparlers de Riga reflétaient la situation des parties adverses. Le gouvernement polonais a établi ses plans suffisamment à temps. La Rada Obrony Panstwa, réunie le 11 septembre, a rédigé une série d'instructions qui exprimaient une confiance prudente. Ils ont insisté pour qu'un accord soit trouvé sur le principe de l'autodétermination avant que les détails ne puissent être discutés, et que le tracé de la future frontière devrait précéder tout débat sur la reconnaissance juridique. Ils ont confié les pourparlers à une équipe dirigée à nouveau par Jan Dąbski et comprenant le puissant national-démocrate Stanisław Grabski. En revanche, le gouvernement soviétique a eu d'énormes difficultés à élaborer ses plans. Tout au long du mois de septembre, une discussion fit rage au Comité central. À en juger par les articles que Trotsky écrivait à cette époque – « Une autre leçon est nécessaire », « Nous sommes plus forts que jamais », « Les seigneurs ne veulent pas la paix » – il était maintenant en faveur de la ligne forte contre la Pologne qu'il avait soigneusement évitée auparavant. Boukharine considérait les négociations avec la Pologne comme un repli sur la mentalité de Brest-Litovsk. Radek, cependant, récemment revenu d'Allemagne et de Minsk, soutenait toujours que la paix sur le front occidental était essentielle et que les espoirs d'une révolution européenne étaient infondés. Lénine était maintenant enclin à être d'accord. Lorsque la délégation soviétique partit pour Riga le 16 septembre, son chef Adolf Joffe, un négociateur expérimenté qui avait servi à Brest-Litovsk, ne possédait toujours pas d'instructions précises. Une décision ferme n'a pas été prise avant une semaine et ce n'est que dans la panique à l'annonce des nouvelles du Niémen. Le 23 septembre, Lénine envoya à Joffe le télégramme suivant :

« L'essentiel pour nous est, d'une part, que nous ayons un armistice dans un court laps de temps et, deuxièmement et surtout, que nous ayons une réelle garantie d'une paix effective dans les dix jours... Si vous pouvez vous en assurer, vous devez faire le maximum de concessions territoriales jusqu'aux rivières Szczara,... et Styr... Si, en dépit de tous nos efforts et de toutes nos concessions, cela s'avère impossible, votre tâche doit être de démasquer les tergiversations des Polonais et de les convaincre de l'inéluctabilité d'une campagne d'hiver. »

C'était un défi de taille. À ce moment-là, la conférence de Riga était déjà en cours.

La salle d'État de la Schwarzhaupterhaus de Riga offrait une arène appropriée pour le choc de deux mondes : le vieux monde de l'Europe, symbolisé par les uniformes scintillants et l'étiquette immaculée des officiers polonais, et le nouveau monde des bolcheviks, représenté de manière

incongrue par la silhouette trapue de Joffe, son costume miteux, son pince-nez, ses cigares de La Havane et son apparence de gouverneur colonial fatigué. Les apparences étaient trompeuses, peut-être délibérément. Les officiers polonais étaient la partie la moins active de leur délégation, et l'esprit de Joffe était considérablement plus vif que la coupe de ses vêtements. Les négociations se sont avérées être une lutte fascinante entre la défense obstinée de Dąbski d'une position de négociation supérieure et l'habileté supérieure de Joffe. La première semaine a apporté un certain nombre de sensations mais pas de réels progrès. Lors de la première session le 21 septembre, Joffe a pris l'initiative de demander la reconnaissance des représentants de la RSS d'Ukraine. C'était un coup astucieux. Pour les Polonais, refuser, sur un point déjà concédé pour les pourparlers de Minsk, c'était faire preuve d'une obstination gratuite ; accepter, c'était semer la dissension entre eux et abdiquer du futur règlement de l'Ukraine. Dąbski a accepté. Lors de la deuxième réunion, le 24 septembre, alors qu'il venait de recevoir les instructions du Comité central, Joffe annonça de manière dramatique que si un accord n'était pas trouvé dans les dix jours, la délégation soviétique « se réservait le droit de modifier ses conditions ». C'était aussi une décision audacieuse, mais risquée. Dans un premier temps, elle a donné aux Polonais l'impression d'être pris à la légère et a encouragé Dąbski à formuler des objections et à retarder les procédures. Retarder était la dernière chose que Joffe voulait. Au bout d'un jour ou deux, cependant, une atmosphère de nervosité mutuelle s'est créée à partir de laquelle le compromis et l'accord sont nés. Le 1er octobre, Joffe et Dąbski se sont rencontrés en privé, après avoir atteint une impasse virtuelle dans le débat public. Au cours d'un tête-à-tête nocturne mené en allemand, ils ont discuté des problèmes de l'autre au lieu des propositions de leurs gouvernements. Joffe a dit qu'il craignait le « parti de la guerre » à Moscou et a souligné qu'il avait plus à perdre de l'ultimatum de Lénine que les Polonais. Il était préoccupé par la confirmation de la dernière défaite de Toukhatchevski. Dąbski, lui aussi, s'inquiétait pour sa position personnelle. Il savait que le mauvais début de la conférence encouragerait Sapieha à le remplacer et pourrait encourager Piłsudski à abandonner complètement la diplomatie. Les deux négociateurs ont compris que l'échec était à portée de main, mais intolérable. Leurs réunions privées reprurent et, le 5 octobre, le marché fut conclu. Joffe offrit de répondre aux exigences territoriales de Dąbski dans leur intégralité, à condition que les questions déjà convenues comme l'Ukraine soviétique et la Galicie orientale polonaise ne soient pas perturbées, que le droit de transit soviétique vers la Lituanie et l'Allemagne soit garanti, que la formulation du traité n'apparaisse pas comme un diktat, qu'un armistice soit suivi d'un règlement financier général. et que l'accord sur les préliminaires serait finalisé d'ici au 8 octobre. Dąbski acquiesça. Il signa un protocole énumérant les dispositions de Joffe et officialisant le marché. Voici l'acte de volonté qui, en temps voulu, mit fin à la guerre polono-soviétique.

Le protocole du 5 octobre a été reçu à Moscou comme un statut salvateur. Cela a donné à Lénine sa « garantie réelle d'une paix effective » dans le délai indiqué. Il écarta la menace d'une campagne d'hiver que l'Armée rouge était incapable de combattre. Elle a complètement éclipsé la nouvelle de l'attaque de Żeligowski sur Wilno, qui est passée presque inaperçue. Mais à Varsovie, il a été accueilli avec horreur. Il a été décrit comme le « coup d'État de Dąbski ». Elle fut critiquée par Sapieha pour avoir ignoré les intérêts de l'Entente. Elle fut répudiée par le haut commandement de l'armée, qui ordonna à son représentant de s'en dissocier. Cela choqua Piłsudski, dont la possession de Wilno n'était pas encore terminée et dont les projets fédéralistes étaient nonchalamment annulés. Il a fait fi des instructions de Dąbski du 11 septembre. Mais il n'a pas été facile de renverser la situation. La Pologne et la Russie s'étaient engagées à faire la paix.

Il n'a pas été humainement possible de préparer les instruments d'accord dans les trois jours mentionnés par le protocole. Mais sept jours de travail acharné de la part du personnel des deux délégations forgent le texte juridique qui constitue les préliminaires de paix, la convention d'armistice et l'accord économique complémentaire. Le tout fut signé et scellé dans la soirée du 12 octobre.

Les préliminaires de paix se composaient de dix-sept articles, dont le premier était de beaucoup le plus important. La hâte avec laquelle il a été rédigé peut expliquer ses incohérences. Dans son préambule, il reconnut l'indépendance de la Biélorussie, bien que la frontière provisoire

décrite par la suite divisât nettement la Biélorussie en deux. Il n'y avait pas de représentant de la Biélorussie dans les délégations polonaise ou soviétique. La frontière coïncidait à peu près avec la ligne de front au moment de la signature. Au nord, elle s'étendait de la Dvina à la Wilja et de là vers le sud. Il a donné à la Pologne une frontière commune avec la Lettonie, mais a séparé la Russie de la Lituanie. Il laissait la voie ferrée latérale Lida-Baranowicz-Łuniniec et le domaine Radziwiłł à Nieśwież du côté polonais, et Minsk du côté soviétique. Au centre, il divisait nettement la Pologne en deux, à mi-chemin entre Pińsk et Mozyr. Au sud, il a été replié un peu vers l'ouest pour atteindre l'ancienne frontière galicienne sur le Zbrucz. Sa formulation peut être attribuée à Stanisław Grabski. En tant qu'« incorporationniste » de premier plan, on aurait pu s'attendre à ce qu'il pousse jusqu'au bout le marché de Joffe. Plus tard, il affirma qu'une frontière Drissa-Berdichev, une centaine de kilomètres plus à l'est, aurait pu être facilement obtenue. En l'occurrence, il modéra les exigences polonaises. Les acres vides des Borders n'étaient pas en jeu. Les Soviétiques étaient séparés de la Lituanie par un solide coin de territoire et étaient spécifiquement exclus de l'attribution future de Wilno. Toute la Galicie orientale, y compris Lwów, se trouvait en Pologne.

L'article II, qui concernait la non-ingérence dans les affaires intérieures, incluait l'expression « respect mutuel et entier de la souveraineté de l'État ». Sans le dire réellement, il ne pouvait être interprété que comme signifiant que la République de Pologne et la Russie soviétique se reconnaissaient mutuellement de facto et de jure.

La convention d'armistice fixait les détails et les conditions du cessez-le-feu. Le cessez-le-feu était fixé à minuit, le 18 octobre 1920, lorsque les forces soviétiques devaient se retirer une quinzaine de kilomètres plus à l'est pour ouvrir une zone neutre. Après la ratification des préliminaires au plus tard le 2 novembre, les deux armées devaient se diriger vers leurs nouvelles positions à une vitesse d'au moins vingt kilomètres par jour. Une commission mixte devait contrôler les retraits, régler les différends et assurer la sécurité des biens et des installations dans la zone neutre. L'armistice devait durer en premier lieu vingt et un jours, à moins qu'il ne soit renoncé par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de quarante-huit heures, après quoi il serait automatiquement prolongé jusqu'à la signature d'un traité de paix, à moins qu'il ne soit renoncé par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de quatorze jours. Ces détails reflètent l'insistance de la Pologne à maintenir son avantage militaire pendant que les négociations se poursuivaient.

L'accord économique complémentaire a pris la forme d'un protocole secret. Il exonérait la Pologne de toute responsabilité découlant de sa participation à la vie économique de l'ancien Empire russe, tout en lui donnant droit à une part des réserves de l'ancienne Banque d'État tsariste. Il décida qu'une avance non spécifiée sur cette part devait être versée en or, en matières premières et en concessions forestières. La Russie soviétique s'engage à restituer tous les biens mobiliers de l'État, les trésors d'art, les bibliothèques, les archives, les trophées, enlevés ou confisqués de Pologne entre 1772 et 1914, ainsi que tout le matériel industriel et le matériel ferroviaire réquisitionnés entre 1914 et 1918. La Pologne s'est engagée à garantir le libre transit des marchandises entre les républiques soviétiques et l'Allemagne et l'Autriche.

Il est important de noter que de nombreuses personnes influentes en Pologne et en Russie soviétique considéraient ces accords du 12 octobre 1920 non seulement comme des mesures provisoires, mais comme des mesures purement temporaires, qui devaient être remplacées par un règlement différent, « plus réaliste ». Le prince Sapieha était sceptique à l'égard des accords conclus au mépris de l'Entente, des Blancs russes et des nationalistes ukrainiens et biélorusses. Comme il l'a dit à Dąbski, « Nous sommes les vainqueurs ». Il s'attendait à ce que l'effondrement imminent du régime bolchevique invalide tous les accords qu'ils avaient signés. Il y avait des gens en Russie qui étaient d'accord avec ses conclusions, mais pas, bien sûr, avec son raisonnement. Dmitri Manuilsky, le signataire ukrainien des accords, les a qualifiés d'« insensés ». Julian Marchlewski pensait qu'ils avaient transformé la République polonaise en un autre empire multinational, dont les entreprises ne dureraient pas plus longtemps que celles du Kaiser et de l'empereur-roi à Brest-Litovsk. Même Lénine espérait encore que son changement de cap pourrait bientôt être inversé. Le 9 octobre, il déclara que la Pologne ne pouvait désormais maintenir son autorité dans les frontières que par la force, que l'or tsariste ne pouvait être utilisé que pour rembourser les dettes de la Pologne



envers l'Entente et que la situation militaire ne pouvait que s'améliorer.<sup>62</sup> Lénine gagnait du temps. Malgré ces doutes puissants, les accords furent dûment ratifiés, par la Diète polonaise le 22 octobre, et par le Comité central bolchevique le lendemain. Les documents de ratification ont été échangés comme prévu dans le port letton de Liepaja (Libau) le 2 novembre.

Malgré l'armistice, le haut commandement polonais a continué à soutenir ses anciens alliés. Dans le nord, ils soutenaient l'armée de Biélorussie du général Bulak-Balakhovich, forte d'environ 12 000 hommes. Cette armée, qui avait été formée à l'origine en 1918 dans la région de Novgorod pour combattre aux côtés des bolcheviks, avait fait défection à Yudyonich avant de passer au service polonais en 1919. À la mi-novembre 1920, Bulak-Balakhovich quitta son refuge polonais, captura Mozyr et proclama une « Biélorussie libre ». Il fut rapidement vaincu par la XII<sup>e</sup> armée soviétique. À la fin de l'année, les restes de son armée avaient lutté pour retourner vers les lignes polonaises où ils avaient été désarmés et internés. Dans le sud, il y avait deux formations : la soi-disant « Troisième armée » du général Peremykin et l'« Armée ukrainienne » pédulliste du général Pavlenko. Les deux divisions de Peremykin, l'infanterie de Boboshko et la cavalerie de Trusov, étaient composées de recrues levées en Pologne par des exilés russes. Un accord du 3 octobre 1920, les soumettant à un commandement polonais jusqu'à ce qu'ils puissent être transférés en Crimée, représentait l'un des rares gestes de coopération entre Piłsudski et Wrangel. Le 11 novembre, les nouvelles de Perekop les forcèrent à un raid prématuré en Ukraine. Ils ne sont pas allés très loin. Ils rencontrèrent les « Cosaques rouges » de Primakov de la XIV<sup>e</sup> armée d'Ouborevitch, qui ne mirent pas plus de quinze jours à s'écouler de leur campagne finale contre Makhno pour repousser Peremykin et Petlura de l'autre côté du Zbrucz.

Enfin, le 7 janvier 1921, l'armée polonaise fut mise sur le pied de paix pour la première fois de son existence. C'était le premier moment où l'on pouvait affirmer avec certitude qu'une reprise des hostilités entre la Pologne et la Russie soviétique n'était pas sérieusement probable.

Lorsque Dąbski et Joffe se rencontrèrent à nouveau à Riga le 14 novembre, Joffe avait beaucoup à se plaindre. L'armée polonaise continuait à soutenir l'action armée contre la Russie soviétique. Toutes les troupes polonaises n'avaient pas encore été retirées de la ligne de cessez-le-feu, en particulier en Volhynie. Dąbski n'a pas nié la substance des accusations, mais a nargué son adversaire avec les arguments que Joffe avait lui-même utilisés en octobre. Il avait un « parti de la guerre » à combattre chez lui et tout ce qui provoquait trop fortement Piłsudski ne pouvait aboutir qu'à une campagne d'hiver. Joffe n'insistait pas trop, d'autant plus que Wrangel avait été éliminé à ce moment-là. Un protocole militaire a été signé, enjoignant à toutes les troupes polonaises d'observer les exigences de l'armistice, mais ne faisant aucune mention des détachements blancs russes.<sup>64</sup> En guise de contrepartie, Dąbski a consenti à maintenir les dépenses pour les sucreries de Shepetovka et de six autres endroits en Ukraine à leurs niveaux actuels et à recevoir en retour soixante-dix pour cent de la production de 1920-1921. Cet arrangement très étrange n'a de sens que lorsque l'on se rend compte que les sucreries étaient dans la zone à l'est du Zbrucz occupée par Petlura. En consentant à recevoir une partie de la production de 1921 des autorités soviétiques, Dąbski consentit tacitement et avec tact à l'élimination de Petlura de l'Ukraine.

Comme du côté polonais, l'armée soviétique était moins disposée à accepter la paix que les dirigeants politiques. Une fois Wrangel éliminé, le Commandement sud soviétique fut fortement tenté de punir tous ceux qu'il croyait avoir collaboré avec lui. Ils incluaient dans cette catégorie à la fois les Roumains, qui ont ensuite donné asile à Makhno, et les Polonais qui abritaient déjà Peremykin et Petlura. Leurs inquiétudes furent considérablement accrues par la Convention militaire franco-polonaise du 18 février 1921 et la Convention militaire polono-roumaine du 3 mars. Bien que ces conventions aient été de nature purement défensive, on ne pouvait raisonnablement s'attendre à ce que les Soviétiques, à la lumière de l'expérience passée, le croient. Si des considérations exclusivement militaires avaient pu prévaloir isolément, une campagne préventive sur le Dniestr aurait bien pu être lancée par le Commandement sud soviétique au début du printemps 1921.

Dans une telle atmosphère, les pourparlers de paix n'ont pas pu progresser rapidement. Ils étaient alors suivis par le colonel Matus-zewski du haut commandement polonais et Julian Leński

du Parti communiste ouvrier polonais, qui semblaient chacun jouer le rôle de retardateur et d'éminence grise auprès de leurs délégations respectives. Comme en septembre, les débats publics ont rapidement abouti à une impasse. Dąbski et Joffe se sont rencontrés en privé le 29 novembre pour éviter une rupture. Pourtant, aucun progrès visible n'a été réalisé jusqu'à la mi-février, lorsque le ministre polonais des Finances, Steczkowski, et Leonid Krasin, sont tous deux apparus à Riga. Pour la première fois, un chiffre précis, trente millions de roubles, fut discuté en relation avec les paiements soviétiques convenus d'or tsariste. Le 24 février, une série de protocoles sont conclus concernant le rapatriement, l'extension de l'avis de dénonciation de l'armistice de vingt et un à quarante-deux jours et la Commission mixte des frontières.

Le protocole de rapatriement mérite d'être reproduit in extenso, ne serait-ce que pour rappeler à quel point la normalisation des relations était devenue compliquée.<sup>66</sup> Malheureusement, ses quarante-deux clauses sont plutôt plus longues que tous les accords d'armistice précédents réunis. Il présente l'image d'une bureaucratie soudainement confrontée à la supervision détaillée de millions de personnes dont l'existence même avait été pratiquement ignorée pendant une demi-décennie.

Les semaines qui suivirent la signature des protocoles furent remplies d'une excitation fiévreuse et d'une activité fiévreuse. En Russie soviétique, le mécontentement a atteint son paroxysme avec l'éclatement, le 2 mars, de l'insurrection de Cronstadt. La désaffection de la flotte de la Baltique, qui comptait les fils les plus rouges de la Révolution et qui avait été jusque-là un rempart du régime bolchevique, menaçait de déstabiliser l'ensemble du système soviétique. Toukhatchevski fut rappelé de son oisiveté sur le front occidental pour mener l'assaut à travers la glace sur les forts de la garnison de l'île. En Pologne, on se prépare en vue du plébiscite en Haute-Silésie, prévu pour le 20 mars. L'armée polonaise fut mise en état de préparation et le général Szeptycki installa son état-major à Cracovie pour se préparer à l'éventualité d'une guerre civile ou d'opérations contre l'Allemagne. Le vote à la Diète sur la nouvelle constitution controversée devait avoir lieu le 21 mars. À Riga, les diplomates soviétiques et polonais travaillèrent rapidement et furieusement à la rédaction d'un traité qui pourrait être signé et scellé tant que les gouvernements signataires seraient encore aux commandes. Après des mois de tergiversations, le Traité a été une tâche précipitée.

Le traité de Riga fut conclu à sept heures du soir le 18 mars 1921. Il mit fin à l'état de guerre. Elle établit une frontière définitive, confirmant la ligne du 12 octobre 1920 avec seulement un ou deux ajustements mineurs en faveur de la Pologne. Il a corrigé les ambiguïtés antérieures sur la Biélorussie. Il énonçait les principes régissant les questions de citoyenneté, de crimes politiques, de traitement des minorités, de communications commerciales et ferroviaires et de règlement des comptes. Il prévoyait l'établissement immédiat de relations diplomatiques. Les détails cruciaux qui ont retardé les procédures pendant si longtemps sont ceux qui ont trait au règlement des comptes. Ils ont rempli dix amendements. Rétrospectivement, ils ont essayé de calculer l'incalculable. Quantifier les torts causés à la Pologne au cours de 144 ans de régime tsariste était puissamment émouvant pour les bolcheviks aussi bien que pour les Polonais, mais c'était clairement impossible, comme l'aurait montré un coup d'œil au chaos contemporain des réparations allemandes, qui cherchaient à quantifier les torts de seulement quatre ans. Au cours des cinq mois qui se sont écoulés entre l'armistice d'octobre et le traité de mars, il a fallu multiplier par dix certaines estimations pour tenir compte des effets de l'inflation. Néanmoins, l'émotion était là et il fallait faire une tentative. Après l'engagement initial des Soviétiques de mettre de côté un fonds de trente millions de roubles-or à partir duquel les paiements futurs devaient être effectués, le traité s'égare dans des détails de plus en plus complexes et inintelligibles de quantification et de coût. Si elles avaient été appliquées consciencieusement, les dispositions financières du traité auraient occupé tous les algébristes et les métreurs de Pologne et de Russie pendant des décennies. Ils avaient cette seule vertu, que les algébristes et les métreurs étaient susceptibles de se révéler des gardiens moins létaux des relations polono-soviétiques que les généraux.

En Russie soviétique, l'opinion dominante était celle de Lénine, qui considérait la guerre avec la Pologne comme « une défaite extrêmement lourde », mais la paix comme une victoire

exceptionnelle. Elle provenait d'une conviction profonde que la Pologne avait agi en tant que gendarme de l'Entente, dont le but principal était d'arrêter les progrès du bolchevisme. Les bolcheviks continuaient à croire que l'Entente essayait de les traquer, même lorsque l'Entente sous Lloyd George essayait désespérément d'ouvrir le commerce avec la Russie. Pour eux, avoir évité l'arrestation, même imaginaire, était une victoire célèbre.

En Pologne, l'opinion dominante était, curieusement, quelque peu similaire. De nombreux Polonais ont répété comment ils avaient gagné la guerre mais perdu la paix. Piłsudski a déclaré que la « faiblesse morale de la nation » l'avait empêché de pousser sa victoire jusqu'à sa conclusion logique. Les fédéralistes furent consternés par l'abandon de leurs plans. Les incorporationnistes furent déçus par l'abandon des frontières en 1772. Les catholiques étaient dégoûtés par la reconnaissance du régime bolchevique athée. Il est vrai que de nombreux politiciens de parti, dont la profession est le compromis, se sont résignés à ce qu'ils considéraient comme une paix de compromis. Les partis populistes l'ont accepté, bien qu'ils auraient souhaité plus de terres pour la colonisation paysanne. Les socialistes l'acceptèrent, bien qu'un ou deux hommes influents, comme Tadeusz Hołówko, fussent violemment dissidents. Mais sur les deux ailes de l'échiquier politique, conservatrice et communiste, l'opinion était unie. Les nationaux-démocrates et le Parti communiste ouvrier polonais dénoncèrent tous deux le traité de Riga. Tous deux étaient d'accord pour dire que la guerre de 1919-1921 était le produit des folles ambitions de Piłsudski, que de meilleures conditions auraient pu être obtenues et que la paix ne pouvait pas durer. Sur cette note d'harmonie heureuse mais bizarre, la guerre polono-soviétique prit fin.

En termes objectifs, il est difficile de reconnaître une victoire. Aucun des objectifs de guerre des concurrents n'a été atteint. Les Soviets n'étaient pas sortis de l'isolement, n'avaient pas provoqué la révolution tant attendue en Europe et n'avaient pas réussi à préserver le Lit-Byel. Les Polonais n'ont ni établi la Fédération des Frontières ni fait revivre leur ancienne république à partir du Noir. De la mer à la Baltique. Le résultat de la guerre polono-soviétique n'a pas été un compromis, mais une impasse. Il n'y avait pas de solution.

## Chapitre Sept : Répercussions

On ne peut pas échapper au fait que les effets les plus sensationnels de la guerre polono-soviétique sont ceux qui ne se sont pas produits. C'était l'un de ces événements historiques alléchants qui promettaient plus que ce qui s'est réellement accompli. Les historiens sont naturellement troublés lorsque leur sujet, qui aurait pu si facilement être la crise majeure de l'époque, s'avère n'être guère plus qu'un miracle de neuf jours. Leurs jugements ont eu tendance à être plutôt déséquilibrés, soit en amplifiant la guerre polono-soviétique en un drame aux conséquences incalculables, soit en la minimisant comme une simple trivialité.

Personne n'était plus conscient de ce paradoxe que Piłsudski, qui regardait avec un dédain olympien une guerre dont le commun des mortels prétendait avoir confirmé son génie. C'était, a-t-il dit, « un concours bizarre de circonstances parsemé d'erreurs grossières produisant une impression de haute comédie... une guerre irréaliste, une demi-guerre, une guerre quart-de-guerre, une sorte de bagarre enfantine, une bagarre dont la grande théorie militaire était dédaigneusement exclue... Une bagarre, néanmoins, qui a lancé le destin de deux États et de 150 millions de personnes et qui a failli ébranler le destin de l'ensemble du monde civilisé.

Le récit classique de la réaction immédiate de l'Occident se trouve dans le journal de Lord D'Abernon, écrit sur place en 1920 et publié sous forme de livre onze ans plus tard. Le titre du livre, *La dix-huitième bataille décisive de l'histoire mondiale*, trahit le thème, à savoir que la bataille de Varsovie a été la dernière d'une série de conflits épiques qui ont protégé la « civilisation » de la « barbarie ». D'Abernon cite un passage célèbre de Gibbon et ajouta sa propre glose : « Si Charles Martel n'avait pas arrêté la conquête sarrasine à la bataille de Tours, l'interprétation du Coran serait enseignée dans les écoles d'Oxford, et ses élèves pourraient démontrer à un peuple circonscrit la sainteté et la vérité de la révélation de Mahomet.

*Si Piłsudski et Weygand n'avaient pas réussi à arrêter l'avancée triomphale de l'armée soviétique à la bataille de Varsovie, non seulement le christianisme aurait connu un dangereux revers, mais l'existence même de la civilisation occidentale aurait été mise en péril. La bataille de Tours a sauvé nos ancêtres du joug du Coran ; il est probable que la bataille de Varsovie a sauvé l'Europe centrale et certaines parties de l'Europe occidentale d'un danger plus subversif : la tyrannie fanatique des Soviétiques.*

*Sur le point essentiel, il ne peut y avoir guère de place pour le doute ; si les forces soviétiques avaient vaincu la résistance polonaise ... Le bolchevisme se serait répandu dans toute l'Europe centrale et aurait bien pu pénétrer tout le continent. »*

La dernière réflexion de D'Abernon, écrite en 1931, était moins confiante :

« Il se peut que la doctrine communiste, repoussée par la force des armes en 1920, parvienne plus tard à la perturbation qu'elle recherche. Mais si cela devait arriver, ce serait moins à cause de la force militaire du Soviet, moins à cause de la propagande, si somptueuse et si persistante soit-elle, qu'à la désunion de ses adversaires et à l'étrange incapacité à faire face à la crise économique qui est aujourd'hui un si grave reproche à l'intelligence du monde occidental. »

Quatorze ans après la publication de ce livre, l'Armée rouge envahit l'Europe centrale et invalida tout ce que D'Abernon avait écrit. Sous les auspices soviétiques, un nouvel ordre social a été introduit dans huit des vingt-quatre États souverains de l'Europe. Pour paraphraser Gibbon, l'interprétation du matérialisme dialectique est maintenant enseignée dans les écoles de Cracovie, de Prague et de Berlin, dont les élèves démontrent à une société sans classes la sainteté et la vérité des révélations de Marx, Engels et Lénine. La bataille de Varsovie, loin de racheter une époque, n'a même pas sauvé une génération.

Lénine regretta bientôt les événements de 1920 et reconnut son erreur. Ses regrets sont consignés dans le compte rendu de sa conversation avec la communiste allemande Clara Zetkin peu après l'armistice de Riga :

*« Le gel précoce de la retraite de l'Armée rouge de Pologne a gâché la croissance de la fleur révolutionnaire ... J'ai décrit à Lénine comment cela avait affecté l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière allemande... quand les camarades avec l'étoile soviétique sur leurs casquettes, dans des morceaux d'uniforme et de vêtements civils incroyablement anciens, avec des chaussures de liber ou des bottes déchirées, éperonnaient leurs petits chevaux vifs jusqu'à la frontière allemande... »*

*Lénine resta assis en silence pendant quelques minutes, plongé dans la réflexion. « Oui, dit-il enfin, c'est ce qui s'est passé en Pologne comme peut-être cela devait arriver. Vous savez toutes les circonstances qui étaient à l'œuvre, que notre avant-garde témérairement courageuse et confiante n'avait pas de réserves et n'a jamais eu assez de pain sec à manger. Ils ont dû réquisitionner le pain des paysans et des classes moyennes polonaises. Et dans l'Armée rouge, les Polonais voyaient des ennemis, pas des frères et des libérateurs. Les Polonais pensaient et agissaient, non pas d'une manière sociale, révolutionnaire, mais comme des nationalistes, comme des impérialistes. La révolution en Pologne sur laquelle nous comptions n'a pas eu lieu. Les ouvriers et les paysans, trompés par Piłsudski et Daszyński, ont défendu leur ennemi de classe et ont laissé nos braves soldats rouges mourir de faim, leur ont tendu une embuscade et les ont battus à mort.*

*« Notre Budyonny est le plus brillant chef de cavalerie du monde. Un jeune paysan, vous le savez ? Comme les soldats de l'armée révolutionnaire française, il portait le bâton de maréchal dans son sac à dos... Mais toute l'excellence de Budyonny n'a pas pu compenser notre ... erreur de calcul politique. Radek a prédit comment cela se passerait. Il nous a prévenus. J'étais très en colère et je l'ai accusé de 'défaitisme'... Mais il avait raison dans sa principale affirmation. Il connaît les affaires en dehors de la Russie mieux que nous. Nous nous sommes réconciliés il y a peu de temps.*

*« Je crois moi-même, reprit Lénine, que notre position ne nous a pas obligés à faire la paix à n'importe quel prix. Nous aurions pu tenir tout l'hiver. Mais j'ai pensé qu'il était plus sage de s'entendre avec l'ennemi ; Le sacrifice temporaire d'une paix difficile m'a paru préférable à la continuation de la guerre... Nous utiliserons la paix avec la Pologne pour jeter toutes nos forces contre Wrangel... La Russie soviétique ne peut gagner que si elle montre qu'elle ne fait la guerre que pour défendre la Révolution..., qu'elle n'a pas l'intention de s'emparer de terres, de réprimer des nations ou de se lancer dans une aventure impérialiste. Mais devrions-nous par-dessus tout, à moins d'y être absolument contraints, exposer le peuple russe à la terreur et aux souffrances d'un nouvel hiver de guerre. ... Non, l'idée des agonies d'une autre guerre d'hiver était insupportable. Nous devons faire la paix. »*

*Pendant que Lénine parlait... Une expression de souffrance indicible se lisait sur son visage... Dans mon esprit, j'ai vu l'image d'un Christ crucifié du maître médiéval Grunewald ... Et c'est ainsi qu'est apparu Lénine, « un homme de douleur », accablé, transpercé, oppressé par toutes les souffrances des travailleurs russes. »*

Le message était clair ; l'utilisation de l'Armée rouge pour provoquer une révolution sociale en Europe était contre-productive. Il y a des preuves qui suggèrent que Lénine a émis un ordre à cette époque interdisant spécifiquement l'implication des troupes soviétiques dans les tentatives de mettre en œuvre la révolution à l'avenir.<sup>5</sup> C'est la politique suivie lors des seules occasions pertinentes de son existence, dans la crise allemande de 1923 et dans la crise chinoise de 1923-1924. Mais il n'a pas prévalu. Malgré les réserves de Lénine, le nouvel ordre social en Europe de l'Est a été établi entre 1944 et 1948 avec l'implication directe de l'armée soviétique, et a été maintenu par la présence continue de l'armée soviétique depuis lors.

D'Abernon et Lénine, comme tout le monde en 1920, ont largement sous-estimé le potentiel de l'Armée rouge. Les premiers pensaient qu'elle ne pouvait pas être utilisée comme une force révolutionnaire, les seconds qu'elle ne devait pas être utilisée. Si l'un ou l'autre avait pu rêver que les héros en haillons de Toukhatchevski et de Boudionny pourraient être transformés en une

génération en l'armée la plus puissante du monde, leurs points de vue auraient peut-être été différents.

Les répercussions de la guerre polono-soviétique font l'objet d'une fascination sans fin. Les échos et les effets des événements de 1919-1921 peuvent être retracés jusqu'à nos jours.

Sur le plan individuel, la guerre a fourni une expérience riche qui a influencé la vie de plusieurs participants qui devaient occuper des postes de responsabilité mondiale. Il serait très instructif de savoir dans quelle mesure les aventures de Monseigneur Achille Ratti ont conditionné son performance au cours des dix-sept années (1922-1939) où, en tant que Pie XI, il pontifia à Rome. Il n'est pas exagéré de dire que son encyclique *Divini Redemptoris*, anathématisant le communisme athée, était l'application universelle de son propre défi personnel aux armées bolcheviques de Radzymin. Il serait très instructif de savoir avec certitude à quel point les humiliations et les accusations découlant de la campagne de 1920 ont affecté les sentiments et les actions de Joseph Staline.

Dans le domaine de la théorie et de la pratique militaires, les opérations de la guerre polono-soviétique ont attiré l'attention sur la mobilité et la stratégie offensive d'un continent dont les principales armées venaient de terminer un cours de quatre ans sur la guerre de tranchées. À des fins de comparaison, ils présentaient un riche mélange d'éléments anciens et modernes, de cavalerie et de chars, de gardes provinciales et d'armées nationales de conscrits, d'offensives entreprenantes et de défense concentrée. Certains observateurs, comme les représentants de la Mission interalliée, ont qualifié les combats en Pologne d'insignifiants. Le général Radcliffe remarqua la mobilité, mais pensa qu'elle était le produit des conditions médiévales, qui ne pouvaient pas être appliquées aux activités des armées modernes. Lord D'Abernon pensait que les combats avaient « un air du XVIII<sup>e</sup> siècle ». Weygand pensait que les Polonais avaient triomphé en « brisant toutes les règles ».<sup>8</sup> Dans les années qui suivirent 1920, la majorité des experts militaires préparèrent la Seconde Guerre mondiale en perfectionnant les techniques de la Première. Seuls quelques-uns réfléchirent sérieusement au contraste entre l'expérience de 1914-1918 et celle de 1919-1920, et cherchèrent à en tirer profit. Le plus souvent, les actions de la guerre polono-soviétique ont été invoquées par des tacticiens réactionnaires cherchant à raviver le soutien à la cavalerie à cheval. Ils soulignaient l'impact dramatique de Budyonny et de Gai, ainsi que les succès ultérieurs de la cavalerie polonaise. Ils ont fait valoir qu'une guerre de mouvement avait démontré les limites de vitesse et de fiabilité des véhicules blindés. Ils conclurent que les chars étaient suffisamment adaptés pour être utilisés dans les tranchées ou peut-être pour patrouiller dans les rues de la ville, comme cela a été fait à Varsovie, mais bien inférieurs à la cavalerie dans une offensive prolongée et mobile. En Russie soviétique, les chefs de cavalerie ont perpétué leur suprématie tout au long de l'entre-deux-guerres. En Pologne, la cavalerie jouissait d'un prestige incontesté. Même en Angleterre, en France et en Amérique, les cavaliers ont été encouragés par ce qu'ils croyaient être la leçon des campagnes polonaises.

Parmi les soldats dissidents, il est curieux de constater que trois noms exceptionnels appartiennent tous à des vétérans de la guerre polono-soviétique : Charles de Gaulle, Władysław Sikorski et Mikhaïl Toukhatchevski ont tous participé aux campagnes de 1919-1920, et il ne fait aucun doute que leur service actif en Pologne a fourni un stimulant important à leur réflexion. Tous ont subi le dénigrement que l'avant-garde des théoriciens militaires suscite généralement. De Gaulle se distingue de ses contemporains par le fait qu'il conserve l'esprit offensif qui avait été jusqu'en 1914 le mot d'ordre de l'armée française, en partie peut-être à cause de son service dans une armée étrangère où les idéaux napoléoniens étaient encore vivants. Ses conférences à Rembertów ont été la première occasion où les concepts du *Fil de l'Épée* ont germé. Son esprit était assez original pour saisir la vérité, qui semble évidente de nos jours, que les déficiences technologiques constituaient le seul obstacle sérieux à un mariage entre la mobilité hautement souhaitable des campagnes polonaises et la puissance de feu de la Première Guerre mondiale. Son intérêt pour la guerre des chars était aussi excentrique chez les généraux français que sa familiarité avec l'Europe de l'Est l'était chez les politiciens occidentaux. Sikorski pensait dans le même sens. Déjà en 1920, il avait

expérimenté avec succès des chars et des voitures blindées sur la Wkra. Son raid sur Kowel avec des colonnes d'infanterie motorisée a été décrit par ses fidèles comme la première exposition de la blitzkrieg. Dans les années de sa retraite forcée, entre 1928 et 1939, il consigne ses pensées sur le papier. Il publia un livre *Przyszła Wojna* (« La guerre future ») qui fut publié en 1935 dans une traduction française au titre inoffensif de *La Guerre moderne*. Dans ce livre, il prône l'exploitation des chars à des fins offensives et prédit correctement que leur utilisation serait d'abord développée par la Wehrmacht d'Hitler, la seule armée européenne libérée des anciennes traditions.

Contrairement à de Gaulle ou Sikorski, Toukhatchevski n'a pas vécu assez longtemps pour voir sa justification, aussi humiliante soit-elle. Il n'a jamais renoncé à sa stratégie en Sibérie et en Pologne et, malgré l'opposition de généraux plus âgés, a poursuivi sa théorie de la guerre révolutionnaire. En tant que directeur de l'Académie militaire soviétique de 1921 à 1925 et vice-président du Conseil de la guerre révolutionnaire de l'URSS de 1931 à 1937, il exerça une influence considérable. Il a eu le malheur d'être défendu par Trotsky, dont la chute a été la cause de la période de défaveur et finalement de sa mort. Ses expériences avec des troupes parachutistes, des divisions aéroportées et des chars lourds au début des années 1930 étaient partagées par la Luftwaffe allemande et le Panzer Corps qui s'entraînaient secrètement en Russie. L'ironie ultime de l'histoire a été révélée en 1939-1941 lorsque Heinz Guderian, élève de Toukhatchevski et admirateur avoué de de Gaulle, a réalisé les prévisions de Sikorski en détruisant d'abord l'armée polonaise, dont Sikorski avait été exclu, puis l'armée française de Weygand, dans laquelle de Gaulle était le seul commandant à remporter même un succès local. et troisièmement, toute la réserve stratégique de l'Armée rouge, qui, en l'absence de Toukhatchevski, avait adopté une posture statique et défensive. Tous les doutes sur les conclusions qui auraient dû être tirées du débat sur la cavalerie de l'entre-deux-guerres ont été rapidement dissipés le 9 septembre 1939 lorsqu'à la frontière prussienne, les uhlans polonais ont chargé dans les chars de Guderian exactement de la même manière héroïque qu'ils avaient chargé dans la Konarmiya lors de la bataille de Komarów dix-neuf ans auparavant. Cette fois, le résultat a été catastrophique. Les idées de de Gaulle et de Sikorski n'ont été créditées que lorsque les armées auxquelles elles étaient destinées ont été anéanties. Les réflexions de Toukhatchevski sur les « Nouveaux problèmes de la guerre », composées en 1931-1932, n'ont pas été publiées pendant trente ans, date à laquelle elles n'étaient ni nouvelles ni problématiques.

Dans le domaine politique, la guerre de 1919-1920 a eu le plus grand effet en Pologne. Ce fut l'influence formatrice majeure dans la période de la renaissance de la République. Il a déterminé les personnalités, les institutions et l'idéologie dominantes des deux décennies suivantes. Il confirma la suprématie personnelle du maréchal Piłsudski. Il est sorti de la guerre indiscutablement le leader de la nation, mais mécontent du règlement politique et dégoûté par le traitement que la Pologne a reçu de ses « alliés ». En temps de paix, il était un poisson hors de l'eau. Il gisait sur le rivage promis de l'indépendance nationale, à bout de souffle devant le danger et la conspiration sur lesquels il prospérait. Sa personnalité s'est rapidement détériorée. Ses manières impérieuses se transformaient en pure mauvaise humeur, ses aphorismes inimitables en injures vulgaires et publiques. Au début, il se retira de la politique, écœuré par les querelles entre les partis, par les attaques continuelles des nationaux-démocrates, par l'ingratitude du processus démocratique. Il refusa de se présenter à l'élection présidentielle de 1922 et démissionna de son poste de commandant en chef. Mais le 12 mai 1926, aidé par cet incomparable mutin, le général Żeligowski, devenu ministre des Affaires militaires, il apparaît dans la banlieue est de Varsovie à la tête de ses uhlans rebelles. Après trois jours de guerre civile, il s'est frayé un chemin à travers les ponts de la Vistule, forçant le gouvernement et le président à démissionner. Jusqu'à sa mort neuf ans plus tard, il était le véritable dirigeant de la Pologne. Par le « coup d'État de mai », il a achevé la dernière étape de la « Marche sur la Vistule » prévue par Toukhatchevski à plus d'un titre. Il s'agissait d'une révolte de gauche, montée par l'armée mais soutenue par les socialistes et par les communistes. Son but avoué était d'empêcher la propagation du fascisme. Sa principale cible était Wincenty Witos, qui venait de former un troisième ministère de coalition. Mais le régime de Piłsudski dégénéra rapidement en une dictature privée de son propre cercle, éliminant progressivement les opposants de quelque obédience que ce soit. Le jour même du coup d'État, une réunion communiste célébrant la

victoire a été dispersée par les sabres de sa police montée. En 1930, la plupart des dirigeants de l'opposition, y compris Witos, ont été arrêtés et accusés de complot de trahison. Beaucoup de ceux qui n'ont pas réussi à s'échapper à l'étranger ont été incarcérés dans le tristement célèbre camp de Bereza Kartuska, dont le nom est devenu le symbole, non pas de la période d'unité nationale pendant la guerre soviétique qui a commencé là-bas en 1919, mais de la désunion et de la dégradation nationales.

La suprématie de Piłsudski était étroitement liée à la position dominante de l'armée polonaise, que la guerre de 1919-1921 a fermement établie comme le sauveur officiel de la nation. Les officiers de l'armée occupaient le sommet de la respectabilité sociale et, en temps voulu, le siège du pouvoir politique. Leur influence était telle qu'ils ont fini par monopoliser non seulement le gouvernement, mais aussi l'opposition. Dans la première période constitutionnelle, le contrôle de l'armée était une orpie politique qu'aucun des ministères de passage n'osait saisir. La démission de Sikorski du poste de premier ministre en juillet 1923 et la démission de Sosnkowski du ministère des Affaires militaires en 1924 ont toutes deux été causées par le problème insoluble de savoir qui, en dehors de Piłsudski, pourrait recevoir la nomination d'inspecteur général des forces armées. Le «coup d'État de mai» divisa l'armée en deux. La suite de Piłsudski se composait principalement d'un groupe d'officiers relativement mineurs comme le général Sławój Składkowski, le général Orlicz-Dreszer, le colonel Józef Beck ; les forces loyales au gouvernement étaient dirigées par des hommes de plus grande stature : Malczewski, Rozwadowski, Zagórski, Stanisław Haller, Szeptycki, Anders, Kukiel et Sikorski lui-même. Le conflit était si aigu que le 13 mai 1926, Sosnkowski tenta de se suicider. Rozwadowski et Malczewski ont été arrêtés ; Rozwadowski et Zagórski meurent mystérieusement quelque temps plus tard. Dès lors, les Loyalistes furent retirés. Ils étaient exclus à la fois de l'armée et de l'État. Leur heure était encore venue. La militarisation de la politique polonaise s'est poursuivie à un rythme soutenu. Après la mort de Piłsudski, le général Sławój-Składkowski fut Premier ministre de mai 1936 à septembre 1939. Le colonel Beck est ministre des Affaires étrangères à partir de 1932 ; Le général Śmigły-Rydz endossa le manteau du maréchal en tant qu'inspecteur général et âme dirigeante. La seule opposition active au parti Ozon (Camp de l'unification nationale) parrainé par le gouvernement était dirigée par l'homme de main le plus proche de Piłsudski, Walery Sławek. On pouvait enfin parler du « gouvernement des colonels » avec quelque raison.

L'effondrement du gouvernement polonais en septembre 1939 remit les « loyalistes » sur le devant de la scène. Sikorski, dont l'offre de servir à quelque titre que ce soit contre l'invasion allemande avait été refusée, réapparut à Paris en tant que commandant en chef et premier ministre du gouvernement en exil. Sosnkowski, qui avait commandé la vaillante défense de Lwów, réapparut comme son adjoint. Józef Haller et Marian Kukiel ont comparu en tant que ministres de la Défense. Władysław Anders sortit de son internement en Russie pour prendre le commandement du célèbre deuxième corps de la huitième armée britannique. Bór-Komorowski prend le commandement de l'Insurrection de Varsovie. Ces hommes et leurs collègues avaient une chose en commun. Ils étaient les paladins de la guerre soviétique. Ils étaient par définition des anticommunistes professionnels, des croisés antisoviétiques. Ils étaient les ennemis jurés de la seule armée alliée qui pouvait libérer leur pays. Ils suscitèrent la haine implacable de Staline qui exterminait systématiquement tous ceux sur qui il pouvait mettre la main. Ils attisèrent les soupçons de leurs protecteurs occidentaux, qui les exhortèrent mollement à réconcilier leurs différends. Sikorski meurt dans des circonstances incertaines en 1943 ; Sosnkowski, qui lui succéda, termina sa guerre en interné au Canada. Ils n'avaient pas leur place dans le règlement de l'après-guerre. La frontière orientale de la Pologne, pour laquelle ils s'étaient battus vingt-cinq ans auparavant, n'était pas une question sur laquelle Staline était prêt à faire des compromis. Ils n'ont pas pu rentrer sains et saufs dans leurs maisons à Vilnius (Wilno), aujourd'hui capitale de la RSS de Lituanie, ni à Lviv (Lwów), aujourd'hui une ville de l'Ukraine occidentale. Ils n'étaient pas les bienvenus dans la Pologne populaire. Les chevaux de guerre de 1919-1920, et plusieurs milliers de soldats polonais d'une jeune génération qui partageaient leurs idéaux, ont été mis à l'eau dans un exil honorable mais inévitable.



Parmi les Polonais en exil, l'idéologie de la Pologne d'avant-guerre, conçue pendant la guerre soviétique, la soi-disant « Sanacja », a survécu. « Sanacja », qui signifie littéralement « assainissement », ne peut être traduit en français que par « ablutionnisme ». Elle était entièrement militaire dans l'esprit et était motivée par la croisade catholique contre le bolchevisme. Il cherchait à effacer toute trace de corruption et de déshonneur de la vie nationale. Son rassemblement annuel a eu lieu, comme on pouvait s'y attendre, le 16 août, à l'occasion de l'anniversaire de la bataille de Varsovie. Comme beaucoup d'autres mouvements de réarmement moral, il est né dans une caserne de la croyance que la salive et le polissage peuvent effacer le mal de l'âme des hommes. Elle a servi à approfondir l'isolement spirituel de la Pologne, tant vis-à-vis des démocraties occidentales que de son grand voisin athée de l'Est. Les communautés d'émigrés polonais en Occident ont été les seules à célébrer le cinquantième anniversaire de leur « miracle sur la Vistule ».

En Russie soviétique, la guerre polonaise est rarement mentionnée. Dans la politique bolchevique, ce n'était qu'une petite partie d'un plus grand dessein. À ses débuts, elle était considérée comme une simple interruption dans le développement futur des frontières par les Soviétiques. À son apogée, elle était considérée comme une étape sur la voie de la révolution européenne ; À la fin, il a été perçu comme une honte d'être liquidé le plus rapidement possible. Les dirigeants bolcheviks, bien qu'ils aient accordé une pensée spasmodique à la Pologne, avaient tendance à la coincer dans le cadre de leurs politiques plus larges et, comme Lloyd George, à devenir extrêmement furieux lorsqu'ils trouvaient qu'elle ne convenait pas. Ils ont négligé le fait que, en raison de ses implications géographiques et du moment crucial où elle s'est terminée, la guerre polonaise pouvait influencer le développement de l'État soviétique d'une manière disproportionnée par rapport à son importance intrinsèque.

La fin de la guerre polonaise a été l'occasion spécifique où la frontière occidentale de la Russie soviétique a été fermement fermée. C'est l'événement spécifique qui a perpétué son isolement de l'Allemagne et du reste de l'Europe. Par conséquent, on peut soutenir qu'il s'agissait d'un facteur primordial, et peut-être du facteur externe le plus important dans les tentatives économiques, diplomatiques et politiques de s'adapter à cet isolement. Il a endigué la marée haute de l'internationalisme dans la pratique politique soviétique. Il a lancé une tendance qui n'a jamais été inversée, à savoir distinguer les intérêts de la Russie soviétique de ceux de la révolution mondiale et donner la priorité absolue à l'autosuffisance de l'État soviétique. Elle a marqué le déclin du Komintern, de Trotsky, des intellectuels bolcheviks. Ses répercussions profondes sont d'autant plus surprenantes que la reddition du programme révolutionnaire par Lénine à la fin de 1920 n'avait pour but, comme l'introduction de l'impôt sur le revenu britannique en 1842, que comme une mesure temporaire.

La guerre polonaise a apporté une contribution certaine à la crise du communisme de guerre et à l'introduction ultérieure de la « nouvelle politique économique » (NEP) de Lénine. À l'été 1920, huit des seize armées de la Russie soviétique étaient en action contre la Pologne. La guerre polonaise fut le principal et le seul engagement étranger de l'Armée rouge, et fut principalement responsable des pressions exercées sur le système du « communisme de guerre » par la militarisation des chemins de fer, l'intensification des réquisitions, l'augmentation de la consommation de fournitures et d'armements. Comme le montrent les données de Smolensk, le système n'a jamais répondu aux nouvelles exigences qui lui étaient imposées. Il est également vrai de dire que l'effondrement soudain de la campagne de Pologne à l'automne 1920 produisit un choc non moins dommageable que le chaos qui existait déjà. Tant que l'Armée rouge pourrait être considérée comme défendant la Russie contre les « seigneurs polonais », les agonies du communisme de guerre pourraient être justifiées et tolérées. Mais lorsque l'armistice de Riga fut signé et que le coup de grâce qui s'ensuivit fut donné contre Wrangel en novembre, tout le système perdit son objectif. Le 25 novembre 1920, l'effectif gonflé de l'Armée rouge est considérablement réduit ; Deux millions et demi d'hommes, qui ne pouvaient pas être utilisés et qui ne pouvaient pas être nourris, ont été renvoyés chez eux. Le communisme de guerre avait atteint la fin de son utilité et devait être remplacé. Alors que la campagne de Pologne était encore poursuivie et que l'espoir d'exporter la Révolution en Europe était encore vivace, la NEP était superflue ; dès que la

campagne polonaise s'est soldée par un échec, elle est devenue une nécessité logique. Bien que Lénine ait résisté à l'introduction de la NEP pendant plusieurs mois encore, il était de plus en plus conscient que son retrait d'une position révolutionnaire en politique étrangère et étrangère devait nécessairement être suivi d'un recul correspondant en politique intérieure et économique. Ce n'est pas un hasard si la signature de la paix avec la Pologne en mars 1921 a coïncidé avec les débats importants du Xe Congrès du Parti sur l'introduction de la NEP.

Le traité de Rapallo de 1922 était un complément naturel à la NEP. S'allier avec la république bourgeoise allemande à l'étranger était théoriquement aussi indéfendable que de s'allier avec le paysan propriétaire à l'intérieur. Pourtant, les deux « alliances » étaient opportunes. On oublie souvent, cependant, qu'avant la signature du traité de Riga, le besoin de Rapallo n'existait pas. Tant qu'il y avait des espoirs d'un pont révolutionnaire entre la Russie et l'Allemagne, il n'y avait pas besoin d'un pont diplomatique formel. Les espoirs initiaux ont été anéantis, non pas par la fin de la guerre civile, dont l'issue favorable a donné à la direction bolchevique sa seule et unique chance d'exporter la révolution en Allemagne, mais par le règlement territorial défavorable de la guerre polonaise.

La guerre polonaise a inévitablement affecté le développement du Parti bolchevique et de l'Armée rouge. Jusqu'à la fin de 1920, les bolcheviks qui avaient été importés en Russie d'exil étranger – Lénine, Trotsky, Zinovyev, Boukharine – dominaient entièrement les hommes « locaux ». Staline et ses sbires, qui étaient destinés à prendre le contrôle total, étaient encore de peu d'importance. Après la guerre polonaise, lorsque la Russie soviétique a été obligée de résoudre ses problèmes d'une manière exclusivement russe, l'expérience russe, jusque-là sous-estimée, a été primordiale. Sous Staline, l'expérience étrangère est progressivement devenue un stigmate ; Les contacts avec l'Occident sont devenus un signe de déloyauté. Cela a atteint sa conclusion logique lors des Grandes Purges de 1937 et 1938, lorsque tous les vieux bolcheviks encore survivants ont été impitoyablement éliminés, d'abord du parti, puis de l'armée. Son acte le plus dramatique s'est produit le 5 juin 1937, lorsque Vorochilov, Boudionny et Égorov ont signé les arrêts de mort de Toukhatchevski, Yakir, Ouborévitch, Kork, Primakov et trois autres. À la fin des Purges, le seul maréchal à survivre, avec Boudionny et Vorochilov, fut Timochenko, leur camarade de Konarmiya.

La principale victime du changement de direction de la Russie soviétique a été le mouvement communiste international. Le deuxième congrès du Komintern, qui en 1920 avait été annoncé comme la pendaison de crémaillère de la révolution mondiale, s'est avéré être une sorte de dernière cène. Dès lors, les partis communistes d'Allemagne, de France, d'Italie et de Grande-Bretagne, qui en 1920 avaient unifié leurs diverses fractions dans l'attente du pouvoir, furent ostensiblement ignorés. Les communistes étrangers qui se réfugiaient en Russie étaient traités avec mépris. Le Parti communiste ouvrier polonais a récolté toute la récolte de la gratitude de Staline. Incapable d'opérer efficacement en Pologne, elle s'est peu à peu retrouvée dans l'oubli en Russie. Son arrière-plan cosmopolite et luxembourgistes l'obligea à s'associer à l'opposition trotskyste. Il fut condamné à la proscription. En 1939, il a cessé d'exister ; Son nom a été rayé du registre des partis communistes ; L'ensemble de son Comité central, à une exception notable, a été liquidé. En 1944, lorsque l'Armée rouge retourna en Pologne pour la deuxième fois, le Komintern lui-même avait cessé d'exister.

Sans préjuger en aucune façon des observations qui précèdent, il faut se garder d'exagérer le caractère causal du rôle de la guerre polonaise dans l'histoire soviétique. Bien que la guerre polonaise ait été étroitement liée à l'introduction de la NEP, au traité de Rapallo, à la transformation du parti bolchevique, etc., elle n'a évidemment pas causé à elle seule ces développements. Ce qu'il a fait – et ici le choix de la métaphore doit être très précis – a été d'attirer l'attention pour la première fois sur l'insuffisance du programme révolutionnaire des bolcheviks. On peut la décrire comme la sonnette d'alarme qui a incité les Soviétiques à se tourner vers leur propre préservation avant de tenter le salut des autres.

Dans ce contexte, la défaite dans la guerre de Pologne apparaît comme un événement heureux du point de vue soviétique. Si Toukhatchevski n'avait pas été vaincu, si Varsovie était tombée et si l'Europe avait été envahie avec succès, on ne peut douter que les ressources infiniment

supérieures du monde capitaliste se seraient retournée sérieusement contre le bolchevisme. Bien que l'on ne puisse prédire l'issue d'une compétition qui ne s'est jamais matérialisée, on peut néanmoins être sûr que la Russie soviétique n'aurait pas bénéficié des deux décennies de répit qui ont suivi et qui lui ont permis de passer d'un pays sous-développé au deuxième État le plus puissant du monde. L'impuissance même de la jeune République soviétique, démontrée par la faible performance de son armée en Pologne, rendit superflus les desseins infanticides des interventionnistes et contribua ainsi dans une large mesure à sa survie.

La honte de la défaite face à la Pologne affecta profondément l'Armée rouge. À court terme, ce fut une humiliation douloureuse. À long terme, c'était l'aiguillon de l'auto-amélioration. Il a lancé deux décennies de repensée, de recyclage et de réarmement intensifs. Elle réduisit la précocité politique des maréchaux et laissa la voie libre à la domination absolue du Parti. Toukhatchevski a été détruit, mais il a laissé derrière lui une force de combat avec peu d'illusions et avec une résilience et un professionnalisme qui ont étonné le monde. Ses camarades de 1920, notamment Vorochilov, Joukov, Timochenko et Tchouïkov, se sont distingués pendant la Seconde Guerre mondiale au-delà de toute attente.

La fin de la guerre polono-soviétique a fourni la plate-forme sur laquelle un nouveau système diplomatique pour l'Europe de l'Est a été construit. L'initiative française, qui avait été remarquablement absente sur le champ de bataille, s'est intensifiée dans le domaine des relations internationales. Mais aucune des lacunes qui s'étaient manifestées en 1919–1920 ne fut corrigée. La tendance des démocraties occidentales à soutenir leurs alliés d'Europe de l'Est en paroles mais pas en actes est restée. La possibilité d'une alliance entre la Russie soviétique et l'Allemagne n'était pas prévue. Le « croquemitaine bolchevique » était autorisé à masquer tous les autres dangers. La Pologne a eu un faux sentiment de sécurité et un faux sentiment de sa propre importance. On l'a encouragée à se débrouiller seule, puis on l'a réprimandée pour l'avoir fait. Au cours de la crise européenne suivante de 1938-1939, toutes ces déficiences se sont reproduites. La « Seconde République » polonaise a été une victime précoce et totale.

Tout au long de l'entre-deux-guerres, le souvenir de l'invasion soviétique de la Pologne a servi à renforcer les craintes du « croque-mitaine bolchevique ». Les anticommunistes pouvaient toujours désigner août 1920 comme une preuve définitive et tangible du péril rouge, qui pouvait à tout moment reprendre sa marche vers l'ouest. Ce que les bolcheviks avaient essayé une fois, ils pouvaient toujours le refaire. Les antifascistes, en revanche, ne pouvaient invoquer aucun précédent similaire, et leurs avertissements sur les desseins nazis semblaient à la fois exagérés et hypocrites.

À l'heure actuelle, la guerre polono-soviétique est encore une source d'embarras dans les deux pays où elle est le plus mémorable. Les dirigeants de la Pologne populaire et de l'Union soviétique reculent tout naturellement devant des souvenirs qui menacent de troubler la teneur égale de leurs relations de camaraderie. Ils craignent à juste titre qu'une nation entêtée comme les Polonais ne soit induite en erreur en comparant sa condition actuelle avec l'indépendance soi-disant dorée d'il y a cinquante ans. Le gouvernement soviétique ne veut pas qu'on lui rappelle l'époque où une ancienne province tsariste a refusé de rejoindre le club soviétique et a infligé la seule défaite non réclamée de l'histoire de l'Armée rouge. Inutile de dire que la projection du passé dans le présent de cette manière est un exercice purement émotionnel. Il n'a aucun fondement rationnel. Il est dangereux simplement parce qu'il évoque des mirages et des cauchemars qui ne peuvent être contenus par des arguments logiques. En réalité, la Pologne de Gierek est aussi éloignée de la Pologne de Piłsudski que l'URSS de Brejnev l'est de la Russie soviétique de Lénine. Les relations polono-soviétiques d'aujourd'hui sont essentiellement différentes à tous égards.

La génération qui a combattu la guerre polono-soviétique est aujourd'hui en grande partie morte et disparue. Beaucoup de ceux qui survécurent aux événements de 1919-1921 périrent dans les événements encore plus terribles en Russie et en Pologne seize ou dix-huit ou vingt ans plus tard. À l'exception de quelques incorrigibles, les hommes qui sont encore en vie ont survécu aux passions qui les poussaient autrefois au combat. Comme pour toutes les guerres, il ne reste pas

grand-chose. Le dernier mot revient à Isaak Babel, dont la précieuse vie a été gaspillée inutilement par le système qu'il avait courageusement servi :

*« Pendant les combats de nuit à Khotin, mon cheval avait été tué. Des étoiles se glissaient dans le ventre frais de la nuit. Des villages déserts flambaient à l'horizon. Portant ma selle sur mes épaules, je trébuchais le long d'un sentier défoncé et je m'arrêtai à un coin pour répondre à un appel de la nature. Comme je boutonnais ma culotte, j'ai senti quelque chose effleurer ma main. J'allumai ma lanterne, et là, étendu sur le sol à mes pieds, je vis le cadavre d'un Polonais, aspergé de mon urine. Il débordait de sa bouche, percolait à travers ses dents, s'accumulait dans les orbites vides de ses yeux. À côté de lui se trouvait un cahier contenant une liste de petites dépenses, un programme de pièces de théâtre du théâtre de Cracovie, un souvenir d'anniversaire pour une femme appelée Marie-Louise et une proclamation signée par Piłsudski. J'ai pris cette proclamation du maréchal et chef de l'État, et avec elle j'ai soigneusement essuyé le front de mon frère inconnu. Puis je replaçai la selle sur mon dos et passai. »*